Sous la direction de

Jean Lopez
Olivier Wieviorka

LES MYTHES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

VOLUME 2

PERRIN | SCIENCE & VIE GUERRES & Histoire

Sous la direction de
Jean Lopez et Olivier Wieviorka

LES MYTHES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Volume 2

PERRIN
www.editions-perrin.fr

12, avenue d'Italie
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01
www.editions-perrin.fr

Mort aux envahisseurs allemands ! Affiche de K. Avvakumov, 1944.
© Photo by Laski Diffusion/Getty Images

EAN : 978-2-262-07217-9

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

Sommaire

INTRODUCTION

Le formidable intérêt des lecteurs pour le premier volume des *Mythes de la Seconde Guerre mondiale* nous a conduits à proposer un second opus. Si les thèmes sont différents, l'esprit demeure : débusquer les mythes, légendes et idées reçues qui encombrent et déforment la perception du conflit, et qui sont largement répandus. Comment, s'écriera-t-on, le faux domine à ce point ? Mais que font les historiens ? Ils font leur travail. Mais, comme le grand public, ils sont, faut-il le rappeler, prisonniers de leur temps, de ses enjeux, préjugés et perceptions, qui flottent dans l'air comme des pollens et dont il est bien difficile de se protéger. Leur voix, serait-elle toujours absolument juste, ne serait néanmoins jamais qu'une parmi tant d'autres. Comment pourrait-il en être autrement ? Non seulement la mémoire et l'interprétation, mais encore le simple récit de la Seconde Guerre mondiale sont un immense champ clos où se sont affrontés, depuis la fin des hostilités, voire avant, les messages et les émetteurs les plus divers, les plus contradictoires aussi.

Le premier émetteur a été la propagande du temps de guerre, ou plutôt les propagandes, chaque camp y allant de sa chanson, qu'elle fût écrite à Washington, Londres, Moscou, Berlin, Rome ou Tokyo. Dans l'après-guerre, les vainqueurs ont imposé leur vision de l'histoire. Mais ils l'ont écrite sous deux formes : celle des Soviétiques et de leurs affidés du « camp socialiste », et celle des Occidentaux, l'une et l'autre parasitées par les nouveaux enjeux de la guerre froide. D'autres facteurs sont intervenus à l'intérieur de ces deux camps producteurs d'histoire(s). Il a fallu intégrer le « roman » propre à chaque nation, c'est-à-dire l'histoire de son comportement durant les années noires, reconsidérée à l'aune de sa reconstruction matérielle et morale. Pensons aux récits divergents des Mémoires de guerre de Churchill et de De Gaulle, par exemple. Cette

reconstruction s'est même, en Europe orientale, étalée jusqu'aux années 1990-2017, car il a fallu décaper cinquante ans d'historiographie communiste et, bien souvent, tout repeindre aux couleurs des nationalismes renaissants, qu'il s'agisse du pacte germano-soviétique, de la Shoah ou de la collaboration.

Pour compliquer le tout, les Américains ont convié à l'écritoire de la Seconde Guerre mondiale leurs anciens ennemis allemands (de l'Ouest), devenus, par la grâce de la guerre froide, leurs nouveaux amis. Auprès d'eux, ils ont cherché des recettes, et parfois des raisons, pour combattre le nouvel ennemi soviétique. Les généraux allemands, emmenés par leur ancien chef de l'état-major général de l'armée de terre, Franz Halder, leur ont vendu au passage leur propre vision des événements. Dans les années 1950, toute sortie d'ouvrage d'un ancien de la Wehrmacht était *ipso facto* un best-seller mondial ! Tapez encore sur un moteur de recherche de vente de livres en ligne les noms de Guderian, von Manstein, Rudel ou von Mellenthin, et vous serez étouffés sous l'avalanche des rééditions en de multiples langues.

Ajoutons qu'une importante culture populaire, véhiculée par les médias de masse, s'est construite autour de la Seconde Guerre mondiale. La plupart du temps, elle ignore les acquis de la recherche universitaire, créant ainsi une concurrence mémorielle. Et l'on comprend pourquoi : la Seconde Guerre mondiale est le sujet en or par excellence, et elle le restera encore longtemps, tant il est riche en péripéties, vrais et faux mystères, crimes de toutes sortes, trahisons, faits héroïques, personnalités exceptionnelles, véritables méchants… Un scénariste ne s'embarrasse pas des dernières publications de la Sorbonne. L'on se souvient peut-être des ravages exercés dans les années 1960 et 1970 par toute une littérature de gare, au premier rang de laquelle se distinguent les noms de Paul Carell, Guy Sajer ou Sven Hassel. Le cinéma n'est pas demeuré en reste : il a produit des milliers et des milliers de fictions sur la Seconde Guerre mondiale, en toutes langues. Dans les années 1980-1990, les éditeurs de wargames puis de jeux vidéo ont rejoint cette cohorte, suivis par les reconstituteurs, les uchronistes, les blogueurs et contributeurs de sites, dans l'immense archipel d'Internet.

Mais au beau milieu de ce chantier vibrionnant, où l'on recycle sans arrêt les idées fausses, les légendes et les mythes, la recherche a toujours poussé son rocher de Sisyphe. Les vingt contributions qui suivent ont été écrites dans cet esprit : partir d'une croyance que l'on pense enracinée dans

tout ou partie du grand public et la confronter aux travaux des historiens. A vous de juger du résultat de ces face-à-face qui, nous en avons bien conscience, ne sont pas près de disparaître.

Jean LOPEZ et Olivier WIEVIORKA

1
1 000 victoires aériennes et 100 000 tués : les mythes héroïques du printemps 1940

par Vincent BERNARD

La vision mythifiée d'un événement historique paraît s'ancrer d'autant plus facilement lorsqu'elle s'appuie sur un chiffre évocateur lui donnant corps et la validant intuitivement. Alors que le Parti communiste français était considéré comme celui des « 75 000 fusillés », comment pouvait-on interroger sa place dans la Résistance et l'ambiguïté de son rôle jusqu'en juin 1941 ? Dans un autre genre, si les Etats-Unis se préparaient bien à consentir « un million de morts » pour conquérir le Japon en 1945, comment discuter leur choix d'utiliser la bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki ? Il apparaît que le nombre des fusillés pendant l'Occupation est de l'ordre de 5 000, dont un millier au mont Valérien[1]. Il apparaît également que le « million de morts » envisagé pour une invasion du Japon n'a jamais été imaginé autrement que comme un slogan à sensation, et non dans les plans les plus pessimistes des militaires américains…

La traumatique défaite française du printemps 1940 est particulièrement riche de ces mythes persistants, « chiffrés » ou non. C'est d'autant plus vrai

qu'en tant qu'axe mémoriel majeur du XXe siècle, « 40 » n'a jusqu'à aujourd'hui pas véritablement pu être regardée de façon apaisée, faisant toujours l'objet de débats passionnés aux prismes au moins aussi idéologiques que véritablement historiques. Le résultat est de brouiller les choses plutôt que de les éclairer, et ce d'autant que dans le chaos de la défaite de nombreuses archives ont disparu tout ou partie. Pour se limiter à la dimension militaire, il est toujours difficile de s'extraire de la légende noire d'une armée française fuyant devant la Wehrmacht au profit d'une vision plus nuancée, mettant en avant de véritables moments de bravoure, voire d'héroïsme, comme à Gembloux, à Stonne, à Lille, sur la Loire ou dans les Alpes… A cet égard, un exemple de mythe matériel ayant volé en éclats – au moins dans les cercles historiens – au cours des dernières décennies est celui des chars. La prétendue supériorité numérique des panzers fut en effet longtemps une croyance largement répandue : l'armée française aurait été submergée par 6 000 chars, dit en substance de Gaulle en juin 1940 ; 8 000, affirme même l'accusation du procès de Riom en 1942, tentant de mettre en cause les efforts de réarmement du Front populaire ; 4 000 ou 5 000 au maximum se défendent alors les accusés[2] ; « 5 000 chars [allemands] contre 3 200 [français] », assène encore un ouvrage encyclopédique dans les années d'après-guerre[3]. Or le fait est que le 10 mai 1940, c'est avec 2 574 panzers seulement que la Wehrmacht attaque à l'Ouest, faisant face – pour aller vite – à plus de 3 000 chars alliés modernes généralement mieux armés et protégés. Tel n'est pas ici notre propos, mais il faut bien, dès lors, trouver d'autres explications – et elles sont nombreuses – au désastre que le poids du nombre ou les errements de la production industrielle. Ce renversement de perspective ne commence pourtant à s'opérer véritablement qu'au tournant des années 1990.

Comment naissent de tels mythes ? Il n'est pas toujours facile d'en remonter le fil, ni d'en comprendre la genèse. Concernant les chars, on peut sans doute l'imputer aux lacunes des renseignements militaires associées à une forte dimension psychologique. Nous avons choisi ici d'examiner plus en profondeur deux autres mythes de mai-juin 1940, à la fois connexes et nettement différenciés : d'une part, les « 1 000 victoires » qu'aurait remportées l'armée de l'air française sur la Luftwaffe ; d'autre part, mythe à la fois plus tragique et à la signification mémorielle plus profonde, celui des « 100 000 soldats français tués », renvoyant à l'image si souvent explicitée d'une bataille de France plus meurtrière que les « pires périodes de 1914 ».

1 000 victoires pour l'armée de l'air ?

Le mythe des « 1 000 victoires » trouve, semble-t-il, son origine directe dans les rapports établis par les responsables de l'armée de l'air de 1940, à commencer par son commandant en chef, le général Vuillemin. Au lendemain de la défaite, celui-ci souligne ostensiblement l'ampleur des résultats obtenus par ses équipages : 982 avions allemands abattus, dont 800 en combat aérien et 200 par la DCA, le tout arrondi en un impressionnant bilan de « 1 000 victoires ». Pour la jeune armée de l'air, indépendante depuis 1933 seulement, le traumatisme à surmonter est en effet double : non seulement vaincue, meurtrie et accusée d'une lourde responsabilité dans la défaite, malgré un véritable esprit de sacrifice, elle semble alors promise à une disparition pure et simple voulue par les Allemands. L'urgence est donc pour elle de préserver un esprit de corps et de valoriser une tradition préparant une future renaissance : 1 000 victoires malgré la défaite, voilà qui sonne clairement et glorieusement. Mieux encore : les pertes infligées à la Luftwaffe auraient joué un rôle décisif dans la bataille d'Angleterre, en limitant drastiquement ses moyens offensifs. Les ailes françaises implicitement covictorieuses de la bataille d'Angleterre ; il faut bien avouer qu'au sortir de la guerre, prolonger le mythe né en 1940 est tentant.

Ce chiffre emblématique des « 1 000 victoires » se retrouve donc sous diverses formes dans la littérature d'après-guerre, donnant aussi tardivement qu'en 1990 son titre à un ouvrage phare de l'ancien pilote Jean Gisclon[4]. On le cite le plus souvent sans trop s'y attarder et sans autre forme d'explication, parfois en l'étendant à l'ensemble de la période septembre 1939-juin 1940, parfois en l'atténuant un peu en soulignant que 250 de ces victoires ne sont que « probables ». En 1951, l'ouvrage encyclopédique déjà cité plus haut pour les chars, préfacé par le général Weygand et faisant la synthèse des connaissances – fort lacunaires – de l'époque, indique toujours dans son entrée « aviation » rédigée par le colonel Paquier et le lieutenant-colonel Bloch, que « plus de 1 000 avions allemands ont été abattus par les forces françaises : 800 par les pilotes de chasse, le reste par la DCA ». En 1975, la célèbre revue d'aviation *Icare* crédite encore la chasse de « 906 victoires », tandis qu'à la même époque, dans la *Revue historique des armées*, Patrice Buffotot et Jacques Ogier ramènent le bilan, peut-être pour la première fois, à 853 victoires

seulement, dont 120 par la DCA. Globalement toutefois, les chiffres de 1940 restent alors peu ou prou validés, et le plus souvent repris tels quels.

On aurait tendance à l’oublier, mais en mai-juin 1940 la France ne se bat pas seule. D’une part, les différentes composantes de la RAF interviennent dans la campagne – y compris les unités métropolitaines du Fighter Command pendant la bataille de Dunkerque – et revendiquent au cours de la période pas moins de 821 victoires. A celles-ci s’ajoutent 525 victoires revendiquées par les Néerlandais, chiffre énorme mais pouvant partiellement s’expliquer car intégrant plusieurs centaines d’avions de transport Junker 52 détruits au sol lors des opérations aéroportées allemandes. Enfin, les forces aériennes belges revendiquent de leur côté une centaine de victoires. 982 + 821 + 525 + 100 = 2 428. Voilà donc, au moins approximativement, le nombre d’appareils que devrait avoir perdu la Luftwaffe si l’on en croit ses adversaires, soit près de la moitié de son parc aérien existant en mai 1940.

Or, sans chercher à entrer dans les polémiques de détail dans lesquelles spécialistes et simples amateurs d’histoire militaire savent si bien s’entre-déchirer, on constate rapidement que quelque chose ne « colle » pas avec ces chiffres. Des sources allemandes précises existent à ce sujet et ne sont pas discutées autrement qu’à la marge. Que disent-elles ? Qu’en mai et juin 1940, 1 428 appareils à croix noire ont été détruits, auxquels on peut ajouter 488 autres appareils seulement endommagés, soit un total de 1 916 avions touchés[5]. La différence avec les revendications alliées est déjà significative, mais elle l’est beaucoup plus encore lorsqu’on constate que seuls 1 129 des appareils détruits et 225 des endommagés (soit 1 354 touchés au total, et non 2 428) sont imputables aux Alliés – dont d’ailleurs une petite fraction en Norvège –, le reste ayant été perdu de façon accidentelle lors ou en dehors des opérations de guerre.

Si les archives allemandes infirment donc clairement les revendications alliées, que disent les archives françaises ? D’abord, que l’addition des résultats individuels des groupes de chasse de l’armée de l’air semble plus ou moins corroborer les « 1 000 victoires » revendiquées : 675 « sûres » et 244 « probables » cumulées, soit 919, et ce sans même intégrer les 100 à 200 victoires attribuées à la DCA. Ces archives mentent-elles ? Pas à proprement parler. En réalité, plusieurs paramètres contribuent à biaiser considérablement ces chiffres « enthousiastes ». Sans même prendre en compte d’éventuelles erreurs – dont une partie plus ou moins importante

des victoires qualifiées de « probables » –, voire de toujours possibles falsifications pour gonfler artificiellement les résultats obtenus, il faut garder en tête que de très nombreuses victoires aériennes sont en réalité créditées plusieurs fois. Si plusieurs chasseurs touchent successivement ou simultanément un bombardier qui finit par s'abattre au sol, un seul avion ennemi est détruit, mais tous les assaillants revendiquent la victoire. De là les disparités énormes entre les revendications des pilotes, les bilans des escadrilles et la réalité des pertes infligées, disparités souvent gonflées par la propagande et tout aussi répandues au sein de la RAF que de la Luftwaffe, comme en témoignent de façon éclatante les rapports délirants affichés lors de la bataille d'Angleterre. Dans ce domaine, la comptabilisation interne de ses propres pertes est certes imparfaite, mais infiniment plus précise et crédible que celle des pertes infligées à l'adversaire, et doit donc servir de base d'analyse.

C'est l'historien Patrick Facon qui le premier semble-t-il met véritablement le doigt, à la fin des années 1990, sur la grave exagération de ces « 1 000 victoires », concluant après une étude minutieuse qu'« en fin de compte, Français ET Britanniques peuvent raisonnablement se partager 800 à 850 victoires » en mai et juin 1940. En proportion des revendications respectives, les « ailes françaises » devraient donc être grossièrement créditées d'environ 450 victoires (55 %). D'autres études détaillées récentes, menées par des spécialistes de l'aviation tels que Christian-Jacques Ehrengardt ou Arnaud Gillet, ont conclu à des chiffres un peu différents en utilisant diverses méthodologies. Ces chiffres oscillent globalement entre 500 et 600 victoires, l'armée de l'air perdant parallèlement plus de 700 avions face à la chasse ou à la Flak allemande et des centaines d'autres par accident ou au sol. A vrai dire, on ne connaîtra jamais ces chiffres avec une précision absolue et le débat n'est toujours pas entièrement clos. Pour autant, ce qui nous intéresse ici fait tout au moins l'objet d'un consensus : sans rien ôter à la combativité et au sacrifice des pilotes français, jamais ils n'ont abattu un millier d'avions allemands dans le ciel de France et de Belgique en 1940, mais, plus ou moins, la moitié de ce total.

100 000 tués au combat en mai-juin 1940 ?

Autre chiffre « rond », autre mythe, aux ramifications mémorielles bien plus importantes sans doute : les « 100 000 morts » prêtés à l'armée française en mai-juin 1940. Au-delà de son caractère élevé et symbolique marquant les esprits, ce chiffre a permis à des générations d'historiens – jusqu'aux plus sérieux – de reprendre, sans vraiment la vérifier, la fameuse comparaison avec la Grande Guerre : il y aurait eu, preuve de la combativité et du sacrifice de la troupe, proportionnellement autant, sinon plus, de soldats tués au combat en mai-juin 1940 que pendant les « pires heures de la Grande Guerre ». « 100 000 morts en cinq semaines de campagne, écrit encore en 2010 dans une tribune en ligne d'un quotidien national un officier français, c'est deux à trois fois plus que les pertes moyennes pendant une période équivalente de la Première Guerre mondiale. C'est également un taux de perte journalier largement supérieur à celui des Allemands sur le front de l'Est de juin à décembre 1941[6]. »

On le voit, l'enjeu mémoriel est particulièrement fort et invite à bien des approximations. Premier constat, le fait est que ces comparaisons brutes, même en supposant juste ce chiffre de « 100 000 tués », sont au mieux hasardeuses. Rappelons notamment que sur le front de l'Est en 1941, tout comme en France en 1940, l'armée allemande est à l'offensive, ce qui biaise d'emblée la comparaison avec une armée française subissant presque intégralement la bataille de 1940. Face aux Soviétiques, au cours des cinq premières semaines de guerre à l'est (22 juin-31 juillet 1941), la Wehrmacht comptabilise environ 90 000 tués en quarante jours. Si le chiffre de 100 000 morts français en quarante-cinq jours (10 mai-25 juin) était exact, et nous verrons qu'il ne l'est pas, les « pertes journalières » évoquées ne présenteraient donc pas de différence sensible à période comparable, environ 2 200 tués par jour[7]. Pour 1914, la comparaison est peut-être plus biaisée encore. Plus de 300 000 soldats français sont tués pendant les cinq derniers mois de 1914, mais ces pertes sont très inégalement réparties dans le temps, et majoritairement concentrées sur une période extrêmement brève. Celle-ci court de la mi-août, moment où le front s'embrase entièrement de la Belgique aux Vosges (bataille des frontières), au mois de septembre (fin de la bataille de la Marne et début de la « course à la mer »), soit une période de cinq à six semaines tout à fait comparable à la durée de la bataille de mai-juin 1940. Or, au cours des seules quatre semaines – dont trois de combats intensifs – du 6 août au 5 septembre, l'armée française enregistre la perte d'environ

330 000 hommes, dont 150 000 tués ; soit 5 000 morts par jour ! Cette hécatombe quotidienne épouvantable paraît culminer le 22 août 1914, avec le chiffre de 27 000 morts en vingt-quatre heures[8]. Elle reste dans son ampleur inégalée dans l'histoire de France – bien qu'approchée parfois lors des grandes offensives de 1918.

Mais au-delà des comparaisons morbides, c'est bien la méthodologie qu'il faut ici interroger. C'est ce qu'a, le premier, entrepris de faire Jean-Jacques Arzalier, présentant ses conclusions lors d'un colloque international ayant, au début des années 2000, fait date sur la campagne de 1940[9]. Quelle est l'origine de cette affirmation que 100 000 soldats français sont morts au combat en mai-juin 1940 ? Celle-ci vient de plusieurs documents établis d'abord par diverses administrations du régime de Vichy et diversement repris par la suite, dressant des bilans oscillant entre 84 000 et 128 000 morts ! Il était tentant, face à ce flou apparent, d'arrondir en une emblématique et symbolique estimation de « 100 000 morts », presque unanimement reprise ces dernières décennies par la plupart des historiens, généralement assortie d'un commentaire comparatif renvoyant à 1914. Or l'armée d'armistice a arrêté de son côté, dès l'été 1942, un état rétrospectif des pertes au combat de « seulement » 52 000 tués, bilan vraisemblablement directement tiré des journaux des marches et opérations (JMO) de la campagne. Comment expliquer ces profondes différences ? Le fait est qu'à l'instar des « 1 000 victoires » de l'armée de l'air, on a longtemps et tout simplement négligé de vérifier ces chiffres. Or, dans la plupart des analyses, les pertes directes de la campagne de mai-juin 1940 n'étaient pas seules, mais associées, selon les cas, à celles des huit premiers mois de la guerre (dont la campagne de Norvège), à celles de la Marine, aux pertes de l'armée d'armistice (en Syrie, en Afrique du Nord ou à Madagascar par exemple), mais aussi et surtout aux 40 000 prisonniers morts en captivité en Allemagne jusqu'à la Libération, voire aux 20 000 civils victimes directes des combats ou des bombardements. En utilisant plusieurs méthodes d'évaluation différentes mettant en lumière ces erreurs, Jean-Jacques Arzalier a conclu, prudemment, que les pertes de la bataille de mai-juin 1940 à proprement parler devaient osciller entre un minimum de 50 000 et un maximum de 90 000, « et sans doute vers le bas de la fourchette ». Or, depuis lors, l'extraordinaire travail de recensement systématique des décès militaires effectué sous l'égide du ministère de la Défense dans le cadre de l'initiative *Mémoire des hommes*[10] est venu

grossièrement corroborer les estimations basses, en recensant un total de 58 829 décès militaires en mai et juin 1940. « Le chiffre de 100 000 morts, longtemps avancé et repris jusque-là par les meilleurs spécialistes de la période, révèle ainsi son caractère symbolique », conclut donc aujourd'hui le Service historique de la Défense.

Minimiser est-ce insulter la mémoire ?

En tout état de cause, le mythe des « 100 000 morts » et dans une moindre mesure celui des « 1 000 victoires » ont profondément imprégné les consciences dès le lendemain de la défaite, et ce jusqu'à aujourd'hui, au point d'être quasi systématiquement repris, de bonne foi et sans plus de vérification. Parfois prendra-t-on la démarche tendant à les ramener à des niveaux plus réalistes comme une tentative d'abaissement ou de dénigrement des mérites des combattants de l'époque. Outre qu'il s'agit là d'une critique sans objet historique, on peut envisager dans le cas d'espèce la question sous un angle complètement différent. Paradoxalement, réduire le nombre de tués au combat français en mai-juin 1940, loin d'être une insulte à leur mémoire ou une négation de leur sacrifice, est peut-être le meilleur hommage à leur rendre au plan militaire. Hitler déclarait en effet que l'Allemagne paya « un prix insignifiant » pour sa victoire à l'Ouest en 1940. Le fait est que les 23 000 morts annoncés alors par la Wehrmacht, chiffre très minimisé car ne comprenant pas les disparus, face à 100 000 Français – sans même compter les pertes alliées –, fait apparaître un différentiel énorme de 1 contre 4 bien peu flatteur pour les qualités tactiques de l'armée française. A l'inverse, ce différentiel tactique paraît bien moins spectaculaire si l'on rapporte le niveau réel des pertes allemandes, au moins 40 000 tués (sur 61 000 morts au total à l'Ouest en 1939-1940)[11], à celles de l'armée française : 1 contre 1,5 ; un rapport, cette fois, tout à fait comparable à celui de 1914-1918 et illustrant précisément la ténacité dont ont fait preuve en de nombreux secteurs les troupes françaises, en dépit de la catastrophique issue. Et puisque l'enjeu mémoriel n'est pas mince, peut-être vaut-il mieux mettre en avant qu'entre 1939 et 1945, et au-delà des incertitudes de détail, ce sont bel et bien peu ou prou 200 000 soldats de métropole et de « l'Empire » qui ont donné leur vie sous l'uniforme français. Parmi eux, les 60 000 sacrifiés du tragique printemps

1940, que l'on a si longtemps oubliés ou caricaturés, méritent indéniablement d'avoir toute leur place.

1. *Cf.* Pennetier (C. et *al.*), *Les Fusillés 1940-1944*, éd. de l'Atelier, 2015, qui recense 4 425 cas.

2. Maurice Ribet, *Le Procès de Riom*, Paris, Flammarion, 1945.

3. Coll. « La Seconde Guerre mondiale », Paris, Larousse, 1951.

4. Jean Gisclon, *Les Mille Victoires de la chasse française, mai-juin 1940*, Paris, France-Empire, 1990.

5. Williamson Murray, *Strategy for Defeat, the Luftwaffe, 1933-1945*, Maxwell (Alabama), Air University Press, 1983.

6. Chef de bataillon Huiban, « Il est temps de réhabiliter le soldat [français] de 1940 », Secret Défense, blog de Jean-Dominique Merchet sur le site de *Libération*, 8 mai 2010.

7. Rüdiger Overmans, *Deutsche militärische Verluste im Zweiten Weltkrieg*, Munich, Oldenbourg, 2000, pour les statistiques allemandes.

8. Jean-Michel Steg, *22 août 1914, le jour le plus meurtrier de l'histoire de France*, Paris, Fayard, 2013.

9. « La campagne de mai-juin 1940. Les pertes ? », dans Christine Levisse-Touzé (dir), *La Campagne de 1940*, Paris, Tallandier, 2001.

10. Site Internet et base de données en ligne (http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/).

11. Chiffres allemands à affiner, ce qui n'est pas notre objet ici, notamment du fait de l'intégration au bilan des disparus. Cf. Christine Levisse-Touzé (dir), *La Campagne de 1940*, et Rüdiger Overmans, *Deutsche militärische Verluste im Zweiten Weltkrieg*, *op. cit.*

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Corvisier, André (dir.), *Histoire militaire de la France*, vol. 3, Paris, PUF, 1992.

Facon, Patrick, *L'Armée de l'air dans la tourmente. La bataille de France, 1939-1940*, Paris, Economica, 2010.

Frieser, Karl-Heinz, *Le Mythe de la guerre-éclair*, Paris, Belin, 2003.

Levisse-Touzé, Christine (dir.), *La Campagne de 40*, actes du colloque du 16 au 18 novembre 2000, Paris, Tallandier, 2001.

Masson, Philippe, *Histoire de l'armée allemande, 1939-1945*, Paris, Perrin, 1994.

—, *Histoire de l'armée française de 1914 à nos jours*, Paris, Perrin, 1999.

Nord, Philip, *France 1940. Défendre la République*, Paris, Perrin, 2017.

Revue historique des armées, nº 4, spécial campagne de 1940, 1979.

2
Entre 1940 et 1944, Vichy a protégé la France

par Bénédicte VERGEZ-CHAIGNON

Entre le 17 et le 25 juin 1940, le maréchal Pétain, nouveau chef du gouvernement, s'adresse à quatre reprises aux Français pour déclarer qu'il a demandé un armistice à l'ennemi, en expliquer la nécessité et, finalement, en annoncer l'entrée en vigueur. Dans le même temps, il indique les lignes fortes du programme qui a motivé son choix : sauver ce qui peut l'être puis redresser le pays. Dans une formule destinée à passer à la postérité, celui qui fut désigné tour à tour comme le défenseur, le sauveur puis le vainqueur de Verdun précise qu'il fait le don de sa personne à la France pour atténuer son malheur. Venant d'une telle autorité, ces paroles résonnent comme un engagement crédible. D'ailleurs, quatre ans plus tard, à l'heure des bilans, Henri Massis, l'un de ses derniers conseillers, place dans sa bouche une formule qui fera florès : « Loyalement, mais sans compromis, je n'ai eu qu'un seul but : vous protéger du pire. Et tout ce qui a été fait par moi, tout ce que j'ai accepté, consenti, subi, que ce fût de gré ou de force, ne l'a été que pour votre sauvegarde. Car si je ne pouvais plus être votre épée, j'ai voulu rester votre bouclier[1]. »

Les thuriféraires du Maréchal affirment que ses gouvernements et lui-même ont tenu les engagements pris en juin 1940 et, contre vents et marées, protégé la France et les Français. Le plus fameux de ses avocats, Me Isorni, fait de cet accomplissement le fil conducteur de sa plaidoirie, alors qu'il s'est chargé de justifier, lors du procès de 1945, les pans les plus douloureux de la politique de Philippe Pétain :

« La politique du Maréchal était la suivante : sauvegarder, défendre, acquérir des avantages matériels, mais souvent au prix de concessions morales. […] C'était donc un régime qui permettait, dans le cadre de la loi, de sauver des Français. […] d'entrer, en apparence, dans le jeu des Allemands et de chercher, par tous les moyens, à freiner leurs efforts, et puis, étant entré dans ce jeu, de conserver la possibilité de nous occuper des travailleurs partis au-delà de nos frontières.

« […] Le Maréchal n'a livré personne. Devant la dure loi de l'ennemi, il n'a cherché qu'un palliatif. […] Quelles que soient les souffrances des Juifs français – je ne parle pas des souffrances individuelles mais des souffrances collectives –, est-ce que la proportion de leurs malheurs est aussi grande que pour les Juifs de Pologne ? Je ne le pense pas. C'est seule l'action du gouvernement du Maréchal qui les a, peut-être faiblement, mais protégés quand même[2]. »

Les témoins à décharge défilent à la barre pour souligner comment Pétain, ses ministres et son administration, héritant de la IIIe République la pire des catastrophes, subissant le joug des exorbitantes exigences allemandes et menacés eux-mêmes d'arrestation, ont constamment limité les dégâts et ménagé l'avenir, jusqu'à contribuer à la victoire finale des Alliés. « Ce que l'on peut dire de la politique du Maréchal, quoi qu'on puisse en penser, c'est que c'était la seule qui fût la fois raisonnable et humaine. Qu'a-t-elle permis de faire ? […] elle a permis à la France de durer, de vivre tant bien que mal pendant quatre années et elle a permis à nos Alliés anglo-saxons de préparer leurs armes. Elle a rendu possible la Libération[3] », explique par exemple le général Héring.

Depuis, d'affirmations fracassantes en comparaisons chiffrées et d'uchronies en contestations de « l'histoire officielle », ce thème continue à courir, soulevant périodiquement des interrogations et des réactions indignées tant il paraît s'inscrire contre le bon sens, la morale et les simples faits.

Le Maréchal contre le gauleiter

Si on prend en considération cette proposition selon laquelle Vichy aurait protégé la France, il convient en premier lieu de se demander de quoi on parle. « Vichy » renvoie-t-il au seul maréchal Pétain, à ses gouvernements, aux hommes auxquels il en a confié la direction, Pierre Laval ou l'amiral Darlan, à tous ses ministres, y compris Philippe Henriot, Marcel Déat, Joseph Darnand, symboles de la collaboration, à l'armée de l'armistice, à l'administration, à ses très hauts fonctionnaires, à ses fonctionnaires subalternes ? Chaque parcours personnel, chaque considération de détail peut suffire à soutenir une interprétation et son contraire et soulève plus de questions qu'il n'apporte de certitudes. Par exemple, Fernand de Brinon, délégué général du gouvernement français dans les territoires occupés, a de fortes chances d'être, en termes arithmétiques, l'homme qui a sauvé le plus de Français entre 1940 et 1944, puisqu'il a multiplié les intercessions auprès des autorités allemandes, en particulier en faveur de personnes arrêtées ou condamnées. Il est aussi l'homme qui militera jusqu'en mai 1945 pour une alliance avec l'Allemagne. René Bousquet, secrétaire général à la police, se préoccupe de rétablir la souveraineté française sur tout le territoire, quitte à la négocier au prix de la liberté, de la sécurité et de la vie des étrangers et apatrides juifs que ces mêmes forces de l'ordre arrêtent. Pierre Pucheu, ministre de l'Intérieur, prétend sauver la vie de bons Français en proposant de les remplacer, sur les listes d'otages, par des communistes. A chaque fois qu'un chef du gouvernement, un ministre, un fonctionnaire d'autorité, un fonctionnaire de terrain se substitue à l'occupant pour définir des catégories, choisir des victimes, appliquer des mesures de coercition avec l'autorité de la loi et de la force publique, protège-t-il *les* Français ou *des* Français ? Sauve-t-il ce qui peut l'être de l'intérêt supérieur du pays, fût-ce en sacrifiant des hommes ? Arbitre-t-il entre les hommes et les principes ? Le maréchal Pétain, qui a assumé pendant la guerre précédente les responsabilités de général en chef, paraît alors être le plus logique lorsqu'il tient pour d'inévitables conséquences collatérales l'angoisse, la souffrance ou la mort des Juifs, y compris français, ou des jeunes requis du STO, ou lorsqu'il refuse de multiplier les demandes d'exemption du port de l'étoile jaune soumises aux SS – dont Brinon le presse de profiter.

Le fait qu'il existe une administration et un gouvernement français est alors présenté comme une garantie vitale au regard de la situation insoutenable faite aux pays directement administrés par un *gauleiter* nazi ou une créature du Reich. La comparaison avec la Pologne, dont près d'un cinquième de la population a péri, ou la Bohême-Moravie, placée sous la férule du « protecteur » SS Heydrich, semble donner raison à ceux qui affirment qu'aucun prix n'était trop élevé pour conserver cet avantage. « Supposez qu'à ce moment-là soient arrivés au pouvoir les hommes auxquels le Maréchal a fait barrage. […] Pas un Français n'eût marché, il n'y a pas l'ombre d'un doute. La France se serait cabrée, le Maquis se serait multiplié. Mais les horreurs se seraient multipliées aussi[4]. »

En réalité, Hitler a fait, dès juin 1940, le choix de ménager relativement la France afin de l'exploiter intensément en minimisant les coûts, et il a trouvé son content dans le maintien à la tête de l'Etat français du maréchal Pétain, au point d'en prolonger la fiction jusqu'à Sigmaringen. Il est douteux qu'il ait voulu, ou pu, confier la direction du pays à une administration allemande directe ou à une équipe de collaborationnistes inféodés, ces derniers ne lui ayant servi que de repoussoirs ou d'auxiliaires. Au contraire, l'existence d'un gouvernement français et d'une administration présentant des apparences de normalité et jouissant d'une certaine confiance, voire d'une grande popularité pour la personne même du Maréchal, a facilité l'Occupation, l'exploitation des ressources et la répression. Ainsi, les Juifs se sont pliés au recensement ou au marquage de leurs papiers d'identité par un souci de légalité accrédité par le fait qu'il leur fallait s'adresser à des fonctionnaires français et non à un bureau allemand.

Dans une fuite en avant qui ne tenait guère compte de leçons chèrement acquises, le gouvernement et l'administration se sont à maintes reprises retrouvés en situation de contribuer aux persécutions, aux arrestations, aux mises à mort, en en étant réduits à se justifier par la contrainte ou par le sacrifice à l'intérêt supérieur de la patrie.

Le statut de grande puissance

Vichy a-t-il à tout le moins protégé les possessions, les ressources, la position de la France dans le jeu des relations internationales ? Est-ce grâce à Vichy que la France a compté au nombre des vainqueurs de la Seconde

Guerre mondiale, obtenu un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, échappé à la sphère d'influence soviétique en Europe, réussi sa reconstruction et figuré depuis 1950 parmi les dix pays ayant les produits intérieurs bruts les plus élevés ?

Dans ses rapports avec l'occupant allemand, le gouvernement français est pris d'emblée dans des contradictions. Il souhaite à l'origine appliquer loyalement les clauses de l'armistice – qui apparaît comme un moindre mal –, mais sans aller au-delà. Très vite, la prolongation inattendue de cet exorbitant *statu quo*, dont l'occupant joue à sa guise, amène à rechercher une négociation pour desserrer des contraintes qui entravent aussi bien la vie quotidienne que le fonctionnement de l'économie. Les gouvernants croient – que ce soit ou non à regret – à la victoire allemande et à une longue suprématie du Reich sur le continent européen. Ils pensent être éminemment raisonnables en essayant d'en anticiper les conséquences pour ménager à la France une place dans ce qu'on appelle dorénavant « l'Europe nouvelle », quitte à ce que le pays doive se contenter de la situation subalterne que le vainqueur tout-puissant voudra bien lui laisser. Ils se résignent à d'inévitables amputations territoriales et à un avenir de pays agricole et touristique.

Enfin, après le déclenchement de la guerre germano-soviétique en juin 1941, la peur de la contagion communiste amène à souhaiter que l'Allemagne nazie gagne la guerre sur le continent, ou du moins ne la perde pas. Tout vaudra mieux que le bolchevisme.

L'ensemble de ces raisonnements, sans cesse contredits ou invalidés par la succession rapide des événements de la guerre, conduit à une politique qui, tout en se voulant habile, se révèle chaotique et risquée. En effet, le respect de la convention d'armistice implique pour Vichy de contrecarrer les dissidences, celle des hommes comme celle des territoires. Aussi les Français sont-ils empêchés de quitter la France pour continuer à se battre contre l'Allemagne ou condamnés s'ils le font. Une loi du 27 juillet 1940 englobe dans le crime d'intelligence avec l'ennemi – passible de la peine de mort – tout Français qui s'engage dans une armée étrangère ou y favorise les engagements. Pourtant, le gouvernement français ne tarde pas à autoriser, soutenir et finalement légaliser les incorporations dans des unités placées sous commandement allemand, qu'il s'agisse de la Légion française des combattants contre le bolchevisme (LVF) ou de la *Waffen-SS*.

Les colonies qui échappent à l'orbite allemande ne sont pas platoniquement défendues contre les entreprises de la France libre ou des Alliés, mais jalousement conservées comme gage de bonne foi et atout à faire miroiter aux Allemands dans la négociation tant souhaitée. La volonté de trouver des interlocuteurs de haut niveau au sein du Reich et d'avoir quelque chose à offrir dans le cadre des tractations espérées fait croiser le gouvernement français dans des parages qui l'amènent à plusieurs reprises aux limites de la coopération militaire. Ainsi, décidé dès l'été 1940 à des concessions, Pierre Laval envisage-t-il au début de décembre le risque d'une guerre avec l'Angleterre pour reconquérir l'Afrique-Equatoriale française récemment ralliée à la France libre. Au printemps 1941, l'amiral Darlan ouvre les aérodromes syriens à l'aviation allemande, autorise la livraison de camions et l'utilisation de la ligne de chemin de fer Tunis-Gabès et du port de Bizerte pour faciliter la guerre contre les Britanniques au Moyen-Orient. En échange, l'Allemagne applique à son gré les clauses de la convention d'armistice et oppose au gouvernement, aux diplomates et aux militaires français un mélange de vagues promesses, de dérobades, de mensonges et de diktats. En Tunisie, c'est avec l'aval français que les Allemands puis les Italiens acheminent à la hâte des troupes pour faire pièce aux Alliés après le débarquement en Afrique du Nord. Au contraire, l'armée française engage le combat contre les Britanniques, les Français libres et les Américains en Syrie ou en Afrique du Nord. La politique de Vichy, aveuglée par l'idéologie et aggravée par son absence de réactivité à la marche inouïe des événements, fait perdre à la France la moitié de sa marine de guerre qui constituait l'un de ses rares fleurons. Au terme des combats de 1942-1943 en Afrique, la France de Vichy se trouve privée de ses colonies africaines, de son armée, entièrement occupée, discréditée auprès des Alliés anglo-saxons et encore un peu plus dépréciée aux yeux de l'Allemagne – qui lui impose plus que jamais ses prélèvements matériels et humains et lui dicte sa politique. Cependant, en Indochine, l'administration française navigue à vue entre embrigadement et séduction des populations, favorisant les élites traditionnelles et réprimant les communistes, dans l'espoir de contenir la croissante emprise japonaise, tout en acceptant de relayer les insoutenables réquisitions exercées au détriment des civils. Finalement, les Japonais suspendent l'administration française et portent à l'ancienne puissance coloniale un coup dont elle ne se relèvera pas.

Le coût financier est lui-même exorbitant. Non seulement en raison des écrasants frais d'occupation, mais aussi parce que Vichy encourage les entreprises françaises à travailler pour l'occupant et multiplie les concessions en poursuivant son mirage de négociation en position de faiblesse. C'est ainsi que le Trésor français finance les exportations vers l'Allemagne ou que des entreprises françaises passent sous contrôle allemand moyennant des simulacres de dédommagements payés de toute façon avec de l'argent français. La France contribue à hauteur de 217 milliards d'euros à l'effort de guerre de l'Allemagne, dont les succès ne font qu'aggraver sa sujétion. Ces politiques auront des répercussions pendant des décennies, par exemple lorsque la France se verra contrainte de signer un accord avec les Etats-Unis pour indemniser les victimes de la Shoah déportées par les trains de la SNCF – SNCF qui, de ce fait, se trouvait exclue du marché américain.

Les gouvernements français semblent ne pas tenir compte de cette tactique répétée : les Allemands profitent de chaque demande française non pour y répondre, mais pour formuler de nouvelles exigences. La politique de collaboration n'a été prise au sérieux que par Vichy, tandis que le Reich, qui n'a jamais vu la France comme un partenaire, l'utilisait comme un argument publicitaire fallacieux, le paravent de ses exigences et un moyen de pression éhonté.

Toutefois, malgré des tentations et des dérapages, les gouvernements ont finalement évité de remettre la France dans la guerre aux côtés des puissances de l'Axe, respectant l'un des principes qui avaient dicté au maréchal Pétain le choix de l'armistice : la volonté de préserver ce qui pourrait l'être de l'intégrité physique du territoire et de la population. C'est la raison pour laquelle, en 1944, Pétain déplore de façon spontanée les bombardements alliés, « s'épouvante » que des pays étrangers puissent venir se battre sur le sol français et, une fois le débarquement de Normandie commencé, appelle ses concitoyens à une stricte neutralité, tout en leur recommandant d'accepter les « dispositions spéciales » que les armées allemandes pourraient prendre dans les zones de combat. Pierre Laval aussi se montre cohérent avec ses profondes convictions pacifistes, cherchant dans un rapprochement à tout prix avec le vainqueur le moyen d'éviter la guerre. Dans le très célèbre discours de juin 1942 où il disait souhaiter la victoire de l'Allemagne, il expliquait également : « Nous devons épuiser tous les moyens pour trouver la base d'une réconciliation définitive. Je ne

me résous pas pour ma part à voir tous les vingt-cinq ou trente ans la jeunesse de nos pays fauchée sur les champs de bataille. »

La guerre civile

La propagande vichyste et Philippe Pétain lui-même n'ont eu à la bouche que l'union, l'unité, la patrie, le pays, la nation. Mais à peine le Maréchal est-il au pouvoir que sont accusés des responsables de la défaite, désignés de mauvais Français, pourchassés les dissidents, épurés les fonctionnaires, stigmatisés les naturalisés, les Juifs. Aux divisions instaurées par les paroles et par les lois s'ajoutent l'internement, la répression, les arrestations. Des polices se créent et se spécialisent. L'encadrement, l'appel à l'obéissance, la discipline sont les solutions proposées par un régime qui, tout en rejetant les valeurs républicaines, n'a aucun projet crédible à proposer et confond les pétitions de principe avec le droit constitutionnel. Ayant contribué à créer les réfractaires en appliquant les réquisitions de main-d'œuvre exigées par l'occupant, le gouvernement les nomme terroristes et les traque, y compris en coordination avec les Allemands. Sa Milice se targue d'être le fer de lance de cette lutte contre les « terros » et de forger une France nouvelle. Tout en dénonçant à grands cris les diviseurs, les traîtres et les assassins, Vichy est l'acteur principal de la guerre civile qui couve et constitue à n'en pas douter l'un des plus grands dangers qui menacent la sécurité et l'avenir du pays à partir de la fin de 1943.

Les principes eux-mêmes sont battus en brèche ou ignorés, au nom d'un réalisme qui, de surcroît, finit toujours par échouer. Quand le gouvernement se met à légiférer à tour de bras sur l'« aryanisation » des biens juifs, il ne s'agit pas de contrecarrer les ordonnances allemandes et d'empêcher l'emprise ou les pillages par le Reich, mais bien d'éliminer les Juifs de l'économie, de multiplier les profiteurs qui se feront les soutiens ardents parce que intéressés de l'antisémitisme et de récupérer sa part des gains. Dans les faits, ces dispositifs aboutissent en outre à décharger l'occupant des difficultés qu'aurait représentées pour lui la mise en œuvre directe des processus de spoliation et accroissent la vulnérabilité des Juifs dans le parcours d'exclusion qui devait les conduire à la mort.

Lorsqu'en octobre 1941 le commandement militaire en France, sur ordre d'Hitler, fait fusiller quatre-vingt-dix-huit otages en représailles

d’attentats commis sur des officiers allemands et annonce une seconde vague d’exécutions sous quarante-huit heures, quelques hommes à Vichy poussent le maréchal Pétain à s’offrir lui-même en otage ou en captif et proposent de se livrer avec lui. C’est là l’application littérale des théories du don de soi et du bouclier. Mais le Maréchal renonce aussitôt après qu’on lui a dit qu’il risque d’indisposer les Allemands. D’ailleurs, ne vient-il pas d’envoyer au Führer une lettre courtisane pour célébrer le premier anniversaire de leur rencontre à Montoire et rappeler son attachement à la collaboration ?

En 1950, Gilbert Renault, dit Rémy, qui dirigea un réseau de renseignements de la France libre, complète le slogan qui faisait de Pétain le bouclier, là où de Gaulle fut le glaive, les deux constituant l’indispensable attelage qui sauva la France[5]. Il suscite l’incompréhension outrée des anciens résistants. Ce n’est pourtant qu’un épisode dans le feuilleton douloureux du traumatisme hérité du régime de Vichy, que d’aucuns cherchent à surmonter en le réhabilitant ou en lui trouvant des excuses.

Mais Vichy, contrairement à son postulat de départ, a échoué à protéger la France. Les gouvernements et les administrations ont, à certains moments, protégé certains Français, certains territoires, certaines activités économiques. Mais ils en ont délaissé d’autres ou les ont eux-mêmes réprimés, parfois sous la contrainte, mais aussi par choix idéologique ou tactique. A l’aune des intentions, le bilan n’est pas plus convaincant qu’à celui des résultats : le gouvernement constitué le 17 juin 1940 et ses successeurs n’ont jamais voulu se contenter d’être les gestionnaires d’une situation matérielle tragique, d’essayer de contenir les conséquences de l’Occupation ou de se réfugier sur des positions de principe. Ils ont d’emblée fait le choix de profiter des circonstances pour changer le régime et réformer profondément le pays, ce qui n’était possible qu’en obtenant de l’occupant et futur vainqueur une collaboration, avec ce qu’elle pourrait impliquer d’alignement politique et pratique, de concessions et, bientôt, de compromissions.

1. « Français, je vous parle aujourd’hui pour la dernière fois », s.d. [*circa* 15 août 1944] (AN-3W282).

[2]. Plaidoirie de M[e] Jacques Isorni. Audience du 14 août 1945. *Le Procès du maréchal Pétain. Compte-rendu sténographique*, t. II, Paris, Albin Michel, 1945.

[3]. Déposition du général Héring. Audience du 1[er] août 1945. *Ibid*., t. I.

[4]. Déposition de Jean Tracou. Audience du 9 août 1945. *Ibid*., t. II.

[5]. Rémy, « La justice et l'opprobre », *Carrefour*, 11 avril 1950.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Cointet, Jean-Paul, *Hitler et la France*, Paris, Perrin, 2014.

Costagliola, Bernard, *Darlan. La Collaboration à tout prix*, Paris, CNRS Éditions, 2015.

Marrus, Michaël R., et Paxton, Robert O., *Vichy et les Juifs*, Paris, Calmann-Lévy, 2015.

Vergez-Chaignon, Bénédicte, *Pétain*, Paris, Perrin, 2014.

—, *Les Secrets de Vichy*, Paris, Perrin, 2015.

3
Les Allemands ont failli remporter la bataille d'Angleterre

par Jean-Christophe NOËL

Jusqu'à la fin de sa vie, l'*Air Chief Marshal* Keith Park est resté convaincu que les Allemands avaient failli remporter la bataille d'Angleterre au début du mois de septembre 1940[1]. Cet officier général commandait alors le groupe 11 du Fighter Command[2] qui regroupait les unités de chasse basées dans le sud-est de l'Angleterre. Elles étaient les plus exposées aux attaques allemandes et formaient depuis deux semaines un des objectifs privilégiés des raids. Selon lui, les dégâts sévères occasionnés par les bombardements commençaient à fragiliser dangereusement la défense aérienne de sa zone. Pourtant, à partir du 7 septembre, Hitler abandonne les aérodromes du groupe 11 à leur sort et lance la Luftwaffe à l'assaut de Londres. Il entend répondre aux bombardements nocturnes sur l'Allemagne ordonnés par Churchill le 25 août en représailles à un bombardement accidentel de la capitale britannique survenu le 24 août. Une nouvelle phase de la bataille débute. La pression est soudainement transférée des aviateurs du groupe 11 aux habitants de Londres. Les pilotes du Fighter Command combattent leurs adversaires avec une vigueur nouvelle et finissent par l'emporter. Les Allemands viennent de gâcher une formidable occasion de dominer le ciel anglais, occasion qui ne se représentera plus. La Royal Air Force (RAF) a gagné, mais avec une « faible marge[3] ».

Cette vision s’ancre progressivement dans la mémoire populaire, notamment avec la sortie du film *The Battle of Britain* à la fin des années 1960[4]. Après avoir assisté à plusieurs scènes montrant successivement des officiers généraux de la RAF se querellant à propos de la conduite de la bataille à la fin du mois d’août, des pilotes de chasse britanniques étant à bout de nerfs et même un couple de militaires – incarnés par Susannah York et Christopher Plummer – se livrant à des reproches plutôt que de s’abandonner à leur passion, le spectateur peut ressentir la tension et les doutes qui ont pénétré l’ensemble du camp britannique. La caméra se concentre alors sur le camp allemand. Le bombardement de Berlin marque une rupture. Hitler s’emporte lors d’un discours public et menace avec emphase les villes anglaises. Juste après, le *Reichsmarschall* Hermann Goering, commandant de la Luftwaffe – dont le rôle est joué par Hein Riess –, se déplace en grande pompe sur les bords de la Manche. Il assiste, euphorique, au passage des vagues de bombardiers se dirigeant vers Londres. Le spectateur est témoin, horrifié, des dégâts occasionnés dans la ville et prend la mesure des souffrances infligées à la population. Mais il comprend en même temps que le cours de la bataille a changé quand l’*Air Chief Marshal* Hugh Dowding, commandant le Fighter Command – interprété par Laurence Olivier –, affirme, lors d’une scène suivante, que « s’acharner sur Londres sera peut-être la plus grosse bêtise des Allemands[5] ».

Ce récit classique de la bataille a cependant été remis en cause au cours du temps. Dans les années 1950, par exemple, Peter Fleming discute des capacités militaires réelles des Britanniques et de leur adversaire, souligne les déficiences allemandes et propose une autre vision des événements de 1940[6]. Plus récemment, d’autres historiens reprennent sa thèse et l’affinent. Ils montrent que la Luftwaffe n’a jamais été en mesure de vaincre le Fighter Command et que la RAF l’a même emporté avec une « large marge »[7]. Confronté à ses propres problèmes, Park ignorait les faiblesses de la Luftwaffe et les difficultés qu’elle rencontrait. Les aviateurs allemands s’engagèrent en effet dans une bataille d’attrition sans la planification, le renseignement et les capacités logistiques nécessaires pour l’emporter face à un adversaire bien mieux préparé.

Une planification incomplète

La bataille d'Angleterre demeure un épisode dont les limites temporelles sont mal définies. Les avions allemands survolent la Grande-Bretagne avant juillet 1940 et continuent de bombarder de nuit les villes britanniques en 1941. Mais les vainqueurs ont tranché. Selon leur histoire officielle, la bataille se déroule du 10 juillet (attaque de convois maritimes dans la Manche) au 31 octobre 1940 (pause sensible des raids aériens par rapport aux semaines précédentes).

Cette bataille, le Führer n'en voulait pas. Après l'effondrement de la France, il s'attend à ce que le Royaume-Uni cherche une paix de compromis pour conclure un conflit mal engagé. Hitler, qui admire le peuple anglais, veut privilégier une solution diplomatique. Mais Churchill, Premier ministre depuis le 10 mai 1940, est hostile à toute forme d'arrangement politique. L'option militaire prend progressivement plus de consistance. Hitler ordonne aux forces armées de débuter une planification exploratoire le 2 juillet pour préparer « la guerre contre l'Angleterre » et promulgue le 7 juillet une directive en ce sens[8].

Trois conférences se tenant les 21, 25 et 31 juillet 1940 montrent que l'opération *Seelöwe* (« Lion de mer »), nom retenu pour désigner l'invasion par la mer de la Grande-Bretagne, peut conduire à un échec retentissant[9]. On ne débarquera donc sur les côtes anglaises qu'en dernier recours. Hitler cherche d'autres options. Il espère qu'une démonstration de puissance, comme le rassemblement d'une flotte de débarquement, ou encore l'attaque des voies maritimes ou de l'espace aérien britanniques, affaiblira la posture de Churchill et modifiera les rapports de force politiques à Londres. Son attention se focalise par ailleurs vers l'est. S'il battait Staline, il accomplirait le dessein historique qu'il s'est fixé en confisquant la terre des Slaves. Il isolerait aussi définitivement le Royaume-Uni en Europe, le privant de tout allié potentiel pour la poursuite de la guerre[10].

Ces hésitations se répercutent au niveau stratégique. Les responsables militaires ne savent s'il faut qu'ils concentrent leurs efforts pour préparer une invasion ou pour débuter le siège du Royaume-Uni afin d'étouffer son économie de guerre. Seule certitude : la supériorité aérienne est indispensable dans les deux cas. Goering pense même qu'il s'agit d'une condition suffisante pour vaincre. La Grande-Bretagne sera vulnérable à toute offensive si ses Messerschmitt dominent le ciel du sud-est de l'Angleterre. L'issue politique sera inévitable. Désireux de rafler seul tous les lauriers de la gloire, il ordonne à la Luftwaffe de planifier l'opération

Aigle, destinée à obtenir la suprématie aérienne, en ignorant la Wehrmacht ou la Kriegsmarine. Le sort de la Grande-Bretagne se jouera donc dans les airs.

Goering possède de nombreux atouts. D'un point de vue politique, il dispose du soutien tacite d'Hitler. D'un point de vue militaire, le moral de l'armée de l'air allemande est au plus haut, malgré des pertes substantielles essuyées au printemps 1940[11]. Grâce à l'expérience acquise pendant la guerre d'Espagne et à la définition de nouvelles tactiques performantes, la Luftwaffe a battu tour à tour ses rivales. Les pilotes de chasse allemands ont conquis successivement les cieux polonais, norvégiens, hollandais, belges et français, n'essuyant qu'un échec relatif au-dessus de Dunkerque. Mieux, Varsovie s'est rendue fin septembre 1939 après de violents bombardements sur la ville, tandis que les Pays-Bas ont capitulé le 14 mai 1940 après un raid aérien destructeur au-dessus de Rotterdam – raid tuant 800 civils[12].

Si l'issue de la bataille ne fait guère de doute pour Goering, les options de la Luftwaffe sont plus limitées qu'il y paraît. Les conceptions de la guerre aérienne au niveau opératif des aviateurs allemands procèdent largement des leçons retenues de la Première Guerre mondiale et de la guerre d'Espagne[13]. La Luftwaffe est d'abord pensée et organisée pour agir sur le champ de bataille, pour désorganiser et détruire les forces terrestres ennemies au cours d'une guerre menée selon un *tempo* rapide. Pour bien des aviateurs allemands, s'attaquer au tissu économique nécessite la mobilisation de moyens importants pour obtenir des résultats incertains ou longs à se concrétiser. L'industrie allemande valorise par ailleurs la production de bombardiers moyens, plus faciles et moins coûteux à construire que les bombardiers stratégiques. Enfin, le Bf 109, seul chasseur performant de la Luftwaffe, supérieur dans le plan vertical au Spitfire et au Hurricane, a un trop faible rayon d'action pour accompagner les bombardiers au cœur de l'Angleterre. La Luftwaffe n'est pas une armée de l'air stratégique.

Or le problème qui se pose aux grands chefs de la Luftwaffe est nouveau. Savoir soutenir l'avancée des panzers est peu utile pour vaincre une force aérienne dans la troisième dimension. Certes, la Luftwaffe a déjà su conquérir la supériorité aérienne en Pologne ou en France. Mais l'armée de l'air polonaise n'a en réalité offert qu'une résistance limitée, tandis que la domination était souvent locale pendant la campagne de France, comme

au-dessus des ponts de franchissement de la Meuse. La bataille aérienne au-dessus de Dunkerque constitue à ce titre un sérieux avertissement.

Les aviateurs allemands se divisent donc sur la marche à suivre face à ce nouveau défi. Goering imagine l'affrontement à la manière d'une grande bataille terrestre où les deux camps feraient décoller chaque jour l'ensemble de leurs forces pour en découdre. Les pilotes allemands l'emporteront rapidement, car ce sont les meilleurs ! L'affaire sera rondement menée, ce qui correspond aux directives du Führer. Hitler a de fait fixé au 15 septembre la date finale des préparatifs de l'assaut amphibie. Il a annoncé qu'il prendrait la décision de débarquer éventuellement en Angleterre une ou deux semaines après le déclenchement des opérations aériennes, prévu pour le 5 août[14]. De leur côté, les commandants des deux *Luftflotten* (« flottes aériennes ») qui vont mener l'assaut principal contre la Grande-Bretagne s'opposent sur le contenu du plan *Aigle*. Le *Generalfeldmarschall* Kesselring, qui commande la *Luftflotte* 2, est un artilleur de formation. Il souhaite attirer les avions de chasse britanniques dans les airs pour les détruire et suggère d'attaquer Londres à cet effet. Hitler s'y oppose catégoriquement de crainte de déclencher des représailles. Le *Generalfeldmarschall* Sperrle, commandant de la *Luftflotte* 3, est pour sa part un aviateur de carrière. Il souhaiterait plutôt assiéger la Grande-Bretagne et propose d'isoler le pays en prenant pour objectifs ses ports et les convois de ravitaillement qui s'y rendent. Les chasseurs britanniques qui tenteraient de s'interposer seraient évidemment détruits[15].

La planification de l'opération *Aigle* est finalement bâclée. Des objectifs de différentes catégories sont sélectionnés comme cibles, tels des ports, des sites industriels, des infrastructures de transport ou des aérodromes. Seul le fait d'attaquer semble compter, au détriment d'une vision stratégique cohérente. Par ailleurs, les deux *Luftflotten* planifient isolément leurs assauts, sans se coordonner. Deux assauts aériens séparés, sans synergie, s'organisent. La campagne aérienne commence ainsi sans réelle idée de manœuvre.

A l'inverse, du côté britannique aucune place n'est laissée à l'improvisation. Les orientations sont très claires. Le problème stratégique du Royaume-Uni est de maintenir la vie économique et le moral de la nation. Il faut à ce titre pouvoir « réduire le niveau des attaques dans des limites acceptables. Cela voudra nécessairement dire le remplacement des pertes humaines et des avions sur une échelle substantielle[16] ». Le Fighter

Command s'apprête donc à mener une bataille d'attrition dans les cieux et dans les usines de production.

Il peut notamment s'appuyer sur le système de défense aérienne le plus moderne de son temps, mis notamment en place par Dowding. Les stations radars, qui viennent tout juste d'être mises en service, peuvent fournir des informations tactiques essentielles sur les raids qui survolent la Manche ou la mer du Nord. Trente-quatre de ces stations s'étendent de Scapa Flow, base de la Royal Navy dans le nord de l'Ecosse, à Pembrokeshire, au pays de Galles. Les données recueillies sont transmises par câbles enterrés vers l'état-major du Fighter Command à Bentley Priory. Elles sont complétées par les observations des 30 000 guetteurs à vue de l'Observer Corps.

Bentley Priory renvoie les informations traitées vers les états-majors des quatre groupes opérationnels qui se partagent la défense des cieux du Royaume-Uni. Chaque groupe est divisé en plusieurs portions géographiques, avec un *Sector Airfield* (« aérodrome de secteur ») à sa tête, qui dispose de moyens de commandement et de contrôle. Le groupe 11 comprend par exemple sept *Sector Airfields* pour vingt et un aérodromes. Une fois les ordres reçus de l'état-major du groupe, le *Sector Airfield Commander* décide du *Squadron* (« escadron ») qui décollera en fonction de son état de préparation. Les contrôleurs des stations radars guident les pilotes vers l'ennemi une fois qu'ils ont décollé. La force de ce système décentralisé est de répondre au principe d'économie des moyens. La RAF n'est pas contrainte de maintenir en vol des patrouilles inutiles sur tout le territoire, attendant d'improbables raids, avec pour seul résultat d'épuiser les hommes et le potentiel des machines. Les unités désignées par le chef de secteur décollent au bon moment et sont théoriquement guidées pour intercepter les avions allemands avec un avantage tactique.

De la Manche à la Tamise par les airs

La Luftwaffe entre progressivement dans la bataille, en attendant que des plans définitifs soient adoptés. A partir du 10 juillet 1940, elle tente d'étendre son emprise sur la Manche. Elle s'attaque aux convois maritimes, aux installations portuaires et maintient la pression sur la RAF en attirant les avions de chasse britanniques dans des combats aériens mortels[17]. Elle ne s'engage cependant pas à fond. Elle régénère son potentiel affaibli après les campagnes de mai et juin. De son côté, Dowding ne souhaite pas

projeter et gâcher ses moyens inutilement au-dessus de la Manche, sur un terrain qui n'est pas le sien, avant que la grande bataille ne commence. Mais les pressions politiques sont fortes pour que le Fighter Command défende les navires de commerce, particulièrement vulnérables aux attaques des bombardiers allemands. De nombreux pilotes britanniques disparaissent néanmoins dans les eaux du Channel, la RAF ne disposant pas encore d'une organisation dédiée à la récupération des pilotes tombés dans la mer.

Au final, cette première phase de la bataille se révèle peu décisive. Entre le 10 juillet et le 7 août 1940, 24 000 tonnes de navires britanniques sont coulées, au prix de deux cent cinquante-huit chasseurs et bombardiers allemands détruits (dont quarante-six Bf 109 et trente et un Me 110). Le bilan est plutôt favorable pour la RAF, qui perd quatre-vingt-cinq Spitfire et Hurricane, soit un ratio de 3 contre 1 en faveur des pilotes britanniques, qui consolident en outre leur expérience[18]. Et si Douvres, Portsmouth ou Portland subissent plusieurs bombardements, les autres raids, dispersés, produisent peu d'effets[19].

Le 12 août 1940 marque le début de la deuxième phase de la bataille. Les Allemands se lancent cette fois en force. Des attaques visent d'abord les stations radars du Kent, du Sussex et de l'île de Wight à Ventnor. Seule la station de Ventnor est sérieusement endommagée et ne fonctionne pas pendant onze jours. Mais le réseau de détection continue à émettre, incitant les Allemands à abandonner les attaques contre ce type d'objectif, qu'ils jugent décevantes. Le lendemain est baptisé le « jour de l'aigle » par Goering. Les raids systématiques contre le sud-est de l'Angleterre débutent. Les pilotes britanniques, qui rendent coup pour coup, se révèlent être de plus redoutables adversaires que ne l'avait espéré Goering. Le 13 août, la Luftwaffe perd quarante-sept avions, contre treize pour la RAF. Le 15, soixante-quinze avions allemands sont abattus, contre trente-deux britanniques. Park harcèle les raids sur tout leur trajet, envoyant en permanence un ou deux escadrons à leur rencontre. Il n'engage jamais toutes ses unités, refusant la bataille décisive et conservant toujours une réserve disponible.

La Luftwaffe doit corriger ses plans si elle veut précipiter la victoire. Le 19 août, le Fighter Command est désigné comme la cible prioritaire, même si certains sites sans intérêt opérationnel continuent d'être frappés. Des centres industriels, comme ceux de Liverpool ou Bristol, sont par exemple bombardés la nuit. Kesselring est chargé d'attaquer les aérodromes où sont

basés les avions de chasse britanniques. Ceux-ci seront détruits au sol ou seront contraints de décoller et de combattre. La pression s'accentue alors progressivement sur le groupe 11. Les pilotes, surtout les plus expérimentés, sont exténués. Ils volent et combattent sans cesse, doivent encadrer les nouveaux arrivants et ne peuvent se reposer que quelques heures la nuit. Les pertes augmentent. Du 24 août au 6 septembre, le Fighter Command perd cent trois pilotes tués ou disparus et cent vingt-huit blessés sur un total de mille hommes[20]. Les infrastructures ne sont pas épargnées.Park écrira mi-septembre dans un rapport à Dowding que « les bombardements de jour ont causé des dommages étendus à cinq de [mes] aérodromes avancés, comme à six de mes sept *Sector Stations*[21] ».

Pourquoi, dans ces conditions, les Allemands changent-ils brutalement de stratégie le 7 septembre en cessant leurs assauts contre les terrains d'aviation ? Ils se trompent en fait lourdement sur l'état réel de la RAF. Le service de renseignements de la Luftwaffe, sur lequel se repose Goering, est dirigé par le colonel Josef « Beppo » Schmid. Si ce dernier considère que la RAF est « l'ennemi le plus dangereux » pour la Luftwaffe, sa connaissance de l'adversaire est surtout livresque au début de la guerre. Il affirme par exemple que le Spitfire et le Me 110 se valent sensiblement[22]. Le temps n'arrange rien à l'affaire. Le 16 juillet, il publie un rapport indiquant que la Luftwaffe demeure supérieure à la RAF, négligeant ainsi les enseignements des derniers affrontements au-dessus de Dunkerque. Les évaluations des forces en présence sont également très approximatives. Fin août, les services de renseignements aériens allemands estiment que le Fighter Command a perdu 50 % des avions qu'il détenait au 8 août, contre seulement 12 % pour la Luftwaffe. Ils valident ainsi la stratégie suivie par la Luftwaffe, qui table sur un déclin rapide des forces vives de la RAF. Et début septembre, Goering est informé que les Britanniques ne disposeraient plus que de cent avions de chasse en service[23].

Dans ce contexte, Kesselring pousse pour livrer le coup de grâce à la RAF et insiste de nouveau pour que Londres soit attaquée. Il déclare que le Fighter Command va se replier au nord de la capitale pour éviter sa destruction. Seules de lourdes attaques sur la capitale contraindraient les Britanniques à jeter leurs dernières forces dans la bataille. Sperrle, moins optimiste, estime que la RAF possède encore un millier d'avions. Goering, quant à lui, ne croit pas que des bombardements affecteront sensiblement le moral de la population[24].

C’est Hitler qui tranche le débat qui anime les états-majors : Londres sera désormais l’objectif principal. Il est impossible de reconstruire le processus qui l’amena à prendre cette décision compte tenu des archives restantes[25], mais il est probable qu’un faisceau d’arguments l’ait convaincu. Son désir de ne pas laisser impunis les bombardements de l’Allemagne, après l’attaque accidentelle de la capitale britannique du 24 août 1940, a bien sûr pesé. Il continue cependant d’interdire les bombardements aveugles sur la population, prouvant que la vengeance n’est pas la seule raison qui l’anime. La possibilité de parvenir à un dénouement positif et rapide, alors que la RAF est perçue comme exsangue, le motive probablement aussi. L’automne approche et le déclenchement de *Seelöwe* ne peut plus souffrir de retard. Enfin, il espère peut-être reproduire le coup gagnant de Rotterdam en frappant le centre de gravité politique du Royaume-Uni.

Commence alors la troisième phase de la bataille d’Angleterre, du 7 septembre au 31 octobre 1940. Les Britanniques sont initialement surpris par ce changement soudain d’objectif, mais leur organisation de défense aérienne fonctionne à nouveau pleinement. Ils profitent du fait que les Bf 109 s’enfoncent plus profondément en territoire ennemi et disposent de moins d’autonomie pour les combats aériens. Et Keith Park, à la tête du groupe 11, change de tactique. Il concentre le 15 septembre ses moyens contre les raids allemands qui se dirigent tous vers le même objectif. Ce ne sont pas quelques unités diminuées et à bout de souffle qui assaillent les bombardiers allemands, comme l’espère Goering. Dix-sept *squadrons* attaquent les raids allemands le matin du 15 septembre et quinze autres les frappent l’après-midi. Cinquante-six avions allemands sont abattus dans la journée (vingt-trois chasseurs et trente-trois bombardiers). Le 27 septembre, cinquante-sept avions allemands sont abattus[26]. La preuve est apportée que le Fighter Command reste un adversaire de taille et que la supériorité aérienne sur Londres ne peut être acquise à moyen terme. Le 12 octobre, Hitler n’a d’autre choix que de reporter l’opération *Seelöwe* au printemps 1941[27]. La bataille aérienne se transforme lentement en un *Blitz*. La Grande-Bretagne est essentiellement frappée par des raids aériens nocturnes répétés, participant à une guerre de siège. La RAF n’a pas été défaite.

Le compte n’est pas bon

La concentration des attaques sur Londres coûta-t-elle la victoire à la Luftwaffe ? L'étude en détail de la campagne aérienne permet d'en douter. La défaite allemande a des causes plus structurelles. L'armée de l'air allemande a d'abord peu de chances de réussir. Theo Osterkamp, ancien as de la Grande Guerre et commandant de la *Jagdgeschwader* 51 au début de la bataille[28], calcule en juillet que les Allemands devraient mobiliser l'ensemble de leurs 900 avions de chasse pour assurer dans la durée une présence significative au-dessus des plages de débarquement et bien protéger les têtes de pont. En acceptant une attrition aussi faible que 10 %, la chasse allemande devrait abattre cinq avions britanniques pour chaque perte afin de réduire le volume d'avions du Fighter Command de 50 %[29]. Dans les faits, elle ne parvint au mieux qu'à obtenir un ratio de 1,3/1 le 11 septembre et 1,4/1 le 14 septembre. Les pilotes de Bf 109 auraient finalement atteint un ratio moyen de 1,2/1 contre leurs adversaires au cours de la bataille, résultat très éloigné des calculs d'Osterkamp[30].

La mauvaise compréhension du fonctionnement du Fighter Command est une autre raison fondamentale de la défaite des ailes nazies. La faiblesse du renseignement l'explique en partie. Mais la vision partielle de la guerre aérienne des aviateurs allemands est également à souligner. Ils ne tentent jamais de paralyser sérieusement le système de commandement et de contrôle de Dowding. Ils privilégient une vision comptable de la bataille, en espérant que les combats s'arrêteront faute de Spitfire ou de Hurricane. Ils n'explorent pas d'autres options qui peuvent se révéler plus efficientes. Le cas des *Sector Airfields* est de ce point de vue emblématique. Seulement une attaque d'aérodrome sur deux vise en moyenne ce type d'objectif, alors que les informations et les instructions essentielles, transmises par l'état-major du groupe 11 vers les escadrons, y transitent par les salles d'opérations sur place[31]. Le terrain de Biggin Hill détient par exemple le privilège douteux d'être le *Sector Airfield* le plus attaqué pendant la bataille. Il est assailli six fois en huit jours à partir du 30 août. Et pourtant, l'activité continue. Les aviateurs britanniques s'adaptent en dispersant les *squadrons* sur les terrains d'alentour, en construisant des salles d'opérations temporaires, en réparant rapidement les réseaux de communication et en rebouchant les cratères de bombe. Les Allemands manquent leur cible, dans tous les sens du terme. Seules des attaques maintenues dans le temps, visant spécifiquement les salles d'opérations et les câbles de communication en plein air auraient entravé le fonctionnement de ces bases[32]. L'inquiétude de

Park se révèle au final peut-être exagérée. Dowding annote en ce sens le rapport alarmiste du commandant du groupe 11 de mi-septembre précédemment cité, en écrivant que « treize aérodromes du groupe (11) subirent un total de quarante attaques en trois semaines, mais [que] seuls Manston et Lympe furent incapables d'assurer une activité de vol de jour pendant une durée supérieure à quelques heures[33] ».

L'attaque tardive des usines de production d'avions de chasse est un autre exemple du manque de recul des planificateurs allemands. La première offensive sur les usines de production de Spitfire intervient plus de deux mois après le déclenchement de la bataille. Le 24 septembre, les usines Supermarine à Southampton sont bombardées, sans résultat significatif. Deux jours plus tard, les bombardiers reviennent en force et larguent cette fois 70 tonnes de bombes. Ils parviennent à endommager sérieusement les chaînes de montage, qui seront définitivement abandonnées au profit de l'usine de Castle Bromwich, dans les Midlands. La production ne retrouvera son niveau de l'été 1940 qu'à la fin de l'année[34].

La dernière cause structurelle qui explique le succès de la RAF est la supériorité britannique dans les domaines de la logistique et de la mobilisation des pilotes. Le Fighter Command ne manquera jamais d'avions pendant la bataille. Si ses pertes s'élèvent à 800 Spitfire et Hurricane du 11 août au 6 septembre, les unités de chasse réceptionnent au cours de ces quatre semaines un nombre égal d'avions neufs ou réparés. La situation s'améliore encore courant septembre. Entre le 7 et le 30, 440 avions sont perdus, mais 534 nouveaux appareils sont reçus des dépôts ou des usines dans le même temps[35]. Les pertes sont compensées par la production industrielle ou par la Civilian Repair Organisation (CRO), créée en octobre 1939 et dédiée à la réparation rapide des aéronefs endommagés. Quarante pour cent des avions réceptionnés par les escadrons sont ainsi des avions réparés par le CRO, qui remet en œuvre un avion endommagé en moyenne en six semaines[36].

Les Allemands ne peuvent suivre un tel rythme. Pour l'année 1940, seulement 1 870 avions de chasse monoplaces sortent de leurs usines, contre 4 283 pour les Britanniques. L'attrition au combat ne peut être comblée de la même manière. Le Fighter Command et la Luftwaffe détiennent tous les deux environ 1 000 monoplaces de chasse au début de la bataille. Le 7 septembre, la Luftwaffe ne compte plus que 533 Bf 109, et le

1er octobre, seulement 275[37]. Les niveaux de production industrielle sont proches de ceux du temps de paix, du fait d'un effort de mobilisation tardif et d'une forte rivalité entre constructeurs qui provoque la dispersion des ressources. Par ailleurs, la Luftwaffe ne dispose pas d'une organisation de réparation performante comme la Civilian Repair Organisation. Les avions nécessitant plus de deux jours de réparation sont transférés par route ou voie ferrée vers des ateliers situés en Allemagne, ce qui retarde le début des réparations. L'organisation est en fait pensée pour une guerre courte, menée près du Reich.

La question du nombre de pilotes disponibles est souvent évoquée avec celle des avions. Elle inquiète particulièrement Dowding, qui la considère comme l'un des points faibles de son organisation. Il peut pourtant compter sur des réserves importantes. Les Operational Training Units (OTU), unités de transformation opérationnelle des jeunes brevetés, assurent 60 % de remplacement des pertes. Certes, le niveau des pilotes est faible. Certains ne totalisent que dix heures de vol sur Spitfire et n'ont jamais tiré à la mitrailleuse avec un avion. Mais ils font le nombre et peuvent protéger les aviateurs plus expérimentés qui sont, eux, décisifs en combat aérien. Des volontaires polonais ou tchécoslovaques sont aussi intégrés dans le Fighter Command. Ils se révèlent être de formidables combattants, très agressifs et motivés par leur désir de venger l'annexion ou l'invasion de leur pays[38]. Enfin, Dowding songe à intégrer des pilotes d'autres grands commandements (Bomber Command, Coastal Command ou Fleet Air Arm) qui sont un peu moins sollicités par les opérations.

Dowding serait probablement moins inquiet s'il connaissait les problèmes de personnel rencontrés par la Luftwaffe. Le Fighter Command dispose d'environ 300 pilotes de chasse de plus que la Luftwaffe en juillet, 500 en août et 700 en septembre[39]. L'armée de l'air allemande ne peut ainsi compter que sur 906 pilotes opérationnels en juillet et 735 en septembre[40]. Contrairement à la RAF, ses hommes abattus au-dessus de l'Angleterre, parvenant à survivre en sautant en parachute, sont systématiquement faits prisonniers et ne peuvent retrouver un cockpit. En même temps, elle ne parvient pas à former des navigants en nombre suffisant pour annuler ses pertes régulières[41]. Si ses standards restent exigeants au début de la bataille, ils déclinent à mesure que les pilotes expérimentés disparaissent et que les unités se dépeuplent. Le niveau moyen des unités de chasse, qui doivent intégrer de jeunes recrues, diminue. Par ailleurs, le moral des pilotes baisse

quand ils voient la victoire leur échapper, mais constatent que le rythme des opérations ne faiblit pas. Un mal étrange se répand, appelé la maladie de la Manche (*Kanalkrankheit*). Des membres du personnel navigant sont frappés par de violents maux de ventre ou développent des ulcères. Et des missions sont annulées par des pilotes qui prétextent des pannes sur leurs avions, que leurs mécaniciens, pourtant consciencieux, se trouvent incapables de reproduire au sol[42]…

Conclusion

Les Allemands n'ont pas failli gagner la bataille d'Angleterre. Hitler était indécis face au cas britannique, tandis que la Luftwaffe était incapable de concevoir et planifier une campagne aérienne décisive. Elle fut entraînée dans une bataille d'attrition par un adversaire parfaitement préparé qu'elle ne connaissait pas assez et sans détenir la supériorité logistique ou humaine.

Il convient toutefois de souligner qu'une grande part de l'inquiétude des aviateurs britanniques provenait de leur propre surestimation des capacités de la Luftwaffe. Les services aériens de renseignements britanniques pensaient que les Allemands disposaient de 5 800 avions en ligne en août 1940. La Luftwaffe ne disposait en fait que de 3 051 appareils, dont 2 054 étaient disponibles. Les Britanniques croyaient donc affronter l'équivalent de deux Luftwaffe, ce qui les incita à toujours agir dans le bon sens. A l'inverse, Goering pensait affronter un demi-Fighter Command, ce qui le poussa parfois vers les mauvaises options.

En outre, l'offensive aérienne alliée contre l'Allemagne de 1942 à 1945 allait montrer que la neutralisation d'une armée de l'air au-dessus de son territoire était un processus difficile. La Luftwaffe fut définitivement chassée du ciel allemand au printemps 1944, après deux années de campagne aérienne stratégique menée par les flottes de bombardement les plus puissantes de l'époque, soutenues par les industries aéronautiques les plus productives. Un tel processus était bien trop long et complexe à mettre en œuvre pour la Luftwaffe, qui ne disposait à l'été 1940 que de deux mois pour faire plier la RAF.

1. Vincent Orange, *Park : The Biography of Air Chief Marshal Sir Keith Park, GCB, KBE, MC, DFC, DCL*, Londres, Grub Street, 2009 (éd. originale 2001), p. 108.

2. Le Fighter Command est le commandement chargé de la défense aérienne du Royaume-Uni.

3. Traduction littérale de *« The Narrow Margin »*, titre d'un livre en anglais qui constitue toujours une référence aujourd'hui : Derek Wood et Derek Dempster, *La Bataille d'Angleterre (la victoire de la RAF)*, Paris, France-Empire, 1990 (éd. originale 1962), 400 pages.

4. Gary Hamilton, *The Battle of Britain*, 1969. Le film est inspiré par le livre de Wood et Dempster.

5. Daniel de Costelle reprend le même récit historique dans son passionnant documentaire de télévision « Bataille d'Angleterre », produit en 1966 dans la série « Les grandes batailles ». Il souligne qu'« un événement totalement imprévu change le cours de la bataille » en faisant allusion au bombardement du 24 août.

6. Peter Fleming, *Invasion 1940*, Londres, Rupert Hart-Davies, 1957, 324 pages. Peter Fleming est le frère du célèbre Ian Fleming, père de James Bond.

7. Cf. notamment Richard Overy, *The Battle*, Londres, Penguin Books, 2000, 162 pages ; Stephen Bungay, *The Most Dangerous Enemy : A History of the Battle of Britain*, Londres, Aurum Press, 2001 (éd. originale 2000), 498 pages. L'ouvrage le plus récent qui suit cette inspiration est celui de Robin Prior, *When Britain Saved the West : The Story of 1940*, New Haven et Londres, Yale University Press, 2015, 340 pages.

8. Richard Overy, *The Battle*, *op. cit.*, p. 17.

9. *Ibid.*, p. 22.

10. Militärgeschichtliches Forschungsamt, *Germany and the Second World War*, vol. II, *Germany's Initial Conquests in Europe*, Oxford, Clarendon Press, 2015, p. 368-371.

11. Elle a perdu environ 3 000 navigants pendant la campagne de France et 26 % des avions qui étaient en ligne le 4 mai 1940 (18 % des avions pour la chasse, soit 250 chasseurs monomoteurs et 121 bimoteurs). Cf. Horst Boog, « The Luftwaffe's Assault », p. 40, dans Paul Addison et Jeremy A. Crang, *The Burning Blue : A New History of the Battle of Britain*, Londres, Pimlico, 2000, 292 pages.

12. Richard Overy, *Goering : Hitler's Iron Knight*, Londres, I.B. Tauris, 2012 (éd. originale 1984), p. 169 et 170.

13. James Corum, *The Luftwaffe : Creating the Operational Air War, 1918-1940*, Lawrence (Kansas), University Press of Kansas, 1997, 384 pages.

14. Horst Boog, « The Luftwaffe's Assault », article cité, p. 40.

15. Stephen Bungay, *The Most Dangerous Enemy : A History of the Battle of Britain*, *op. cit.*, p. 123.

16. Sebastian Cox, « British Strategy in a Certain Eventuality », *Air Power Review*, Battle of Britain Edition, vol. 18, n° 2, été 2015, p. 14.

17. Sebastian Cox, « The RAF'S Response », p. 55 et 56, dans Paul Addison et Jeremy A. Crang, *The Burning Blue : A New History of the Battle of Britain*, *op. cit*.

18. Cf. Winston G. Ramsey (éd.), *The Battle of Britain : Then and Now*, Londres, Battle of Britain International, 2011 (éd. originale 1980).

19. Robin Prior, *When Britain Saved the West : The Story of 1940*, *op. cit.*, p. 202.

20. Sebastian Cox, « The RAF'S Response », article cité, p. 60.

21. Robin Prior, *When Britain Saved the West : The Story of 1940*, p. 220.

22. Le Me 110 est un chasseur lourd, bimoteur, à long rayon d'action, dont l'un des rôles est d'escorter les bombardiers au-dessus de l'Angleterre. Bien armé, il manque cependant cruellement de manœuvrabilité. Il ne saurait rivaliser avec le Spitfire en combat singulier. Si son bilan a été très sévèrement jugé jusqu'à nos jours, il est réhabilité dans le livre suivant : Christer Bergström, *The Battle of Britain : an Epic Conflict Revisited*, Oxford, Casemate UK, 2015, 332 pages.

23. Richard Overy, *The Battle*, *op. cit.*, p. 72 et 73.

24. Christer Bergström, *The Battle of Britain : an Epic Conflict Revisited*, *op. cit.*, p. 194 et 195.

25. Militärgeschichtliches Forschungsamt, *Germany and the Second World War*, vol. II, *Germany's Initial Conquests in Europe*, *op. cit.*, p. 386.

26. Stephen Bungay, *The Most Dangerous Enemy : A History of the Battle of Britain*, *op. cit.*, p. 371.

27. Deux autres explications sont avancées pour rendre compte de la décision de report : le bombardement par les Britanniques des ports abritant les navires allemands et les barges de débarquement ; la menace que fait poser la Royal Navy sur une éventuelle flotte d'invasion. Cf. Garry Campion, *The Battle of Britain, 1945-1965 : The Air Ministry and the Few*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2015, 364 pages. La seconde hypothèse nourrit actuellement une controverse sur les mérites respectifs du Fighter Command et de la Royal Navy dans l'annulation de l'invasion de l'Angleterre. Anthony J. Cummings, *The Royal Navy and the Battle of Britain*, Annapolis, Naval Institute Press, 2010, 256 pages.

28. Une *Jagdgeschwader* est l'équivalent d'une escadre de chasse.

29. Stephen Bungay, *The Most Dangerous Enemy : A History of the Battle of Britain*, *op. cit.*, p. 126.

30. *Ibid.*, p. 371 et 372. On omet ici volontairement les journées du 19 juillet (2,5/1) et du 28 septembre (4/1) car le nombre d'avions britanniques abattus est relativement faible (respectivement dix et seize).

31. Du 14 août au 6 septembre, la Luftwaffe effectua soixante-sept attaques de terrain. Sur ces soixante-sept terrains attaqués, vingt-sept, soit plus du tiers, n'appartenaient pas au Fighter Command. Des erreurs d'interprétation de photos laissant penser que des chasseurs monoplaces étaient présents sur ces aérodromes expliqueraient ce gâchis des moyens allemands.

32. Robin Prior, *When Britain Saved the West : The Story of 1940*, *op. cit.*, p. 216 et 217.

33. Stephen Bungay, *The Most Dangerous Enemy : A History of the Battle of Britain*, *op. cit.*, p. 369. Dowding devait revenir sur ce commentaire un an plus tard, pour faire valoir *a priori* une vision plus héroïque de la bataille.

34. Derek Wood et Derek Dempster, *La Bataille d'Angleterre (la victoire de la RAF)*, *op. cit.*, p. 336 et 337.

35. Robin Prior, *When Britain Saved the West : The Story of 1940*, *op. cit.*, p. 228.

36. *Air Commodore* Peter Dye, « Logistics and the Battle of Britain », *RAF Air Power Review*, vol. 3, n° 4, hiver 2000, p. 26. Je remercie Jean Lopez pour m'avoir aimablement signalé ce document.

37. Richard Overy, *The Battle*, *op. cit.*, p. 33.

38. Une quinzaine de pilotes français participent à la bataille d'Angleterre, qui sont affectés entre septembre et octobre 1940 dans leurs unités de chasse.

39. *Air Commodore* Peter Dye, « Logistics and the Battle of Britain », article cité, p. 29. Ce décompte qui intègre les pilotes en OTU est très favorable pour la RAF comparé aux données de nombreux autres auteurs.

40. Stephen Bungay, *The Most Dangerous Enemy : A History of the Battle of Britain*, *op. cit.*, p. 370.

41. *Air Commodore* Peter Dye, « Logistics and the Battle of Britain », article cité, p. 29.

42. Sur ces derniers points, Ulrich Steinhilper, Peter Osborne, *Spitfire On My Tail : A View From The Other Side*, Bromley, Independent Book, 2009 (éd. originale 1989), p. 316-318.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Bungay, Stephen, *The Most Dangerous Enemy : A History of the Battle of Britain*, Londres, Aurum Press, 2001 (éd. originale 2000), 498 pages.

Facon, Patrick, *La Bataille d'Angleterre*, Paris, Economica, 1992, 162 pages.

Lespinois, Jérôme de, *La Bataille d'Angleterre*, Paris, Tallandier, 2011, 192 pages.

Overy, Richard, *The Battle*, Londres, Penguin Books, 2000, 162 pages.

Wood, Derek, et Dempster, Derek, *La Bataille d'Angleterre (la victoire de la RAF)*, Paris, France-Empire, 1990 (éd. originale 1962), 400 pages.

4
La marine japonaise était redoutable

par Pierre GRUMBERG

Au hit-parade du maquettisme, le cuirassé *Yamato* dispute certainement la première marche au *Bismarck* allemand. Décliné à toutes les échelles, y compris en version vaisseau spatial, ce navire monstrueux reste une célébrité, tout spécialement dans sa patrie d'origine où il fait l'objet d'un véritable culte. On lui a consacré un nombre record de livres et de films. Le plus récent, sorti en 2005, dirigé par Junya Satō, s'est non seulement révélé un énorme succès commercial au Japon, mais son décor reproduisant grandeur nature une partie de la plage avant a été visité ensuite par un million de curieux. Si certains navires de ligne américains sont transformés en attractions, le *Yamato* est le seul cuirassé *coulé* au monde à se voir consacrer un musée, dont le clou consiste en une maquette au 1/10e longue de 26,3 m.

Non que le *Yamato* ne mérite pas cette attention. C'est un navire superbe, aux lignes étonnamment élégantes, dont le déplacement (65 000 tonnes) et l'armement (9 canons de 460 mm, capables de tirer des obus de 1,4 tonne à 42 kilomètres) n'ont jamais été réédités. Et pour cause, s'empresse-t-on d'ajouter : intégré à la Marine impériale le 16 décembre 1941, neuf jours après Pearl Harbor, le beau bâtiment est déjà obsolète avant d'avoir servi, ce que confirment ses états de service. Il n'utilise ses

énormes canons qu'une seule fois, lors de la bataille de l'île de Samar, le 25 octobre 1944, et cet engagement révèle son inefficacité. Le tir est imprécis et ses obus, conçus pour pénétrer les épais blindages d'autres cuirassés, n'explosent pas au contact de la tôle légère des porte-avions d'escorte américains. Un seul sur six est coulé, alors que, sans autre défense que leurs avions embarqués et une poignée de destroyers, tous semblent condamnés. Et l'on voit alors le cuirassé le plus puissant de tous les temps battre en retraite devant une poignée de *flat tops* – ou « toits plats », surnom que donnent les Américains aux porte-avions à cause de leur pont d'envol – construits sur des coques de cargo ! Tout un symbole.

La fin du *Yamato* est tout aussi symbolique que son unique combat contre des navires en surface. Lancé dans un raid suicide absurde, il est coulé le 7 avril 1945 par des avions américains, emportant avec lui plus de 3 000 de ses 3 300 marins. Le *Musashi*, son frère jumeau, n'a guère eu plus de succès. Le 24 octobre 1944, veille de la bataille de Samar, il a été lui aussi victime de l'aviation, sans avoir jamais affronté un bateau. La carrière tragique de ces géants pourrait servir de résumé à l'histoire des forces navales japonaises de 1941 à 1945, celle d'une très belle marine, capable de brillantes innovations, mais conçue pour une autre guerre. Tout le problème pour l'historien est que les déficiences profondes, rédhibitoires, de la Kaigun – la Marine impériale – sont cachées par un paravent de succès spectaculaires.

Le Japon, en décembre 1941, est la troisième puissance navale du monde, avec 10 porte-avions, autant de cuirassés (sans compter le *Yamato* et le *Musashi* quasiment terminés), 18 croiseurs lourds, 20 légers, 113 destroyers, 63 sous-marins et 1 750 avions, servis par 311 359 marins (dont 23 883 officiers). Le tout, à la différence des marines anglo-saxonnes, concentré dans le seul océan Pacifique, ce qui lui garantit l'avantage du nombre. Mais ce n'est pas la seule raison de sa supériorité dans les premiers mois de la guerre. Bien que ses conséquences à long terme soient désastreuses, l'attaque de Pearl Harbor est aussi un coup tactique imaginatif et culotté. Les opérations qui suivent dans l'océan Indien contre la Royal Navy puis contre l'Abdacom (American British Dutch Australian Command, qui regroupe les maigres forces alliées défendant l'Insulinde) montrent que les Japonais sont passés maîtres dans l'art du raid et du combat en surface. Bien qu'étrillée dans la mer de Corail et à Midway au printemps 1942, la Kaigun tient encore son rang au début de la longue

campagne de Guadalcanal. La bataille de l'île de Savo (8-9 août 1942, où la Navy perd trois croiseurs lourds coulés), celle des îles Santa Cruz (25-27 octobre 1942, où le porte-avions *Hornet* est perdu), sans compter une multitude d'engagements, souvent de nuit, entre destroyers et croiseurs, infligent de lourdes pertes aux Américains.

Frapper plus loin que l'adversaire

Pour vaincre, la Marine impériale s'appuie sur trois atouts principaux. Le premier est l'aéronavale. En 1941, le Japon est, de très loin, la puissance la plus avancée dans ce domaine. En décembre 1941, la Kaigun aligne, on l'a dit, dix porte-avions, contre sept à l'US Navy et huit à la Royal Navy. Mais la plupart des forces alliées sont mobilisées sur un autre hémisphère : sur le théâtre Pacifique et Indien, les Américains alignent trois « toits plats », les Britanniques un seul (le vieil *Hermes*, complètement obsolète). Et la supériorité n'est pas seulement numérique. Les Japonais ont aguerri leur aviation navale en Chine. Non seulement les pilotes y ont acquis une expérience hors pair, mais leurs cadres ont appris un art que les Américains ne maîtriseront qu'en 1944 : la coordination des porte-avions destinée à lancer des vagues aériennes groupant parfois plus de cent cinquante avions, modernes et bien conçus – les appareils embarqués japonais, notamment le fameux chasseur Zéro, surpassent au début de la guerre ceux de la Navy, notamment par leur autonomie. Enfin, la maîtrise aérienne de la Kaigun ne repose pas sur les seuls porte-avions. Ce sont des bombardiers et avions torpilleurs bimoteurs à très long rayon d'action (plus de 2 500 kilomètres) basés à Saigon qui coulent le cuirassé *Prince of Wales* et le croiseur de bataille *Repulse* le 10 décembre 1941 au large de la Malaisie.

La deuxième force de la Marine impériale repose dans la qualité de ses matériels. Si les porte-avions (à l'exception des excellents *Zuikaku* et *Shōkaku*, quasi neufs à Pearl Harbor) vont montrer à Midway une excessive vulnérabilité, les cuirassés (*Yamato* compris), les croiseurs lourds et les grands destroyers sont plus rapides et plus armés, sinon mieux, que leurs rivaux. Ils vont poser dans les eaux confinées de Guadalcanal un terrible défi tactique à l'adversaire grâce à la qualité de leur artillerie et d'une arme unique en son genre : la torpille type 93 (appelée « longue lance » par les Alliés). Propulsé par un astucieux moteur à oxygène, l'engin combine rapidité (50 nœuds), endurance (plus de 20 kilomètres de portée) et furtivité

(pas d'émission de bulles). Il surclasse totalement la torpille américaine à méthanol et air comprimé, plus lente (45 nœuds), moins endurante (10 kilomètres au maximum, 6 à pleine vitesse) et détectable à son sillage. La type 93 est d'autant plus efficace que les Alliés, pour qui ses performances sont inconcevables, attribuent longtemps ses victimes aux mines et tardent à se méfier. Par ailleurs, la Marine impériale dispose à l'entrée en guerre des meilleurs avions embarqués.

Enfin, si son haut commandement est médiocre, la Kaigun peut s'appuyer sur la qualité et l'élan patriotique de ses marins des échelons inférieurs. On a déjà évoqué plus haut la qualité inégalée des pilotes embarqués. Mais on observe bien souvent la même compétence dans les postes les plus classiques, des machines à l'artillerie. Jamais, autant que l'on sache, la motivation et le sens du sacrifice ne semblent décliner au cours de la guerre. Certes, il convient de prendre avec prudence les déclarations ou les courriers des marins, étroitement surveillés, brutalisés et poussés par la pression sociale et le sens de l'honneur familial. Quoi qu'il en soit, les volontaires au suicide ne semblent pas manquer aux « unités d'attaque spéciales vent divin » (*Shimpu Tokubetsu Kōgekitai*, en abrégé *Tōkkotai.* Le terme *Kamikaze*, très peu utilisé au Japon, est une prononciation alternative des idéogrammes composant le mot *Shimpu*). On le voit, la Kaigun n'a rien d'un tigre de papier. Cela ne l'empêche cependant pas de souffrir de nombreuses déficiences qui, une fois passée la surprise des premiers temps, vont se révéler fatales.

L'obsession de Tsushima

La première faiblesse navale du Japon est d'ordre intellectuel et doctrinal, et s'exprime dans la médiocrité des amiraux évoquée plus haut. Faute de passé – le pays ne s'est ouvert au monde qu'en 1854 –, la Marine impériale se focalise jusqu'à l'obsession sur sa seule véritable expérience du combat d'escadre en haute mer, le splendide succès remporté sur les Russes à Tsushima, les 27 et 28 mai 1905, où l'amiral Tōgō anéantit la flotte de son adversaire Rojestvenski. Bien que la Première Guerre mondiale démontre la fréquence de plus en plus rare des grandes batailles navales – les adversaires se dérobent dès qu'ils se sentent menacés, afin d'éviter de mettre en danger leurs coûteux navires –, les Japonais persistent à vouloir rééditer Tsushima. Toute la stratégie – résumée sous l'appellation

de *Zengan Sakusen*, ou « stratégie de la bataille décisive » – se confond donc avec un objectif purement tactique : écraser l'ennemi dans un grand combat paroxystique avant de lui imposer de négocier à son désavantage.

Le plan de guerre de Tokyo vise à provoquer cette bataille. Après avoir saisi l'Asie du Sud-Est par une offensive éclair, les Japonais comptent s'appuyer sur un arc de bases insulaires pour attendre, quelque part du côté des îles Mariannes et Carolines, l'attaque de la marine américaine, qui, à n'en pas douter, volera au secours des Philippines. Le combat se déroulera alors en plusieurs phases. D'abord, sous-marins et bombardiers à terre useront la flotte adverse dès qu'elle quittera ses bases. Puis, une fois l'adversaire saigné et affaibli, on le privera de la maîtrise de son ciel en lançant un raid aérien massif destiné à détruire son escorte aéronavale – c'est le rôle principal dévolu aux six grands porte-avions rapides, et qui inspire leur concentration en une escadre unique, la « force d'assaut », ou *Kid*ō *Butai*. Interviendra enfin l'affrontement final au canon et à la torpille, où la supériorité qualitative – vitesse, portée, calibre – des navires de surface compensera au besoin la supériorité numérique ennemie.

Tout le matériel, toute la formation des équipages visent à l'accomplissement de ce plan idéal. Ainsi, les sous-marins s'intéressent uniquement aux navires militaires, négligeant le trafic marchand. Les avions sont conçus pour frapper aussi loin que possible, en sacrifiant leur protection. La perspective du grand combat final encourage la course à la portée et au calibre, avec pour résultat la réussite qu'est la torpille type 93, mais aussi le monstrueux et en fin de compte inutile *Yamato*. L'ennui pour les amiraux de Tokyo est que l'ennemi refuse de marcher dans leur combine, en partie d'ailleurs par la faute du chef d'orchestre chargé de sa mise en œuvre : l'amiral Yamamoto. En utilisant la *Kid*ō *Butai* pour attaquer Pearl Harbor et en neutralisant temporairement les cuirassés qui s'y trouvent, les Japonais interdisent non seulement la grande sortie attendue vers les Philippines, mais ils forcent également l'ennemi à se rabattre sur les armes qui lui restent : porte-avions et sous-marins. Forcée à la défensive fin 1941, la tarentule Nimitz, tapie à Pearl Harbor, va donc jouer la patience, évitant à tout prix d'affronter la *Kid*ō *Butai*, le dard de la guêpe Yamamoto, avant de tisser une toile solide où l'attirer, celle, insidieuse et gluante, d'une guerre d'usure que la Marine impériale n'a aucune chance de gagner.

Le président Roosevelt l'a proclamé haut et fort dès le lendemain de Pearl Harbor, il n'est évidemment pas question de négocier, comme le veut

Tokyo, mais de combattre, jusqu'à la victoire. Or, cette lutte de longue haleine exige des ressources industrielles qui manquent au Japon. Si le tonnage militaire mis en service en 1941 dépasse celui de la Navy, il s'agit d'une année exceptionnelle. En dépit des séquelles de la crise de 1929 et d'une montée tardive en puissance, c'est l'Amérique qui produit plus sur la période 1937 à 1941 : 415 515 tonnes de grandes unités (du porte-avions au sous-marin) sont mises en service, contre 354 655 tonnes (soit cent vingt et un navires contre soixante-dix-huit) côté Japon. Ce dernier ne l'emporte que dans un domaine (capital il est vrai), celui des porte-avions (74 500 tonnes et quatre navires côté Navy, contre 131 050 tonnes et onze navires côté Kaigun). Mais une fois la guerre déclarée, le déséquilibre devient caricatural : de 1942 à 1945, les Américains mettent en service 3,3 millions de tonnes de grandes unités, contre 0,6 million au Japon, soit un rapport de 5,5/1. Encore la production japonaise est-elle assurée en réquisitionnant les chantiers civils, au détriment d'une flotte marchande déjà trop faible.

David contre un Goliath immortel

Comme le résume l'historien H. P. Willmott, si les Japonais avaient coulé le 7 décembre 1941 l'intégralité de la *Pacific Fleet* sans subir de pertes pendant les trente mois qui ont suivi, ils ne se seraient pas moins retrouvés en infériorité à l'été 1944. Encore les chiffres ne tiennent-ils pas compte des innombrables unités légères, logistiques ou vouées aux opérations amphibies produites sous la bannière étoilée. Et tout cela n'intègre pas le renfort non négligeable apporté à partir de 1944 par une Royal Navy dégagée de ses obligations européennes. Un élément ultime enfonce le clou : l'insuffisance des chantiers ne nuit pas seulement à la production, mais aussi à la capacité de maintenir et réparer les unités, sans laquelle une marine en guerre ne peut survivre.

A cette anémie industrielle s'ajoute une désastreuse gestion des moyens humains. Prenant on l'a vu ses désirs pour des réalités, l'état-major de la Kaigun n'envisage qu'une guerre courte. Il se concentre donc sur la création d'une force d'élite, aux effectifs restreints, sans envisager le remplacement des pertes. Au milieu des années 1930, notent les historiens David Evans et Mark Peattie, la Marine impériale ne repose encore que sur 108 000 hommes, dont la moitié au moins sont embarqués, un ratio dangereusement insuffisant pour assurer un fonctionnement efficace en

temps de guerre. Le recrutement et l’entraînement, trop exigeants, sont ensuite incapables de suivre le rythme de la production. La Kaigun part ainsi en guerre avec un déficit de 2 000 officiers, un manque particulièrement catastrophique qui augure mal de l’usure inévitable imposée par les combats.

L’aéronavale est l’exemple le plus parfait de l’imprévoyance des amiraux en matière de gestion des ressources humaines. La Kaigun ne dispose fin 1941 que de 3 500 pilotes environ – dont 1 500 qualifiés sur porte-avions –, contre 8 000 aux Américains. La raison ? Un recrutement prolongé, élitiste jusqu’à l’absurde. Avant même de rejoindre les centres d’entraînement, les volontaires, déjà triés sur le volet, doivent servir un à trois ans en mer. La moindre défaillance vaut ensuite élimination et la production annuelle des écoles pendant les années 1930 ne dépasse guère les cent pilotes, voire moins : en 1937, raconte l’as Sakai Saburō, 75 candidats sont brevetés sur 1 500 au départ ! Les pilotes engagés de Pearl Harbor à Midway ont souvent servi et combattu en Chine et comptent 800 heures de vol en moyenne (300 au minimum, 2 500 au maximum). Ils sont des virtuoses, mais ce n’est qu’en 1941 que l’on s’avise de lancer un vaste programme de formation pour les remplacer. Il ne sera jamais réalisé, l’insuffisance des effectifs empêchant la rotation des pilotes entre combat et instruction. L’immense majorité des vétérans va disparaître dans la tourmente de Guadalcanal, laissant la place à une génération hâtivement formée : en mai 1943, les nouveaux pilotes ne comptent plus que 200 à 300 heures de vol. Chose étrange, la Marine impériale, qui a consenti des efforts énormes pour former les meilleurs pilotes embarqués au monde, ne fait en outre pas grand-chose pour les sauver : le service de recherche et sauvetage, primitif et mal équipé, est notoirement inefficace.

L’incapacité rédhibitoire des stratèges japonais à percevoir la réalité d’un conflit moderne sur mer se manifeste enfin dans deux domaines déterminants pour l’infériorité de la Kaigun. Le premier est d’ordre technologique. Elevés dans le respect sacro-saint du canon et de la torpille, les officiers de l’Empereur négligent l’électronique. Les radios embarquées dans les avions sont ainsi de si mauvaise qualité que les pilotes choisissent parfois de s’en débarrasser pour gagner du poids. On se contente de communiquer par signes, et la coordination au combat en souffre. Les Américains, parfaitement équipés eux, compensent ainsi par une meilleure tactique collective l’infériorité technique de leurs chasseurs Wildcat.

Surtout, la Kaigun dédaigne le radar, bien qu'il ait démontré ses capacités dès l'été 1940 en Angleterre. Elle abandonne ainsi aux Américains, systématiquement dotés, un énorme avantage tactique, tant en matière de veille et de coordination des interceptions dans le ciel que dans le réglage de l'artillerie sur mer. Premier porte-avions japonais équipé, le *Shōkaku* ne reçoit son radar type 21 – un équipement peu fiable et primitif – qu'en août 1942. Il distingue un avion isolé à 70 kilomètres et un cuirassé à 20, quand le CXAM américain antérieur distingue un bombardier à 130 kilomètres, un chasseur à 90 et un cuirassé à 30. Le manque de techniciens dans un pays récemment industrialisé se manifeste en outre dans d'autres domaines critiques : le contrôle des dommages au combat, par exemple, ou l'entretien des moteurs.

Il est, pour finir, un domaine où la Marine impériale touche – littéralement – le fond : celui de la guerre sous-marine. Imprévoyance, tendance à prendre ses désirs pour des réalités, insuffisance industrielle, mais aussi déficit humain et technologique se combinent là pour aboutir à un complet naufrage. Bien que l'archipel où ils sont nés soit totalement dépendant de ses importations (pétrole, charbon, minerai, nourriture…), bien que la guerre de course de 1914-1918 ait plus que démontré la réalité de la menace submersible, les amiraux japonais n'accordent aucune importance à la protection de leur marine marchande. En décembre 1941, ils disposent en tout et pour tout de trente-deux escorteurs et vingt-six chasseurs de sous-marins, trop petits, mal armés, dépourvus de sonars efficaces et de radars – ils n'en recevront qu'à l'automne 1944. La navigation en convoi, qui fait ses preuves dans l'Atlantique, reste inconnue avant 1943 et ce n'est qu'à la fin de cette année-là qu'un QG spécialisé est chargé de centraliser sa gestion. Pis : armée et marine se disputent les navires réquisitionnés et refusent de coordonner leurs efforts, de sorte que l'on voit des cargos se croiser à vide en dépit de la pénurie !

Vu la faiblesse déjà patente de la marine marchande avant la guerre (cinquante-huit tankers en 1941 contre quatre cent vingt-cinq britanniques et trois cent quatre-vingt-neuf américains), le désastre est inévitable. Quelque deux cents sous-marins de l'US Navy armés par 16 000 marins (1,6 % de l'effectif total) expédient par le fond environ 4,8 millions de tonnes de navires marchands (mille cent treize unités), soit plus des trois quarts du tonnage sous pavillon japonais avant guerre. S'y ajoutent un demi-million de tonnes de navires militaires (deux cent une unités, dont huit

porte-avions). Fin 1944, le massacre est quasi terminé, faute de cibles. Le tout au prix dérisoire de cinquante-deux submersibles perdus, dont seulement vingt-quatre du fait de l'ennemi.

Au final, la guêpe bourdonnante de décembre 1941 n'aura piqué que le temps d'un printemps. En mai-juin 1942, son dard aéronaval est sérieusement émoussé dans la mer de Corail et à Midway, où la *Kid*ō *Butai* est anéantie. Ce qui reste de venin est vidé entre août 1942 et février 1943 dans les eaux de Guadalcanal, où disparaît l'élite des aviateurs navals. Après un temps de récupération mutuel pendant le reste de l'année, la Kaigun obtient enfin en juin 1944 la grande bataille tant attendue, menée au large des îles Mariannes. Mais le rêve tourne au cauchemar. L'aviation navale péniblement reconstituée tombe sur une armada de porte-avions tous neufs et de chasseurs plus rapides, plus puissants… C'est un massacre – le « tir au pigeon des îles Mariannes » –, que l'hécatombe de la marine marchande parachève à la fin de l'année. Leur marine détruite, leur armée battue, leurs îles assiégées, les Japonais affamés n'ont plus à manger que la lie du calice.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Bergerud, Eric, *Fire in the Sky, the Air War in the South Pacific*, Boulder (Colorado), Westview, 2000.

Evans, David, et Peattie, Mark, *Kaigun : Strategy, Tactics and Technology in the Imperial Japanese Navy, 1887-1941*, Annapolis (Maryland), Naval Institute Press, 1997.

Lundstrom, John, *The First Team, Pacific Naval Air Combat from Pearl Harbor to Midway*, Naval Institute Press, 1984.

Mark Peattie, *Sunburst, the Rise of Japanese Naval Air Power, 1909-1941*, Annapolis (Maryland), Naval Institute Press, 2007

Willmott, H. P., *The Last Century of Sea Power*, vol. 2 : *From Washington to Tokyo, 1922-1945*, Bloomington (Indiana), Indiana University Press, 2010.

5
Les Allemands n’ont pas pris Moscou à cause de l’hiver

par Lasha OTKHMEZURI et Jean LOPEZ

« Quand nos anciens soldats racontent l’hiver de 1941 en Russie, la température diminue d’un degré avec chaque année qui passe. Aujourd’hui, beaucoup d’entre eux croient et disent qu’elle était de 50 °C en dessous de zéro ! »

Ludwig Bauer, 33e régiment blindé,
9e division de panzers,
titulaire de la croix de chevalier et de la médaille
Pour la bataille d’hiver à l’est[1].

Dans la première semaine d’octobre 1941, au cours de l’opération *Typhon*, le groupe d’armées Centre, commandé par le feld-maréchal Fedor von Bock, réussit une manœuvre de double encerclement qui demeure un

modèle du genre. Sept armées soviétiques sont piégées puis détruites autour de Viazma et de Briansk, 673 000 soldats rouges sont capturés, le gros de l'artillerie et des chars perdu. Le front n'est plus qu'un trou béant sur 500 kilomètres. C'est le cinquième et le plus lourd désastre essuyé par l'Armée rouge depuis le 22 juin 1941. C'est aussi le plus grave car Moscou n'est plus qu'à 120 kilomètres des pointes des trois groupes blindés qui mènent la charge des forces de von Bock. A la nouvelle de la catastrophe, le 16 octobre, une énorme panique s'empare de la ville. Les habitants fuient vers l'est par centaines de milliers, dignitaires en tête. Des bandes armées rançonnent les passants, pillent les magasins, attaquent l'ambassade britannique. Le corps diplomatique déménage en hâte sur la moyenne Volga, à Kouïbychev, rebaptisée « capitale provisoire de l'Etat soviétique ». Staline a beau ramener l'ordre, proclamer l'état de siège, cette fois l'Armée rouge et le régime qu'elle défend semblent au bout du rouleau.

Hitler vend la peau de l'ours

Le 3 octobre, jour de la chute d'Orel et alors que l'opération *Typhon* ne fait que commencer, Hitler annonce à 2 000 militants nazis rassemblés au palais des Sports de Berlin : « Je parle ici aujourd'hui parce que je dois vous dire que l'adversaire est déjà brisé et ne se remettra jamais[2]. » Le 9 octobre, le patron de la presse du Reich, Otto Dietrich, confirme devant un parterre de journalistes : « Avec la destruction du groupe d'armées Timochenko, la campagne à l'est est décidée[3]. » Durant des jours, les journaux répercutent la nouvelle en manchettes énormes. Franco envoie un télégramme enthousiaste à Hitler : « Félicitations pour le dernier et définitif succès de la glorieuse armée allemande sur l'ennemi de la civilisation[4]. » Le 8 novembre, à Munich, le Führer se rengorge et prophétise de plus belle : « Jamais un empire aussi immense n'avait été battu et détruit aussi vite que la Russie des Soviets. […] Maintenant le destin de l'Europe est décidé pour mille ans[5]. » Si, sur le terrain, les choses ne vont pas aussi vite, une reconnaissance de la 2e division de panzers, le 2 décembre 1941, parvient néanmoins au faubourg de Lobnia, à 18 kilomètres au nord-ouest du centre de Moscou, où se trouve un terminus du tramway. Dans leurs jumelles, les tankistes croient deviner la silhouette des tours du Kremlin[6].

Six semaines plus tard, sous le choc de la contre-offensive soviétique dirigée par le général Joukov, le groupe d'armées de von Bock aura reculé

de 100 à 150 kilomètres, perdu des dizaines de milliers d'hommes et un matériel immense. Moscou est sauvée. L'opération *Barbarossa* s'achève sur une défaite opérationnelle et un désastre stratégique : le Reich n'a plus aucune chance de gagner la guerre.

Comment justifier ce retournement aussi complet qu'inattendu ? Pour sauver son prestige et faire oublier ses communiqués de victoire trop précoces, il appartenait à Hitler de fournir une explication au peuple allemand. Ce n'était pas l'imprévoyance, l'irréalisme, les erreurs du commandement ni la contre-offensive soviétique qui pouvaient être rendus responsables de l'échec. Dès le 19 décembre, deux semaines après le déclenchement des assauts de Joukov, dans un communiqué à ses troupes, Hitler sort le coupable de son chapeau : « La survenue soudaine de l'hiver[7]. » Le 30 janvier 1942, à l'occasion du neuvième anniversaire de son arrivée au pouvoir, il précise dans un nouveau discours au palais des Sports : « Ce n'est pas le Russe qui nous a contraints à la défensive, mais un froid de – 38, – 40, – 41 et même – 45 °C. Par ces froids, aucune troupe non habituée ne peut tenir[8]. » Le 24 février, à Munich, il brode un peu plus sur le thème : « Un hiver pareil, il n'y en avait pas eu depuis plus d'un siècle[9]. » Le 26 avril, le siècle devient cent quarante ans, puis cent cinquante ans le 29 mai, avec des températures de – 50 °C[10]. Le 15 mars 1942, devant une autre assemblée, le Führer plonge un peu plus dans les considérations météorologiques : « Des semaines plus tôt que ne le laissaient prévoir l'expérience ou les pronostics scientifiques, l'hiver s'est abattu sur nos armées. […] C'était le seul espoir du potentat du Kremlin que ce surgissement jamais vu, même par eux [les Russes], d'un élément naturel puisse faire connaître à l'armée allemande le sort de Napoléon en 1812[11]. » Nous pourrions multiplier les citations de ce type, jusqu'aux derniers jours de la vie d'Hitler[12]. L'hiver russe est devenu chez lui une excuse universelle, mais aussi une phobie, comme le note Henry Picker le 9 avril 1942 : « Enfin, le dégel. Le chef ne peut plus voir la neige et songe, après la guerre, à demander un petit coin de désert à Mussolini pour y passer l'hiver, là où il fait chaud et où il puisse planter sa tente (devant Moscou, en décembre 1941, les températures étaient tombées à 40 et 50 °C au-dessous de zéro !)[13]. »

Après la guerre, les généraux allemands ont écrit leurs Mémoires ou le récit de la campagne contre l'Union soviétique. Tous, de Guderian à von Manstein, de Philippi et Heim à von Mellenthin, pour ne parler que des plus

célèbres, ont repris l'antienne d'Hitler : l'hiver a privé *in extremis* l'armée allemande de la victoire à Moscou. Conscients de la fragilité de l'argument, tous ajoutèrent que l'ennemi, lui, était bien préparé – ce sont les célèbres « divisions de Sibériens » accourues en masse d'Extrême-Orient –, et qu'Hitler, en revanche, n'avait rien prévu pour faire face au froid et multiplié les mauvaises décisions opérationnelles qui contribuèrent au retard pris par rapport au plan initial. En substance, si on les avait écoutés, Moscou serait tombée en septembre et l'hiver aurait été passé au chaud.

Les ouvrages des anciens généraux d'Hitler, succès de librairie de plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, ont trouvé une caisse de résonance populaire dans deux best-sellers dix fois plus vendus et traduits dans une vingtaine de langues : *Moscou*, de Theodor Plievier[14], paru en 1952, et *Opération Barbarossa*, de Paul Schmidt, *alias* Paul Carell[15], en 1963. Les deux hommes, politiquement éloignés – Plievier est un ancien sympathisant communiste, Carell l'ex-chef de l'information des services de Ribbentrop –, se sont néanmoins trouvés d'accord pour mettre au premier plan dans l'échec allemand à Moscou cet événement cosmique, hors de toute prévision, imparable par sa démesure même : l'hiver. Sans la chute verticale des températures, la ville aurait été prise, l'URSS battue et la Seconde Guerre mondiale aurait connu une issue différente.

Que disent les annales météorologiques ?

Le « général Hiver », meilleur capitaine de la Russie, est une idée ancienne. Il apparaît sous la plume de Voltaire pour expliquer la défaite de Charles XII face à Pierre le Grand. On le croise souvent dans *Guerre et Paix* de Tolstoï et chez les mémorialistes français de la campagne de 1812, dont beaucoup, Caulaincourt au premier chef (« l'hiver arrivera comme une bombe »), sont lus en 1941 par les officiers de la Wehrmacht. Staline lui-même chante ses prouesses au plénum du Comité central, le 27 mars 1940 : « Si nos militaires avaient étudié l'histoire de l'armée russe […], ils auraient appris que nos victoires les plus magnifiques ont été obtenues en hiver[16]. » L'idée est profondément ancrée dans la culture russe. Pour exemple, ces lignes prémonitoires écrites le 5 juin 1941, deux semaines avant l'attaque allemande, par Lev Fedotov, un lycéen moscovite de dix-huit ans : « Bien que l'Allemagne entretienne aujourd'hui des relations amicales avec nous, je crois fermement que ce n'est qu'une apparence (et

cela est connu de tous). Elle endort ainsi notre vigilance avant de nous planter, au moment opportun, un couteau empoisonné dans le dos. […] Pour moi, la guerre commencera dans la seconde moitié de ce mois [juin] ou début juillet, mais pas plus tard car ils voudront en avoir fini avant l'arrivée du froid et du gel. Je suis fermement convaincu que ce sera l'ultime station des despotes germaniques : ils ne pourront nous vaincre avant l'arrivée de l'hiver, et notre hiver les achèvera comme il a achevé Bonaparte en 1812[17]. »

La croyance en la puissance du général Hiver établie, tournons-nous maintenant vers les sources météorologiques pour en vérifier la réalité. L'hiver 1941 a-t-il vraiment été dur et précoce ?

Il l'a été en effet. Le 4 décembre, la température moyenne de l'air à Moscou passe brutalement de – 6 à – 15 °C, puis à – 22 ou – 23 °C les 5, 6 et 7. Puis le thermomètre remonte jusqu'au jour de Noël, quand démarre un deuxième épisode de froid, avec des moyennes toujours en dessous de – 17 °C jusqu'au 4 janvier. Un nouveau redoux de huit jours laisse place à des froids entre – 15 et – 30 °C durant trois semaines. Le 8 février, le mercure remonte à toute vitesse et ne franchira plus qu'exceptionnellement la barre des – 10 °C. Des – 40 et des – 50 °C degrés cités ici et là dans les discours d'Hitler et les écrits de ses généraux, il n'y a pas trace. L'officier en charge du journal de guerre de l'OKW, qui intègre chaque jour la température minimale relevée par la Luftwaffe dans la zone occupée par le groupe d'armées Centre, donne un record de – 35 °C le 5 décembre[18]. Ce qui suffit, on s'en doute, à figer la plupart des hommes et des machines.

Dur et précoce, l'hiver 1941-1942 a-t-il été pour autant exceptionnel ? Non. Les géographes de l'état-major allemand, les climatologues de la Luftwaffe savaient que celui de 1939-1940 avait été aussi terrible avec des – 30 °C à partir du 15 décembre. Les hivers de 1934-1935 (à partir du 20 décembre), de 1933-1934 (à compter du 2 décembre), de 1931-1932 (– 15 °C déjà le 28 novembre), de 1927-1928 et de 1921-1922 ont été aussi durs et précoces que celui dont la Wehrmacht a souffert. Ces données, facilement accessibles, n'ont pas été prises en compte par l'état-major général de l'armée (OKH), pas plus que par le haut commandement de la Wehrmacht (OKW). Pour une raison simple : tous les plans d'attaque examinés en 1940, jusqu'à celui, définitif, de l'opération *Barbarossa*, ont été bâtis sur l'hypothèse que l'Armée rouge serait liquidée en quelques semaines, trois mois tout au plus. Avec une estimation de cinq mois, Hitler

était moins optimiste que ses généraux. L'hiver 1941 serait un temps d'occupation, pas de combat. Les équipements d'hiver avaient d'ailleurs été prévus et fabriqués pour les soixante divisions qui devaient rester à l'est après la chute de Moscou. Simplement, ils n'avaient pas la priorité dans les plannings ferroviaires face aux munitions et au carburant et se trouvaient bloqués vers Varsovie. Il aurait fallu pour les livrer au front deux cent cinquante-cinq trains supplémentaires, dont les chemins de fer, complètement débordés, ne disposaient pas. Que les hivers russes soient durs, la Wehrmacht ne pouvait l'ignorer. Crier à la surprise sur ce point frise le ridicule. Après-guerre, un officier de l'OKH, le prince Ferdinand von der Leyen, l'écrira sans ambages : « Sur le fond, les criailleries de la propagande sur le général Hiver étaient simplement ineptes. Qu'en Russie, à ce moment de l'année, il puisse faire froid constitue le b.a.-ba d'une campagne à l'est. Comment le commandement allemand a pu en arriver à cette défaillance, je ne l'ai jamais compris[19]. »

Hitler, les mémorialistes et les historiens allemands d'après-guerre ont aussi pris pour argent comptant que le froid a joué entièrement en faveur de leur adversaire qu'ils jugeaient, du fait de sa civilisation inférieure, « plus près de la nature ». L'Armée rouge n'aurait donc pas souffert de l'hiver. Passons rapidement sur les fameuses divisions sibériennes, équipées pour se battre par – 40 °C, et qui auraient fait toute la différence devant Moscou. Aucune division soviétique n'était capable de combattre ou se déplacer par des températures aussi basses. Les divisions retirées de Sibérie ou d'Extrême-Orient pour participer à la bataille de Moscou sont en tout et pour tout au nombre de trois, soit 20 000 hommes sur le million à la disposition du général Joukov[20] (2 % des effectifs)… Le gros des forces affectées à la contre-offensive a en réalité souvent manqué d'équipements. Certes, les moteurs et les armes disposent de lubrifiants adaptés, à la différence de ceux des Allemands, mais nombre de fantassins rouges n'ont pas la tenue d'hiver réglementaire. Beaucoup de magasins d'effets sont tombés aux mains des Allemands durant l'été 1941 ou ont été détruits lors de la retraite. La situation de l'habillement est si tendue que Khrouliov, adjoint du ministre de la Défense, adresse à Mikoïan, le grand maître de la logistique soviétique, le 22 septembre 1941, une lettre[21] demandant que l'on retire aux cadavres non seulement leur capote, mais aussi les bottes, les *valenki* (bottes de feutre), les chapkas, pelisses, gilets de fourrure et vestes molletonnées. La *Pravda* publie le 10 décembre une lettre de Staline

appelant la population soviétique à donner aux soldats tous les effets chauds possibles[22]. Malgré un vrai effort de solidarité, les pertes par gelures seront élevées en décembre et janvier (10 298 hommes évacués[23]). Les chutes de neige ont considérablement gêné les transports et l'aviation – au moment où les ailes rouges renaissent –, même si les locomotives ont tenu le choc, à la différence de celles qu'employait la Wehrmacht. Les unités, vite épuisées et transies, ne restent que quelques heures par jour au combat puis s'égaillent à la recherche d'un feu et de nourriture. Si, sans doute aucun, la Wehrmacht a plus souffert du froid que l'Armée rouge, cette dernière a vu ses efforts handicapés par les trois jours de gel intense qui ont coïncidé avec le début de son effort (5-7 décembre).

Les vices cachés de la Wehrmacht

Nier que le froid ait fait de la bataille de Moscou une des pires de la Seconde Guerre mondiale serait faire insulte à ceux qui l'ont vécue. Néanmoins, il ne peut en aucun cas expliquer la défaite allemande. Celle-ci était acquise dès avant le 5 décembre. Pour s'en persuader, il est nécessaire d'opérer un retour en arrière.

Les trois groupes d'armées qui attaquent l'URSS le 22 juin 1941 constituent certainement la meilleure armée du monde à ce moment-là du point de vue de l'expérience de la troupe et du commandement opérationnel. Néanmoins, ce brevet d'excellence trouve vite ses limites. L'armée allemande est en effet bâtie, du point de vue de la logistique, des effectifs et de ses pratiques opérationnelles, pour affronter des adversaires disposant d'une faible profondeur stratégique – la Pologne, la France – et d'un bon réseau routier. Elle est capable de percer n'importe quel front rapidement, à peu de frais, et de progresser de 300 à 400 kilomètres sur les arrières de l'ennemi. Elle conservera le monopole de cet avantage jusqu'à la fin de 1942. Pour ce faire, elle s'est bricolé un ouvre-boîte, la division blindée, *Panzerdivision* en allemand, une unité très mobile, bien dotée en puissance de feu et moyens de transmission, maîtrisant le combat interarmes (chars, artillerie, infanterie portée, aviation de soutien). Elle en augmente la puissance à volonté en groupant ces unités par deux (corps blindé) ou par quatre, voire six (groupe puis armée blindée). Le 22 juin, face à l'Armée rouge, l'armée de terre aligne ainsi 29 de ces ouvre-boîtes, 17 divisions de panzers, 9 divisions motorisées et 3 divisions motorisées de

la *Waffen-SS*. Pour son offensive vers Moscou, von Bock disposera de trois groupes blindés rassemblant 22 divisions blindées ou motorisées, soit le meilleur du corps de bataille.

Mais deux problèmes de structure sautent aux yeux. Le premier est la faiblesse numérique des forces. Cent quarante-trois divisions engagées contre l'Armée rouge font une de plus que les 142 alignées contre la France et le Benelux en mai 1940. Corollaire de cette insuffisance du nombre, toutes les unités sont mises au combat, il n'y a pas de réserves, ou très peu. L'absence de réserves a deux conséquences. Celle de contraindre Halder, le chef de l'état-major général de l'armée de terre, et les commandants de groupes d'armées à laisser les unités constamment en première ligne, d'où un surmenage effarant des hommes et des machines ; celle de devoir prélever sur un secteur au profit d'un autre les effectifs nécessaires pour exploiter un succès ou juguler une crise. Ce surmenage serait sans grande conséquence pour une campagne courte façon 1940 (six semaines), il devient dramatique quand le cap des vingt semaines est franchi devant Moscou, à la fin novembre 1941. De la même façon, passer son temps à déplacer latéralement ses forces n'est pas très grave quand l'adversaire aligne 100 divisions sur 500 kilomètres de front (la France) ; ça l'est beaucoup plus face aux 400 divisions que l'Armée rouge fera entrer en lice dans le second semestre 1941, sur 1 800 kilomètres de front.

Outre ce problème d'échelle, l'autre faiblesse structurelle de la Wehrmacht est son hétérogénéité. Il y a deux armées de terre. L'une, moderne, rapide et blindée, chargée de percer et d'exploiter. L'autre englobant la masse de 91 divisions d'infanterie, 4 divisions de montagne, une division de cavalerie et 9 divisions de sécurité. Les divisions d'infanterie vont à pied, comme en 1914, leurs 500 camions servant, aux côtés de 1 200 chevaux, à transporter l'approvisionnement. Il existe donc un découplage de vitesse criant entre la partie motorisée qui roule à 40 km/h et la masse des piétons qui avalent 4 km/h avec 20 kg de barda sur le dos. Une grosse partie des problèmes opérationnels de la campagne trouvent leur source dans ce différentiel de vitesse.

Dans la partie moderne de la Wehrmacht, aux côtés des divisions mobiles de l'armée de terre, il faut compter la Luftwaffe, commandée en chef par Goering et enfant chérie du régime. Malgré les époustouflants résultats qu'elle obtiendra en URSS, elle constitue une des faiblesses – relatives – de l'armée d'invasion. En France, Goering avait pu engager

environ 4 000 appareils opérationnels, dont 1 220 chasseurs et 1 559 bombardiers. Le 22 juin 1941, face à l'URSS, il n'en aligne que 2 815, dont 800 chasseurs et 1 117 bombardiers, soit près d'un tiers de moins. La Luftwaffe disposera de moins d'avions pour contrôler un territoire quatre fois plus grand. Elle devra sans cesse faire des choix entre ses diverses missions : attaque des aérodromes ennemis, appui au sol, attaque contre les voies de communication, lutte contre la chasse adverse, bombardement de cibles industrielles. Sa capacité à se concentrer vite et les fautes inouïes de ses adversaires masqueront au début de la campagne cette réalité simple : l'Armée rouge ne sera pas gênée dans ses déplacements stratégiques, et bien moins dans ses déplacements opérationnels que ne l'avait été l'armée française. Sans parler des arrières, qui pourront travailler à fond pour le front sans se soucier des bombardements, le Reich n'ayant pas construit de flotte aérienne stratégique.

Ces faiblesses structurelles ne doivent pas en faire oublier d'autres, bien connues : la défaillance du renseignement, la sous-estimation grossière de l'adversaire, la faiblesse des moyens logistiques. Mais elles suffisent à expliquer le retard pris sur le calendrier opérationnel. Si les panzers percent vite, devant Minsk en juin 1941, à Smolensk en juillet, sur la Desna et le Dniepr en septembre, à Viazma et Briansk en octobre, les armées de piétons perdent du temps à réduire les poches où se débattent les divisions rouges. Comme Hitler n'a pas su choisir entre trois directions divergentes – Leningrad, Moscou et Kiev –, beaucoup de temps et d'essence sont aussi dépensés en marches et contremarches pour envoyer les divisions de panzers tour à tour dans ces différentes directions.

Une armée au bout du rouleau avant l'hiver

Ces problèmes se renforcent les uns les autres en octobre 1941, après le plus grand succès opérationnel de la campagne, le double encerclement de Viazma-Briansk. Il faut en effet près de trois semaines aux 9e et 4e armées du groupe Centre, épaulées par les trois groupes blindés qui auraient dû remplir d'autres missions, pour éliminer la résistance des sept armées soviétiques encerclées. Vers le 15-20 octobre, quand la marche vers Moscou reprend, la pluie se met de la partie. S'il y a une cause météorologique à mettre en avant, c'est bien celle-ci, et non le froid ! Durant presque un mois, les averses d'automne détrempent routes, pistes et

chemins, transformant en cauchemar boueux tout déplacement. A tel point – c'est un comble – que les généraux allemands appellent de leurs vœux une arrivée précoce du gel pour solidifier les sols. « Quatorze jours de gel pour l'amour de Dieu ! Et nous encerclerons Moscou[24] ! » s'écrie ainsi le général Hoepner, patron du 4e groupe blindé. La troupe est exténuée par une avance de 1 000 kilomètres, les arrières sont incertains, le moral est bas. L'encadrement est très affaibli. 226 297 hommes sont morts – dont 22 000 officiers –, 400 000 autres blessés. Malgré les remplacements, il manque près d'un demi-million d'hommes aux armées en octobre. Les carrefours, ponts, gares, habitations, hangars sont détruits impitoyablement par les Soviétiques, les routes minées sur des kilomètres. Plus de la moitié des 600 000 véhicules affectés aux armées sont détruits ou en attente de réparation. On doit en revenir aux antiques *Panjewagen*, ces carrioles attelées d'un cheval portant à peine 100 ou 150 kg. Encore n'arrive-t-on à livrer qu'un minimum d'essence et de munitions aux pointes blindées. La troupe a faim et pille les convois de ravitaillement qu'elle croise, sans se soucier du destinataire. La plupart des divisions de panzers n'ont que 25 % à 50 % de leur dotation en chars. On compte à peu près la même proportion d'avions dans les corps aériens, cloués au sol deux jours sur trois du fait d'une visibilité exécrable.

Face à cette situation désolante, une saine raison militaire aurait dû amener le haut commandement à renoncer à Moscou et à se cantonner à chercher la meilleure position pour préparer ses hivernages et remettre sa logistique en ordre. Mais Hitler, comme von Bock, Halder, Brauchitsch, Jodl et Keitel, veut aller achever dans sa tanière un ours qu'il croit mortellement blessé. On relèvera tout de même que des voix, notamment celle du quartier-maître général Eduard Wagner, chef de la logistique, s'élèvent pour faire remarquer que la campagne prend l'allure « risquée d'une compétition avec l'hiver[25] ». La réponse de son supérieur, le général Halder, chef de l'état-major général, viendra un mois plus tard sous la forme d'une petite phrase qu'il se gardera bien de conserver dans la version imprimée de son journal de guerre : « Il faut prendre les risques les plus extrêmes en matière logistique pour le bien de la pensée opérationnelle[26]. » Dans ces conditions, la marche sur Moscou relève du jeu de hasard, avec deux épées de Damoclès au-dessus de la tête, l'hiver et un système logistique en cours d'effondrement. Où est passée la prudence du vieux

Moltke qui citait souvent cet aphorisme : « D'abord calculer, ensuite risquer » ?

S'il a beaucoup saigné (4 millions d'hommes hors de combat !), l'ours soviétique garde encore des griffes, des crocs et des muscles. Staline conserve son autorité et concentre les ficelles du pouvoir dans sa main. Il confie la défense de sa capitale au plus énergique de ses généraux, Gueorgui Joukov, mobilise le ban et l'arrière-ban de la nation. Les jeunes de dix-huit et dix-neuf ans sont appelés sous les drapeaux, 450 000 Moscovites, de dix-huit à quarante-cinq ans, sont armés et formés en divisions ouvrières, pauvre chair à canon destinée à freiner l'ennemi. Des centaines de milliers de civils, femmes comprises, sont réquisitionnés pour creuser des fossés antichars, dresser des obstacles, aménager des points de tir. Trois nouvelles lignes de défense concentriques sont élevées immédiatement aux abords de la ville. Dans l'urgence, toutes les routes menant à Moscou sont barrées et tenues par des troupes variées équipées de moyens antichars, notamment une grosse quantité de mines. Coincés par la boue sur les grands axes, les chars allemands avancent au pas, pleurant de l'essence, des obus et des pièces détachées qui n'arrivent qu'au compte-gouttes. Si 2 093 trains de ravitaillement étaient parvenus au front en septembre, il n'y en a plus que 1 860 en octobre et 1 701 en novembre.

Reculant pas à pas, jouant sur le raccourcissement de ses lignes logistiques, Joukov réussit à reconstituer une ligne de six armées. Le 1er novembre, la Stavka ordonne de lever encore dix armées de réserve. Peu à peu, dans le plus grand secret, six d'entre elles se concentrent dans les forêts denses du pourtour de la capitale. Joukov sait dès lors qu'il doit mener une bataille de retardement, épuiser l'ennemi, laisser du temps à l'accumulation des réserves.

Le 15 novembre, après de vigoureuses discussions, le groupe d'armées Centre tente de reprendre sa marche en avant, mais la moitié de ses formations n'y parviendront que le 18 ou le 19, faute d'approvisionnements. Une avance pénible de 20 à 40 kilomètres, le renoncement à la manœuvre au profit de poussées frontales signalent à Joukov que l'ennemi est épuisé. Le journal de von Bock le montre clairement. Le 19 novembre, à propos du plan d'encerclement de Moscou qu'il est censé exécuter, il juge « douteux de pouvoir y parvenir. […] Malgré tous nos efforts, il peut arriver que, pour des raisons logistiques, nous restions plantés au milieu de l'offensive[27] ». Le lendemain, il note que

« les 17e et 137e divisions sont au bout du rouleau, les autres durement secouées[28] ». Le 21, il va visiter le 7e corps qu'il trouve « dans un état de désolation, au bout de ses forces. Notamment se font sentir les pertes en officiers. Nombre de lieutenants commandent des bataillons, l'un d'entre eux se trouve même à la tête d'un régiment, ces derniers n'ont pas 250 hommes […]. Bref, en deux mots, le corps n'en peut plus. […] Que nous puissions continuer ainsi est douteux. L'ennemi, lui, peut ramener vers Moscou tout ce qu'il veut. Face à une contre-offensive puissante, ma troupe ne serait plus à la hauteur[29] ». Le 23, après une conversation téléphonique avec Halder, il juge que, « à considérer cette offensive, il est clair qu'il est pour nous minuit moins cinq. Brauchitsch et Halder plaident malgré tout pour une continuation de l'attaque des groupes blindés, même avec le risque de devoir les ramener en arrière un peu plus tard. Tous deux insistent sur le point qu'il ne s'agit plus que de faire le plus de pertes possible à l'ennemi[30] ». L'aveu est clair – l'offensive n'a plus de but opérationnel ou stratégique – et montre l'ampleur du désarroi de la direction allemande. Le 1er décembre, von Bock, constatant que ses appels à l'arrêt de toute attaque restent vains, enfonce un peu plus le clou : « L'idée que l'ennemi devant moi est brisé est un rêve, comme l'attestent les combats des quatorze derniers jours. […] Même sur une courte durée, nos forces ne valent plus les siennes. […] L'offensive est devenue sans but ni raison car le moment est très proche où le potentiel de la troupe sera complètement épuisé. […] Le groupe d'armées s'étire sur près de 1 000 kilomètres, avec une seule division diminuée en réserve. […] Dans cette disposition, et étant donné ses pertes élevées en officiers et sa capacité de combat diminuée, il ne tiendrait pas face à une attaque décidée[31]. » Le 27 novembre, le général Wagner avait pour sa part lâché devant Halder, qui nourrissait encore quelques espoirs : « Nous sommes au bout de nos ressources humaines et matérielles. Et devant nous se trouvent les dangers d'un hiver dur[32]. »

Le journal du feld-maréchal von Bock, l'homme qui commande l'offensive contre Moscou, détruit ainsi sans ambiguïté possible la légende du général Hiver. Avant même l'arrivée des grands froids le groupe d'armées Centre est hors d'état de continuer à avancer. Cinq mois d'une campagne terrible ont démoli sa capacité de combat. Son attaque meurt de consomption sans que le thermomètre joue le moindre rôle. Entre le 2 et le 4 décembre, tous les chefs d'armée subordonnés à von Bock jettent l'éponge les uns après les autres : Guderian, Hoepner, Hoth, Strauss, Kluge

font savoir qu'il n'est plus question de continuer. L'intelligence de Joukov est d'avoir choisi le meilleur moment pour attaquer, le 6 décembre, quand son adversaire, qui n'avance plus, n'a pas encore eu le temps d'aménager ses positions défensives. Loin d'être son meilleur allié, le froid, qui se déchaîne depuis la veille, n'a fait que rendre les choses plus difficiles au chef soviétique. Il a certes donné à la déroute allemande une couleur encore plus cruelle. Mais cette déroute se serait produite avec 5, 10 ou 15 °C de plus.

Le vent ne tourne pas seulement devant Moscou. Le 28 novembre, von Rundstedt est contraint d'abandonner Rostov-sur-le-Don, la porte du Caucase, devant les assauts furieux du général Tcherevitchenko. Ses forces reculent de 100 kilomètres, ce qui vaudra au feld-maréchal d'être limogé par Hitler. Dans ses rapports, lui aussi incrimine la vigueur des attaques soviétiques, l'épuisement de ses hommes, l'effondrement de la logistique. Du froid, il n'est pas question, puisque le thermomètre n'est pas descendu en dessous de zéro dans ce Midi soviétique qu'est le bord de la mer Noire. Du côté de Leningrad, à l'autre bout du front, la tentative du groupe d'armées Nord de von Leeb de faire jonction avec les Finlandais en passant par Tikhvine est bloquée par des contre-attaques. La ville doit être évacuée, le front ramené sur la rivière Volkhov.

Le général Hiver n'a donc joué dans l'échec allemand devant Moscou qu'un rôle très secondaire. L'épuisement, des forces insuffisantes, une logistique défaillante avaient, dans les cinq mois précédant la chute du thermomètre, transformé la Wehrmacht en l'ombre d'elle-même. Hitler et ses généraux ont cru que cette ombre allait encore, courant sur son aire, parvenir à prendre Moscou. Ainsi, pour atténuer l'échec stratégique du plan *Barbarossa* – acquis dès septembre –, Hitler aurait-il pu au moins faire briller à la tribune la haute valeur symbolique de la capitale de toutes les Russies. Mais prendre Moscou était impossible à l'hiver 1941, quelle qu'ait été la météo. Pourquoi les généraux allemands n'ont-ils pas utilisé la marge d'autonomie qui leur restait pour faire cesser une opération sans espoir ? La question s'adresse d'abord à von Bock. Il est un de ceux qui ont voulu, à la mi-novembre, la reprise de l'offensive, et sa voix a pesé lourd. Il est aussi le premier à avoir compris que le plan d'encerclement de la capitale soviétique était irréalisable et dangereux. Il n'a cessé de prévenir l'état-major général de l'état désastreux de la troupe, tout en poussant celle-ci à se surpasser. On peut voir dans ce comportement schizoïde un legs du passé. Bock, ancien

officier d'état-major de la Première Guerre mondiale, souffre des deux traumatismes communs à l'ensemble des généraux du Kaiser. Celui de la bataille de la Marne le pousse à brûler son armée : le camp qui jette ses derniers bataillons au feu, celui-là emporte la victoire décisive ; Joffre avait eu raison contre Moltke le Jeune. Inversement, le souvenir de Verdun exhorte von Bock à refuser une bataille d'attrition dont l'Allemagne n'a pas les moyens. On peut également lire dans son comportement oscillant le dysfonctionnement des relations entre militaires et politiques, voulu et organisé par Hitler. Ne prenant aucune part à la définition de la stratégie, les généraux ne savent pas où ils vont. « Les intentions de la direction de la guerre me sont inconnues[33] », crie von Bock le 1er décembre dans un télex à Halder. Aucune décision raisonnable ne peut non plus venir de l'état-major général de l'armée de terre, soumis, abaissé et concurrencé, à 1 000 lieues de l'orgueilleuse indépendance de l'ancien Grand Etat-Major prussien. Quant au chef nominal de l'armée de terre, le feld-maréchal von Brauchitsch, après une nouvelle crise cardiaque il demande à être relevé la veille de la contre-offensive de Joukov. Le seul décisionnaire est Hitler, qui limoge au moindre recul, von Rundstedt l'apprend à ses dépens. Enfin, tous, du Führer au commandant d'armée en passant par Halder et von Bock, sous-estiment leur adversaire d'une façon outrancière. Leur espoir de prendre Moscou reposait sur l'illusion que l'Armée rouge, après tant de défaites, n'était plus qu'un fantôme. Si la carence du renseignement allemand apparaît une fois de plus, la racine du problème est bien plus profonde. Le réveil du vieux patriotisme russe n'a pas été perçu ; la solidité du régime stalinien, sa capacité à arracher à son peuple, de gré ou de force, sa dernière goutte de sang et de sueur ont été méconnues. D'un bout à l'autre de l'opération *Barbarossa*, de Brest-Litovsk à Moscou, un aveuglement nourri d'arrogance professionnelle et raciale aura mené la danse côté allemand, parmi les politiques comme chez les militaires. Dans ce tableau, le général Hiver apparaît au mieux comme un vieil épouvantail.

1. Interview consultable sur Internet (http://frontstory.ru/memoirs/germany/bauer-ludwig/).

2. Max Domarus, *Hitler, Reden*, vol. 4, R. Löwit, Wiesbaden, 1973, p. 1763.

3. DNB Meldung, 9 octobre 1941. A noter que Timochenko n'est pas concerné par cette bataille. Koniev, Eremenko et Boudienny sont aux commandes.

4. Max Domarus, *Hitler, Reden*, vol. 4, *op. cit.*, p. 1768.

5. *Ibid.*, p. 1776 et 1780.

6. Voir à 18 kilomètres de distance avec une paire de jumelles, dans de mauvaises conditions météorologiques, est impossible. Cet élément, présent dans presque tous les récits de la bataille de Moscou, relève sans doute de la légende.

7. Max Domarus, *Hitler, Reden*, vol. 4, *op. cit.*, p. 1814.

8. *Ibid.*, p. 1832.

9. *Ibid.*, p. 1843 et 1844.

10. Henry Picker, *Hitlers Tischgespräche im Führerhauptquartier*, Berlin, Propyläen, 2003, p. 481.

11. Max Domarus, *Hitler, Reden*, vol. 4, *op. cit.*, p. 1850.

12. Voir notamment sa tirade du 29 mars 1945 à Albert Speer : « Jamais encore dans une guerre les circonstances extérieures, c'est-à-dire la météo, n'ont joué un rôle aussi décisif et malheureux que, justement, dans cette guerre la plus technique de toutes […] : le froid devant Moscou, le brouillard à Stalingrad, le ciel bleu durant l'offensive de l'hiver 1944 à l'ouest. » Dans KTB OKW, vol. IV, p. 1582.

13. Henry Picker, *Hitlers Tischgespräche im Führerhauptquartier*, *op. cit.*, p. 291. Picker était le juriste chargé de rédiger les propos non officiels tenus par le Führer à son quartier général prussien.

14. Theodor Plievier, *Moskau*, Munich, Verlag Kurt Desch, 1952. Le jour de la sortie, 50 000 exemplaires sont vendus.

15. Paul Carell, *Unternehmen Barbarossa. Der Marsch nach Russland*, Francfort-sur-le-Main, Ullstein Verlag, 1963. Selon l'éditeur, l'ouvrage se serait vendu à 204 000 exemplaires pour la seule Allemagne de l'Ouest.

16. *Vestnik*, n° 5, 1997, p. 110.

17. RGALI, F. L. M. Rochal Dnevnik L. Fedotova, cahier XIV, pp. 78-82.

18. Percy Ernst Schramm, *Kriegstagebuch des OKW*, vol. II, Munich, Bernard & Graefe, 1982, p. 795.

19. Ferdinand, prince von den Leyen, *Rückblick zum Mauerwald*, Munich, Biederstein Verlag, 1965.

20. Il s'agit des 78e et 415e divisions d'infanterie et de la 58e division blindée, envoyées vers l'ouest par une directive de la Stavka du 12 octobre 1941. Une dizaine d'autres unités « sibériennes » – la plupart regroupées dans la 58e armée de réserve – seront envoyées sur le front de Leningrad.

21. *Voïna 1941-1945. Arkhiv Prezidenta Rossii*, 2015, p. 76 et 77.

22. *Voïna 1941-1945. Arkhiv Prezidenta Rossii*, 2015, p. 136.

23. *Ibid.*, p. 178.

24. Dans Heinrich Bücheler, *Hoepner*, Herford, Mittler, 1980, p. 155.

25. Elisabeth Wagner (éd.), *Der Generalquartiermeister*, Munich, Olzog Verlag, 1963, p. 206. Lettre du 12 octobre.

26. Dans Klaus A. Friedrich Schüler, *Logistik im Russlandfeldzug*, Francfort-sur-le-Main, Peter Lang, 1987.

27. Klaus Gerbet (éd.), *Generalfeldmarschall Fedor von Bock, Zwischen Pflicht und Verweigerung. Das Kriegstagebuch*, Munich, Herbig, 1995, p. 322.

28. *Ibid.*, p. 323.

29. *Ibid.*, p. 325 et 326.

30. *Ibid.*, p. 327.

31. *Ibid.*, p. 334.

32. Halder, KTB OKW, vol. III, 27 novembre 1941, p. 312.

33. Klaus Gerbet (éd.), *Generalfeldmarschall Fedor von Bock, Zwischen Pflicht und Verweigerung. Das Kriegstagebuch*, *op. cit.*, p. 335.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Lopez, Jean, et Otkhmezuri, Lasha, *Joukov*, Paris, Perrin, 2013.

Nagorski, Andrew, *The Greatest Battle. The Fight for Moscow 1941-42*, Londres, Aurum, 2007.

Reinhardt, Klaus, *Die Wende vor Moskau. Das Scheitern der Strategie Hitlers im Winter 1941/42*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1972.

Schüler, Klaus A. Friedrich, *Logistik im Russlandfeldzug*, Francfort-sur-le-Main, Peter Lang, 1987.

6
Le régime de Vichy a protégé les Juifs français en sacrifiant les Juifs étrangers

par Robert O. PAXTON

Le régime de Vichy a voulu « maintenir le processus de destruction à l'intérieur de certaines limites [qui] eurent essentiellement pour objet de retarder l'évolution du processus dans son ensemble… Quand la pression allemande s'intensifie en 1942, le gouvernement de Vichy se retranche derrière une seconde ligne de défense. Les Juifs étrangers et les immigrants furent abandonnés à leur sort, et l'on s'efforça de protéger les Juifs nationaux. Dans une certaine mesure cette stratégie réussit. En renonçant à épargner une fraction, on sauva une grande partie de la totalité ». Par un « compromis » qui consiste à impliquer la police française dans la déportation des Juifs étrangers, Laval a gagné « l'immunité temporaire » des Juifs de nationalité française[1].

Ce jugement, avancé par le grand politologue américain Raul Hilberg dans sa somme – *The Destruction of the European Jews* – a longtemps fait figure de vérité d'Evangile. En rendant les Allemands seuls responsables du processus, il a aussi renforcé la thèse de Pierre Laval qui, avant son exécution, prétendit n'avoir fait intervenir la police française contre les Juifs étrangers que pour sauver les Juifs français[2].

Cette idée mérite examen, au vu du bilan relativement modeste de la Shoah en France : 25 % des Juifs de France en furent victimes, un pourcentage qui classe le pays au troisième rang des nations épargnées derrière le Danemark et l'Italie. L'exploit danois du transfert de la presque totalité de sa petite population juive en Suède, tardivement et avec la complicité d'un fonctionnaire allemand, est justement célèbre[3]. Le cas italien ressemble davantage à celui de sa sœur latine. L'Italie fasciste a pris ses propres mesures discriminatoires contre les Juifs à partir de 1938. Avant l'occupation de l'Italie par les Allemands et la création du régime fantoche de Salò en septembre 1943, les autorités fascistes, tout en enfermant de nombreux Juifs étrangers domiciliés dans la péninsule et en en expulsant d'autres de leurs zones d'occupation, ont généralement refusé de livrer à leurs alliés les Juifs sous leur contrôle, tant chez elles que dans les territoires occupés par leur armée. Les historiens italiens tendent aujourd'hui à attribuer ce refus moins aux sentiments humanitaires qu'à un désir de se montrer indépendantes d'un Reich dominateur[4]. Après septembre 1943, les Allemands ont déporté les Juifs de la moitié nord de l'Italie qu'ils occupaient, avec l'aide des forces de Salò. Mais la faiblesse de l'antisémitisme dans la population italienne et l'assimilation des Juifs expliquent au total que le bilan de la Shoah en Italie ne soit que de 16,5 %[5].

Ce que Vichy a fait

Les défenseurs de Vichy ont su exploiter le chiffre relativement bas des victimes françaises de la Shoah. Ancien commissaire général aux questions juives, Xavier Vallat écrivit après la Libération que « le gouvernement du Maréchal a le droit de dire que c'est grâce à sa politique que 95 % des Juifs français sont encore vivants[6] ». Vallat exagérait : un tiers des 76 000 Juifs déportés de France entre 1942 et 1944 étaient des citoyens français et quelque 15 % des Juifs citoyens français moururent[7]. Ce type de raisonnement à partir du bilan final reste cependant influent. Encore plus grave, il occulte la façon dont le gouvernement de Vichy a aggravé le sort de tous les Juifs vivant en France dès les premiers jours, qu'ils fussent nationaux ou étrangers. Dès juillet 1940, le régime de Vichy s'est activé pour réduire la présence juive dans la vie politique, économique et culturelle de la France. Ce projet ne doit rien aux pressions directes des Allemands (à ce moment précis, les occupants voulaient expulser leurs

propres Juifs vers la zone non occupée). Les mesures antijuives de Vichy ne distinguent alors aucunement citoyens et étrangers. Deux mesures seulement – la loi du 27 septembre 1940 instituant les groupements de travailleurs étrangers et la loi du 4 octobre 1940 autorisant l'enfermement des Juifs étrangers – se limitent aux seconds. Les autres mesures de Vichy ont même pu frapper les nationaux plus durement que les étrangers, à commencer par l'exclusion de la fonction publique – qui frappait par définition des citoyens – et l'aryanisation, les nationaux étant en règle générale mieux nantis.

Avant que s'amorcent les déportations en 1942, les Juifs de citoyenneté française sont déjà spoliés, déracinés et dispersés, et répertoriés dans les infâmes fichiers. Affirmer que Vichy a voulu « dès le début protég[er] les Juifs français[8] » relève donc du contresens absolu. Le régime envisage tout au plus d'exempter de ses restrictions certains anciens combattants et scientifiques éminents, des exemptions rarissimes qui allèrent en diminuant, et qui, *in fine*, ne protégèrent personne de la déportation.

De même, la propagande de l'Etat français vise les Juifs anciennement établis en France avec une animosité particulière. Le vitriol déversé sur Léon Blum s'explique en partie par la panique provoquée à droite par l'élection du Front populaire[9]. Xavier Vallat croit que les Juifs comme Blum cherchent à dominer mais ne s'assimilent jamais. Quelques héros de guerre mis à part, les Juifs, pour cet antisémite patenté, sont « le peuple que la malédiction divine a condamné à ne plus avoir de patrie[10] ».

Les mesures antisémites de Vichy s'enracinent dans le terreau des années 1934-1939. L'arrivée de nombreux réfugiés juifs dans un contexte de dépression économique et de crainte d'une nouvelle guerre, ainsi que la nomination de Léon Blum comme président du Conseil, le premier Juif et le premier socialiste à occuper ce poste, à l'issue de l'élection polarisante de 1936, ressuscitèrent l'antisémitisme qui avait somnolé depuis la Grande Guerre. Puis la défaite de mai-juin 1940 déclencha une chasse aux coupables, visant au premier chef les Juifs et la gauche.

Que veulent les Allemands ?

À ce moment précis, les Allemands ne cherchent pas encore à brimer les Juifs de la zone non occupée. Depuis 1938, leur politique vise à expulser brutalement les Juifs de leur territoire et des zones qu'ils occupent.

L'extermination reste encore latente[11]. Dans cette optique, ils considèrent la zone de Vichy comme l'un des meilleurs « dépotoirs » pour leurs Juifs, maintenant que les Français ont du mal à les exclure[12]. Le 22 octobre 1940, au moment même où Hitler s'apprête à rencontrer le maréchal Pétain à Montoire, les *gauleiter*s de la Rhénanie et du Palatinat expédient 6 504 Juifs allemands en zone sud, avec de maigres bagages. Après des journées entières de palabres, ces malheureux finirent au camp français de Gurs. Cet exemple est le plus célèbre des nombreux cas d'expulsion de Juifs par les Allemands vers la France de Vichy[13].

Ce n'est qu'en février 1941 que Theodor Dannecker, le fonctionnaire chargé par Eichmann de gérer la situation des Juifs de France, commence à pousser Vichy vers des mesures plus extrêmes. A son initiative, Vichy crée le Commissariat général aux questions juives en mars de la même année. La politique allemande envers les Juifs se durcit radicalement à partir du 21 août 1941, quand des résistants français commencent à assassiner des officiers allemands. Les occupants réagissent brutalement. Hitler ordonne que des dizaines d'otages soient fusillés pour chaque officier allemand exécuté. Le ministre français de l'Intérieur, Pierre Pucheu, prend sur lui de désigner les otages pour prouver la souveraineté de son gouvernement. Il les puise dans les prisons, sans paraître vouloir distinguer entre citoyens et étrangers.

Un nombre disproportionné de Juifs de nationalité française se trouvent donc emprisonnés au moment de cette sélection, pour deux raisons. D'une part, la police de Vichy a interné dès octobre 1940 les militants communistes, y compris de nombreux citoyens juifs ; à partir de l'invasion de l'Union soviétique par Hitler en juin 1941, les arrestations de ceux que l'on baptise désormais les « judéo-communistes » s'intensifient[14]. D'autre part, la justice se montre plus sévère à l'encontre des Juifs, nationaux ou non, accusés d'infractions de droit commun (marché noir, rationnement)[15]. En septembre 1941, la proportion de Juifs, parfois français, parmi les otages exécutés s'élève à 25 %, et à 6 % en tout, alors que leur proportion dans la population française n'atteint pas 1 %[16]. Vichy a essayé, sans succès, de faire libérer les anciens combattants, mais pas tous les citoyens. Aucun otage n'a été sauvé du fait d'être citoyen français.

Les autorités d'occupation ont déjà commencé à arrêter en masse les Juifs de la zone occupée. Exécutée par la préfecture de police de Paris sur demande allemande, la première rafle, le 14 mai 1941, vise des Juifs

étrangers et apatrides. Mais la deuxième, les 20-25 août 1941 comprit 1 500 Juifs de citoyenneté française sur les 4 200 arrêtés. Cette fois, les policiers allemands et français se partagèrent le travail. La rafle du 12 décembre 1941, conduite exceptionnellement par la seule police allemande, saisit 743 Juifs français de milieux aisés, parfois éminents.

Les autorités françaises comprennent que les arrestations de Juifs citoyens bafouent la souveraineté de leur Etat. On entend ce son de cloche pour la première fois le 5 mars 1941 quand l'amiral Darlan, nouveau vice-président du Conseil, se présente à l'ambassadeur allemand Otto Abetz. Pétain, déclare Darlan, voulait distinguer entre « les Juifs installés en France qui s'étaient distingués à la guerre et les Juifs immigrés[17] ». L'amiral confia ultérieurement à son conseiller Henri Moysset que son but était de « ne pas embêter les vieux Juifs français[18] ». Pour eux, les Juifs naturalisés n'étaient pas tout à fait français.

Fin 1941 la situation des Juifs de France, citoyens autant qu'étrangers, se dégrade encore. L'amende d'un milliard imposée à la communauté juive le 14 décembre 1941 comme punition pour l'assassinat d'officiers allemands affecte surtout les citoyens puisqu'elle est acquittée par la confiscation de comptes en banque. En décembre 1941, le général Otto von Stülpnagel, le commandant en chef militaire, décide de déporter les otages plutôt que de les exécuter, espérant ainsi moins troubler l'opinion française. Le premier train de représailles – souvent considéré à tort comme le premier train de la Solution finale – s'ébranle pour Auschwitz le 27 mars 1942. Beaucoup, peut-être la majorité, des 1 112 passagers sont de nationalité française[19]. Un deuxième convoi de représailles part le 5 juin. Parmi les 933 passagers figurent 79 Français[20].

La crise des otages a provoqué de vives tensions entre Vichy et les Allemands, mais l'Etat français n'intervient – en vain – que pour quelques notables comme l'éminent avocat et sénateur Pierre Masse. Il n'a élevé aucune objection de principe – alors qu'il aurait pu s'appuyer soit sur la convention de Genève, soit sur les conventions d'armistice – contre la déportation en représailles des Juifs de citoyenneté française.

Fin mai 1942 surgit la crise de l'étoile jaune. Craignant que l'opinion ne soit sérieusement froissée par cette marque infamante pour les personnes[21], les autorités vichystes en refusent le port dans leur zone. Mais elles n'essaient pas d'en exempter les citoyens français en zone occupée. La question de la citoyenneté s'élève tout de même : certaines nationalités en

sont dispensées (Italiens, Turcs, Anglais et Américains). De bonnes âmes s'indignent de voir des Juifs étrangers se promener librement sans étoile pendant que les Français subissent cette humiliation[22].

Tout en refusant l'étoile en zone sud, Vichy impose le 11 décembre 1942 sa propre forme de marquage, qui expose tous les Juifs, citoyens inclus, au danger mortel : l'apposition de la mention « Juif » sur les cartes d'identité et de ravitaillement. Aucune possibilité d'y échapper si on veut manger.

La Solution finale en France

L'étoile annonce l'application de la Solution finale à la France. La décision d'Hitler de tuer tous les Juifs d'Europe, prise probablement en décembre 1941 quand les Etats-Unis entrèrent en guerre, confronte brutalement le régime à la question du sort des Juifs de citoyenneté française. Vichy découvre le 6 mai 1942, pendant la visite d'installation de Carl Oberg comme chef de la police allemande en France, que les Allemands organisent des trains pour ramener des Juifs « à l'est ». René Bousquet, chef de la police de Vichy, propose alors à Oberg, de sa propre initiative, que la France livre des Juifs étrangers de la zone non occupée pour remplir ces trains[23]. Les autorités françaises s'acquittent de cette promesse sans demander en contrepartie que les Juifs français soient épargnés. Ainsi, elles livrent 10 000 Juifs étrangers et apatrides parce qu'elles estiment que la France a reçu trop de réfugiés et doit s'en débarrasser – et non comme une monnaie d'échange pour négocier le sauvetage des Juifs citoyens. Hilberg s'est trompé sur ce point : Vichy ne voulait pas « retarder l'évolution du processus dans son ensemble[24] », mais renvoyer les réfugiés étrangers « chez eux[25] ».

A partir du troisième train, du 22 juin 1942, la déportation intégrale de tous les Juifs de France commence. Ce train convoie 435 citoyens français, dont 21 femmes[26]. Et déporte, pour la première fois, des Juives. Puis 42 trains, charriant chacun un millier de victimes, se succèdent entre le 25 juin et le 11 novembre 1942.

Pétain refuse d'abord que la police française participe à ces déportations, mais le 4 juillet Vichy décide de contribuer activement à l'arrestation et à la déportation de Juifs étrangers. Si l'Allemagne en porte la responsabilité primordiale, l'Etat français est complice. Car, non

contentes de livrer au Reich les 10 000 Juifs non français promis de la zone non occupée (y compris les victimes des expulsions nazies d'octobre 1940) – une zone épargnée de la moindre présence allemande –, les autorités françaises assument également, pour le compte de l'occupant, l'arrestation de dizaines de milliers de Juifs étrangers à travers toute la zone occupée en juillet-août 1942 et de nouveau en février 1943. Par les accords Bousquet-Oberg de juillet-août 1942, Vichy a obtenu la quasi-indépendance de la police française, au prix d'accomplir ces sinistres besognes lui-même. La rafle du Vél' d'Hiv qui frappe Paris le 16 juillet 1942 n'en est que le cas le plus célèbre.

Mais *quid* de l'arrestation de Juifs nationaux par la police française ? La police de Vichy n'a jamais hésité à arrêter des Juifs de citoyenneté française, tant pour des infractions aux lois antijuives que pour des délits de droit commun, et elle continuera à le faire jusqu'à la fin. Mais l'arrestation pour déportation pose la question de la souveraineté française. Le 2 juillet 1942, Bousquet annonce à Dannecker qu'« à la suite d'une intervention du Maréchal », la police française ne ferait pas les arrestations voulues. Les Français « n'avaient rien contre les arrestations elles-mêmes », affirma Bousquet, proposant que les forces d'occupation s'en chargent. « Seule leur exécution par la police française était “gênante” pour Paris[27]. » Autrement dit, Vichy protège les apparences, et non ses citoyens juifs. Quand Laval propose que la police française arrête les Juifs non français, les Allemands acceptent sans difficulté que les Juifs français partent ultérieurement. Après tout, ils agissent de même et de leur propre volonté en Belgique, où ne siège aucun gouvernement autochtone[28]. Et d'expliquer clairement à Laval qu'il ne s'agit que d'un report : tous les Juifs partiront à la fin, sans égard pour leur nationalité[29].

Des refus bien limités

Une légende fausse contient souvent un germe de vérité. Vichy a bien gagné un report temporaire de la déportation de Juifs de citoyenneté française. Il faut noter le caractère limité de cet accomplissement. A notre connaissance, Vichy n'a jamais émis d'ordre interdisant à la police française d'arrêter des Juifs citoyens en raison de leur identité ethnique ou raciale. Vichy n'a jamais insisté auprès des Allemands pour qu'aucun Juif français ne soit déporté. Bousquet n'avait-il pas affirmé le 2 juillet 1942 que

Vichy « n'avait rien contre les arrestations elles-mêmes[30] » ? En revanche, la Finlande et la Bulgarie ont refusé tout net la déportation de leurs nationaux, sans souffrir de graves conséquences.

Vichy a probablement sous-estimé sa capacité de dire « non ». Les autorités militaires allemandes, comme Werner Best, chef de l'administration civile auprès du commandant en chef allemand en France, cherchent généralement l'ordre et le calme en France, en mobilisant le plus faible investissement allemand en hommes et en argent, afin de maintenir l'imposante contribution française à l'économie de guerre allemande[31]. Les SS sont plus agressifs, mais Dannecker est renvoyé en août 1942 et son supérieur immédiat, Helmut Knöchen, accepte sans broncher que les Juifs français ne partent que plus tard[32].

De fait, Vichy n'a jamais cessé d'arrêter des Juifs de citoyenneté française et de les livrer aux Allemands. Ceux « qui se sont manifestés par crimes ou délits » sont immédiatement envoyés à Drancy et à leur mort[33]. Dès qu'ils peuvent être désignés comme « criminels », ils ne méritent plus la protection de l'Etat. Fin mai 1943, suivant l'évacuation en janvier du vieux port de Marseille, à la demande de Berlin, 782 Juifs marseillais, en majorité citoyens français, sont déportés à Sobibór. Bousquet se joint aux Allemands pour surveiller en personne cette opération.

En 1943, le rythme des départs se ralentit. De 42 000 Juifs déportés en 1942 – action accomplie principalement par la police et l'administration françaises –, le chiffre baisse en 1943 à 17 000. En août 1943, Pétain refuse de dénaturaliser en bloc des Juifs devenus français depuis 1927, préférant procéder au cas par cas. La réaction des autorités d'occupation à ce nouveau refus est beaucoup moins violente que la réaction d'Abetz au renvoi de Laval en décembre 1940[34].

En 1944, le *tempo* des déportations s'accélère de nouveau. Quinze mille Juifs partent pendant les premiers huit mois de 1944, résultat d'un effort allemand accru, et aussi de l'installation par Vichy de Joseph Darnand comme secrétaire général au maintien de l'ordre. A Bordeaux, le 10 janvier 1944, la police française arrête 228 Juifs français, sur ordre allemand, Laval et Darnand ayant décidé d'obtempérer[35].

Vers la fin, de petites équipes de policiers allemands sévissent en zone non occupée. Elles ne distinguent pas entre Français et étrangers. La réticence croissante de la police française est plus que compensée par le zèle d'autres services officiels, comme la Milice et la Police aux questions

juives – remplacée en août 1942 par le Service d'enquête et de contrôle. Sans pouvoirs d'arrestation, la PQJ/SEC traque les Juifs, y compris des nationaux, qu'elle signale aux polices française et allemande.

Le bilan final

Au total, un tiers des 76 000 Juifs déportés de la France à leur mort, soit environ 24 000, étaient des citoyens français. Quelque 8 000 étaient des enfants nés en France de parents étrangers, ayant accompli les formalités nécessaires pour devenir citoyens. Huit mille étaient des adultes naturalisés[36].

Si les Juifs ont été déportés pour courir à leur mort, qu'ils fussent nationaux ou étrangers, dans une moindre proportion que dans les autres pays occupés, ce bilan n'est pas à porter au crédit du gouvernement de Vichy. La zone sud aurait pu être un havre de répit. Les organisations caritatives autorisées à fonctionner en zone sud, par exemple, sauvèrent beaucoup de vies. Les enfants juifs restèrent à l'école, sauf en Algérie, et comme les petits immigrés parlaient bien le français, cela rassura les sauveteurs. Mais ces mesures positives ont été plus que compensées par les mesures d'exclusion et de discrimination appliquées en zone sud par les autorités vichystes. D'autres facteurs ont limité le nombre des départs. Le facteur temps est primordial : la libération précoce de la France en août 1944 stoppa net les déportations, au moment même de leur intensification. L'hésitation croissante de la police française à participer aux rafles eut un effet. Les grands espaces de la France rurale permirent aux proscrits de se cacher, aidés par un nombre inconnu mais considérable de sauveteurs français.

L'influence de l'opinion publique sur le déroulement de la Solution finale est difficile à apprécier. En général, la présence d'antisémitisme le facilite, comme le suggère un exemple belge : 67 % des Juifs d'Anvers, où une milice flamande antisémite sévissait, furent déportés, contre 37 % des Juifs de Bruxelles[37]. En revanche, les gestes de sympathie semblent avoir eu peu d'impact, comme le confirme l'image de la grève déclenchée aux Pays-Bas en février 1941 pour protester contre les mesures antijuives.

L'opinion française sous Vichy, enfin, reste plutôt opaque dans un cadre privé d'élections et de libre information. Elle paraît fragmentée, dissimulée, et fixée sur des soucis personnels[38]. Le public français semble

avoir accepté le programme antijuif de Vichy, entre 1940 et 1942, avec un mélange d'indifférence et de satisfaction. En revanche, les incidents liés aux déportations durant l'été 1942, surtout en zone non occupée, soulevèrent une vague d'indignation. Laval l'évoque dans ses négociations avec les Allemands, sans gagner plus qu'un report temporaire des déportations de citoyens français.

Les actions de sauvetage ont certainement réduit la mortalité juive en France, mais il n'est pas évident qu'elles y aient été plus fréquentes qu'ailleurs. De plus, des délateurs, acheteurs de propriétés aryanisées et agents payés pour débusquer des Juifs cachés, sévissaient. Il est probable que les sauveteurs ont plus volontiers aidé leurs concitoyens que les étrangers, à l'exception notable des enfants, qui étaient bien scolarisés et utiles à la ferme. Dès février 1943, le public semble avoir détourné sa sympathie des Juifs pour la porter sur les victimes du STO[39].

Tous les pays assujettis à la Solution finale ont tenté de protéger leurs citoyens, avec des fortunes diverses. Les études comparatives montrent que la volonté et les capacités allemandes constituent le facteur le plus déterminant, suivi de près par la complicité de la police et de l'administration locales[40]. En France les Allemands n'ont jamais disposé d'assez de personnel pour agir eux-mêmes contre les Juifs aussi vigoureusement qu'ils le firent plus près du front de l'Est. En Hongrie, par exemple, les nazis ont pu déporter 424 000 Juifs en huit semaines à l'été de 1944.

Le nombre des victimes de la Shoah en France a été relativement réduit. Mais il aurait dû être moindre encore, proche de la proportion italienne, si Vichy n'avait pas aggravé la situation de tous les Juifs vivant en France, y compris les citoyens français. Plus de deux ans après avoir imposé des mesures draconiennes contre tous les Juifs, Vichy a tardivement essayé de freiner l'arrestation et la déportation de ses citoyens juifs. Mais ces efforts ont été d'une efficacité plus limitée que ceux de l'Italie fasciste avant Salò, de la Bulgarie ou de la Finlande. Le constat s'impose donc clairement : Vichy a au total aggravé la situation des « vieux Juifs français » face à la Solution finale nazie.

1. Le livre de Hilberg, *The Destruction of the European Jews* (New Haven, Connecticut, Yale University Press, 2003), a été traduit tardivement en français : Raul Hilberg, *La*

Destruction des Juifs d'Europe, Paris, Fayard, 1988, p. 523, 549 et 550. Ce passage n'a pas été changé dans les éditions françaises ultérieures.

2. *Laval parle. Notes et mémoires rédigés à Fresnes d'août à octobre 1940*, Paris, À l'enseigne du cheval ailé, 1948, p. 105.

3. Bo Lidegaard, *Countrymen. The Untold Story of How Denmark's Jews Escaped the Nazis, of the Courage of Their Fellow Danes – and of the Extraordinary Role of the SS*, New York, Alfred Knopf, 2013.

4. Davide Rodogno, « Histoire et historiographie de la politique des occupants italiens à l'égard des Juifs dans les Balkans et la France métropolitaine (avril 1941-septembre 1943) », *Revue d'histoire de la Shoah*, n° 204, mars 2016, p. 175-298.

5. Michele Sarfatti, *La Shoah in Italia*, Turin, Einaudi, 2005, p. 99-121.

6. Xavier Vallat, *Le Nez de Cléopâtre. Souvenirs d'un homme de droite (1918-1945)*, Paris, Editions Les Quatre fils Aymon, 1957, p. 260.

7. Ce chiffre est approximatif, les documents officiels de la République française ne relevant ni la religion ni l'identité ethnique d'un citoyen.

8. Pour les mots « dès le début », voir Alain Michel, *Vichy et la Shoah, enquête sur le paradoxe français*, Paris, CLD éditions, 2012, p. 233.

9. Pour les paroles venimeuses dirigées contre Blum par la presse collaborationniste au moment du procès de Riom, voir Pierre Birnbaum, *Léon Blum, un portrait*, Paris, Le Seuil, 2016, p. 193-197.

10. Laurent Joly, *Xavier Vallat (1891-1972). Du nationalisme chrétien à l'antisémitisme d'État*, Paris, Grasset, 2001, p. 189.

11. Saul Friedländer, *L'Allemagne nazie et les Juifs*, t. 1, *Les Années de persécution*, Paris, Le Seuil, 1997, p. 286, 308 et *passim*.

12. Avant 1940 la France a pu refouler les Juifs expulsés par les Allemands. *Ibid.*, p. 299.

13. Michael R. Marrus et Robert O. Paxton, *Vichy et les Juifs*, nouvelle édition, Paris, Calmann-Lévy, 2015, p. 26 et 27.

14. *Ibid.*, p. 247.

15. Virginie Sansico, « "Mon seul défaut est d'être de race juive." La répression judiciaire contre les Juifs sous le régime de Vichy », dans Claire Zalc, Tal Bruttmann, Ivan Ermakoff et Nicolas Mariot, *Pour une microhistoire de la Shoah*, Paris, Le Genre humain/Le Seuil, 2012, p. 265-284.

16. Gaël Eismann, « Représailles et logique idéologico-répressive. Le tournant de l'été 1941 dans la politique répressive du commandant militaire allemand en France », *Revue historique*, 1/2014, n° 669, janvier 2014, p. 121.

17. Abetz à Ribbentrop, le 6 mars 1941, DGFP, série D, vol. XII, p. 228, extraits dans Serge Klarsfeld, *La Shoah en France*, t. 2, Paris, Fayard, 2001, p. 78.

18. Darlan à Moysset, 15 janvier 1942, AN, AGII 536CC 130B.

19. Serge Klarsfeld, *La Shoah en France*, t. 2, *op. cit.*, p. 347. On n'a pas de chiffres précis pour ce premier convoi. Il s'agit principalement de Juifs raflés en août 1941, en partie citoyens, venant de Drancy, et de ceux raflés en décembre 1941, tous citoyens, venant de Compiègne.

20. *Ibid.*, p. 386.

21. Amiral Darlan à Fernand de Brinon, 21 janvier 1942. Centre de documentation juive contemporaine, CCXVI-4 ; voir aussi Serge Klarsfeld, *La Shoah en France*, t. 2, *op. cit.*, p. 317.

22. Renée Poznanski, *Être juif en France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Hachette, 1994, p. 359.

23. Schleier à Berlin, 11 septembre 1942, Auswärtiges Amt : Inland IIg 187 ; voir aussi Serge Klarsfeld, *La Shoah en France*, t. 3, Paris, Fayard, 2001, p. 1087 et 1088.

24. Raul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, *op. cit*., p. 523.

25. Laval déclare de manière véhémente aux diplomates et aux représentants d'organisations caritatives internationales qu'il voulait se débarrasser des réfugiés étrangers. Michael R. Marrus et Robert O. Paxton, *Vichy et les Juifs*, *op. cit*., p. 375 et 376.

26. Serge Klarsfeld, *La Shoah en France*, t. 2, *op. cit.*, p. 417.

27. *Ibid.*, p. 449 et 450. Le mot « gênante » est en français dans le texte allemand ; c'est indubitablement celui employé par Bousquet.

28. Maxime Steinberg, « Le paradoxe français dans la Solution finale à l'ouest », *Annales : économies, sociétés, civilisations*, mai-juin 1993, p. 588 et 589.

29. Par exemple, Röthke, note du 13 août 1942 ; Klarsfeld, *La Shoah en France*, t. 2, *op. cit.*, p. 711 et 712.

30. Voir la note 28.

31. Ulrich Herbert, *Werner Best, un nazi de l'ombre (1903-1989)*, Paris, Tallandier, 2010.

32. Knochen à Berlin, 25 septembre 1942 ; Serge Klarsfeld, *La Shoah en France*, t. 3, *op. cit.*, p. 1156. Abetz lui-même propose une telle solution le 2 juillet, *ibid*., t. 2, p. 445.

33. Röthke, note du 13 août 1942 ; Serge Klarsfeld, *La Shoah en France*, t. 2, *op. cit.*, p. 711 et 712 ; note, sous-direction des Affaires juives, préfecture de police, 16 février 1944, *ibid.*, t. 3, p. 1774-1776.

34. Knochen exprime sa déception et celle probable du Führer, et déclare que les Allemands feront eux-mêmes toutes les arrestations (ce qui est au-delà de leurs moyens). Hagen, note du 25 août 1943 ; Serge Klarsfeld, *La Shoah en France*, t. 3, *op. cit.*, p. 1631.

35. Serge Klarsfeld, *La Shoah en France*, t. 3, *op. cit.*, p. 1739-1743. Maurice Papon à Bordeaux demande l'avis de Laval et de Darnand avant d'agir.

36. Serge Klarsfeld, *La Shoah en France*, t. 3, *op. cit.*, p. 1921.

37. Lieven Saerens, « Antwerp : Attitudes toward the Jews from 1918 to 1940 and Its Implications for the Period of the Occupation », dans Dan Michman (dir.), *Belgium and the Holocaust : Jews, Belgians, Germans*, Jerusalem, Yad Vashem, 1998, p. 159 *sq*.

38. L'étude classique reste celle de Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy*, Paris, Le Seuil, 1990.

39. Michael R. Marrus et Robert O. Paxton, *Vichy et les Juifs*, *op. cit*., p. 268, 314, 379, 388, 397, 400, 433, 462, 467.

40. Marnix Croes, « The Holocaust in Holland and the Rate of Jewish Survival », *Holocaust and Genocide Studies*, vol. 20, n° 3, hiver 2006, p. 474-499.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Bruttmann, Tal, *Au bureau des Affaires juives. L'administration française et l'application de la législation antisémite (1940-1944)*, Paris, La Découverte, 2006.

Joly, Laurent, *Vichy dans la « Solution finale » : histoire du Commissariat aux questions juives (1941-1944)*, Paris, Grasset, 2006.

Klarsfeld, Serge, *La Shoah en France*, Paris, Fayard, 2001.

Marrus, Michael R., et Paxton, Robert O., *Vichy et les Juifs*, nouvelle édition, Paris, Calmann-Lévy, 2015.

Zalc, Claire, Bruttmann, Tal, Ermakoff, Ivan, et Mariot, Nicolas (dir.), *Pour une microhistoire de la Shoah*, Paris, Le genre humain/Le Seuil, 2012.

7
Hitler, chef infaillible ?

par Johann CHAPOUTOT

L'idée du chef infaillible est un des grands motifs de la propagande nazie, et il a été acteur et moteur pendant la guerre, avant d'être battu en brèche après la défaite. Mais le mythe de l'infaillibilité du chef n'est pas spécifique au nazisme, et il n'en est pas une création originale. Quant au désir de chef et à l'exaltation de sa figure, ils constituent une des grandes passions du XXe siècle, celui du taylorisme et des armées, de l'organisation sociale par l'industrie et la conscription ; celui, aussi, de la Grande Guerre qui ouvre le siècle en 1914. Après 1918, dans les régimes autoritaires comme dans les démocraties, l'appel au « chef » et la maxime « c'est un chef qu'il nous faut » vont souvent faire office de pensée politique.

Ce que **Führer** *veut dire*

Il reste que c'est l'Allemagne nazie qui, par ses images de défilés tirés au cordeau et de Führer soigneusement isolé et mis en valeur, a illustré, en persistance rétinienne, la structuration pyramidale par excellence : le IIIe Reich apparaît comme le régime du *Führer* et du *Führerprinzip*, emmené par une personnalité particulièrement énergique et violente. Parmi les incarnations du mal véhiculées par la culture populaire, Hitler caracole encore aujourd'hui largement en tête devant Dracula, Barbe-Bleue ou Charles Manson… Goebbels aimait à dire, par bravade, que les nazis, si

d'aventure ils échouaient, entreraient dans l'histoire comme les plus grands criminels qui fussent. De ce point de vue, la propagande nazie a gagné : Hitler apparaît comme la figure centrale de l'histoire du premier XXe siècle européen, voire de l'histoire contemporaine tout court. Le discours nazi s'est imposé : cet homme fut bien le chef civil et militaire incontesté de ce que les nazis présentaient comme un moment historique décisif, et qui nous apparaît comme l'expérience politique la plus catastrophique et criminelle de l'histoire.

La centralité absolue d'Hitler est inhérente aux conceptions politiques nazies, à la manière dont le jeune NSDAP, dès les années 1920, puis le régime, à partir de 1933, conçoivent la communauté allemande. Les Allemands ont besoin d'un chef, disent les nazis, qui relisent l'histoire allemande au prisme de l'échec répété des unifications : les tribus germaniques ont toujours été désunies face à leurs ennemis, ce qui a rendu l'Allemagne vulnérable. On ne compte plus les discours qui reviennent sur l'histoire malheureuse d'une germanité divisée, et donc affaiblie. Division dans l'Antiquité face au conquérant romain ; division au Moyen Age face à la puissance de l'Eglise ; division à l'époque moderne entre catholiques et protestants ; enfin, division depuis 1871, cette unification ratée qui a laissé hors du Reich tous les germanophones de l'Empire autrichien. Dans cette lecture de l'histoire, Hitler, chef implacable, vient conjurer une histoire millénaire malheureuse : en s'imposant aux partis et en détruisant la démocratie, il raffermit le corps allemand en l'unifiant ; en menant une politique extérieure pangermaniste, il rassemble une germanité dispersée par l'histoire et la rend plus forte.

Cette lecture de l'histoire est la matrice d'une véritable philosophie politique, d'une conception argumentée de ce que doivent être la communauté politique et l'organisation des pouvoirs. Le *Führerprinzip* n'est pas l'ultime avatar d'une immémoriale fatalité allemande qui voudrait que, divisés en pratique, les Germains aient une âme d'esclaves et la nostalgie du chef. Pour les nazis, le *Führerprinzip* est la réponse adéquate aux questions politiques posées par l'époque contemporaine – celle de la révolution industrielle, de l'urbanisation, de la dissolution des valeurs traditionnelles et de la famille, de la Grande Guerre. Dispersés et atomisés par l'industrialisation et l'exode rural, les individus contemporains ont été ensuite pulvérisés par la violence de la guerre de tranchées, guerre industrielle, conflit d'artillerie qui a révélé la fragilité essentielle de

l'humain. Face à ces mutations et à ces horreurs, le seul groupe humain qui semble avoir résisté et tenu bon est le groupe primaire de combat, cette fraternité d'hommes réduite à quelques soldats réunis autour de leur « chef », quel que soit son grade – caporal, adjudant, lieutenant, capitaine… Aux yeux des nazis, de ceux qui parlent, écrivent et forgent la « vision du monde », la modernité et la guerre ont tout balayé, sauf cette « communauté » de combattants réunie autour de son *Führer* – terme générique désignant le chef, notamment militaire, celui qui emmène ses hommes au combat, celui que l'on suit car il sait conduire (*führen*). Toutes les formes d'organisation sociale autres que la *Kampfgemeinschaft* (« communauté de combat ») ont échoué : la démocratie est une absurdité réfutée par principe, car l'égalité est une fiction démentie par la nature, et les monarchies traditionnelles sont des édifices obsolètes que la guerre s'est chargée de balayer en faisant mourir les empires (allemand, russe, austro-hongrois) en 1918. Reste donc l'organisation militaire, autour de son chef. La structuration paramilitaire du NSDAP à partir de 1920, avec uniformes, rhétorique martiale, évocation constante des souvenirs glorieux de la Grande Guerre et obéissance absolue au chef, procède de cette lecture historique et politique de la modernité : le salut viendra de celui qui saura conduire une nation unie et disciplinée. Le statut salvifique, quasiment religieux, du *Führer* est également justifié par d'autres arguments : face à l'individualisation et à la dispersion, face au conflit des valeurs qui égare les contemporains, seul un chef qui impose ses vues sans discussion mettra fin à la culture du débat démocratique qui brouille les repères et trouble les consciences. Par ailleurs, les nazis, fort habilement, s'appuient sur des traditions culturelles anciennes : le millénarisme chrétien – celui de l'appel au messie, celui du troisième âge prédit par certains théologiens et mystiques comme Joachim de Flore au Moyen Age – vient nourrir l'espoir investi dans un nouveau régime et dans son chef.

Ces principes ont été mis en scène par l'appareil de propagande nazi qui, avec les techniques de la publicité et du marketing les plus modernes (cinéma, radio, photomontages…), est parvenu à vendre, littéralement, l'image d'un chef omniscient et quasi omnipotent. D'un homme à l'apparence assez banale, mais aux talents oratoires incontestables, les équipes de Joseph Goebbels parviennent à faire le sauveur de la nation allemande, un génie inépuisable et dévoué à sa tâche, en permanence au travail et tout à son œuvre de redressement de la nation. Figure théologique

(le sauveur), historique (le chevalier teutonique, le nouvel empereur), économico-technique (l'ingénieur), Hitler vient, grâce aux médias, apaiser une angoisse : l'Allemagne sait désormais qu'elle est gouvernée, conduite (*geführt*) à travers les troubles et les dangers par une main sûre et infaillible.

Même les juristes légitiment le *Führerprinzip* : « Les paroles du Führer ont force de loi », dit un adage juridique après 1933 car, élu par la nature pour être le meilleur et le chef de sa communauté, le *Führer* est celui qui a le mieux compris les lois de la nature, que les lois humaines sont censées transcrire et traduire. Le « culte du chef » que le nazisme déploie n'est donc pas simplement une affaire d'image et de promotion superficielle : l'argumentation historique, politique et juridique qui le soutient est étayée.

Le rôle décisif des entourages

Les premières études historiques sur le NSDAP et sur le IIIe Reich ont sans doute pris le discours nazi trop à la lettre. Sans souscrire à l'infaillibilité supposée du Führer, elles en ont acté la centralité dans la construction du parti et dans la conduite du régime, que ce soit pour les affaires civiles ou militaires. De manière révélatrice, le terme « hitlérisme » a longtemps été synonyme de « nazisme », comme si celui-ci était réductible à celui-là.

Dès les années 1960, une autre historiographie s'est imposée, plus sensible aux structures, aux organisations et à leur fonctionnement. Le rôle des individus en a été minoré, et celui d'Hitler revu largement à la baisse, de manière très critique. Il est apparu pleinement que les historiens ne pouvaient pas prendre pour argent comptant ce que la propagande nazie disait et répétait.

Dès 1969, l'historien Martin Broszat, dans *L'Etat hitlérien*, a ainsi montré que le « Führer », bien loin d'être omniprésent et constamment attentif aux détails du fonctionnement du parti et de l'Etat, était, comme le formule son collègue Hans Mommsen, un « dictateur faible ». Dans la lignée de ces travaux, Ian Kershaw a bien montré, dans la biographie de référence qu'il a consacrée à Hitler, que celui-ci était peu assidu au travail concret des dossiers, et que seules trois activités retenaient toute son attention et mobilisaient son énergie : le travail oratoire (préparation des discours), les projets architecturaux, puis, à partir de 1939, la supervision et la conduite des affaires militaires. Pour le reste, Hitler s'en tient à des

monologues, dont son entourage induit des maximes et des instructions pour sa propre action. Le célèbre adage juridique déjà cité selon lequel « les paroles du Führer ont force de loi », au-delà de son caractère caricatural et grotesque, exprime une réalité profonde du III[e] Reich : les mots prononcés par Hitler, en réunion, dans un cercle privé ou lors d'événements publics, servent de repères et d'idées régulatrices à tous les fonctionnaires du parti et de l'Etat qui y lisent les intentions supposées de leur chef. Ian Kershaw relève la théorisation de ce fonctionnement dans le discours prononcé par un juriste et haut fonctionnaire nazi qui, dans une formule frappante, estime que tous les serviteurs du III[e] Reich « travaillent en direction du Führer », c'est-à-dire font en sorte de rejoindre ses intentions supposées.

En dehors de colères mémorables et de soliloques obsessionnels, Hitler s'intéresse assez peu aux affaires civiles. Il bénéficie du concours de juristes et fonctionnaires nazis convaincus et très compétents qui se chargent de mettre en œuvre les grandes lignes du projet du NSDAP et des intentions d'Hitler en matière policière, politique, sanitaire, médicale… La loi du 14 juillet 1933, qui rend obligatoire la stérilisation des « malades héréditaires », a ainsi été préparée pendant de longs mois par des juristes, des policiers et des médecins. La destruction de la démocratie et du pluralisme en Allemagne a été l'œuvre de la SA et de la SS, qui ont appliqué des idées qui étaient celles d'Hitler, certes, mais qui étaient également celles de l'extrême droite *völkisch* (ethnonationaliste et raciste), laquelle voyait dans la démocratie une importation étrangère antiallemande et dans la reproduction des malades une menace pour la race. Idées relativement banales, donc, dont *Mein Kampf* et les discours d'Hitler s'étaient faits les porte-voix.

L'organisation des journées et les horaires du « Führer » déroutent ses collaborateurs : se levant tout aussi tard qu'il veille longuement au cœur de la nuit, Hitler n'est pas en phase avec le travail des bureaux. Il survole la plupart des dossiers qui lui sont soumis plus qu'il ne les lit et argue de sa qualité de chef pour se livrer à ses occupations favorites : le monologue, la réflexion silencieuse, le visionnage compulsif de films de cinéma. En outre, le chef est peu présent à Berlin, à laquelle il préfère largement sa retraite alpine et bucolique de Berchtesgaden.

Ces traits de caractère ou ces travers s'accentuent avec le temps et touchent donc de manière accrue sa conduite des affaires militaires – conduite qu'il s'attribue à partir de 1938. Hitler est environné d'officiers

supérieurs et de généraux qui, lui devant leur carrière, sont peu prompts à le contredire ou à le critiquer : on a même surnommé Wilhelm Keitel, le général qu'il a nommé à la tête de l'OKW, *Lakeitel*, le mot *Lakei* signifiant en allemand le laquais, mais un laquais orgueilleux (*eitel*)… Lors des briefings et des points de situation, la discussion est inexistante – et de plus en plus improbable au fur et à mesure que la guerre dure. Hitler a su cependant s'approprier quelques idées que la propagande nazie s'est empressée de mettre au crédit de son génie. L'exemple le plus frappant en est le mouvement de « guerre éclair » que les armées allemandes ont su mener contre les puissances du front ouest en 1940. Ce fut, de fait, l'intuition juste d'Hitler que d'adopter les plans élaborés par le général von Manstein, plans qui prévoyaient une course rapide à l'ouest, une conjonction des moyens blindés et aériens sur un point, et de larges manœuvres de contournement et d'encerclement, alors que l'état-major, plus circonspect et hésitant, restait encore traumatisé par l'échec de la Grande Guerre et impressionné par les moyens militaires franco-britanniques. Le spécialiste d'histoire militaire Karl-Heinz Frieser a toutefois bien montré que, dans la conduite des opérations, Hitler ne s'est pas montré à la hauteur des idées de von Manstein. En l'occurrence, le « Führer » a tout fait pour freiner l'avancée de ses troupes, alors que les officiers de l'arme blindée, comme Rommel ou Guderian, poussaient leurs machines le plus loin possible pour prendre un avantage décisif sur les armées alliées. A plusieurs reprises, Rommel et Guderian ont purement et simplement ignoré les ordres de ralentir ou de stopper. Vétéran de la Première Guerre mondiale, familier des tranchées et de la guerre de positions, Hitler ne pouvait croire que la pénétration des armées allemandes se faisait aussi aisément, en quelques jours, sur des centaines de kilomètres, alors que des années n'avaient pas suffi, entre 1914 et 1918, à gagner quelques centaines de mètres. Subodorant un piège, il craignait que les Alliés ne laissent s'avancer les imprudentes têtes des troupes blindées que pour mieux les détruire en raison de l'affinement des lignes – les blindés progressaient si vite qu'ils ne roulaient plus de front, mais l'un derrière l'autre –, de l'usure des matériels et des ruptures dans l'approvisionnement – en carburant et pièces détachées –, qui ne pouvait suivre une cadence aussi rapide. Le fameux *Haltbefehl* (« ordre de s'arrêter ») donné par Hitler à Guderian, devant Dunkerque, qui suscite encore tant de discussions – pourquoi ne pas fondre sur la ville et son port et empêcher les Alliés de

rembarquer ? –, a sans doute pour premier et principal motif ces craintes nourries par Hitler, qui redoutait un piège. Le chef génial et infaillible mis en scène par la propagande nazie était donc un homme de la dernière guerre, celle de 1914, et non de la guerre présente, dont il ne comprenait pas vraiment ou plus réellement les moyens et les enjeux. Prisonnier des schémas de la Grande Guerre, il se défiait donc de l'audace et de la vitesse promues par ses stratèges et généraux, et permises par la qualité du matériel motorisé. En juillet 1940, toutefois, c'est bien Hitler qui est accueilli en *imperator* triomphant à Berlin : aux yeux de la population allemande, c'est indubitablement lui qui a gagné la guerre en Pologne (1939) et à l'ouest (1940).

Des erreurs à répétition

Rien, à ce moment-là, ne laissait présager des erreurs ou ne trahissait des incompréhensions de la part d'Hitler : la guerre en Pologne avait été une affaire de trois semaines, en raison de la disproportion énorme des forces en présence, et la guerre à l'ouest n'avait duré que six semaines, en dépit des hésitations et des désaccords qu'Hitler avait pu avoir avec ses propres officiers.

Dès 1940, cependant, le « Führer » commettait une grave erreur en s'obstinant à vouloir affaiblir et conquérir la Grande-Bretagne. Certes, Londres refusait toute négociation et résistait à l'entreprise de conquête allemande – mais seule, avec son seul empire, sans le soutien direct des Etats-Unis, toujours isolationniste et à l'écart de la guerre. L'erreur commise par Hitler et le commandement allemand fut dictée par l'*hybris* – la confiance excessive en soi et dans les capacités d'une Allemagne qui semblait vaincre partout où elle combattait. Hitler lança l'aviation allemande, qui n'était pas aussi puissante et efficace qu'il le pensait, dans une campagne épuisante contre la Grande-Bretagne, qui repoussa ses assauts. Erreur, car le véritable objectif des nazis ne se situait pas à l'ouest, mais à l'est : ce n'est donc pas toute la puissance militaire du Reich qui fut lancée contre la Grande-Bretagne, mais seulement une partie, le reste occupant et gardant l'ouest de l'Europe et la Pologne, ou devant être relevé et reconstitué pour la campagne décisive à venir contre l'URSS. Les moyens perdus par la Luftwaffe contre la RAF dans la bataille d'Angleterre furent considérables : les Britanniques étaient bien équipés en radars

capables de détecter la menace allemande, ainsi qu'en avions de chasse Spitfire, bien plus rapides et maniables que les Stuka.

Ce furent une fois encore la brutalité et une forme de pensée primitive qui l'emportèrent : de même qu'Hitler avait approuvé la vitesse et le choc de la guerre éclair sans en accepter tous les enjeux, de même voulait-il là mettre la Grande-Bretagne à genoux, quitte à perdre du temps, des hommes et du matériel précieux, alors que, dans la perspective d'une guerre à l'est, le Reich aurait tout aussi bien pu tolérer un Empire britannique isolé et réduit à l'impuissance où, *in fine*, une fraction proallemande, désireuse de faire la paix avec Berlin et de s'inscrire dans le nouvel ordre européen, aurait pu s'imposer contre Churchill, dont la position politique était somme toute fragile. Le jeu de la démocratie britannique pouvait en effet se révéler favorable aux intérêts allemands : il ne manquait pas de beaux esprits dans le monde politique, militaire, diplomatique, financier et industriel britannique pour louer les succès du Reich et estimer que, au fond, l'Allemagne pouvait bien dominer le continent européen tandis que Britannia continuerait à dominer les mers et communiquer avec son empire. Bien des membres des élites britanniques considéraient en effet que le racisme allemand avait du bon : en hissant les Germains au pinacle, il consacrait également les Angles et les Saxons contre tous les inférieurs du monde, Juifs ou peuples colonisés. Au rebours de toute intelligence politique et diplomatique, la campagne d'Angleterre eut l'effet strictement inverse : elle souda les Britanniques derrière Churchill et rendit, en raison des destructions et du nombre des morts, tout rapprochement avec Berlin absolument impossible.

Les campagnes de l'année 1941, dans les Balkans puis en URSS, semblèrent confirmer l'infaillibilité du « Führer » et chef des armées que, par dérision, les Allemands avaient surnommé *Gröfaz* (« le plus grand chef militaire de tous les temps » – *der grösste Feldherr aller Zeiten*) depuis l'été 1940. A première vue, les succès allemands étaient écrasants : la Yougoslavie et la Grèce furent réduites en quelques semaines au printemps 1941, et l'Armée rouge fut mise en déroute à partir du 22 juin 1941. L'euphorie gagna même les plus sceptiques ou les plus craintifs, dont bien des membres des états-majors et des services de renseignements, effrayés par la dilatation tous azimuts de l'appareil militaire allemand. Décidément, « l'Allemagne gagne sur tous les fronts », comme l'affirmait un célèbre slogan.

Il y avait pourtant des raisons d'être inquiet. L'assaut contre l'URSS était prévu pour le printemps 1941, afin que les opérations soient terminées avant l'arrivée de l'hiver russe, mais il fut retardé par l'intervention en Yougoslavie et en Grèce, qui n'était absolument pas prévue et qui fit perdre un temps précieux aux armées allemandes. Après tout, Berlin n'était pas responsable, les armées du Reich se bornant à suppléer les déficiences et les échecs des Italiens, battus dans une Grèce qui pouvait se révéler une dangereuse tête de pont britannique, ce que les Allemands ne pouvaient pas accepter. Or les Italiens étaient intervenus en Albanie puis en Grèce car ils avaient reçu un blanc-seing explicite d'Hitler. En mai 1938, lors d'une visite d'Etat à Rome qui avait scellé l'alliance germano-italienne, Hitler avait, dans l'enthousiasme des effusions réciproques, publiquement assuré que, si le Nord et l'Est étaient des zones stratégiques allemandes, le Sud méditerranéen était à l'Italie, libre de recréer – ce qui était le vœu le plus cher de Mussolini – cet *imperium romanum* dans lequel les fascistes voyaient la grandeur de leur patrie. L'erreur des nazis, et d'Hitler en premier lieu, fut dès lors de ne pas avoir clairement signifié aux Italiens que, la Grèce étant une dictature favorable au nouvel ordre européen, il était inopportun de s'attaquer à elle, d'autant plus que la Méditerranée, menacée par les Britanniques, était une zone sensible.

La campagne apparemment si victorieuse contre l'URSS fut également riche de nombreuses erreurs. Du point de vue de la conduite des opérations, en quatre ans de guerre elles furent innombrables, mais c'est le lot de presque toute campagne. Deux erreurs, commises par Hitler et par son entourage, furent cependant tellement lourdes de conséquences que l'on peut avancer sans trop s'aventurer qu'elles furent décisives dans l'issue du conflit.

La première erreur d'Hitler, qui touche à la stratégie militaire, fut son incapacité répétée à définir un objectif unique et précis. De nombreux généraux allemands se sont inquiétés de la dispersion de leurs forces, mais sans parvenir à faire entendre raison au « Führer », ni même oser le lui dire. Dès juin 1941, les armées allemandes foncent dans quatre directions principales : vers Leningrad au nord, vers Moscou au centre, vers l'Ukraine et la Crimée au sud. Cette dispersion, à la manière des projectiles d'un canon scié, a certes pour avantage de balayer tout le front soviétique, et de semer le chaos et la panique partout. Mais elle a son revers : aucun des groupes d'armées ainsi engagés n'est assez puissant pour effectuer une

poussée décisive, en l'occurrence vers Moscou – bien défendue, en octobre 1941, par une contre-attaque de l'Armée rouge. Un peu de réflexion contrefactuelle permet d'envisager qu'une plus grande concentration sur la capitale soviétique et un moindre effort porté, dans un premier temps, sur le Nord, zone moins stratégique, auraient sans doute paralysé durablement l'appareil de défense soviétique, en frappant lourdement sa tête politique et militaire.

L'erreur consistant à ne pas concentrer ses forces sur un seul objectif s'est répétée au moment de la reprise des efforts allemands, à l'été 1942. L'obstination d'Hitler à viser Stalingrad, ville qui portait le nom de son ennemi, plutôt que de concentrer la puissance de feu allemande sur Moscou a eu des conséquences redoutables pour le Reich : là encore, pendant que le Reich perdait sa 6e armée et plus de 600 000 hommes, Moscou restait hors de portée.

L'aveuglement idéologique

Hitler ne fut pas plus lucide dans les actions qu'il ordonna à l'égard des civils soviétiques. Comme beaucoup de ses proches et de ses subordonnés, notamment dans les rangs de la SS, il lisait la réalité soviétique au prisme du racisme biologique. Aux yeux des nazis, l'URSS était dominé par une élite communiste juive (judéo-communiste), qui commandait à des masses de sous-hommes (les Slaves) ou d'allogènes exotiques (les « Asiates »). A part un peu de sang germanique encore égaré çà et là, les terres de l'Est étaient peuplées d'éléments biologiquement dangereux ou inférieurs. Le racisme biologique aveugla ainsi complètement la réflexion politique. Dans les rangs de la Wehrmacht, des renseignements militaires ou de quelques administrations, comme le ministère de l'Est de Rosenberg, bien des responsables et analystes avaient compris que les conquérants allemands étaient accueillis en libérateurs dans de vastes zones de l'Empire soviétique : de larges pans des populations baltes, ukrainiennes, mais aussi russes et parfois mêmes juives voyaient dans le Reich la puissance qui les libérait de la tutelle et de la terreur de Staline. Le souvenir de l'occupation de 1917-1918 était encore là, qui rappelait que les Allemands, contrairement aux bolcheviques, étaient des gens civilisés, qui traitaient avec humanité et respect les populations locales… La mémoire juive elle-même retenait que, par rapport à l'Est, terres de pogroms, l'Allemagne était

un refuge, doté depuis longtemps d'autorités étatiques qui protégeaient les minorités contre la populace antisémite.

Ces espoirs furent vite déçus. Pressées de reconfigurer la carte démographique de l'Europe de l'Est pour édifier un empire colonial qui serait « l'espace vital » de la race germanique, les plus hautes autorités nazies, autour d'Hitler et d'Himmler, chef de la SS et, depuis octobre 1939, commissaire du Reich pour le renforcement de la germanité, en charge des territoires de l'Est, déployèrent une violence radicale à l'égard des populations locales qu'elles redoutaient et méprisaient. Le traitement des prisonniers de guerre soviétiques fut un avertissement sans ambages à tous ceux qui étaient trop heureux de ne plus souffrir de la férule de Staline : 3 millions d'hommes, abandonnés aux éléments et à la famine, moururent en moins d'un an de captivité – la Wehrmacht n'avait pas d'argent à dépenser pour les nourrir.

Le traitement des populations civiles fut à l'avenant : pillages, mise en esclavage dans le cadre de la politique de production agricole et industrielle du Reich, répression lourde et aveugle dans le cadre de la « lutte contre les partisans », et massacres de Juifs dès la fin juin 1941 – des massacres qui deviennent, avec le meurtre des femmes et des enfants, un véritable génocide au cours de l'été 1941. La violence de l'attitude allemande a nourri les rangs de la résistance soviétique dont les actes, en retour, ont suscité une répression accrue. Ce cercle vicieux a conduit à la destruction de plus de 5 000 villages et bourgs sur le territoire de l'URSS où se trouvaient les Allemands – 5 000 Oradour-sur-Glane, donc. Le bilan humain des actions génocidaires contre la population juive, quant à lui, se monte à près de 2 millions de morts.

L'aveuglement raciste d'Hitler et de la SS a fait l'objet de contestations et de débats au sein même des élites nazies : Alfred Rosenberg et ses fonctionnaires ont multiplié les avertissements et les protestations, les notes et les rapports, ainsi que de nombreux officiers de la Wehrmacht, choqués d'un point de vue humain et effarés d'un point de vue tactique et politique, car ils étaient les premiers à constater les effets de la politique nazie sur le terrain.

La dégradation de la situation militaire à l'est a conduit Hitler à raidir son attitude envers les civils et à se scléroser stratégiquement. Face aux reculs imposés par les contre-attaques soviétiques, Hitler n'a jamais eu qu'une seule réponse : tenir les positions, ne jamais reculer. Là encore,

l'expérience du caporal de la Grande Guerre, enterré dans sa tranchée, l'emporte sur toute réflexion stratégique et tactique. C'est à cette obstination que le Reich doit la défaite de Stalingrad, Hitler ayant refusé pendant des mois toute autorisation de repli au général Paulus, qui le réclamait instamment.

L'attitude d'Hitler retirait à ses généraux et officiers toute marge opérationnelle, gelait toute initiative et interdisait toute réflexion tactique et stratégique. Tous les officiers des armées allemandes savaient que le repli stratégique était interdit, et qu'il fallait subir, voire mourir sur place. Ce fut, de fait, le cas : dans les dix derniers mois de la guerre, ce furent 2 millions et demi de soldats allemands qui perdirent la vie dans des batailles de retardement souvent inutiles, soit autant qu'en cinq ans de guerre auparavant.

Pendant que la propagande allemande et les actualités cinématographiques continuaient à célébrer le génie du chef infaillible, Hitler n'avait, depuis longtemps, plus aucune solution à offrir que la destruction totale de ses armées et de son Reich. Emmuré dans ses souvenirs des tranchées, ruminant l'échec de 1918, se réfugiant dans des précédents historiques glorieux (Rome face à Hannibal, Frédéric II face à la Russie…) et espérant des retournements stratégiques favorables, Hitler répudiait toute rationalité militaire pour vivre dans un monde mythologique, celui de l'affrontement des races et des lois de la nature, monde du mythe où le vaincu pouvait être vainqueur. Au plus haut niveau du parti et de l'Etat, entre Goebbels et Hitler notamment, l'idée s'imposa à partir de l'été 1944 que, si la victoire des armes était impossible, celle de la mémoire restait à la portée du Reich.

Pendant près de vingt-cinq ans, depuis 1919, les victoires politiques et militaires avaient conforté Hitler dans sa « vision du monde » : il était l'élu, celui que la nature avait désigné pour sauver la race germanique en lutte contre ses ennemis biologiques, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Allemagne. Le retournement des armes, l'évolution défavorable de la guerre n'avaient pas conduit à une réévaluation de ces principes, mais à leur sclérose : dans la perspective d'une défaite, il fallait du moins que la véritable guerre des nazis, celle menée contre les Juifs, fût gagnée, par la destruction des Juifs d'Europe. Par ailleurs, devant la nature et l'histoire, Hitler serait vainqueur si l'Allemagne se sacrifiait totalement à cette

mission millénaire. Pour cela, le « Führer » était prêt à « conduire » la totalité des Allemands vers la destruction et la mort.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Chapoutot, Johann, *La Loi du sang. Penser et agir en nazi*, Paris, Gallimard, 2014.

—, *Le Nazisme et l'Antiquité*, Paris, PUF, 2008 ; rééd. 2012.

Cohen, Yves, *Le Siècle des chefs*, Paris, Editions Amsterdam, 2013.

Frieser, Karl-Heinz, *Le Mythe de la guerre-éclair*, Paris, Belin, 2003.

Ingrao, Christian, *La Promesse de l'Est. Espérance nazie et génocide*, Paris, Le Seuil, 2016.

Kershaw, Ian, *Hitler*, Paris, Flammarion, 2 vol., 1999-2000.

—, *Choix fatidiques*, Paris, Le Seuil, 2009.

8
Les FTP, fer de lance de la résistance armée en milieu urbain

par Franck LIAIGRE

L'immense majorité des témoins et de nombreux historiens ont estimé que les Francs-tireurs et partisans (FTP), le bras armé du Parti communiste français (PCF), ont infligé de lourdes pertes aux Allemands. Les FTP deviennent ainsi la principale force de la résistance armée, quand bien même les formations paramilitaires non communistes n'ont pas encore été étudiées scientifiquement. Ce bilan erroné, fondé sur des communiqués résistants, est profondément contredit par l'exploitation critique des archives policières désormais ouvertes. Précisons d'emblée que les procès-verbaux dressés après chaque attentat sont destinés à la hiérarchie et n'ont donc aucune visée propagandiste, que les policiers, contrairement aux FTP, ont toute latitude pour évaluer les dégâts, lesquels sont enregistrés dans des rapports circonstanciés émanant des différents services dépêchés sur les lieux. Ces rapports révèlent la faible ampleur des attentats. Doit-on s'en étonner au regard des effectifs et des armes dont disposent les FTP, de la formation qui leur a été dispensée et de la tactique suivie par la direction nationale ?

Dès leur création, en avril 1942, les FTP louent l'efficacité des partisans. A lire l'un de leurs communiqués, les FTP de la Main-d'œuvre immigrée (MOI) de la région parisienne ont grenadé avec succès le 22 août 1942 un détachement allemand de « trente à quarante soldats » rue de Réaumur à Paris : l'attentat « a fait beaucoup de victimes (morts et blessés) qui ont été amenées dans des ambulances[1] ». Un autre communiqué relate l'attaque de l'hôtel Trianon, rue de Vaugirard à Paris. Cette opération, menée le 14 novembre 1942, a « fait beaucoup de victimes ». Des résultats similaires sont revendiqués en province : « Le club des officiers a sauté » à Brest en octobre 1942, une opération, précise *France d'abord*, l'organe des FTP, qui s'est soldée par vingt-huit morts et blessés ; « treize morts et blessés » sont annoncés à Nantes à la suite du grenadage d'un cinéma réservé à l'occupant (*Soldatenkino*) le 14 novembre 1942[2] ; un attentat ferroviaire provoque la mort de « cent à cent cinquante Boches » sur la ligne Creil-Tergnier dans la nuit du 9 au 10 novembre 1943[3], etc. La réalité est moins glorieuse. Alors que les FTP annoncent dans les communiqués précités des centaines de tués et de blessés, les services de police comptabilisent un mort et sept blessés, après avoir procédé aux vérifications d'usage sur ces cinq lieux d'attentat[4]. Parisiens ou provinciaux, les communiqués FTP sont tous marqués au sceau de l'exagération, l'écart entre leur annonce et les constats policiers étant abyssal.

Il est désormais possible d'avancer des chiffres fiables et d'évaluer les pertes humaines subies par l'occupant dans les principales agglomérations de la zone occupée : soixante-quinze Allemands ont été tués par la Résistance – toutes familles confondues – en région parisienne entre le 15 juin 1941 et le 15 août 1944 ; trois l'ont été à Nantes entre le 1er juin 1940 et le 1er juin 1944 ; un l'a été à Brest entre juin 1941 et décembre 1943 (aucun, sur cette même période, à Rennes ou Vannes) ; cinq Allemands meurent ainsi à Rouen et trois au Havre entre juin 1941 et début juin 1944 ; moins de dix Allemands sont tués à Bordeaux[5].

Les FTP n'auraient pu tirer bénéfice de leurs actions s'ils n'en avaient pas gonflé l'ampleur. Ils entendent ainsi galvaniser les combattants, se faire valoir auprès de l'Internationale communiste – le Komintern –, des Britanniques et des services secrets de la France libre – le BCRA –, ainsi que des autres forces de la Résistance, dans l'espoir d'obtenir prestige, armes et argent. Or, malgré ces motivations attendues et ces exagérations

manifestes, bien des historiens ont accepté sans examen critique le bilan avancé par les FTP.

L'histoire en boucle

Pour comprendre comment cette vision a pu s'imposer, force est de revenir sur le rôle majeur joué par le PCF après-guerre. Le parti de Maurice Thorez, qui n'a jamais été aussi puissant politiquement, dispose alors d'une force de frappe éditoriale sans commune mesure avec celle qui était la sienne avant-guerre. Il fait fructifier son passé résistant en soutenant que ses combattants ont infligé de lourdes pertes à l'occupant. Cette assertion est par la suite systématiquement soutenue, y compris lors d'une éclipse mémorielle mise au jour par Stéphane Courtois[6]. La direction veille scrupuleusement à ce que toutes les contributions soient conformes à la doxa, comme en témoigne en 1969 à titre privé Guy Besse, le directeur des Editions sociales, la maison d'édition communiste : « Toutes les études que les Editions sociales consacrent à l'histoire du Parti (y compris les souvenirs de militants) […] sont publiées sous le contrôle de l'institut Maurice-Thorez[7]. »

Le PCF, cependant, a dû desserrer l'étau à partir des années 1990, la direction ne délivrant plus forcément son *imprimatur* avant chaque publication. Ce relâchement est sans effet sur la production communiste la plus récente, les historiens comme les derniers témoins de cette obédience perpétuant à leur tour un récit mémoriel gravé dans le marbre. Leurs souvenirs sont façonnés par leurs lectures – généralement les classiques de l'historiographie communiste et les auteurs qui les évoquent – et par les remarques de leurs pairs, qu'ils sollicitent pour préciser leurs souvenirs et assurer la conformité de leurs récits. Commissaire politique des FTP de la région parisienne de juin 1942 à janvier 1943, Roger Linet consulte ainsi « près d'une trentaine de témoins » pour écrire *1933-1943, la traversée de la tourmente*[8]. Henri Rol-Tanguy et Germaine Hénaff ont tous deux suivi de très près la rédaction de ce livre, « puisque Roger », selon cette dernière, « […] faisait parvenir les chapitres sitôt qu'il avait pu les faire taper[9] ».

Les « ex », qui ont écrit leurs Mémoires et fait également circuler leurs tapuscrits tout en lisant d'autres témoins et historiens, assurent eux aussi que les FTP ont infligé de lourdes pertes à l'occupant. Le PCF et les « ex » n'ont aucune raison de changer un discours bâti à leur gloire.

Ils y sont d'autant moins enclins que les historiens ne contestent pas réellement leur version de la lutte armée. Ces derniers se sont au vrai peu penchés sur ce sujet. Ceux qui s'y sont intéressés ont longtemps pâti de la fermeture des archives publiques et de celles du PCF : les souvenirs des acteurs constituent la pierre angulaire de la recherche. Ils se sont heurtés à une première difficulté pour valider leurs sources testimoniales, leur positionnement vis-à-vis des témoins conditionnant leur marge critique. Or, sans même parler des historiens résistants, la plupart d'entre eux ont entretenu des liens filiaux, amicaux, politiques ou idéologiques avec les vétérans dont ils se sentaient « les héritiers » et à qui ils vouaient un « infini respect »[10]. L'admiration est compréhensible, mais dans ces conditions comment se prémunir contre les mythes de la Résistance ? Des historiens ont toutefois tenté de critiquer leurs sources en croisant les témoignages des résistants. Ils ont estimé que la convergence de ceux-ci constituait un critère de véracité, alors qu'au contraire leur concordance était le plus souvent déterminée en amont par les échanges entre les témoins mentionnés précédemment.

Tributaires de la parole des témoins, nombre d'historiens ont plaidé l'efficacité des FTP. Si ce constat a paru erroné à plusieurs de leurs confrères, personne ne s'appuie alors sur un bilan sérieusement établi à l'aide des archives répressives. Ces dernières sont facilement consultables depuis plus d'une quinzaine d'années. En lieu et place, les historiens reprennent volontiers les mots utilisés dans les communiqués FTP. Il ne manque pas d'Allemands « abattus », « exécutés », de détachements « grenadés » dans leurs ouvrages, autant de termes qui sous-entendent la réussite des actions évoquées, alors que la lecture des rapports rédigés par les services répressifs invite à réviser ces assertions.

La boucle est ainsi bouclée : les témoins fabriquent leurs témoignages en lisant les historiens ; ces derniers se nourrissent de ces témoignages quand bien même ceux-ci se révèlent approximatifs, voire erronés, et guidés par des considérations politiques et idéologiques. L'histoire en boucle est forcément répétitive. Pour en sortir et s'offrir la possibilité de la réviser, l'exploitation critique des archives répressives qui regorgent de documents internes à l'organisation armée saisis par les services semble tout indiquée. Il est dès lors possible de connaître le nombre de combattants et leur degré de formation, d'évaluer l'arsenal dont ils disposent et d'apprécier la tactique mise en œuvre par le Comité militaire national (CMN) des FTP.

Pourquoi l'impact militaire des FTP est-il aussi limité ?

La branche armée du PC compte peu de combattants dans les villes de la zone occupée. La pénurie est endémique jusqu'au début de l'été 1944. L'organisation spéciale (OS) formée par le PCF à l'été 1941 pour lancer la lutte armée et dissoute au printemps 1942 pour laisser place aux FTP ne gère qu'une poignée de partisans : l'OS ne recrute que vingt-cinq hommes sur la façade atlantique (de la côte basque à la Vendée) au second semestre 1941 ; les Jeunesses communistes armées n'agrègent jamais plus de vingt combattants en même temps en région parisienne. En butte à cet écueil, le Parti communiste français crée les FTP, incite ses membres à y entrer, ouvre leurs rangs aux sympathisants et aux non-communistes sans engranger pour autant les bénéfices escomptés. A preuve, les effectifs recensés à l'été 1942 : deux cent quatre-vingt-deux FTP sont comptabilisés en région parisienne, cent trente dans le Nord et le Pas-de-Calais, dix-neuf partisans à Nantes, onze à Brest, quinze à Rennes, tandis que l'organisation ne peut compter que sur quatorze personnes, dont onze inactives, dans l'est de la France (Marne, Haute-Marne, Yonne, Côte-d'Or)[11].

Dès lors, le PC n'incite plus mais oblige. Il ordonne à ses cadres intermédiaires de verser 10 % des militants aux FTP – en vain. La région parisienne n'abrite qu'une centaine de partisans en janvier 1943, trois combattants opèrent à Tours, cinq à Orléans, sept à Nantes à l'hiver 1942-1943. Signe que le transfert de militants ne s'opère que difficilement, la plupart des recrues FTP sont cooptées par les partisans, lesquels puisent dans leur entourage pour étoffer leurs rangs. Avec l'instauration du Service du travail obligatoire (STO), ces derniers recrutent des réfractaires à compter du second semestre 1943, mais leur apport reste limité en milieu urbain.

La plupart des militants communistes n'ont pas voulu rejoindre ceux qu'ils appellent les « sacrifiés ». S'engager dans les FTP leur paraît trop risqué. De fait, la répression s'abat sans relâche, laissant l'organisation exsangue en maints endroits, à telle enseigne que l'organisation armée n'est plus implantée dans de nombreuses villes à l'approche de la Libération.

Peu nombreux, les FTP sont également peu ou pas formés. Le manque d'armes et de munitions, la difficulté d'organiser des entraînements ainsi que le danger d'y participer obligent la plupart des recrues à apprendre en

combattant, la majorité d'entre eux n'ayant aucune expérience des armes. Soixante pour cent des FTP appréhendés en région parisienne sont dans ce cas. Et les anciens membres des brigades internationales sont, en vérité, peu nombreux : ils ne représentent que 8 % des combattants appréhendés en région parisienne ; que 3 % des francs-tireurs arrêtés en Bretagne en 1942 et 1943, un pourcentage qui constitue un maximum en Normandie et dans la plupart des régions de la zone occupée. Les partisans les plus âgés ont certes acquis des connaissances en remplissant leurs obligations militaires, à commencer par le maniement des armes, mais ce viatique ne prépare qu'imparfaitement à la lutte armée, ne serait-ce que parce que les fusils utilisés par l'armée française sont inadaptés à la « petite guerre » menée en milieu urbain.

Le matériel représente une autre question cruciale qui éclaire la faible portée des actions FTP. Le parti communiste se lance dans la lutte armée sans disposer d'armes au préalable. Il appelle à en récupérer. Des armes abandonnées lors de la débâcle sont retrouvées dans les dépôts FTP, mais, longtemps exposées à l'humidité, elles sont fréquemment hors d'usage. La police découvre également des quantités d'explosifs dans les caches FTP, généralement dérobés sur des sites industriels ou miniers. Elle saisit ainsi 264 kg de cheddite en 1942 dans le département de la Seine. La cheddite, la tolite ou la poudre noire volées servent à bricoler des bombes artisanales avec lesquelles des centaines d'attentats sont commis. Pour quel résultat ? Trois cent vingt-quatre sont perpétrés en région parisienne entre le 1er avril 1942 et le 15 août 1944, dont deux cent cinq contre des cibles allemandes. Ces attentats ne provoquent que des dégâts mineurs (vitres brisées, fenêtres ou portes endommagées, etc.) dans 77 % des cas et ne tuent que six Allemands : les bombes sont défectueuses, de faible puissance, les charges explosives sont insuffisamment dosées et les détonateurs difficiles à trouver. Par ailleurs, la résistance communiste exhorte régulièrement ses hommes à attaquer à la matraque ou au couteau des soldats allemands afin de récupérer leurs armes. Des comptes rendus, fréquemment publiés, mentionnent ces prises alors qu'elles sont le plus souvent imaginaires. Elles restent rares sous l'Occupation : une vingtaine seulement en région parisienne entre le 1er juillet 1941 et le 15 août 1944, dont dix lors du dernier mois de l'Occupation ; une à Nantes entre juin 1941 et le printemps 1944.

Nombre d'historiens ne se sont pas contentés de légitimer ces narrations légendaires mais, à l'unisson de leurs témoins, ont régulièrement soutenu que les FTP s'étaient battus sans l'aide des Britanniques.

Londres a pourtant fourni des armes aux groupes communistes armés. Les trois premières livraisons sont effectuées entre le printemps et l'automne 1942. D'autres suivront. Elles seront prises en charge par le service G des FTP, entièrement dédié à cette tâche essentielle. Les communistes ont toujours nié ou minimisé l'apport du Royaume-Uni, mais cette aide jugée négligeable – lorsque admise – au regard des effectifs imaginaires revendiqués ne l'est plus lorsqu'on tient compte du nombre de partisans réellement recrutés. Elle aurait eu également un autre impact si de grandes quantités d'armes n'avaient pas été saisies par la police avant que les combattants puissent en faire usage. La brigade régionale de police judiciaire de Rennes s'empare ainsi le 27 septembre 1942 de 300 kg d'explosifs livrés par les Anglais au large des Glénans le mois précédent[12].

Enfin, les choix tactiques du Comité militaire national (CMN) ont un impact sur la lutte armée menée contre l'occupant : « Il faut absolument cesser les sorties pour faire un Fritz et faire des traîtres à la place, nous les connaissons alors. Il faut faire rentrer dans la tête de nos H[ommes] que les trois actions décisives qui doivent être réalisées, ce sont : déraillements, exécutions traîtres et attaques de détachements boches[13]. » Si cette injonction du CMN ne met pas un terme à la lutte contre les Allemands, les « déraillements » et les « attaques de détachements boches » demeurant des « actions décisives », elle place clairement l'accent sur l'élimination des Français jugés défaillants d'un point de vue national. La majorité des « traîtres » désignés par les FTP appartiennent à des formations anticommunistes (POPF) et collaborationnistes (RNP, PPF, Francisme) ou s'affirment proches d'elles en affichant publiquement leurs idées politiques et leur volonté, parfois, de dénoncer une personne de leur voisinage au prétexte que cette dernière se livre à des activités résistantes. Sensibles à la rumeur publique, les FTP ne vérifient guère la véracité des faits reprochés – des « forts en gueule » velléitaires figurent parmi leurs victimes – et châtient d'autant plus volontiers ces « traîtres » que la plupart ne sont ni armés ni escortés, ce qui permet de les atteindre plus facilement en contentant ainsi une hiérarchie très attentive au rendement de ses troupes. De fait, les chefs menacent les permanents jugés trop passifs de ne plus les rémunérer : « Quant aux moyens financiers […] marcher s'il s'agit de gars

qui travaillent, sinon rien, rien, rien[14]. » L'argent étant le nerf de la guerre, le CMN demande à ses troupes de braquer mairies et perceptions et de punir au portefeuille des « collabos » et des « trafiquants » hâtivement désignés.

Les FTP multiplient dès lors les opérations, vengeresses et lucratives, à l'encontre de Français, mais proportionnellement mènent de moins en moins d'actions contre les occupants. Ils tuent plus de Français que d'Allemands dans la plupart des villes de zone nord où ils sont implantés. C'est ainsi que quatre-vingt-trois Français sont « liquidés » par la Résistance – toutes familles confondues – en région parisienne entre juin 1941 et la mi-août 1944 contre soixante-quinze Allemands.

1. Archives de la préfecture de Paris (APP), BA 2306.

2. *France d'abord*, octobre 1942.

3. Communiqué FTP saisi dans la planque d'un responsable, Archives départementales de Seine-Maritime (ADSM), 54 W 5361.

4. APP, BA 1750 et BA 2306 ; Archives départementales d'Ille-et-Vilaine (ADIV), 1044 W 11 ; Archives départementales de Paris, 1320 W 78 ; ADSM, 54 W 5361.

5. Ces résultats ont été obtenus après le dépouillement systématique des fonds des APP et des brigades régionales de police judiciaire des régions évoquées. Le bilan bordelais a été établi par Philippe Souleau.

6. Stéphane Courtois, « Luttes politiques et élaboration d'une histoire : le PCF historien du PCF dans la Deuxième Guerre mondiale », *Communisme*, n° 4, 1983, p. 5-26. Dans cet article réédité dans Stéphane Courtois, *Le Bolchevisme à la française*, Paris, Fayard, 2010, l'auteur remarque que le PCF ne publie quasiment plus de livres consacrés à la résistance communiste entre 1950 et 1964.

7. Institut d'histoire sociale de Nanterre, fonds Annie Kriegel, boîte L 8 *bis*, lettre de Guy Besse à Annie Kriegel, le 10 juin 1969.

8. AN, 672 AP/6, lettre de Roger Linet à Albert Ouzoulias, le 26 mai 1990.

9. AN, 672 AP/4, lettre de Germaine Hénaff à Henri Rol-Tanguy, le 28 juin 1990. Membre des FTP, Germaine Hénaff est la veuve d'Eugène Hénaff, le commissaire politique national des FTP.

10. Jean-Marie Guillon, *La Résistance dans le Var, essai d'histoire politique*, thèse de doctorat d'Etat, université de Provence, 1989, p. IV de l'avant-propos.

11. Les chiffres de la région parisienne devraient probablement être révisés à la baisse, de nombreuses recrues, sans doute gagnées par la peur, s'éloignant de l'organisation à l'issue des

premiers rendez-vous. Voir Franck Liaigre, *Les FTP. Nouvelle histoire d'une résistance*, Paris, Perrin, 2015.

12. ADIV, 43 W 30, rapport des commissaires Mitaine et Moreau, le 19 novembre 1942.

13. APP, GB 33, lettre non datée (mais vraisemblablement écrite en décembre 1942 ou début janvier 1943) d'Eugène Hénaff à Roger Linet. Cette lettre a été saisie par la police.

14. APP, GB 33, lettre d'Eugène Hénaff à Roger Linet, le 13 janvier 1943. Cette lettre a été saisie par la police.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Berlière, Jean-Marc, et Liaigre, Franck, *Le Sang des communistes. Les bataillons de la jeunesse dans la lutte armée, automne 1941*, Paris, Fayard, 2004.

Courtois, Stéphane, Peschanski, Denis, et Rayski, Adam, *Le Sang de l'étranger. Les immigrés de la MOI dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1989.

Liaigre, Franck, *Les FTP. Nouvelle histoire d'une résistance*, Paris, Perrin, 2015.

9
Stalingrad,
le tournant de la Seconde Guerre mondiale

par Lasha OTKHMEZURI et Jean LOPEZ

Le 2 février 1943, à 10 h 30, la dernière poche de résistance allemande dans Stalingrad se rend à l'Armée rouge. Après cent soixante-trois jours de combats[1], la bataille dans la ville s'achève. Les Soviétiques ramassent 110 000 prisonniers allemands – dont un feld-maréchal, 22 généraux, 2 500 officiers – et 5 000 Roumains. Le nombre des morts s'élève à environ 160 000. La 6e armée (plus une partie de la 4e armée de panzers) a péri corps et biens avec ses 21 divisions.

Instantanément, les commentateurs occidentaux parlent de tournant de la guerre. Dès novembre 1942 à vrai dire, l'Office of Strategic Service (OSS), principale agence de renseignements américaine, avait relevé « la signification morale d'une défense victorieuse qui – beaucoup le pensent – dépasse la renommée de celles de Verdun et de Sébastopol, et qui est peut-être, dans le sens le plus vrai, le tournant de la guerre[2] ». Le 18 janvier, alors que les forces de Paulus agonisent, le très conservateur *Daily Telegraph* abandonne son flegme en imprimant que « quelques superbes

divisions de la Garde et des milices locales […] ont sauvé la culture européenne et peut-être aussi notre Angleterre ». Le 4 février, le *New York Herald Tribune* éditorialise sur « cette bataille qui pourrait figurer parmi les batailles décisives dans la longue histoire de la guerre. […] Par son intensité, les destructions engendrées et son horreur, Stalingrad est sans égale ». Le *Daily Herald* donne le 10 février dans la même veine : « Dans les siècles à venir les écoliers du monde entier entendront parler de Stalingrad[3]. » Du fond de sa lointaine Yan'an, Mao Zedong avait déjà jugé, le 12 octobre 1942, prématurément et sans craindre l'hyperbole, que Stalingrad « n'est pas seulement le tournant de la guerre germano-soviétique, ou encore de la guerre mondiale antifasciste, elle est aussi un tournant de toute l'histoire humaine[4] ». Une partie des 80 millions d'habitants du Grand Reich ont eu le même sentiment, comme le révèlent les rapports du SD, le service de renseignements d'Himmler. Celui du 4 février 1943 : « La certitude est générale : Stalingrad est un tournant de la guerre. […] Les éléments les plus faibles en parlent comme du début de la fin. » Celui du 8 février : « L'on parle actuellement beaucoup à nouveau de la durée supposée de la guerre. Aujourd'hui la question n'est plus de savoir combien de temps il faudra attendre jusqu'à la victoire finale, mais combien de temps nous pourrons supporter la guerre avec la perspective d'une issue favorable[5]. »

Les Soviétiques, quant à eux, se montrent à l'époque plus prudents sur la signification de leur victoire. Journalistes et écrivains – Constantin Simonov et Viktor Nekrassov[6] sont les plus connus – célèbrent à l'envi l'héroïsme des défenseurs, l'enfer de la guerre urbaine et pleurent les morts, mais sans évoquer les conséquences de la bataille ni chercher à la situer dans le conflit. Dans son discours du 23 février 1943, Staline évoque Stalingrad comme « une des plus grandes batailles de l'histoire des guerres ». Néanmoins, il ne lui confère aucun caractère décisif ni pour le monde ni pour son pays ; il ne la cite que dans la continuité de « la défense héroïque de Sébastopol et d'Odessa, des batailles acharnées près de Moscou, dans les contreforts du Caucase, dans le secteur de Rjev, près de Leningrad »… Ce que pense le simple soldat de l'Armée rouge est difficile à restituer. Et si le mot de soulagement vient aussitôt, celui d'étonnement doit le suivre de près. Aussi incroyable que cela puisse paraître, en effet, *après* l'encerclement de la 6e armée, nombre de soldats ne croient toujours pas à la défaite des Allemands, ainsi que le note un rapport[7] de l'adjoint au

chef du NKVD du front du Don, envoyé le 16 janvier 1943 à Beria. Intitulé « Réaction des éléments antisoviétiques à la défaite des Allemands à Stalingrad », le document cite une longue liste de déclarations « antisoviétiques et défaitistes de la part de certains militaires ». Ainsi du soldat Plotnikov de la 49e division : « La victoire ne sera pas nôtre. La victoire sera allemande. Les Allemands ne sont pas encerclés. Tout ce qu'on dit à ce propos n'est que mensonge. » Le soldat Pankov, de la 36e division de montagne : « Nous n'arriverons pas à liquider le groupement allemand de Stalingrad. Les Allemands feront une percée et sortiront car nous n'avons pas de munitions. Je ne crois pas à la victoire sur le fascisme. » Le soldat Yakovlev, de la 273e division : « Bien que nous ayons encerclé les Allemands, nous ne les vaincrons jamais, car nous ne savons pas nous battre. » Le soldat Zviaguine, de la 29e division : « Nous connaissons un succès, mais pas pour longtemps. Tout se répétera comme pendant l'hiver dernier : les Allemands vont passer l'hiver près de Stalingrad et, au printemps, ils vont nous montrer qui ils sont. »

Stalingrad ne devient pas immédiatement ce mythe qui trône toujours dans la mémoire collective russe. Certes, dès la contre-offensive des 19 et 20 novembre 1942, qui conduit à l'encerclement de la 6e armée, le conseil militaire du front de Stalingrad et le comité de défense de la ville décident de collecter documents et objets pour un futur musée de la bataille, qui sera ouvert au printemps dans les sous-sols du magasin central. L'on sait donc déjà que l'on vit un grand moment. Mais ce musée devra partager son fonds avec celui de la défense de Tsaritsyne – l'ancien nom de Stalingrad – destiné à immortaliser le combat mené en 1918 contre les Blancs par « le génial Staline ». Inauguré en juin 1948, il devient officiellement l'année suivante « le musée Staline de la défense de Tsaritsyne-Stalingrad ». Si le dictateur laissait se développer un mythe de refondation de l'Union soviétique, celui de la Grande Guerre patriotique, il n'entendait tout de même pas abandonner ce qui, dans l'ancien mythe de la guerre civile, était tout à sa gloire. Le mythe de Stalingrad prendra son véritable envol avec l'arrivée de Khrouchtchev au pouvoir et le lancement en 1959 des travaux du mémorial, dont la statue gigantesque du Kourgane Mamaï est le résultat le plus visible. Surtout, si l'on ne trouve aucun triomphalisme côté soviétique, c'est parce que, nous le verrons plus loin, la victoire a été suivie

d'une défaite inattendue, qui annonçait une guerre encore longue et sanglante.

Une bataille à nulle autre pareille

Stalingrad se prête, plus qu'aucune autre bataille, à un ensemble de projections qui la magnifient à un point tel qu'il suffit de peu pour y voir la bataille des batailles de la Seconde Guerre mondiale et, par conséquent, un tournant radical. Sa durée d'abord, cinq mois, plus qu'aucun autre combat en Europe. Seule la dépasse Guadalcanal, dans l'archipel des Salomon, avec six mois et deux jours. La bataille de Normandie s'étire sur deux mois, celle de Cassino sur quatre mois, Koursk dure dix jours, comme Berlin, Moscou moins de trois mois. Mais c'est surtout la nature des combats qui a frappé les contemporains. En décidant de prendre Stalingrad d'assaut, la Wehrmacht a ouvert un nouveau chapitre de l'histoire militaire, celui de la guerre urbaine. Il ne s'agit plus d'assiéger une place, de la réduire par le bombardement et la faim, comme cela avait été de tradition depuis l'Antiquité. Le champ de bataille de Stalingrad prend le visage inusité d'une agglomération longue de 50 kilomètres, enchevêtrement d'immeubles, d'usines géantes, de silos, de gares, de ports. L'on se bat avec acharnement, de jour comme de nuit, dans les étages des immeubles, dans les ateliers, les fours, les caves, les égouts, au milieu d'immenses champs de gravats. Interloquées, les populations, qu'elles vivent sous occupation, dans la neutralité ou dans les camps belligérants, apprennent, par les communiqués soviétiques ou allemands, que la prise d'un silo à grain est une grande victoire obtenue en une semaine. Un nouveau genre de guerre est apparu, qui a dérouté, fasciné et tenu en haleine les grands journaux du monde entier suivant l'affaire avec une avidité encore jamais vue.

Stalingrad a captivé comme une tragédie, du fait de l'unité d'un lieu singulier, mais aussi par ses péripéties : avance allemande initiale, combats dans la ville, stupéfiant encerclement soviétique, pont aérien, contre-attaque de dégagement allemande, longue agonie d'un « camp de prisonniers en armes ». En février 1943, sur les écrans des pays alliés, les images de panzers avançant glorieusement dans la poussière ont laissé place à d'immenses files de prisonniers allemands squelettiques, miséreux enveloppés de châles et chaussés de chiffons, à des cimetières de matériel sous la neige, à des tas de cadavres dénudés, raidis par le gel. L'effet a été

saisissant et durable. Que la ville ait porté le nom du dictateur du Kremlin a pu ajouter à la valeur symbolique de la bataille. Mais il ne faudrait pas exagérer ce facteur : le 20 octobre 1941, la chute de Stalino – l'actuelle Donetsk –, aussi peuplée que Stalingrad et plus importante du point de vue industriel, n'avait donné lieu à aucun commentaire particulier. Il n'en reste pas moins que Stalingrad est demeurée la bataille la mieux connue, peut-être la seule connue, de celles qui se sont déroulées à l'est. Les contemporains l'ont vécue *subjectivement* comme le tournant de la guerre, comme le début de la fin pour le IIIe Reich. D'où la floraison de rues, places, boulevards et avenue de Stalingrad en France, et d'une station de métro à Paris.

Adieu à la bataille décisive

Que les contemporains aient réagi avec emphase et émotion à la victoire sur la Volga se comprend bien. L'armée allemande, hormis son recul somme toute limité devant Moscou durant l'hiver 1941-1942, n'avait jamais subi de défaite semblable, pas même en 1918. Il est néanmoins impossible de souscrire au jugement selon lequel Stalingrad constituerait le tournant global du second conflit mondial. A l'évidence, il ne peut l'être pour l'immense théâtre du Pacifique. La marine japonaise avait définitivement perdu sa suprématie à Midway (3-7 juin 1942), huit mois avant que le feld-maréchal Paulus ne se rende, et son expansion cessera tout à fait avec l'évacuation de l'île de Guadalcanal en février 1943. En décembre 1942, et sans référence aucune à Stalingrad, l'amiral Paul Wenneker, attaché naval allemand à Tokyo, transmet que même les plus optimistes de ses collègues japonais ne croient plus à une victoire militaire. Plusieurs historiens, parmi lesquels l'éminent Gerhard Weinberg, jugent que l'occupation de Madagascar en mai 1942 par les forces anglo-américaines, qui établit leur domination sur l'océan Indien, avait déjà scellé le destin du Reich et de l'Empire japonais en leur ôtant tout espoir de faire leur jonction et de mener ainsi une seule guerre. Aux yeux de ces historiens très marqués par la tradition navaliste anglo-saxonne, si l'on doit prendre au sérieux le qualificatif de « guerre mondiale », le véritable tournant de la guerre serait là, dans ces eaux en apparence bien éloignées des champs de bataille.

Faut-il au moins voir en Stalingrad le tournant de la guerre en Europe ? Nombre de chercheurs soulignent que la défaite des *U-Boote* en mai 1943, en libérant l'Atlantique Nord, a eu une importance stratégique majeure : les loups de Dönitz chassés, plus rien ne pouvait s'opposer au débarquement en Europe occidentale, à la montée en puissance de l'offensive aérienne contre le Reich. Il est aussi aisé de relever que la défaite des Germano-Italiens à El-Alamein (23 octobre-3 novembre 1942), couplée au débarquement américain au Maroc et en Algérie (8 novembre), a aussi pesé d'un bon poids dans la défaite finale de l'Axe, en ouvrant son « ventre mou » aux entreprises alliées, en l'obligeant à disperser ses forces. Rappelons que cette campagne se termine par la capitulation à Tunis, le 13 mai 1943, de 130 000 soldats allemands – plus qu'à Stalingrad – et de 120 000 soldats italiens.

Aujourd'hui, la communauté des historiens de la Seconde Guerre mondiale parle plutôt de tournants temporels, coalescence sur quelques mois d'événements défavorables à l'Axe. L'on n'a que l'embarras du choix : discuter du caractère décisif ou non de ces tournants remplit les rayonnages des bibliothèques. Pour les uns, l'été 1940 constitue le moment cardinal, avec le refus de Churchill de déposer les armes et la décision de Roosevelt d'empêcher le cousin anglais de couler. D'autres, plus nombreux, voient la guerre changer de direction en décembre 1941 : l'opération *Barbarossa* échoue devant Moscou, les Etats-Unis entrent de plain-pied dans le conflit avec l'attaque japonaise de Pearl Harbour et la déclaration de guerre d'Hitler. Un troisième parti place le tournant entre l'automne 1942 et le printemps, voire l'automne 1943 (sortie de guerre de l'Italie et scellement de l'alliance Est-Ouest à Téhéran en décembre).

Un élément fédère néanmoins toutes ces propositions : le rejet de la notion de bataille décisive, héritage de la pensée militaire allemande du XIXe siècle. Stalingrad ne peut pas plus prétendre à ce statut qu'une autre bataille. La Première Guerre mondiale l'avait déjà montré : que peut vraiment décider un combat de quelques semaines, ou de quelques mois, dans un conflit moderne, complexe, s'étendant sur plusieurs années, plusieurs fronts, plusieurs continents, à la fois sur terre, sur mer et dans les airs ? La liquidation de l'armée française, suite à un coup de faux qui a duré moins de cent cinquante heures, n'a rien réglé en juin 1940. Les formidables victoires allemandes de l'été 1941 (Minsk, Kiev, Viazma-Briansk) n'ont rien résolu. Et pourtant, chacune s'est soldée par plusieurs

Stalingrad en termes de pertes ! L'élément déterminant de la Seconde Guerre mondiale a été, personne n'en doute plus, la puissance économique, la disposition de matières premières en abondance, notamment de pétrole, la capacité à produire toutes sortes d'armements en masse et à opérer des percées technologiques d'un coût raisonnable, le nombre des hommes sur le front et dans les usines. Hitler et le Reich comme le Japon d'Hiro-Hito ne pouvaient jouer à ce jeu : si leurs dépenses militaires dépassent celles des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'URSS réunis sur la période 1935-1939, elles deviennent inférieures dès 1940, deux fois et demie plus faibles en 1941, trois fois et demie en 1942. Paulus l'aurait-il emporté à Stalingrad, cela n'aurait rien changé : les Alliés auraient gagné un peu plus tard, avec ou sans l'URSS. Dans leur majorité, les généraux allemands eux-mêmes, persuadés qu'ils pouvaient battre Staline, n'ont jamais pensé qu'une victoire contre les puissances occidentales était de l'ordre du possible : ils espéraient, au mieux, un arrangement entre « gens civilisés ».

Stalingrad, tournant de la guerre à l'est ?

Si Stalingrad a chu de son piédestal mondial, peut-on au moins la créditer d'avoir été le moment et le lieu décisifs de la victoire soviétique contre l'Allemagne nazie ? L'on peut examiner le problème de plusieurs points de vue : les objectifs poursuivis par Hitler et Staline, les pertes, les conséquences politiques, diplomatiques et morales de la bataille.

Pour Hitler, Stalingrad ne constituait pas un objectif majeur de la directive 41 (5 avril 1942) qui dessine les contours de la seconde offensive stratégique à l'est. Après l'échec de *Barbarossa*, la Wehrmacht se donne en effet pour mission d'« anéantir définitivement les capacités militaires restantes des Soviets et de leur enlever les sources majeures de leur économie de guerre ». Ces dernières sont les pétroles du piémont caucasien (Maïkop, Groznyï) et surtout ceux de la Caspienne (Bakou). Après l'anéantissement de la 6e armée sur la Volga, toute la direction politico-militaire du Reich, Hitler compris, prend acte de l'échec complet de la campagne : l'Armée rouge n'est pas détruite, les pétroles ne sont pas passés dans les mains allemandes. Il devient évident que le Reich ne peut plus espérer l'emporter à l'est. Avec la menace croissante d'un second front en Méditerranée ou en France, sa situation est devenue sans espoir. Une direction politique rationnelle aurait immédiatement tenté de trouver une

issue politique. Pas Hitler. La période entre décembre 1942 et juin 1943 a pourtant été *objectivement* la plus favorable à la recherche d'un compromis avec Staline, ce qui n'est plus possible avec les Occidentaux, liés par leur exigence de reddition inconditionnelle formulée à Casablanca le 24 janvier 1943. Les adversaires ont d'ailleurs tenté de prendre langue par divers canaux. Mais rien n'en est sorti, Hitler refusant avec obstination de renoncer à son programme impérial à l'est. Il faut néanmoins abandonner l'idée que Stalingrad seule a placé le Reich dans cette situation. L'impasse stratégique résulte de nombreuses crises parallèles, qui se développent depuis plus longtemps, dans le domaine de la stratégie et des opérations, de l'économie et de la politique. Pour reprendre l'expression de Bernd Wegner[8], il est de l'ordre de la logique des systèmes qu'à un moment donné ces crises fassent réseau entre elles et, dès lors, se renforcent les unes les autres. Le fait qu'en 1943 les Soviétiques puissent encore lever 75 divisions nouvelles – malgré leurs pertes immenses –, qu'ils puissent construire trois fois plus de chars et quatre fois plus de canons que l'Allemagne ne date pas de l'effondrement des forces de Paulus.

Si l'Armée rouge remporte une grande victoire à Stalingrad, elle est bien moins importante que prévu. Dans la planification de l'état-major général, l'opération *Uranus* – l'encerclement de la 6e armée – n'était qu'une des quatre opérations majeures destinées à détruire durant l'hiver le gros de l'armée allemande. Elle est la seule à avoir réussi. Les trois autres – opérations *Saturne* (marche sur Rostov), *Mars* (liquidation du saillant de Rjev), *Jupiter* (destruction du groupe d'armées Centre devant Smolensk) – ont échoué ou ont dû être abandonnées, l'affaire de Rjev coûtant à elle seule 100 000 tués et 230 000 blessés aux Soviétiques. L'Armée rouge voulait détruire les neuf armées des groupes Centre et Sud, elle n'en met qu'une, la 6e, à son tableau de chasse. Constatant ces échecs, Staline s'entête et fait lancer dans le Sud les opérations *Skatchok* (« Galop ») et *Zvezda* (« Etoile »), qui doivent amener les forces de trois fronts à Kharkov et sur le bas Dniepr. Les deux affaires sont montées à la hâte, avec des forces épuisées ; les directions des efforts divergent, l'adversaire est sous-estimé, l'aviation et le renseignement déficients. Dans leur hâte à engranger les dividendes de la victoire de Stalingrad, Staline et ses conseillers militaires poussent en fait leurs forces dans un véritable piège. Le feld-maréchal von Manstein, commandant en chef du groupe Don, réussit en effet un double exploit. Non seulement il parvient à extraire en bon ordre la 1er armée de

panzers perdue au fond du Caucase, à lui faire parcourir 600 kilomètres jusqu'en Ukraine par des conditions météorologiques dantesques, mais encore il réussit à concentrer au bon endroit et au bon moment ces troupes en retraite et les renforts venus du Reich. A partir du 19 février, en une série de frappes étourdissantes, il brise les pointes des fronts de Voronej (Golikov) et du Sud-Ouest (Vatoutine), leur fait 70 000 pertes définitives, reprend Kharkov et renvoie l'adversaire 200 kilomètres vers l'est, sur la ligne Mious-Donetz. Le 20 mars, la boue de printemps fige pour quatre mois et demi les deux adversaires sur cette position. La direction allemande de la guerre respire. Le désastre de Stalingrad demeure mesuré dans ses conséquences opérationnelles et la Wehrmacht a repris l'initiative, sinon l'ascendant, sur son adversaire. Lequel comprend qu'il a encore beaucoup de progrès à faire en matière d'aviation et de maniement des grandes formations blindées. Voilà sans doute la raison profonde de l'absence de triomphalisme de la direction soviétique.

Si, sur le plan opérationnel, la Wehrmacht a su limiter la casse, n'est-elle pas blessée à mort par le niveau des pertes encaissées à Stalingrad ? Avec 78 759 tués en décembre 1942 et 180 310 en janvier 1943, la Wehrmacht connaît certes ses deux mois les plus sanglants depuis l'invasion du 22 juin 1941, mais ces morts ne sont pas tous liés à Stalingrad. Les 160 000 hommes tombés sur la Volga représentent 5,8 % des tués comptabilisés face à l'Armée rouge jusqu'à la fin 1944. C'est beaucoup, mais c'est bien moins que l'hécatombe de l'été 1944 (600 000 tués) et celle de 1945 entre Vistule et Elbe (800 000). Si les pertes matérielles sont lourdes en artillerie, avions de transport et camions, elles demeurent raisonnables, c'est-à-dire vite remplaçables, pour les blindés et l'aviation de combat. Au début de la bataille de Koursk, en juillet 1943, l'armée allemande fera bonne figure et ses équipements seront même plus modernes. La défaite de Stalingrad ne représente donc pas, en elle-même, une saignée insurmontable pour la Wehrmacht. Elle aggrave simplement le processus d'attrition qui ronge de façon continue les effectifs de l'armée de terre depuis le début de la campagne en Union soviétique, et singulièrement depuis le lancement du plan Bleu – la marche vers le Caucase. En novembre 1942, il manque déjà 374 000 hommes pour que les formations soient au complet, et le déficit atteindra 824 000 hommes en février 1943. Pour apprécier pleinement le bilan humain de la bataille, il faut aussi placer en regard les pertes soviétiques. Celles-ci totalisent 643 000 hommes – dont

323 856 tués, invalides définitifs ou prisonniers – pour la période défensive de la bataille (17 juillet-18 novembre) et 485 000 hommes, dont 155 000 biffés à jamais des effectifs, pour la période offensive (19 novembre 1942-2 février 1943). L'addition des deux nombres donne 2 à 2,5 pertes soviétiques pour une allemande. A la différence de son adversaire, l'Armée rouge peut supporter ce ratio, moins mauvais que ceux qu'elle a connus dans la première année de guerre.

L'Axe moribond, le Reich cafardeux

Si, sur le plan comptable, Stalingrad n'est pas la pire saignée de la Wehrmacht, ses conséquences politiques sont, elles, considérables. La bataille et l'offensive soviétique annexe sur le Don – menée par les fronts de Briansk et de Voronej – ont causé d'énormes dégâts aux armées des alliés du Reich. La 8e armée italienne a perdu 128 000 hommes, la 2e armée hongroise 117 000, les 3e et 4e armées roumaines 109 000 hommes. Dans ces trois pays, l'émotion est immense. Les Allemands eux-mêmes l'aggraveront en accusant leurs alliés d'avoir été la cause du désastre par leur incompétence militaire. Cette saignée conduit à un départ d'URSS des forces italiennes et à un quasi-retrait des Hongrois et des Roumains. A Budapest, à Bucarest, à Rome, mais aussi à Helsinki, on ne nourrit plus d'illusions sur une victoire allemande. Si Mussolini presse Hitler d'engager des discussions avec Staline, les Finlandais, les Hongrois et les Roumains prennent contact avec les Anglo-Américains. En Italie, c'est un feu d'artifice de complots, de rencontres secrètes et d'ébauches de discussions plus ou moins avortées. L'entourage du roi Victor-Emmanuel III et même certains fascistes comprennent qu'il est temps de changer de camp. Quant aux Japonais, ils multiplient les initiatives, seuls ou avec les Italiens, pour amener Hitler à donner un autre cours à sa politique en URSS. On verra en avril 1943 les Soviétiques accorder un visa de transit à une délégation militaire nipponne en route vers Berlin pour persuader Hitler de discuter avec Staline ! Fort intelligemment, les Japonais indiqueront à leurs interlocuteurs germaniques une des autres pistes qu'Hitler, s'il n'avait pas été Hitler, aurait pu explorer : manipuler l'effroi provoqué par la découverte des charniers de Katyń[9] pour reconstituer une « petite Pologne », utiliser par de réelles concessions politiques les nationalismes balte et ukrainien. Le refus d'Hitler amène Tokyo à se replier sur sa « sphère de coprospérité

asiatique » et à ne plus avoir égard aux demandes allemandes. Néanmoins, si l'Axe est frappé durement à Stalingrad, la blessure ne s'infecte qu'avec la capitulation de Tunis en mai 1943, et le décès n'est prononcé qu'après le double échec, en juillet, de l'offensive de Koursk et de la défense de la Sicile face au débarquement anglo-américain. Sur ce point aussi, Stalingrad n'est pas décisive.

Que, sur le plan moral, la victoire de Stalingrad ait eu des effets positifs dans le camp allié va de soi. Les témoignages en sont innombrables. Le journal secret de l'écrivain russe Mikhaïl Prichvine parle, le 28 février 1943, d'« un événement grandiose ». Un mois plus tard, il écrit, avec toute l'ambivalence du nationalisme russe, que « la victoire à Stalingrad a tout accompli : cette victoire sur les Allemands est à l'échelle mondiale la plus grande. Surtout, elle a ouvert nos yeux sur les Alliés et nos alliés ont vu clairement *qui* [souligné dans l'original] nous sommes[10] ». Mais le 12 mars, sa réaction à la contre-offensive de von Manstein donne un aperçu de la volatilité de la confiance que les Soviétiques ont en eux-mêmes et en leur alliés : « La rumeur (mais de source crédible) affirme que les Allemands ont repris Lozovaïa, Kramatorsk […] ; qu'ils ont jeté toutes leurs forces contre notre front, au sud, alors que près de Tunis rien n'est fait ; que peut-être nous nous allierons finalement avec eux. Bref, la seule apparition de cette rumeur provoque une dévastation totale[11]. »

En revanche, dans le Reich, Stalingrad cause un ébranlement profond, d'autant plus que rien ne laissait présager un désastre de cette ampleur. C'est seulement le 16 janvier 1943, en effet, après cinquante-sept jours d'encerclement, que le bulletin de la Wehrmacht se résout à évoquer « des combats défensifs » menés « contre un ennemi qui attaque de tous côtés ». Le 24 janvier, la presse parle de « l'exaltant sacrifice héroïque que les soldats encerclés à Stalingrad offrent à la nation allemande », antienne reprise le 30 janvier à la radio par Goering. La catastrophe est finalement annoncée le 3 février par une émission radiophonique spéciale, qui dissimule néanmoins la reddition de 110 000 soldats et laisse croire que tous sont morts héroïquement. Trois jours de deuil national sont décrétés. Durant des semaines, la population broie du noir. Les rapports du SD enregistrent l'angoisse, la consternation, l'incompréhension et le doute dans tous les milieux. Les premiers craquements apparaissent. Les tracts du groupe étudiant de la Rose blanche mettent Hitler personnellement en cause dans le désastre. En mars 1943, deux tentatives d'assassinat du Führer,

l’une à Smolensk, l’autre à l’arsenal de Berlin, toutes deux issues de l’entourage du général von Tresckow, sont directement en rapport avec le séisme de Stalingrad. Cependant, c’est seulement après l’échec de Koursk qu’Hitler montre qu’il craint la réapparition d’un « syndrome de novembre 1918 », c’est-à-dire un effondrement du moral de l’arrière. Cette crainte se manifeste par la nomination d’Himmler, le 20 août 1943, à la tête du ministère de l’Intérieur. Il ne faudrait pas exagérer ces craquements post-Stalingrad. La troupe garde sa pugnacité. La population, habilement travaillée par la propagande de « guerre totale » de Goebbels, se reprend vite, de même qu’Hitler, qui a traversé une crise personnelle profonde. Des mesures visant à mobiliser mieux la population et les ressources sont prises dans tous les domaines. La défaite de Stalingrad n’a pas sapé les fondements du IIIe Reich, elle a provoqué un ébranlement passager, suivi d’un raidissement politique, idéologique et économique.

Les Soviétiques aussi en quête d’un grand tournant

Globalement, les appréciations des historiens soviétiques sont basées sur ce constat simple… et simpliste : l’URSS s’étant battue pendant trois ans contre 70 % de l’armée de terre et 60 % de l’aviation allemandes, toute victoire décisive sur le front germano-soviétique est *ipso facto* décisive pour toute la Seconde Guerre mondiale. Mais comment ne pas retourner deux autres chiffres à l’envoyeur ? Hitler n’aurait-il pas atteint les objectifs de l’opération *Barbarossa* s’il avait disposé des 54 divisions et des 1 500 avions laissés à l’ouest et au sud face aux Britanniques ? Après tout, il s’en est fallu de peu que Moscou ne tombe, même si la chute de la capitale ne signifiait pas celle de l’URSS. Le credo du primat absolu de la guerre à l’est, toujours vivant aujourd’hui, n’a pas empêché la discussion au sein de la communauté des historiens soviétiques sur les mérites comparés des grandes victoires de l’Armée rouge. Car le problème, pour eux, est bien de savoir *quelle* bataille a été décisive à l’est – à supposer qu’une telle bataille existe. En 1948, pour le 70e anniversaire du *Vojd*, dans un article intitulé « Staline, chef de guerre génial », Vorochilov soutient l’idée que le tournant radical a eu lieu « entre la fin de 1942 et la fin de 1943 ». L’ancien commissaire du peuple à la Défense place donc dans un même paquet Stalingrad, Koursk et le franchissement du Dniepr par l’Armée rouge. Dans le deuxième volume de l’histoire de la Grande Guerre patriotique publié en

1961, l'idée est confirmée, Khrouchtchev y veillant en personne : Stalingrad est « le début du tournant radical du cours de la guerre ». Sous Brejnev, après 1964, le débat reprend. Le général Pavel Jiline, chef de l'Institut d'histoire militaire, voit le tournant de la guerre s'opérer en décembre 1941, avec la contre-offensive de Moscou. Le maréchal Gretchko, ministre de la Défense entre 1967 et 1976, le soutient, de même que les maréchaux Vassilevski et Tchouïkov, grandes figures survivantes de la bataille de Stalingrad. L'on s'empoignera lors de la rédaction du volume 4 (sur 12) de l'*Histoire de la Seconde Guerre mondiale* publiée entre 1973 et 1982. A la question de la portée de la bataille de Moscou, l'on ne pourra trouver mieux, pour obtenir un consensus, que cette formule ampoulée : « La bataille de Moscou a posé les fondements du tournant radical de la guerre. » Enfin, en 1986, l'académicien Alexandre Samsonov, l'auteur (soviétique) de référence sur Stalingrad, se ralliera aussi à l'idée d'une préséance de Moscou sur Stalingrad.

Finalement, l'historiographie soviétique elle-même, malgré le fait que Stalingrad soit devenue le mythe de la Grande Guerre patriotique par excellence, ne réussit pas à identifier un tournant serré à son combat contre le nazisme. A sa place, elle choisit une vaste courbe de près de deux années dont l'inflexion commence dans les forêts glacées de la banlieue de Moscou en décembre 1941. La courbe s'achève dans les grandes plaines ukrainiennes, en juillet et août 1943, avec l'échec allemand de Koursk et les deux contre-offensives victorieuses contre Orel (opération *Koutouzov*) et Kharkov (opération *Roumiantsev*). Stalingrad se tient au milieu du virage. Pour filer jusqu'au bout la métaphore, la bataille de Stalingrad signale que l'Union soviétique ne peut plus connaître de sortie de route semblable à celle qui avait suivi la victoire devant Moscou. Si elle n'a pas encore la certitude de vaincre complètement, l'Armée rouge sait, avec sa victoire sur la Volga, qu'elle ne peut plus être battue. Mais la ligne droite jusqu'à Berlin n'apparaît qu'après la victoire défensive de Koursk et les deux opérations qui la suivent, quand tous constatent que, malgré l'été – la « saison allemande[12] » –, malgré l'emploi de ses meilleurs chefs et de ses meilleures armes, la Wehrmacht ne peut plus gagner, elle peut tout au plus freiner une retraite permanente. Fin août, le retour à Moscou des représentations diplomatiques étrangères et du théâtre Bolchoï exilés à Kouïbychev depuis octobre 1941 marque symboliquement l'entrée dans une nouvelle phase de la guerre, celle de la reconquête des frontières de 1939, et au-delà.

1. Nous faisons commencer la bataille au 23 août, date à laquelle la 16e division de panzers atteint la Volga, dans les faubourgs nord de la ville.

2. Jürgen Förster (dir.), *Stalingrad. Ereignis – Wirkung – Symbol*, Munich, Piper, 1992, p. 333. Contribution de Waren F. Kimball.

3. *Ibid.*, p. 350. Contribution de Philipp M. H. Bell.

4. Editorial du *Quotidien de la Libération* (https://www.marxists.org/reference/archive/mao/selected-works/volume-3/mswv3_10.htm).

5. Heinz Boberach, *Meldungen aus dem Reich*, vol. 12, Herrsching, Pawlak Verlag, 1984, p. 4751 et 4761.

6. Constantin Simonov écrit *Les Jours et les nuits de Stalingrad* en 1943-1944 (prix Staline 1946) ; Viktor Nekrassov termine *Dans les tranchées de Stalingrad* en 1945 (prix Staline 1947).

7. V. S. Khristoforov, « Obchtchestvennoé nastroenie v SSSR : 1943 God », dans V. S. Khristoforov (dir.), *Velikaïa Otetchestvennaïa Voïna 1943 God*, Moscou, 2013, p. 261.

8. B. Wegner, « Das Ende der Strategie », p. 223, dans Jurgen G. Foerster, *Gezeitenwechsel im Zweiten Weltkrieg ?*, Hambourg, Miller & Sohn, 1996.

9. Le 13 avril 1943, à Katyń, non loin de Smolensk, les Allemands découvrent les cadavres de 4 100 officiers polonais. L'enquête conclut à un crime du NKVD commis au printemps 1940 contre des prisonniers de guerre polonais capturés en septembre 1939. Le gouvernement polonais en exil à Londres exige l'ouverture d'une commission d'enquête internationale, ce à quoi Berlin consent volontiers. Staline prend prétexte de cette demande pour rompre le 26 avril ses relations diplomatiques avec les Polonais de Londres. C'est une fêlure majeure dans le camp occidental, même si Londres et Washington font semblant de croire aux dénégations soviétiques.

10. Mikhaïl Mikhaïlovitch Prichvine, *Dnevniki 1942-1943*, Moscou, Rosspen, 2012, p. 467.

11. *Ibid.*, p. 449.

12. Dans le discours prononcé par Staline à l'occasion du 26e anniversaire de la révolution d'Octobre, l'importance de Koursk est déjà relevée : « Pour la première fois de la guerre, nous avons réussi une offensive d'été à grande échelle. […] Si Stalingrad a annoncé le déclin de l'armée germano-fasciste, la bataille de Koursk l'a placée devant la catastrophe. » Dans *O Velikoï Otetchestvennoï Voïne Sovetskogo Siouza*, Saint-Pétersbourg, 2010, p. 101 et 104.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Glantz, David M., *The Stalingrad Trilogy*, Lawrence (Kansas), University Press of Kansas, 2009, 2010, 2011.

Kehrig, Manfred, *Stalingrad. Analyse und Dokumentation einer Schlacht*, Stuttgart, DVA, 1974.

Lopez, Jean, *Stalingrad, la bataille au bord du gouffre*, Paris, Economica, 2008.

Roberts, Geoffrey, *Victory at Stalingrad*, Edimbourg, Pearson, 2002.

Werth, Alexander, *The Year of Stalingrad*, Safety Harbor (Floride), Simon Publications, 2001 (éd. originale 1947).

10
Les Italiens, de gentils occupants ?

par Davide RODOGNO

Si les Allemands sont, en règle générale, considérés comme des occupants barbares, les Italiens ont échappé à cette image détestable et sont souvent présentés comme « gentils ». Pour comprendre la genèse du mythe des Italiens gentils occupants, il convient cependant de faire un triple effort de contextualisation. En rappelant le contexte des occupations militaires et des annexions opérées par l'Italie fasciste entre 1940 et 1943 d'abord ; en n'oubliant pas, ensuite, d'analyser la façon dont ces annexions et ces occupations se sont achevées – car ces circonstances particulières expliquent pourquoi les populations occupées et les chercheurs venant de ces pays ont contribué à la perpétuation de cette idée reçue. Il faut enfin comprendre qui ont été les auteurs de la diffusion de ce mythe, un mythe qui s'est pérennisé dans la mémoire publique italienne et dans les écrits de plusieurs générations d'historiens, à telle enseigne qu'il est presque impossible à extirper, malgré les travaux convaincants de bien des chercheurs[1].

En 1941, les forces civiles ou militaires du royaume s'installèrent dans de vastes portions de la Grèce continentale et insulaire, annexèrent les îles Ioniennes. L'occupation italienne de la Grèce est un sujet d'histoire très peu connu. A quelques rares exceptions près, ce n'est qu'à partir des années 2000 que des thèses de doctorat, des articles et quelques monographies ont été publiés. L'occupation italienne de la Grèce continentale et insulaire fut

féroce. Les autorités italiennes n'avaient pas les moyens d'administrer le pays et le gouvernement collaborationniste n'avait pas l'autorité, la légitimité et la capacité d'assurer le fonctionnement du pays. Cette réalité tragique explique la rapidité avec laquelle les conditions de vie se détériorèrent, jusqu'à en arriver à la famine de l'été 1941 dans les zone urbaines et l'*hinterland* d'Athènes, famine qui frappa des dizaines de milliers de civils et fit des milliers de morts, y compris des femmes et des enfants. Le mouvement de résistance en Grèce ne fut pas aussi rapide dans son organisation et ne fut inquiétant pour l'occupant italien qu'à partir de l'été 1942. Les forces italiennes d'occupation mirent très rapidement en place une politique répressive. Elle était fondée sur les représailles contre les populations civiles, la détention préventive, la prise d'otages, la destruction (par le feu) de villages et l'exécution sommaire d'individus suspectés de faire partie des réseaux résistants. La politique d'italianisation forcée apparut sous des formes relativement subreptices dans les îles Ioniennes, *de facto* annexées au royaume d'Italie. Un système hybride de gouvernement militaire et civil, l'éviction des fonctionnaires civils ou l'introduction forcée de la drachme ionienne en substitution de la drachme furent quelques-unes des mesures prises par le gouvernement de Rome. Ces politiques ne firent qu'accélérer la non-collaboration et finalement la résistance de la population autochtone à l'occupant ; les actes de révolte contre les Italiens se multiplièrent, jusqu'à des manifestations au cours de l'année 1943 pendant lesquelles les habitants mirent le feu à des liasses de drachmes ioniennes dévaluées au point de ne plus avoir aucune valeur. Dans les îles de la mer Egée, l'occupation italienne eut des répercussions importantes sur la vie des populations autochtones, dont la liberté de mouvement sur mer fut étroitement contrôlée et limitée, ce qui porta un préjudice sérieux aux activités économiques des insulaires. Rappelons que le Dodécanèse était occupé par l'Italie depuis la guerre italo-turque de 1911 ; les habitants de ces îles avaient subi l'œuvre d'italianisation forcée et la fascisation depuis 1922. La guerre ne fit qu'aggraver une condition semi-coloniale qui durait depuis plus de vingt ans.

L'Albanie, occupée depuis 1939, et le Monténégro passèrent sous gouvernement militaire en 1941. La répression italienne fut particulièrement sanglante dans les territoires monténégrins, les populations locales se révélant récalcitrantes et insoumises. Le gouverneur militaire, le général Alessandro Pirzio Biroli, qui avait une longue expérience dans

l'administration et la répression coloniales (surtout en Libye), utilisa les méthodes les plus féroces pour restaurer l'ordre dans les territoires sous sa juridiction. En revanche, les collaborateurs albanais profitèrent de la présence italienne pour procéder au nettoyage ethnique et religieux des régions sous leur contrôle, en particulier le Kosovo et la Métochie, en favorisant les populations musulmanes de langue albanaise.

Les forces armées italiennes occupèrent une vaste zone de la Bosnie-Herzégovine. Dans l'esprit du gouvernement de Rome, il s'agissait d'une zone tampon entre la zone côtière annexée à l'Italie et le nouvel Etat indépendant de Croatie dirigé par Ante Pavelić et les extrémistes fascistes, les Oustachis. Ceux-ci avaient des ambitions annexionnistes et avaient mal digéré la décision des puissances de l'Axe d'attribuer des territoires « croates » aux Italiens. L'histoire de l'occupation italienne de la Bosnie-Herzégovine est également assez mal connue. Ce territoire fut le théâtre d'affrontements entre Tchetniks (groupes nationalistes et royalistes yougoslaves), forces militaires croates, brigades oustachies et résistants communistes. La population civile fut prise au piège, prit position, mais surtout en très peu de temps devint prisonnière d'un système d'occupation complètement dysfonctionnel où Croates, Italiens et Allemands ne s'entendaient pas et ne collaboraient pas, même pas sur les politiques concernant le maintien de l'ordre ou la déportation des Juifs. Ces territoires sous contrôle officiel de la 2e armée italienne, sorte de *no man's land*, de passage obligé pour les populations persécutés, les Juifs des Balkans, les Roms et beaucoup d'autres, furent dévastés, pillés. Dans les territoires militairement occupés, les représailles succédant aux troubles à l'ordre public furent très dures, et ce dès l'été 1941. Avant même que les mouvements de résistance ne s'organisent, les troupes italiennes appliquèrent des mesures draconiennes incluant la mise à mort de civils suspectés de collaborer avec toute personne qui aurait commis des actes séditieux. La prise d'otages civils était une mesure commune au Monténégro. Entre l'été 1942 et l'été 1943, dans tous les territoires occupés, des circulaires (comme la très connue « 3C ») indiquèrent aux soldats italiens jusqu'où pousser les représailles. Les méthodes et la violence n'étaient pas différentes de celles utilisées par l'allié allemand : les forces armées italiennes brûlèrent des villages, fusillèrent des civils innocents, déportèrent et internèrent femmes et enfants.

La zone côtière de la Dalmatie, les villes de Zadar, Split, Dubrovnik, l'arrière-pays alpin ainsi que la ville de Ljubljana et son *hinterland* furent annexés à l'Italie. Pendant l'été 1940, après la défaite de la France, les Italiens s'étaient emparés de Menton et d'une étroite ligne de villages appelée la « zone verte » ; après le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord du 8 novembre 1942, ils obtinrent la Corse, ainsi que les départements français à l'est du Rhône. Dans toutes les zones annexées, les autorités civiles menèrent des campagnes d'italianisation forcée féroces et déterminées – la langue de Dante devint obligatoire. De plus, la législation antisémite, y compris l'internement, voire l'expulsion des Juifs qui ne pouvaient pas prétendre à la nationalité italienne, fut immédiatement mise en œuvre, tout comme la discrimination des populations slaves et l'épuration des administrations yougoslave et grecque ; la lire fut imposée. Les autorités fascistes emprisonnèrent ou expulsèrent les dissidents ainsi que toute personne suspectée d'activités anti-italiennes.

Certes, Rome refusa de livrer les Juifs qui résidaient dans ses zones d'occupation aux autorités allemandes ou aux gouvernements collaborationnistes grec, français et croate qui en faisaient la demande. Les autorités italiennes n'agirent nullement pour des motifs humanitaires, mais par calcul politique. Avec l'accord de Mussolini, elles refusèrent de coopérer pour des raisons d'autorité et de prestige, afin de montrer leur autonomie face à Berlin et pour préserver leur souveraineté. Elles n'eurent aucune pitié pour les Juifs : certains furent refoulés à l'entrée des zones d'occupation italiennes, tout comme beaucoup d'autres réfugiés persécutés par les Oustachis ou les autorités allemandes[2]. Et pourtant les autorités italiennes savaient que ces réfugiés allaient à la mort. Malgré ce sombre tableau, le mythe des « gentils occupants » a proliféré et continue d'être accepté dans la mémoire publique italienne et étrangère aujourd'hui encore.

Soulignons d'emblée que le mythe des Italiens « gentils occupants » n'est qu'un produit dérivé, un sous-produit d'un mythe plus vaste – celui du « bon Italien » ou *Italiani, brava gente*[3]. Tentaculaire et protéiforme, ce mythe a associé plusieurs dimensions de l'histoire italienne du XXe siècle. *Italiani, brava gente* ne se limite pas seulement à effacer les traces de la présence des femmes italiennes dans la Seconde Guerre mondiale, en prétendant que le deuxième sexe n'a joué aucun rôle, ni dans les rangs de la Résistance, ni dans le front de la collaboration. Il s'étend également à l'histoire coloniale, à celle du racisme et de l'antisémitisme, en détaillant

une série de propos ou de dogmes exceptionnalistes : l'Italien a été un colonisateur éclairé et humain[4] ; il a été tout aussi incapable d'être raciste qu'antisémite et a protégé Juifs italiens et étrangers[5]… Autant d'idées reçues qui composent une liste plutôt longue. Cette idée se fonde sur des postulats tels que la civilisation, la culture et l'humanité intrinsèque des Italiens, autant de concepts rarement expliqués mais donnés, acceptés et ensuite racontés, amplifiés, recyclés par des romans, par la télévision ou le cinéma et désormais enracinés dans plusieurs travaux académiques ainsi que dans la mémoire publique italienne et internationale. Ces concepts aussi farfelus que puissants ont largement empêché que le pays apure les comptes avec son passé fasciste.

La dichotomie bon Italien-mauvais Allemand

Pour saisir l'ensemble des facettes du mythe du « bon Italien » et de son produit dérivé, le « gentil occupant », il faut expliquer la dichotomie entre le « mauvais Allemand » et le « bon Italien », pivot qui permit au mythe de prospérer. Ce furent l'alliance italo-allemande et la fin de la Seconde Guerre mondiale qui poussèrent nombre d'observateurs et intellectuels illustres, d'Hannah Arendt à Arno Mayer, en passant par Raul Hilberg, à attribuer une prétendue humanité à l'allié italien de l'Axe, pour montrer que même à l'intérieur de l'*Axe du mal* l'humanité pouvait exister, voire prévaloir, comme dans le cas de la destruction des Juifs d'Europe ou des occupations[6].

L'historien Filippo Focardi a montré de manière convaincante que dans cette vision, l'Allemand incarnait le « mal » absolu ; imbu d'une idéologie raciste, le nazi prépare, s'entraîne et exécute n'importe quel ordre avec une détermination féroce, tandis que le « bon Italien », ennemi de la violence, reste pacifique et est contraint de faire la guerre. Pourtant très caricatural, ce double stéréotype se développa entre 1943 et les traités de paix de 1947-1948, marquant la mémoire publique de l'Italie, sa politique, sa diplomatie et sa culture, et se répandant bien au-delà des frontières de la Péninsule.

L'image du « bon Italien » et celle du « mauvais Allemand » sont indissolublement liées, la seconde étant la *conditio sine qua non* de la première. L'externalisation des guerres d'agression, leur attribution aux seuls Allemands et l'insistance sur la bonté, l'humanité et la pitié italiennes ont eu pour conséquence de décourager pendant de longues années tout

débat moral sérieux sur la nature du totalitarisme fasciste ainsi que sur la violence caractérisant l'idéologie et les politiques fascistes. Dès la fin de l'année 1943, après l'échec sans gloire du fascisme, les récits officiels et les contes populaires fusionnèrent et créèrent une image mythique auto-absolutoire et autorassurante des vingt années du régime qui dépendait d'une comparaison permanente avec le nazisme. Cette dichotomie permit de former une zone grise dans laquelle les crimes, la violence, le racisme colonial et métropolitain ainsi que l'antisémitisme fasciste furent édulcorés ou, pire, oubliés. Par ailleurs, entre 1943 et 1945, la propagande de guerre alliée, qui entendait affaiblir le front intérieur et favoriser la libération de la Péninsule, pointa du doigt Mussolini, accusé d'être le seul responsable de l'alliance « inhumaine » avec les nazis. Selon la propagande anglo-américaine, la population italienne n'était pas responsable de la guerre ou des occupations et, de surcroît, elle était prête pour la rédemption démocratique.

Ce récit absolutoire et déculpabilisant était parfaitement adapté au contexte politique qui suivit le 8 septembre 1943, date à laquelle l'armistice, signé le 3, fut connu, et plus encore à la période séparant la fin de la Seconde Guerre mondiale de la naissance de la Première République italienne en 1946. La classe politique italienne issue de la Résistance avait alors un besoin pressant de fonder les piliers moraux et politiques, les valeurs du « nouvel » Etat-nation. La fin du fascisme, la défaite ainsi que la destruction et la misère alarmaient bien des Italiens, d'autant qu'elles impliquaient la perte partielle ou totale d'identité (et, à coup sûr, de l'identité politique). La reconstruction d'une identité incluait la fabrication d'un vécu moral acceptable qui explique la quête de valeurs profondes, enracinées dans le passé lointain et imaginaire d'une civilisation pacifique et cultivée, humaine et humaniste. Cette œuvre de reconstruction était plus importante encore pour les soldats italiens qui avaient participé aux occupations militaires entre 1940 et 1943.

Si la Résistance constituait la pierre angulaire de la renaissance de l'Italie d'un point de vue politique et moral, il était nécessaire pour les pères de la République d'articuler ce qu'elle pouvait et devait signifier après 1945. L'ingrédient magique, le ciment unissant les Italiens, était leur caractère magnanime, protecteur et humain. Par ailleurs, la Résistance avait une signification précise pour ceux qui avaient combattu contre les fascistes et les nazis dans le nord de la Péninsule – comme pour ceux qui les avaient

soutenus ; toutefois, un pourcentage important d'Italiens n'avaient jamais vu ou connu un résistant et avaient été libérés par les Alliés. Si ces Italiens pouvaient admirer les vertus de leurs compatriotes, ils n'avaient pas directement vécu l'expérience de la Résistance, ce qui était d'autant plus important dans cette délicate période de transition qu'une autre partie des Italiens du Nord avaient mené une guerre civile contre la Résistance, au côté des nazis[7]. En 1945, ces Italiens fascistes avaient perdu et si le temps de la punition exemplaire, de l'épuration, de la vengeance et du *blame and shame* avait toutes sortes de fonctions, beaucoup d'Italiens, y compris les hommes politiques, comprenaient fort bien qu'il fallait tourner la page. Le front antifasciste sut utiliser l'idée, qui n'était pas encore un mythe, du « bon Italien » – ainsi que celle du « mauvais Allemand » – à cette fin.

Dans une guerre froide à son apogée, la convergence d'intérêts politiques nationaux et internationaux permit à l'idée du « bon Italien » de devenir un mythe. Le « bon Italien » ne pouvait pas avoir été responsable du génocide perpétré contre les Juifs, ni des crimes contre l'humanité commis dans les territoires occupés ou des crimes de guerre ; ce récit convenait aussi bien aux communistes italiens qu'à la démocratie chrétienne et aux Américains. Dans le contexte d'une paix somme toute non punitive, le mythe du « bon Italien » se prêtait à ces usages multiples. Les projecteurs se braquant loin des atrocités italiennes, le pas était franchi pour inventer le corollaire du mythe sur les occupations fascistes en Europe (bénignes) et la domination coloniale en Afrique (exemplaire).

« Brava gente »

Le corollaire du « gentil occupant » vint renforcer le mythe du « bon Italien ». Ce corollaire était indispensable pour plusieurs raisons. Les occupations et annexions fascistes en Europe restaient un trou noir dans la construction du mythe *« brava gente »*, puisque les années d'occupation ne coïncidaient pas avec l'idée de la responsabilité unique de Mussolini et des « mauvais Allemands ». Quatre facteurs expliquent donc que le « gentil occupant » ait été associé au mythe des *Italiani, brava gente*.

Les ex-occupants, tout d'abord, étaient surtout des centaines de milliers de jeunes qui avaient perdu la guerre. Après la proclamation de Badoglio du 8 septembre 1943 confirmant l'armistice signé le 3 septembre avec les Anglo-Américains, et en raison [?] de la déroute de l'armée royale italienne,

certains furent tués par les collaborationnistes grecs, yougoslaves, français, ou plus souvent par les ex-alliés allemands ; d'autres furent emprisonnés et envoyés en Allemagne comme travailleurs forcés. Beaucoup de soldats rentrèrent dans leurs villes et villages détruits sans aucune perspective d'avenir ; sur leur conscience pesaient leurs agissements individuels pendant les années d'occupation. Les hommes politiques comprirent qu'il s'agissait d'une masse de déracinés à regagner moralement et politiquement. Construire un récit autour d'une prétendue humanité envers les populations occupées fut un choix politique logique et compréhensible.

Si l'on se situe ensuite dans la perspective des ex-populations occupées, il ne faut pas oublier qu'aux occupants italiens succédèrent les occupant nazis. Ces derniers furent d'autant plus durs que le Reich était en train de perdre la guerre. La Solution finale fut immédiatement instaurée, et à l'efficacité croissante de la Résistance répondirent une répression féroce et des représailles indiscriminées contre les civils. Il est tout à fait compréhensible que pour ces derniers, la mémoire de l'occupation italienne se soit estompée, remplacée par une kyrielle d'horreurs, et qu'à la fin de la guerre la mémoire des occupations italiennes se soit évanouie. Par ailleurs, surtout en Yougoslavie, des soldats italiens rejoignirent les mouvements de résistance, ce qui contribua à effacer le souvenir de la répression italienne. Ce contexte particulier explique aussi le dicton populaire *« una faccia, una razza*[8] *»*, qui suggère l'idée d'une amitié italo-grecque remontant à la période de la *Magna Grecia*. Cette idée était en contradiction évidente avec les recueils de documents que le gouvernement grec présenta pour exiger des dommages de guerre en réparation des crimes commis par les Italiens entre 1941 et le 8 septembre 1943 – famine, torture et massacre de civils[9].

Le mythe du « gentil occupant » s'articule également autour du prétendu sauvetage des Juifs des territoires occupés, sauvetage se mêlant au plus ample récit de la prétendue absence d'antisémitisme en Italie (ou des Italiens)[10]. Jusqu'à la chute du régime, à l'été 1943, le fascisme n'attenta pas à la vie des Juifs, même si la persécution antisémite fut féroce et sans merci. Tout de suite après la guerre, grâce notamment au zèle des fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères italien, qui avaient de bonnes raisons de se tenir à l'écart du régime fasciste afin d'éviter l'épuration, l'interprétation consista à prétendre que les fonctionnaires civils et les soldats de l'armée royale italienne avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour protéger les vies des Juifs. Aujourd'hui encore, l'idée du

sauvetage et de la protection humanitaire des Juifs par le régime fasciste résiste. Le sauvetage humanitaire des Juifs des territoires occupés renforça le mythe du « bon Italien », ainsi que celui d'un antisémitisme de façade – opportuniste ou d'importation –, et finalement de l'humanité des Italiens.

L'historiographie internationale, enfin, a nourri cette idée reçue pendant des décennies.

Cet engrenage d'analyses erronées et de volonté politique expliquant le mythe du « gentil occupant » s'applique, *mutatis mutandis*, à la prétendue nature généreuse du colonialisme italien. En conclusion, ce qui pose problème n'est pas tant la généalogie du mythe, relativement facile à expliquer, ni son instrumentalisation pluridécennale par les hommes politiques italiens de tous bords, ni même son exploitation par le cinéma ou la littérature, mais son acceptation passive ou, pis, l'entretien nonchalant du mythe par des chercheurs. Très peu d'entre eux avant Angelo Del Boca ont eu le courage de défier la mémoire publique ; et certains l'alimentent encore aujourd'hui dans l'espoir de faire oublier les responsabilités qui pèsent non seulement sur le régime fasciste, mais aussi sur les Italiens.

1. Signalons, dans une production imposante, deux ouvrages majeurs : Filippo Focardi, *Il cattivo tedesco e il bravo italiano : la rimozione delle colpe della seconda guerra mondiale*, Rome-Bari, Laterza, 2013, et Angelo Del Boca, *Italiani, brava gente ? : un mito duro a morire*, Vicence, Neri Pozza, 2005.

2. Michele Sarfatti, « Tra uccisione e protezione. I rifugiati ebrei in Kosovo nel marzo 1942 e le autorità tedesche, italiane e albanesi », *La rassegna mensile di Israel*, vol. 77, n° 3, 2010, p. 223-242.

3. David Bidussa, *Il mito del bravo italiano*, Milan, Il Saggiatore, 1994.

4. Luigi Cajani, « The Image of Italian Colonialism in Italian History Textbooks for Secondary Schools », *Journal of Educational Media, Memory and Society*, vol. 5, n° 1, 2013, p. 72-89.

5. Marie-Anne Matard-Bonucci, « D'une persécution à l'autre : racisme colonial et antisémitisme dans l'Italie fasciste », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 55/3, 2008, p. 116-137.

6. Hannah Arendt, *Eichmann in Jerusalem. A Report on the Banality of Evil*, New York, Penguin Books, 1993 ; Arno J. Mayer, *Why did the Heavens not Darken ? The « Final Solution » in History*, New York, Pantheon Books, 1988 ; Raul Hilberg, *The Destruction of the European Jews*, New Haven (Connecticut), Yale University Press, 2003.

7. Claudio Pavone, *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità nella Resistenza*, Turin, Bollati Boringhieri, 1991.

8. Le dicton *« una faccia, una razza »* fait référence à une prétendue similarité culturelle, de valeurs et même physique (même visage, même « race ») entre Grecs et Italiens. Bien que ce dicton soit en langue italienne, les Grecs l'utilisent plus souvent que les Italiens.

9. Office national hellénique des criminels de guerre, *Les Atrocités des quatre envahisseurs de la Grèce : Allemands, Italiens, Bulgares, Albanais*, Athènes, 1946.

10. En français, l'ouvrage de référence est celui de Marie-Anne Matard-Bonucci, *L'Italie fasciste et la persécution des Juifs*, Paris, Perrin, 2007.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Baldissara, Luca, et Pezzino, Paolo, *Crimini e memorie di guerra : violenze contro le popolazioni e politiche del ricordo*, Naples, Ancora del Mediterraneo, 2004.

Gentile, Emilio, « Le silence de Hannah Arendt. L'interprétation du fascisme dans *Les Origines du totalitarisme* », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, nº 55/3, 2008, p. 11-33.

Labanca, Nicola, « History and Memory of Italian Colonialism Today », dans J. Andall et D. Duncan (éd.), *Italian Colonialism : Legacy and Memory*, Berne, Peter Lang, 2005, p. 29-46.

Perra, Emiliano, *Conflicts of Memory : The Reception of Holocaust Films and TV Programmes in the Italian Press, 1945 to the Present*, Oxford et Berne, Peter Lang, 2010.

Rodogno, Davide, *Il nuovo ordine mediterraneo. Le politiche di occupazione dell'Italia fascista in Europa. 1940-1943*, Turin, Bollati Boringhieri, 2003.

—, « La politique des occupants italiens à l'égard des Juifs en France métropolitaine. Humanisme ou pragmatisme ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, nº 93/1, 2007, p. 63-77.

Santarelli, Lidia, « Muted violence : Italian war crimes in occupied Greece », *Journal of Modern Italian Studies*, vol. 9, nº 3, 2004, p. 280-299.

Sarfatti, Michele, *Gli ebrei nell'Italia fascista. Vicende, identità, persecuzione*, Turin, Einaudi, 2007.

11
Les homosexuels d'Europe ont été déportés

par Régis SCHLAGDENHAUFFEN

La déportation des homosexuels, question à la fois historique et politique, a suscité l'intérêt, à partir de la fin des années 1970, en raison des mobilisations en faveur de la reconnaissance des gays et lesbiennes. Cette question a engendré bien des approximations et élucubrations concernant la proportion de victimes et leur lieu d'extermination. Aussi, le peu d'intérêt suscité par cette persécution n'a fait que renforcer les suspicions et exagérations des défenseurs de la cause homosexuelle, bien souvent rejetés lors des cérémonies organisées en souvenir des victimes du nazisme.

L'émergence de l'épidémie du VIH/sida au cours des années 1980 a avivé la soif de recherches historiques relatives à un groupe social dont la mémoire fut en effet longtemps déniée. Au plus fort de cette crise, la mémoire de la déportation des homosexuels a constitué un enjeu de crispation et de médiatisation, certains voyant dans l'épidémie une seconde forme d'extermination, après celle dont les homosexuels auraient été l'objet durant la Seconde Guerre mondiale. C'est à ce moment qu'est d'ailleurs apparu le terme d'« Homocauste », désignant l'Holocauste des homosexuels entre 1933 et 1945. Des auteurs et militants de la cause homosexuelle, dont Guy Hocquenghem, sont allés jusqu'à affirmer qu'un million d'homosexuels, issus de tous les pays d'Europe, avaient été

déportés dans les camps de concentration en vue d'y être éliminés. Cette assertion n'est pas nouvelle, puisque dès les lendemains de la Seconde Guerre mondiale certains militants considéraient que le régime soviétique aussi bien que le régime nazi avait œuvré à l'élimination des homosexuels d'Europe. Bien que les recherches historiques restent lacunaires quant aux persécutions en URSS, nous en savons désormais plus sur le régime nazi. Ainsi, deux idées fausses doivent être immédiatement évacuées : les homosexuels n'ont fait l'objet ni d'une politique d'extermination ni d'un génocide ; seul l'espace pangermanique est concerné par la pénalisation des relations homosexuelles entre hommes et, à un degré infiniment moindre, entre femmes.

Bien que singulières dans leur forme, les dispositions à l'encontre des homosexuels sont formulées et mises en œuvre parallèlement à d'autres mesures prises à l'encontre des opposants politiques au nazisme (communistes, démocrates, membres du clergé, Témoins de Jéhovah) et des Juifs, qui furent soumis à partir de 1942 à la déportation et à l'extermination systématiques. Cependant, à la différence des Juifs, qui furent déportés depuis toute l'Europe, la persécution des homosexuels a principalement concerné des citoyens allemands, ainsi que des populations considérées par le régime nazi comme étant des *Volksdeutsche*, des « Allemands de souche » ou issus d'Etats dont la population était considérée comme aryenne.

Selon les dernières estimations disponibles, il est possible d'affirmer qu'entre 1933 et 1945 plus de 50 000 condamnations pour homosexualité ont été prononcées en Allemagne, et qu'entre 5 000 et 10 000 homosexuels ont été enfermés dans des camps de concentration. En outre, quelques dizaines de lesbiennes ont aussi été déportées. Le décalage observé s'explique en raison de l'article de loi qui permettait l'arrestation et la condamnation des homosexuels : l'article 175 ne s'appliquait en effet qu'aux hommes. Cette distinction est aussi visible dans les camps, puisque seuls les hommes devaient arborer un triangle rose sur leur tenue de déporté, indiquant ainsi que leur homosexualité constituait le motif de leur internement. Cette mise en avant d'une identité déviante les rendait particulièrement vulnérables par rapport aux détenus dont le motif d'internement pouvait sembler plus noble. Par ailleurs, dans certains cas, comme au camp de Buchenwald, les homosexuels étaient soumis à des thérapies hormonales (menées sous la direction du médecin danois Carl

Vaernet), voire castrés. Assignés aux commandos de travail les plus pénibles et mis à l'écart des autres déportés, rares sont ceux qui ont survécu à leur déportation. Ces éléments nous permettent de comprendre pourquoi seuls de très rares survivants ont accepté de témoigner des souffrances qu'ils avaient endurées.

La persécution nazie des homosexuels d'Allemagne

C'est avec l'accession au pouvoir d'Adolf Hitler que débuta la persécution nazie, par le truchement d'une campagne de répression conduisant à la dissolution de l'ensemble des publications, organisations et associations homosexuelles jusqu'alors florissantes en Allemagne. Puis, suite à l'assassinat en juin 1934 d'Ernst Röhm, le chef d'état-major des S.A. connu pour être notoirement homosexuel, la Gestapo s'est employée à répertorier les hommes connus par les services de police pour entretenir des relations homosexuelles. S'est ensuivie une multiplication des arrestations et des inculpations au titre de l'article 175 du Code pénal allemand réprimant les « relations sexuelles contre nature » entre hommes consentants. Parallèlement, à partir du mois de décembre 1934, des rafles sont menées par la police dans des bars et cafés des grandes villes du pays connus pour recevoir une clientèle homosexuelle. Un an plus tard, l'article 175 est aggravé. A compter du 28 juin 1935, tout acte qualifié de sexuel entre deux hommes est passible d'une condamnation. Dès ce moment, ce n'est plus le coït anal qui est réprimé en tant qu'acte sexuel « contre nature », mais n'importe quelle pratique à connotation sexuelle entre deux hommes consentants. Dès lors, les condamnations sous ce chef se multiplient.

À partir de 1936, la persécution s'intensifie, en raison de la restructuration de la police judiciaire ordonnée par Heinrich Himmler et de la création de la *Reichszentrale zur Bekämpfung der Homosexualität und Abtreibung*, la Centrale du Reich pour la lutte contre l'homosexualité et l'avortement, basée à Berlin. Himmler et les idéologues nazis considèrent en effet l'homosexualité masculine – et la pratique de l'avortement – comme une menace directe pour la croissance démographique.

Parallèlement, les journaux nazis *Der Stürmer* et *Das Schwarze Korps* (« Le corps noir ») sont au service d'une campagne de diabolisation. L'arrestation de Leopold Obermayer en 1936 sert ainsi à illustrer la menace

d'un complot juif et homosexuel qui pèserait sur le Reich. *Das Schwarze Korps*, dans son édition du 4 mars 1937, appelle tous les Allemands à dénoncer les homosexuels. La surveillance n'est dès lors plus uniquement du ressort de la police, la population doit, elle aussi, être mobilisée dans cette entreprise.

Cependant, il arrive parfois que la propagande antihomosexuelle produise des effets non désirés. Les protestations qui suivent l'arrestation du célèbre danseur et chorégraphe Alexander von Swaine, tout comme le constat que parmi les hommes arrêtés pour homosexualité figurent de nombreux artistes, conduisent Himmler à promulguer une réglementation dérogatoire concernant les artistes et acteurs arrêtés en vertu de l'article 175. Selon l'ordonnance du 29 octobre 1937 :

« Le *Reichsführer* de la SS et chef de la police d'Allemagne ordonne que toute arrestation d'artiste ou acteur pour relation sexuelle contre nature nécessite son autorisation préalable, à moins que la personne ne soit prise en flagrant délit. »

Avec la guerre, la situation des homosexuels d'Allemagne s'aggrave encore. Le décret du 12 juillet 1940, promulgué par Himmler afin de lutter préventivement contre la criminalité, autorise formellement l'internement en camp de concentration d'individus qui n'ont pas été jugés. Dès lors, l'envoi en camp de concentration devient systématique pour « tout homme qui a séduit plus d'un partenaire ». Par la suite, d'autres décrets sont promulgués, dont celui de « constatation des activités hostiles au peuple et à l'Etat du 2 avril 1941 » qui autorise à déposséder de ses biens toute personne condamnée en vertu de l'article 175.

Enfin, en 1942, un décret du *Reichsmarschall* Hermann Goering ordonne de distinguer les « séducteurs compulsionnels » des « séduits ». Les premiers sont condamnés à la prison puis, après avoir purgé leur peine, transférés en camp de concentration, tandis que les seconds seront « mis à l'épreuve » sur le front, après avoir purgé leur peine. Cette mesure conduit donc, *in fine*, à recruter de la main-d'œuvre supplémentaire pour les travaux à réaliser dans les camps et, parallèlement, à enrôler des homosexuels dans l'armée à un moment clé du conflit, l'Allemagne se battant simultanément sur les fronts de l'Est et de l'Ouest.

L'extension des dispositions nazies aux territoires annexés

Ces procédures sont successivement étendues aux territoires annexés par le Reich, à commencer par l'Autriche (1938), qui possédait déjà dans son Code pénal des dispositions réprimant l'homosexualité, puis aux Sudètes (1938) et à l'Alsace-Moselle (1940), ainsi qu'aux Pays-Bas, occupés à partir de 1940.

En Autriche, les articles 129 et 130 réprimant l'homosexualité sont en vigueur depuis 1852. Ils s'adressent aussi bien aux femmes qu'aux hommes. En raison de l'Anschluss, il fut exigé de l'Autriche, à partir de 1940, qu'elle s'aligne sur l'Allemagne selon l'acception que l'on connaissait de l'article 175 du Code pénal allemand dans sa version aggravée de 1935. L'Anschluss a donc conduit au maintien des lois réprimant l'homosexualité féminine et masculine tout en produisant une forme de répression accrue de la seconde.

S'agissant des Sudètes et de l'Alsace-Moselle annexés, les autorités du Reich mettent en œuvre une disposition singulière : la rétroactivité de l'article 175, qui permet de condamner plus lourdement des homosexuels en comptabilisant des actes et relations antérieurs à l'annexion. Ainsi, dans le cadre de plusieurs affaires jugées par le tribunal de Strasbourg, celui-ci se réfère explicitement au principe de rétroactivité de l'article 175 mis en œuvre à partir de 1942. Dans le cadre d'un cas jugé en 1944, un certain Robert K. avoue lors de son interrogatoire s'être déjà masturbé, tout au plus deux ou trois fois, avec un autre homme avant l'introduction du Code pénal allemand en Alsace. Le tribunal considère qu'au vu des faits qui lui sont reprochés, de son apparence extérieure et de ses manières, l'inculpé est un individu que l'on peut croire capable d'actions homosexuelles et qui mérite d'être condamné comme tel. Il en va de même dans une autre affaire, jugée elle aussi par le tribunal de Strasbourg et mettant en cause un policier et un civil : le premier est condamné à mort et le second à une peine de vingt-quatre mois d'emprisonnement pour homosexualité.

Ce type de condamnations se distingue de celles en vigueur dans des territoires occupés tels les Pays-Bas, où les condamnations semblent moins nombreuses, notamment en raison de la faible propension de la police néerlandaise à collaborer avec l'occupant (167 condamnations pour homosexualité entre 1940 et 1945). Par ailleurs, les seuls homosexuels à

avoir été déportés depuis les Pays-Bas sont juifs, car accusés d'avoir eu des relations sexuelles avec des Aryens. Il en va ainsi de trois hommes juifs convoqués par la police d'Amsterdam le 24 août 1942 pour avoir « eu de façon répétée des relations contre nature avec des Aryens ». Les deux premiers sont déportés depuis Westerbork vers Auschwitz (convois du 13 novembre et du 14 décembre 1942) et le troisième vers Sobibór (convoi du 23 avril 1943). Il en va de même s'agissant d'une costumière juive, convoquée auprès du Bureau aux questions juives d'Amsterdam le 24 juillet 1942. Accusée d'entretenir une relation lesbienne avec une femme aryenne, elle est condamnée pour avoir enfreint la loi interdisant « aux Aryens et aux non-Aryens de vivre sous un même toit ». Elle décédera deux mois plus tard à Auschwitz.

Ces quelques cas attestent une vision différentielle de la répression de l'homosexualité par les nazis. En effet, que ce soit en Allemagne ou dans les territoires annexés ou occupés, les homosexuels juifs sont condamnés à une double peine en vertu des lois de Nuremberg de 1935 sur la pureté de la race. Jusqu'à la proclamation de la Solution finale de la question juive, les homosexuels juifs sont d'ailleurs internés dans les mêmes baraques que les autres homosexuels et soumis au même régime strict. A partir de 1942, ils sont avant tout considérés comme juifs, et donc envoyés dans les centres de mise à mort en Pologne occupée.

Les homosexuels dans les camps de concentration

Dans les camps de concentration nazis, les détenus homosexuels allemands sont affublés d'un triangle rose ou vert, selon qu'ils sont considérés comme des condamnés de droit commun (triangle vert) ou des homosexuels (triangle rose). S'agissant des ressortissants d'autres nationalités, ils portent le triangle rouge sur lequel figurent les initiales de leur pays d'origine, et ce indépendamment du motif de leur arrestation. Ce type de mesure, tout comme le peu d'homosexuels recensés issus d'autres Etats européens (territoires annexés exceptés), témoigne d'une spécificité de la persécution des homosexuels : elle ne concerne que ceux issus de terres considérées comme germaniques par les nazis.

D'une façon générale, les homosexuels en camp de concentration constituent une minorité statistique – 574 noms sur les 170 000 fiches

individuelles de Dachau. Le dernier relevé statistique du camp, établi le 25 avril 1945, recense 110 homosexuels sur un total de 67 665 internés.

Enfin, singularité de la *Weltanschauung* (« vision du monde ») nazie, le nombre d'homosexuels internés dans les camps de concentration tend à diminuer vers la fin de la guerre. Et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les homosexuels étant condamnés aux travaux les plus durs et systématiquement assignés aux commandos disciplinaires, ils ont une espérance de vie réduite. Par ailleurs, à partir du moment où l'Allemagne est engagée dans une guerre totale, les homosexuels comptent parmi les détenus susceptibles d'être libérés des camps pour être enrôlés dans la Wehrmacht. En effet, et aussi surprenant que cela puisse paraître, l'armée n'exclut pas les homosexuels de ses rangs, car elle entend éviter que l'homosexualité puisse être un motif de soustraction aux obligations militaires. Néanmoins – et tout comme en camp de concentration –, les homosexuels sont astreints à des bataillons disciplinaires, combattant bien souvent en première ligne.

À l'exception des situations précitées, de nombreux hommes et femmes homosexuels, tantôt en couple, tantôt célibataires, ont pu continuer de mener une vie préservée et discrète durant la guerre. Ils étaient simplement soumis aux mêmes restrictions que le reste de la population et n'ont laissé, pour la plupart, que peu de traces dans les archives. Ainsi, leur quotidien semble pour partie se fondre dans celui de toutes celles et ceux qui vivent à l'heure de la guerre.

Des situations différentes dans d'autres pays d'Europe

Par ailleurs, la Seconde Guerre mondiale marque aussi un tournant à l'échelle de l'Europe en termes de politique générale à l'égard des homosexuels. Fait peu connu, trois pays européens dépénalisent alors les relations homosexuelles : l'Islande (1940), la Suisse (1942) et la Suède (1944). L'Islande la première aligne son code pénal sur celui du Danemark, qui avait dépénalisé l'homosexualité dès 1933. En Suisse, la dépénalisation intervient dans le cadre de l'adoption d'un Code pénal unifié à l'échelle fédérale. Jusqu'alors, les cantons alémaniques avaient tous tendance à réprimer l'homosexualité selon des dispositions semblables à l'article 175, tandis que les cantons latins reprenaient majoritairement le droit français.

Cependant, la dépénalisation de 1942 ne s'applique pas aux armées. Le Code pénal militaire suisse maintient en vigueur son article 157, qui condamne les rapports homosexuels (avec ou sans consentement) d'une peine de cinq jours à trois ans d'incarcération. A un autre niveau, la Confédération helvétique fait encore figure d'exception en raison du maintien d'une sous-culture homosexuelle vivace durant la guerre. En effet, à l'échelle de l'Europe, les organisations homosexuelles ont quasiment toutes été mises en veilleuse pendant le conflit. Seule persiste en Suisse une organisation basée à Zurich et fondée en 1932, Le Cercle. Durant toute la guerre, Le Cercle n'a eu de cesse de continuer ses activités militantes, qu'il s'agisse de soirées dansantes ou de la diffusion de son journal, qui constituait la seule publication homosexuelle imprimée durant toute la durée de la guerre, et cela pour l'Europe entière.

Au final, le mythe selon lequel tous les homosexuels d'Europe auraient été déportés durant la Seconde Guerre mondiale n'a plus lieu d'être. La déportation des homosexuels concerne principalement les personnes situées en territoire allemand (Autriche, Sudètes et Alsace-Moselle compris). Les homosexuels d'autres pays n'ont pas éveillé l'intérêt des autorités nazies, ce qui a épargné des dizaines de milliers d'hommes et de femmes. Pour autant, ce constat ne retire rien aux souffrances endurées par celles et ceux étiquetés en tant qu'homosexuels. Leur reconnaissance fut relativement tardive, impulsée par l'engagement d'organisations de défense des homosexuels et LGBT. Dans ce cadre, les Pays-Bas se sont montrés précurseurs. Depuis 1987, l'*Homomonument* d'Amsterdam, situé à proximité immédiate de la maison d'Anne Frank, commémore les victimes homosexuelles de la Seconde Guerre mondiale et, plus globalement, les victimes de l'homophobie. De même, en Allemagne, le gouvernement fédéral a érigé à Berlin un monument national en souvenir des hommes et femmes homosexuels persécutés durant le IIIe Reich, monument inauguré en 2008. Enfin, la France a reconnu en 2005 que des homosexuels issus des territoires annexés par l'Allemagne avaient été persécutés et déportés.

Bibliographie sélective

Schlagdenhauffen, Régis, *La Bibliothèque vide et le Mémorial de l'Holocauste de Berlin : lieux de mémoire pour construire l'Histoire*, Paris, L'Harmattan, 2005.

—, *Triangle rose : la persécution nazie des homosexuels et sa mémoire*, Paris, Autrement, 2011.

—, *Les Victimes du nazisme. Destins croisés*, Strasbourg, Editions du Conseil de l'Europe, 2013.

12
Midway, tournant décisif de la guerre du Pacifique

par Pierre GRUMBERG

Si une bataille suffit à résumer à elle seule la guerre du Pacifique dans l'imaginaire du public, c'est bien celle de Midway, l'une des trois étapes clés citées dans les manuels. Après Pearl Harbor et avant Hiroshima, la bataille représente une sorte de « mi-chemin » dans le conflit, jalon historique d'autant plus pratique à mémoriser qu'il s'agit également d'une borne géographique : Midway se trouve comme son nom l'indique au milieu de l'océan, à 4 000 kilomètres du Japon et à 5 000 kilomètres de la Californie – et à 2 400 kilomètres au nord-ouest d'Hawaï où se trouve Pearl Harbor, la grande base américaine. Le 4 juin 1942, à 10 h 20, au large de cet atoll perdu, après un début de combat indécis, trente bombardiers Douglas SBD Dauntless lancés depuis l'*Enterprise* et seize autres venus du *Yorktown* surgissent par hasard au même instant au-dessus des porte-avions de l'amiral Nagumo Chūichi. Plus rien ne peut empêcher leur piqué : ni la DCA des navires, surprise et erratique, ni les chasseurs Zéro chargés de la protection. Ils sont encore au ras des flots, occupés à anéantir les avions torpilleurs Douglas TBD Devastator, venus eux aussi, mais par une autre route, du porte-avions américain *Yorktown*. Cinq bombes frappent le porte-

avions *Kaga*, trois crèvent le *S*ō*ry*ū. L'*Akagi* n'en reçoit qu'une seule, mais mortelle. A 10 h 45, les trois bâtiments sont condamnés. Sur les quatre grands porte-avions rapides dont il disposait une heure plus tôt, Nagumo n'en a plus qu'un, le *Hiry*ū. Ses avions parviendront à endommager gravement le *Yorktown*, avant qu'il soit ravagé à son tour par quatre bombes, juste après 17 h 00.

Quand le *Hiry*ū sombre finalement, à l'aube du 5 juin, la « première force de frappe » (*Dai-ichi Kid*ō *Butai*), fer de lance de la Marine impériale, a perdu sa pointe : des six grands porte-avions composant l'escadre aéronavale unique au monde qui avait attaqué Pearl Harbor le 7 décembre 1941 puis semé la terreur dans le Pacifique et l'océan Indien début 1942, il n'en reste que deux, le *Zuikaku* et le *Sh*ō*kaku*.

A n'en pas douter, il s'agit là d'une écrasante défaite, dont l'impact réel dépasse le simple score souvent cité de « 4 contre 1 » (le *Yorktown* endommagé ayant été mortellement torpillé le 6 juin par un sous-marin). En effet, la perte de ces quatre bâtiments est un désastre pour le Japon, bien plus serré que les Etats-Unis dans ses limites budgétaire et industrielle. Une machine de combat complexe comme l'*Akagi*, avec ses hangars superposés, ses trois ascenseurs, ses ateliers de maintenance, ses réservoirs, ses circuits d'essence d'aviation, coûte, aéronefs non compris, deux fois plus cher qu'un cuirassé, pourtant considéré alors comme le *capital ship*, le navire principal, des flottes de combat. La capacité des chantiers nippons n'a en outre rien à voir avec celle des chantiers américains. Le 4 juin 1942, le Japon n'a qu'un grand porte-avions sur cale, le *Taih*ō (auquel s'ajoute aussitôt le *Shinano*, un supercuirassé de la classe *Yamato* en construction, reconverti d'urgence). Aux Etats-Unis, en revanche, trois porte-avions (classe *Essex*) sont déjà en cours de fabrication, en attendant dix autres en commande. Roosevelt a par ailleurs insisté personnellement pour transformer sept croiseurs de la classe *Independence* en porte-avions. Il s'agit certes de navires légers, dont la capacité ne dépasse pas trente-trois avions. Mais ils sont assez rapides (31,5 nœuds) pour accompagner leurs grands frères en opération et constituent de fait plus qu'un appoint.

Champs de bataille industriels

Non seulement les chantiers japonais produisent moins, mais ils sont également plus lents. Il faudra trente-deux mois pour achever le *Taih*ō,

vingt-cinq pour le *Unryū*, copie simplifiée du pourtant médiocre *Hiryū* mis sur cale dans la panique en août 1942. En face, l'*Essex*, premier d'une longue lignée, est terminé en vingt et un mois, son petit-frère, le *Yorktown* (baptisé en l'honneur de son prédécesseur coulé), en dix-sept. Traduit en avions embarqués alignés en juin 1943, un an après Midway, l'avantage offert par la puissance industrielle américaine est déjà substantiel : 693 appareils sur six grands porte-avions (quatre *Essex*, plus l'*Enterprise* et le *Saratoga* d'avant-guerre) et cinq légers (tous de la classe *Independence*) en service, contre 334 sur deux grands porte-avions (*Shōkaku*, *Zuikaku*), deux moyens (les ex-paquebots *Jun'yō* et *Hiyō*) et deux légers (*Chitose*, *Zuihō*). Soit une supériorité de plus de 2 contre 1 à la Navy.

En outre, les pertes subies à Midway ne sont pas seulement matérielles. Avec les navires disparaissent des marins dépositaires d'un savoir-faire élaboré au cours de longues années d'entraînement et de combat communs. Contrairement à ce qu'on a pu dire, les aviateurs embarqués n'ont pas le plus souffert. « Seulement » 121 sont tués sur 480 (25 %), ce qui n'est pas irréparable, soulignent à raison Jonathan Parshall et Anthony Tully dans leur remarquable réexamen de la bataille côté nippon. Plus critique est la disparition de centaines de techniciens de maintenance aéronautique, personnel qualifié qu'un Japon peu mécanisé a du mal à former. S'ajoute à cela la mort de cadres compétents, en particulier de l'amiral Yamaguchi Tamon, chef bien plus agressif et prometteur que son supérieur (et ennemi juré) Nagumo, et du capitaine Kaku Tomeo, commandant du *Hiryū* en flammes : tous deux sombrent avec ce navire qu'ils ont refusé d'évacuer.

Midway, donc, est un désastre superlatif, qualifié souvent de « tournant de la guerre du Pacifique », titre de bien des ouvrages et articles, quand il n'est pas qualifié de « tournant décisif ». Difficile de nier en effet l'existence d'un avant et d'un après la bataille, au moins en apparence. Avant Midway, la Marine impériale semble cumuler la supériorité numérique et qualitative et l'élan victorieux. Début juin 1942, l'amiral Yamamoto Isoroku, le patron de la « flotte combinée » qui regroupe les principales unités de combat, dispose même des moyens d'une double offensive. La première, lancée sur Midway, doit forcer les porte-avions adverses à une sortie défensive dans laquelle ils seront vaincus. L'atoll sera saisi ensuite en vue d'une attaque ultérieure sur Hawaï. La seconde offensive vise les îles Aléoutiennes, où est dépêchée une importante escadre. Après Midway, en revanche, la Marine impériale a les reins brisés

et l'initiative passe à l'adversaire, qui débarque dès le 7 août à Guadalcanal. Comme Parshall et Tully l'expliquent : « Midway délimite clairement où et quand la dynamique stratégique de la guerre du Pacifique s'oriente en faveur des Américains. » Mais cette réorientation est-elle pour autant un « tournant » ? Tout dépend de la définition que l'on donne de ce mot.

Si l'on considère qu'un tournant marque un moment où la victoire d'un camp peut infléchir le cours de la guerre, Midway ne répond pas à la définition. On ne voit pas comment un succès de l'amiral Nagumo aurait offert la victoire finale à Tokyo. La flotte nipponne n'a jamais eu, en effet, les moyens d'envahir, ou même de menacer le cœur industriel et politique de l'adversaire. La Californie est totalement hors de portée, sans parler de la côte Est. Toute invasion d'Hawaï à l'été 1942 est une vue de l'esprit tant l'archipel est saturé de défenses. Et les Japonais n'ont pas, de très loin, les moyens logistiques d'une invasion réussie. Le seul bénéfice d'une victoire à Midway aurait été de gagner six à huit mois, avant que l'arrivée en masse de la classe *Essex*, d'une nouvelle génération d'avions et d'une armada de sous-marins ne redonne l'avantage à la Navy.

L'esprit guerrier ne suffit pas

En vérité, compte tenu de la supériorité évidente des Alliés, tant sur le plan démographique que sur les plans économique, industriel et technologique, le Japon n'a que des chances infimes de remporter la victoire. Certes, une guerre n'est jamais perdue ou gagnée d'avance. Les dirigeants du IIIe Reich espéreront ainsi jusqu'au bout une réédition du « deuxième miracle de la maison de Brandebourg », en 1762, par lequel la mort de la tsarine Elisabeth et son remplacement par son fils débile et prussophile Pierre III sauvèrent Frédéric II d'une défaite programmée. Mais l'issue de la guerre du Pacifique ne dépend pas, comme au XVIIIe siècle, du sort d'un monarque absolu. A la différence du conflit terrestre qui se déroule sur l'Ancien Continent, la puissance industrielle et matérielle joue dans cet affrontement un rôle plus important que la masse humaine, ou que la seule volonté de vaincre. A ce jeu, les Etats-Unis, assistés du Royaume-Uni – première puissance coloniale du monde –, peuvent se permettre de graves revers, sans pour autant être battus.

Si le Japon n'a pratiquement aucune chance de gagner, la thèse du « tournant » de Midway ne tient plus et l'on peut considérer, comme

l'historien naval britannique H. P. Willmott, que le seul et unique moment décisif de la guerre du Pacifique est celui où la première bombe explose à Pearl Harbor. Le caractère fourbe de l'assaut, le bilan humain, mais aussi la gifle assénée à l'orgueil américain garantissent une lutte à mort, annoncée par le discours de Roosevelt du 8 décembre (« le peuple américain combattra jusqu'à la victoire absolue ») et confirmée par l'exigence de reddition inconditionnelle émise à Casablanca (conférence Symbol des 14-24 janvier 1943). Dans ces conditions, la victoire américaine de Midway, aussi brillante soit-elle, n'est, écrit Willmott, qu'une borne, une inflexion plus marquée de la pente qui descend de l'attaque-surprise du 7 décembre 1941 vers la capitulation du Japon, le 2 septembre 1945.

Changeons maintenant de définition et envisageons qu'un « tournant » puisse déterminer, non pas une issue différente à la guerre, mais plutôt, comme le suggèrent Parshall et Tully, un changement dans sa dynamique stratégique. Midway ne remplit pas non plus totalement le critère. On lit partout en effet que la bataille porte un « coup d'arrêt » à l'expansion japonaise dans le Pacifique. Mais un réexamen des événements montre qu'en fait ce coup d'arrêt est intervenu *avant*, et que la victoire de Midway n'en est que la conséquence.

La stratégie japonaise s'échoue dans la mer de Corail

Le brillant résultat remporté par l'amiral Nimitz, commandant en chef de la Navy dans le Pacifique, découle en effet d'un engagement connu et mal apprécié qui se déroule du 4 au 10 mai 1942, celui de la mer de Corail. Ce secteur maritime situé au nord-est de l'Australie est le passage obligé pour l'invasion de Port Moresby, base alliée clé située au sud de la pointe orientale de la Nouvelle-Guinée, face à la péninsule australienne du cap York. Si l'armée nipponne a refusé catégoriquement de s'engager à fond dans une offensive terrestre sur le continent océanien, elle a cependant accepté, devant l'insistance de la marine, de s'emparer de cette position qui placerait le nord de l'Australie à portée de bombardement et constituerait un éventuel tremplin vers la Nouvelle-Calédonie, les Fidji et les Tonga, trois bornes essentielles sur la route qui va de Sydney en Californie.

Or, les Américains décryptant en partie le code de la marine nipponne, Nimitz confie deux porte-avions (*Yorktown* et *Lexington*) à son subordonné

Fletcher afin d'intercepter la flotte d'invasion partie le 29 avril de Truk, la grande base nipponne des îles Carolines, et couverte par les *Shōkaku* et *Zuikaku* de l'amiral Takagi. La mer de Corail est un engagement confus, que l'on peut résumer cependant en deux temps. Le 7 mai, les avions de Fletcher repèrent les envahisseurs et coulent le porte-avions d'escorte *Shōhō*. Surpris, les Japonais font demi-tour. Les avions de Takagi, eux, s'acharnent sur un pétrolier qu'ils confondent avec un des porte-avions adverses, avant de revenir à la charge… pour se perdre dans la nuit. Le lendemain voit un duel à distance, le premier de l'histoire, entre grands porte-avions. Le *Lexington* est coulé et le *Yorktown* endommagé. Mais leurs appareils ont eu le temps de toucher le *Shōkaku*. Chacun rentre ensuite à sa base pour panser ses plaies.

De la bataille de la mer de Corail, on retient une sorte de match nul, avec un porte-avions coulé et un autre endommagé de chaque côté. Le minuscule *Shōhō* (11 200 tonnes) n'ayant rien de commun avec l'énorme *Lexington* (36 000 tonnes), on décerne une « victoire tactique » à la Marine impériale, tout en accordant une « victoire stratégique » à la Navy, qui a en effet bloqué une offensive japonaise. Ce qui appelle deux commentaires.

Le premier est qu'il ne s'agit pas d'un combat de deuxième importance : la perte de Port Moresby aurait eu pour les Alliés des conséquences bien plus graves que celle de Midway, atoll minuscule perdu au milieu de l'océan, à la fois trop loin d'Hawaï pour servir de point d'appui à une attaque et trop distant des bases japonaises pour être efficacement défendu. Port Moresby, en revanche, se trouve à 500 kilomètres de l'Australie et verrouille la côte sud de la Nouvelle-Guinée et la mer de Corail. C'est bien précisément parce qu'il tient à cette position que Nimitz engage les deux derniers de ses quatre porte-avions (les deux autres sont lancés dans le raid de bombardement mené par le colonel Doolittle sur le Japon le 18 avril, les fameuses « 30 secondes sur Tokyo). Et c'est pour la même raison que l'armée de terre nipponne a accepté l'opération sur Port Moresby, appelée opération MO, qui devait à l'origine être supportée par l'intégralité de la flotte combinée. Entre-temps, cependant, l'amiral Yamamoto a préféré abandonner MO pour monter l'opération MI, c'est-à-dire l'offensive sur Midway. Dans le contexte de relations toujours tendues entre marine et armée, la décision de Yamamoto déclenche la fureur des généraux. Ils ne sont pas les seuls à protester : à l'état-major de la Marine impériale, bien des officiers doutent à raison de

l'intérêt de l'opération MI (Yamamoto a dû mettre sa démission dans la balance pour s'imposer). Pour calmer les esprits, l'amiral condescend à lancer MO, mais avec un appui réduit aux seuls *Shōkaku* et *Zuikaku*. C'est un très mauvais choix : cette option sacrifie en effet l'atout numéro un de la flotte combinée, à savoir la supériorité numérique. Sans ce fractionnement des forces, erreur vue comme capitale dans toutes les écoles de guerre, il est quasi certain que Port Moresby serait tombé et que Fletcher aurait été en fâcheuse posture. En outre, la désastreuse décision de déshabiller MI pour habiller MO va avoir des conséquences capitales à Midway ; nous y reviendrons.

Des pertes à la signification fort différente

L'on peut par ailleurs qualifier la bataille de la mer de Corail de « coup d'arrêt », lequel ne peut par conséquent intervenir à Midway. On objectera que la Marine impériale n'a pas perdu grand-chose et conserve tout son potentiel offensif, à savoir ses six grands porte-avions. Ce qui est une erreur d'appréciation. Une marine militaire, en effet, n'est pas une équipe de football engagée dans une compétition internationale avec un nombre limité de joueurs et qui marque (ou non) des buts dans une série d'affrontements en champ clos : match aller dans la mer de Corail, 1-1 ; match retour à Midway, 4-1… Une force navale en guerre est un organisme vivant, complexe, en constante évolution, soutenu par tout un appareil industriel et humain, animé par une pensée. Ou, pour employer une autre analogie, la flotte est la lame du sabre : c'est bien elle qui frappe, mais les coups ne portent que s'il existe une poignée pour les asséner. Or cette poignée est infiniment plus fragile du côté japonais. Et les pertes subies n'ont pas du tout la même portée.

Car non seulement les chantiers navals japonais produisent moins, nous l'avons dit, mais leur capacité de réparation est également inférieure, ce qui, après la mer de Corail, a des conséquences capitales. En se focalisant sur les porte-avions coulés, on oublie en effet ceux qui sont endommagés. Or la vitesse avec laquelle ils sont remis en état a une importance majeure sur la suite des événements. Touché par une bombe, le *Yorktown*, après un voyage de 6 000 kilomètres, s'amarre le 27 mai dans la grande base de Pearl Harbor, où les dégâts sont réparés en quarante-huit heures seulement,

exploit qui vaut au navire d'être renvoyé immédiatement sur Midway. Il y joue, on l'a vu, un rôle majeur avant de succomber.

En revanche, le *Shōkaku*, dont le pont d'envol a été crevé par trois bombes, entre dès le 17 mai dans le chantier de Kure, à 5 700 kilomètres de la bataille. Mais il ne revient en service que le 14 juillet. Trop tard pour Midway, où il n'est pas le seul à manquer. Bien qu'il n'ait pas souffert de dommages directs, le *Zuikaku* a lui perdu les 7 et 8 mai un pilote de chasse, quatre équipages de bombardiers en piqué et neuf équipages d'avions torpilleurs. La perte ne semble pas énorme (19 % d'une capacité totale de soixante-douze avions opérationnels), mais c'est compter sans la doctrine japonaise. A la différence de la Navy, où les pilotes sont indépendants de leurs navires d'accueil et peuvent donc être remplacés ou réassignés instantanément, la Marine impériale considère que les aviateurs font partie intégrante des équipages, et les réintégrer prend du temps. Le *Zuikaku* n'est donc prêt à combattre que le 11 juin.

Deux des six grands porte-avions dont il disposait, confortable marge, sont donc indisponibles pour l'opération MI. Ce qui ne dérange pas Yamamoto. Se fiant à des rapports exagérément optimistes, il pense le *Yorktown* hors de combat : il ne s'attend donc à affronter que l'*Enterprise* et le *Hornet*, tâche pour laquelle quatre porte-avions suffiront. Il s'agit là, en fait, d'une erreur monumentale. Car il va en affronter trois – et non deux –, auxquels s'ajoute celui, incoulable, constitué par l'atoll de Midway. Loin d'être supérieurs en nombre, les avions japonais se retrouvent en fait en infériorité, à 264 contre 363.

La « bataille décisive » n'est qu'une illusion

Si la flotte aéronavale japonaise n'avait pas été affaiblie en mai, l'équilibre des forces en juin aurait été très différent. Il faut noter d'ailleurs que le sauvetage de Port Moresby valide dans l'esprit de Nimitz la qualité des rapports rédigés par ses services de décodage. Il s'agit là d'une victoire majeure du renseignement : c'est en effet en décryptant les messages adverses que la Navy va connaître les intentions ennemies. Faut-il donc considérer la mer de Corail comme le véritable « tournant » de la guerre du Pacifique ? En aucun cas. Séparer cette bataille de celle de Midway n'a en fait aucun sens : il s'agit plutôt de deux phases d'un même combat, séparées par un mois et 5 400 kilomètres, distorsion spatio-temporelle qui masque la

réalité stratégique. C'est dans la mer de Corail que s'infléchit la dynamique de la guerre, mais ce changement n'est révélé de façon éclatante qu'à Midway. Par ailleurs, l'élimination de quatre porte-avions ne signifie pas, loin de là, que la Marine impériale est définitivement vaincue : elle ne l'est en fait qu'à l'issue de la campagne de six mois qui s'engage autour de Guadalcanal, du 7 août 1942 au 9 février 1943. Disparaissent là une quarantaine de navires de surface mais aussi, voire surtout, le noyau de pilotes experts formés avant-guerre. Faute d'une politique de formation adéquate, ils ne seront jamais remplacés. Guadalcanal est le troisième volet du changement stratégique entamé à la mer de Corail, inséparable des deux précédents.

En fait, cet immense affrontement aéronaval remet en cause l'idée même de « tournant », ou de « bataille décisive », ce paroxysme dans lequel le penseur américain Alfred Thayer Mahan (1840-1914) voyait se jouer en une seule rencontre le contrôle des océans. En effet, tout spécialement au XXe siècle, les forces armées sont devenues des machines infiniment plus complexes et résilientes que celles du début du XIXe siècle, l'époque de Nelson, de laquelle Mahan tire des conclusions par ailleurs discutables. Le triomphe britannique de Trafalgar, dont il fait un pilier de sa démonstration, est loin de tout régler : la Royal Navy doit soutenir un effort monumental et ruineux pour l'Angleterre jusqu'en 1815. De même, Midway ne gagne pas la guerre pour les Américains : soit l'on considère, avec Willmott, que la victoire est déjà acquise en raison de l'infériorité rédhibitoire du Japon, soit on constate qu'il faut encore plus de trois ans de durs combats pour emporter la décision.

Sans minimiser la portée de Midway, l'engagement est une bataille en trompe-l'œil. Le score éclatant de 4-1 tend à en survaloriser l'importance, alors que le caractère « décisif » d'un succès n'est pas forcément corrélé à l'ampleur des pertes adverses. A la Chesapeake, le 5 septembre 1781, l'amiral de Grasse n'inflige que des pertes minimales à la Royal Navy venue briser le siège de Yorktown. Mais le seul fait de la repousser garantit la capitulation de l'armée britannique et l'indépendance américaine. Victoire de portée majeure dans l'histoire de l'humanité, la Chesapeake est pourtant complètement oubliée, tout comme la mer de Corail : la distinction sibylline entre « succès tactique » et « victoire stratégique » n'a de fait aucune chance de faire passer l'événement à la postérité. C'est bien la visibilité du score, amplifiée par la propagande de Washington, ravie de

disposer enfin d'un succès facile à médiatiser, qui a construit le mythe de Midway. La survivance d'une pensée mahanienne facile à appréhender par le grand public, le besoin (naturel) d'identifier des repères bien visibles dans un conflit touffu et complexe ont fait le reste. L'image du « tournant décisif de Midway » risque d'être bien difficile à effacer.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Bresnahan, Jim (éd.), *Refighting the Pacific War, an Alternative History of World War II*, Annapolis (Maryland), Naval Institute Press, 2011.

Parshall, Jonathan, et Tully, Anthony, *Shattered Sword : the Untold Story of the Battle of Midway*, Washington (D.C.), Potomac Books, 2005.

Prange, Gordon, *Miracle at Midway*, New York, Penguin, 1982.

Symonds, Craig, *The Battle of Midway*, New York, Oxford University Press, 2013.

Willmott, H. P., *The Barrier and the Javelin : Japanese and Allied Strategies, February to June 1942*, Annapolis (Maryland), Naval Institute Press, 2008.

—, *The War with Japan : the Period of Balance, May 1942-October 1943*, Wilmington (Delaware), SR Books, 2002.

13
La Suisse, un pays neutre

par Marc PERRENOUD

Au cours du XXe siècle, la neutralité devient une caractéristique emblématique de la Suisse. L'image du petit pays neutre, humanitaire et paisible circule de manière récurrente et s'impose comme une évidence parmi les Suisses et dans le monde. Or, les clichés traditionnels vont être ébranlés dès les années 1950. La légende rose qui diffuse la réputation de la Suisse comme pays de la stabilité, de la propreté, de la prospérité et de la générosité va être écornée et nuancée par des recherches historiques, notamment basées sur les archives allemandes. Il a pu en résulter une légende noire qui insiste sur l'affairisme et l'égoïsme d'un pays replié sur lui-même. Concept symbolique de l'action politique, économique, socioculturelle de la Suisse, la neutralité, contrairement à sa perception courante, se caractérise par une évolution avec des aspects contrastés, voire divergents en fonction de la conjoncture.

Traditions et divergences

Les dernières années du siècle passé ont été marquées par la multiplication de travaux historiques qui ont suscité un renouvellement historiographique, mais aussi des réactions virulentes des personnes attachées à la vision traditionnelle de la Suisse neutre.

Dans son livre publié en 1995, l'historien et ancien membre du gouvernement suisse Georges-André Chevallaz (1915-2002)[1] justifie la politique des dirigeants suisses de 1939 à 1945. Il récapitule les différentes questions controversées et parvient à la conclusion que « la neutralité n'est ni gloire ni vertu. Elle ne suscite par elle-même ni héros ni mythe légendaire. Elle est acte de raison, volonté de liberté, devoir de solidarité. Elle est ce que la font la conscience populaire et la volonté des dirigeants politiques, sachant que le pays servira d'autant mieux la paix et la solidarité internationale qu'il ne sera pas engagé dans le jeu capricieux des volontés de puissance ».

Au cours de la même année 1995, un autre historien, André Lasserre (1927-2010), publie un livre sur la politique d'asile en Suisse de 1933 à 1945. Il retrace le contexte international de fermeture des frontières en 1938, qui motive les autorités suisses, notamment après l'échec de la conférence d'Evian en juillet, pour renforcer les mesures restrictives face aux fugitifs et pour demander aux Allemands qu'un signe distinctif soit apposé sur les passeports des Juifs du Reich, ce qui est convenu par un accord germano-suisse signé le 29 septembre 1938. Selon Lasserre, c'est une « capitulation morale et politique qui soumettait la Confédération aux lois allemandes et l'assujettissait aux critères du nouveau droit, [c'est-à-dire aux] lois de Nuremberg qui définissaient le Juif[2] ».

Les divergences sur la manière dont la Suisse a traversé la Seconde Guerre mondiale ne datent néanmoins pas des années 1990. Elles se sont exprimées au cours du conflit, puis de 1945 à 1947. Henri Guisan (1874-1960), le commandant en chef de l'armée suisse, élu par le Parlement en 1939, reconnaît dans son rapport final publié en 1945 les faiblesses de la défense militaire : l'équipement et la stratégie de l'armée suisse étaient dérisoires quand Guisan parvient à la tête des troupes suisses. Le chef de l'état-major général, Jakob Huber (1883-1953), écrit en 1946 : « En 1939, au moment de la mobilisation, l'armement était aussi généralement insuffisant et démodé. […] L'artillerie disposait en partie encore de vieilles pièces du siècle dernier. […] Pour lutter contre les chars lourds engagés pendant cette guerre, nous n'avions rien. […] Nous entrâmes par conséquence en service actif sans défense contre avions. Seules existaient quelques pièces d'instruction. » En exprimant ainsi des critiques en 1946, les plus hauts dirigeants de l'armée suisse suscitèrent les reproches d'autres responsables, qui estimaient que Guisan se bâtissait une stature de héros en

dénigrant les prestations d'autres chefs et en occultant d'autres facteurs qui avaient contribué à garder la Suisse intacte pendant le conflit[3]. Conscient des faiblesses de l'armée suisse, Guisan poussa jusqu'aux limites du possible pour un Etat neutre la coordination militaire avec la France, dont l'aide, y compris en pénétrant sur le territoire suisse, fut planifiée en cas d'invasion allemande. Elaborés sans que le gouvernement suisse en soit informé, ces plans détaillés d'opérations tombèrent à l'été 1940 aux mains des Allemands, qui ne les publièrent pas. Comme en d'autres occasions, le Reich n'utilisa pas tous les atouts qui lui auraient permis d'agresser la Confédération.

Guerre froide et mémoire de la neutralité

Dans le contexte de la guerre froide, une politique de la mémoire permet à la Suisse de se définir comme un pays neutre[4]. Le succès international du film *La Dernière Chance*, primé au festival de Cannes en 1946, contribue à diffuser l'image d'une Suisse généreuse et accueillante pour les victimes de l'Axe[5].

L'impact de la guerre froide sur la perception de la Suisse peut être retracé en examinant l'attitude du Royaume-Uni : en mai 1943, le chef du Foreign Office, Anthony Eden, avertit l'ambassadeur de Suisse à Londres : « Chaque centime investi dans le matériel de guerre envoyé de Suisse en Allemagne prolonge la guerre. » Ce sévère reproche s'insère dans un contexte de guerre économique des Alliés contre la Suisse. Toutefois, le 3 décembre 1944, Churchill écrit à Eden : « Parmi tous les neutres, c'est la Suisse qui, plus que tous les autres, mérite d'être distinguée. Elle a été la seule force internationale qui nous reliait aux nations affreusement divisées. Qu'importe si elle n'a pas été en mesure de nous donner tous les avantages commerciaux que nous désirions ou si elle a donné trop aux Allemands pour se maintenir en vie. Elle a toujours été un Etat démocratique, défendant sa liberté entre ses montagnes et, malgré la race, toujours de notre côté par la pensée, tout au moins dans une large mesure. » Réagissant ainsi à de violentes attaques de Staline, qui a traité les Suisses de « cochons », Churchill préconise que le Royaume-Uni soutienne la Suisse, explique à l'URSS sa bienveillance pour la Confédération. Comme l'analyse l'historien britannique Neville Wylie, Churchill ne disposait que d'informations sommaires sur la Suisse et il n'a jamais porté d'attention

soutenue à la Confédération, si ce n'est dans cette lettre. Néanmoins, elle est citée par des auteurs tels que Chevallaz. Du côté américain, une évolution analogue est évidente. Après avoir multiplié les déclarations agressives en 1944 et 1945, les Américains se montrent beaucoup plus compréhensifs et bienveillants à partir de l'été 1946. Les instruments de guerre économique contre la Suisse, comme les « listes noires » de personnes et d'entreprises ayant bénéficié de la collaboration avec l'Axe, sont abolis.

Le tournant des années 1990

Pendant la guerre froide, la bienveillance des alliés occidentaux pour la Suisse lui permet de surmonter son isolement diplomatique et d'exploiter son image de pays neutre pour participer, au prix de quelques concessions financières, à l'expansion économique d'après-guerre.

Néanmoins, depuis 1957, à plusieurs reprises, des études fondées d'abord sur les archives allemandes puis sur les sources suisses ont dégagé les processus historiques qui tranchent avec la légende rose. Les résultats de ces recherches ont souvent été minimisés ou dénigrés dans le contexte de la guerre froide et du consensus helvétique. Toutefois, dans les années 1990, les changements géopolitiques et générationnels poussent le Parlement et le gouvernement à créer en 1996 la Commission indépendante d'experts Suisse-Seconde Guerre mondiale, plus connue sous le nom de « Commission Bergier » (du nom de son président), sur le rôle de la Suisse de 1933 à 1945[6]. Cette commission dispose notamment, à titre exceptionnel et pendant les cinq années de son existence, du droit de consulter les archives privées. Lors de la publication de son rapport final, le 22 mars 2002, le président Jean-François Bergier (1931-2009) présente les problèmes posés par la guerre mondiale : « Il fut difficile, à l'époque, d'estimer jusqu'où l'on pouvait aller trop loin. Or, nous montrons qu'on est allé trop loin souvent, tant à Berne qu'au siège de certaines entreprises – pas toutes cependant : ce qui montre qu'il existait des marges de manœuvre, repérées et utilisées diversement, trop peu systématiquement. Dans aucun cas nos recherches n'ont révélé une coopération qui aurait eu des motifs idéologiques, une quelconque sympathie à l'égard du régime nazi : ni de la part des organes publics, ni de celle des entreprises. Des entreprises y ont vu une chance de profit ; d'autres une condition de survie

– comme l'Etat fédéral lui-même. Cette coopération n'a pas été pourtant sans affecter le strict respect de la neutralité. Une neutralité qui remplit le discours officiel, qui légitime des actions parfois scabreuses ou des refus d'agir. Une maxime qui sert à tout. Mais qui connaît des entorses aux devoirs qu'impose le droit de la neutralité : le crédit dit du milliard, des livraisons de matériel fédéral de guerre, l'insuffisance du contrôle exercé sur le trafic ferroviaire entre l'Allemagne et l'Italie en sont les exemples les plus patents. »

Six aspects controversés

Six caractéristiques des relations internationales de la Suisse se révèlent ainsi problématiques : les exportations de matériel de guerre, les crédits accordés par le gouvernement suisse à des Etats étrangers, les prestations de la place financière, le transit par les tunnels alpins, les prestations économiques (produits de haute technologie, électricité, aluminium, etc.) et les prestations militaro-politiques (espionnage, contacts officieux, bons offices, etc.).

Les exportations de matériel de guerre ont provoqué de graves problèmes lors de la Première Guerre mondiale, ce qui amène le gouvernement suisse à décider le 14 avril 1939 d'interdire ces exportations en cas de nouveau conflit. Mais, dès le 9 septembre 1939, cette interdiction est levée, à la suite de pressions des diplomates français et britanniques, dont les gouvernements souhaitent acheter des produits suisses. Au cours des premiers mois de la guerre, c'est vers l'ouest que sont exportées ces marchandises achetées par des Etats qui peuvent payer les factures. En revanche, les industriels suisses se heurtent aux difficultés de paiement de l'Axe, dépourvu de devises[7]. La débâcle de la France bouleverse les conditions du commerce extérieur de la Suisse. Les structures traditionnelles qui impliquent que l'économie helvétique échange avec le marché mondial demeurent, ce qui signifie des efforts constants pour maintenir des relations avec tous les principaux pays malgré le blocus allié et le contre-blocus de l'Axe. Mais celui-ci parvient à augmenter de manière considérable ses parts de marché. L'Allemagne et l'Italie obtiennent ainsi des produits suisses, certes en petites quantités par rapport aux besoins gigantesques des belligérants, mais dans des segments spécialisés très difficiles à produire ailleurs. Selon les statistiques officielles, l'industrie

suisse a exporté, de 1940 à 1944, des armes et des munitions (notamment des canons de 20 mm avec munitions) à hauteur de 633 millions de francs suisses vers l'Allemagne, l'Italie, la Roumanie et le Japon, de 57,5 millions vers les adversaires de l'Axe et de 60,9 millions vers les neutres. Des entreprises suisses ont en outre livré pour 177 millions de détonateurs à l'Allemagne. D'autres produits très appréciés par les belligérants (roulements à bille, machines-outils d'une haute précision exceptionnelle, produits chimiques et pharmaceutiques, appareils optiques, électriques, télégraphiques et radiophoniques, etc.) n'étaient pas enregistrés comme matériel de guerre par l'administration fédérale. De plus, la production des entreprises suisses sises en Allemagne n'était pas incluse dans ces statistiques helvétiques.

Le deuxième problème réside dans le financement des exportations. Après les victoires militaires de 1940, l'Axe obtient que le gouvernement suisse finance les achats allemands et italiens de marchandises. Quasi encerclée, la Confédération cède aux exigences du Reich, puis de l'Italie. Au nom du réalisme géopolitique et de la lutte contre le chômage, les autorités politiques acceptent de financer les exportations des industriels suisses, ce qu'elles refusaient auparavant. A la fin de la guerre, le montant accordé au Reich dépasse le milliard de francs suisses et presque 300 millions pour l'Italie, sur un total de plus de 3 milliards de crédits étatiques extérieurs au 31 décembre 1945. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France ont aussi obtenu leur part dans ces crédits. Toutefois, ce fut surtout au cours des dernières années du conflit mondial.

Le troisième sujet de controverse tient aux prestations de la place financière suisse. Les bouleversements de l'été 1940 entraînent l'essor du franc suisse en tant que monnaie internationale par excellence, la livre sterling et le dollar n'étant plus acceptés partout. Assoiffé de devises, l'Axe peut ainsi en obtenir en Suisse, notamment en y vendant l'or pillé dans les banques centrales des pays occupés, dans les établissements financiers et chez les particuliers (juifs et non juifs) en Europe. C'est en Suisse qu'ont été vendus près des quatre cinquièmes de l'or livré à l'étranger par la Reichsbank. Celle-ci a reçu 2 577 kg d'or arraché aux victimes juives des camps nazis, dont 120 kg ont été vendus en Suisse après avoir été refondus afin de camoufler leur origine criminelle ; ces lingots ont été échangés contre 581 899 francs suisses. De 1940 à 1945, l'Allemagne a vendu en Suisse pour 1 332,3 millions de francs en y envoyant de l'or, en majeure

partie prélevé dans les banques centrales de Belgique et d'autres pays occupés. D'autres prestations de la place financière suisse sont très appréciées : des transactions fort discrètes (par exemple, avec des devises ou des sociétés écrans), des crédits à très court terme, des ventes de papiers-valeurs sont opérés grâce aux banques suisses. La publication des archives allemandes a révélé que les plus hautes autorités du Reich accordaient une importance centrale à ces transactions. A partir de 1943, après avoir accumulé des informations, les Alliés multiplient les critiques contre les activités des banques suisses. Afin de réagir à ces attaques, les diplomates doivent s'informer et coordonner leurs argumentaires avec les banquiers suisses. Dans ce contexte, en janvier 1944, l'un des directeurs généraux de la Banque nationale suisse, Alfred Hirs (1889-1978), insiste auprès des fonctionnaires fédéraux « sur le fait que les Allemands attachent beaucoup de prix à l'existence d'une Suisse neutre par l'intermédiaire de laquelle ils puissent continuer les opérations financières internationales. Ce désir est peut-être pour plus qu'on ne le croit dans le fait que la Suisse a pu échapper à la guerre jusqu'à maintenant[8] ». Les responsables suisses considèrent que l'évolution de la guerre justifie le fait que ce soit l'Axe qui ait davantage bénéficié de la place financière suisse que les Alliés. En tentant de « gagner du temps », les délégués suisses vont s'efforcer d'atténuer les critiques des futurs vainqueurs et d'accepter peu à peu une partie de leurs demandes, en prenant soin de ne pas rompre avec l'Axe au nom de la neutralité. Dans un bilan final, on peut constater qu'entre 1940 et 1945 les Alliés ont obtenu davantage de francs suisses que l'Allemagne.

Un quatrième problème concerne les tunnels alpins qui permettent de faire transiter des marchandises et des hommes. Contrairement à la Suède, la Suisse n'a jamais autorisé le transit d'unités militaires, mais elle a interprété avec une grande souplesse ses devoirs d'Etat neutre. Pendant la phase victorieuse de l'Axe, le transit de charbon pour l'Italie ou d'approvisionnement de l'*Afrika Korps* provoque une hausse exponentielle du trafic ferroviaire à travers la Suisse. C'est seulement à partir de 1942 que de timides dispositifs de contrôle du contenu des wagons allemands sont décidés, sans que les Allemands aient à subir de conséquences négatives. Après la chute de Mussolini, le transit du sud vers le nord permet aussi d'évacuer des biens pillés, ce qui suscite l'irritation des Alliés, qui n'obtiendront des restrictions qu'à partir de mars 1945.

Un cinquième aspect est constitué par les prestations liées aux spécificités de l'économie suisse (produits de haute technologie, électricité, aluminium, etc.). Les usines capables de produire ces marchandises très utiles à l'Axe se trouvent en Suisse, voire sur la frontière avec l'Allemagne. La houille blanche produite par les barrages dans les Alpes ou sur le Rhin permet de faire fonctionner des usines en Suisse et en Allemagne du Sud. Avec une production qui atteignit son maximum, près de 35 000 tonnes, en 1944, la SA pour l'industrie de l'aluminium (Alusuisse) et ses usines de Rheinfelden et de Lend (Autriche) produisent en 1944 14 % de la consommation allemande d'aluminium (en 1939, 24 000 tonnes, soit 12 %). En 1943 et en 1944, de hauts dirigeants de l'économie de l'Allemagne récapitulèrent les différentes prestations suisses et rédigèrent des rapports synthétiques qui montrent l'ampleur et l'importance des livraisons suisses au Reich. A deux reprises, au printemps 1943, alors que certains souhaitaient déclencher une guerre économique contre la Suisse, Hitler lui-même préconisa la modération à l'égard d'un voisin utile.

Un sixième aspect des relations internationales de la Suisse est lié au fait que, si son territoire est préservé par les belligérants, la Confédération peut offrir des prestations utiles aux activités militaires et politiques des Etats étrangers. La Suisse est un lieu de rencontre et d'échange utile aux espions ; des contacts officieux peuvent y être noués en toute discrétion ; la diplomatie suisse assume la protection des intérêts étrangers dans des pays belligérants, organise des échanges de prisonniers, d'internés ou de blessés, voire joue un rôle de bons offices pour limiter les combats. Le IIIe Reich accordait une grande importance aux activités de protection de ses ressortissants par des diplomates helvétiques dans les pays alliés. Par ailleurs, il a instrumentalisé le Comité international de la Croix-Rouge, tandis que la Croix-Rouge allemande devenait un rouage du système nazi. La politique humanitaire, dont la Suisse affirme être le berceau, se heurte à ses limites lors de l'extermination des Juifs, ce qui n'empêche pas certaines personnes de s'engager, contre l'avis des dirigeants des organisations humanitaires, dans l'action de secours, voire de sauvetage de persécutés, que ce soit par le passage clandestin aux frontières ou dans le secours aux enfants dans les camps d'internement français. Pour les responsables gouvernementaux suisses, les derniers mois de la guerre revêtent une importance décisive. Edouard de Haller (1897-1982), le haut fonctionnaire chargé dès 1942 par le gouvernement suisse de coordonner les actions

d'entraide internationale, écrit le 16 mars 1945 pour exprimer la conviction « que c'est sur ce que la Suisse fera au cours de la dernière phase de la guerre qu'elle sera jugée et non pas sur les mérites qu'elle s'est acquis jusqu'ici[9] ». L'activisme et la générosité lors de la période ultime de la guerre ont ainsi constitué un « rattrapage humanitaire », selon l'historien Jean-Claude Favez (1938-2013).

C'est aussi au printemps 1945 que la guerre économique des Alliés atteint une virulence inédite. Même au faîte de sa puissance, l'Axe n'a jamais été aussi sévère à l'égard de la Suisse. Les reproches des Alliés concernent aussi bien les exportations de produits utiles à la guerre que les transactions financières, les affaires de biens pillés, les dissimulations en faveur de dirigeants nazis ou fascistes, le transit par les tunnels alpins. Le gouvernement suisse accepte de bloquer les avoirs allemands, de limiter le transit, de rechercher les biens pillés et de prendre une série de mesures qui vont dans le sens exigé par les Alliés. Le 6 mars 1945, il demande que les diplomates fassent ressortir que le gouvernement suisse « est allé à l'extrême limite des solutions compatibles avec la politique de neutralité qu'il a suivie jusqu'à présent[10] ». Il considère sa décision comme un acte de politique réaliste qui doit permettre de créer le contact nécessaire entre l'économie suisse et celle des pays alliés. Il finance la reprise des relations avec la France, qui peut ainsi acheter des produits suisses très utiles à la reconstruction.

Variations et constance de la neutralité

Après la signature publique de l'accord avec les Alliés le 8 mars 1945, les pressions extérieures vont continuer pendant plusieurs mois. Dans ce contexte, le plus haut dirigeant de la principale organisation patronale, Heinrich Homberger (1896-1985), déclare le 4 mai 1945 devant la Chambre suisse de commerce : « C'est une caractéristique de la politique de neutralité de s'adapter constamment à la situation. Cela signifie qu'on laisse cette situation se développer. » Cette attitude qui consiste à la fois à s'adapter et à temporiser fut adoptée face à l'Axe au début de la guerre mondiale. L'accommodation aux contraintes extérieures implique de fournir des prestations aux belligérants en tenant compte des rapports de force et en veillant à ne pas s'afficher d'un côté au point de rompre avec l'autre camp, ce qui permet d'adopter de nouvelles positions en fonction de

l'évolution internationale. La préoccupation constante d'opérer de bonnes affaires pousse à s'adapter aux opportunités internationales, mais en prenant garde de ne pas se fixer sur des positions qui empêcheraient un retournement opportun. Forme helvétique de l'accommodation, il s'agit d'une neutralité à géométrie variable.

La complexité de la réalité suisse implique une mise en perspective de la neutralité du pays sur la longue durée de l'histoire européenne. La première reconnaissance internationale est la déclaration du congrès de Vienne du 20 mars 1815, qui constate que la neutralité et l'inviolabilité de la Suisse « sont dans les vrais intérêts de la politique de l'Europe entière ». Pendant la Seconde Guerre mondiale, ces deux caractéristiques de la Suisse sont aussi dans les intérêts effectifs de l'Europe dominée par l'Axe. Neutralité qui, malgré, ou plutôt grâce à ses ambivalences, sert les intérêts de ses voisins et de ses partenaires.

1. Des informations sur les personnalités et questions mentionnées dans cet article se trouvent en ligne dans le *Dictionnaire historique de la Suisse* (www.dhs.ch.).

2. André Lasserre, *Frontières et camps. Le refuge en Suisse de 1933 à 1945*, Lausanne, Payot, 1995, p. 62 et 64.

3. Cf. *A tire d'ailes : contributions de Hans Ulrich Jost à une histoire critique de la Suisse*, Lausanne, Antipodes, 2005, p. 234.

4. Cf. Luc van Dongen, *La Suisse face à la Seconde Guerre mondiale, 1945-1948. Emergence et construction d'une mémoire publique*, Genève, Société d'histoire et d'archéologie de Genève, 1997.

5. Cf. Marc Perrenoud, « Les Alpes, la Suisse et les réfugiés politiques. *La Grande Illusion* (1937) et *La Dernière Chance* (1945) », dans Jean-William Dereymez (dir.), *Le Refuge et le Piège : les Juifs dans les Alpes (1938-1945)*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 95-113.

6. Mandatée notamment pour analyser les aspects économiques et financiers, la Commission a publié en 1998 et 1999 deux rapports intermédiaires et en 2002 son rapport final (cf. les nombreuses informations qui se trouvent sur son site Internet : www.uek.ch).

7. Cf. Jean Lopez et Olivier Wieviorka (dir.), *Les Mythes de la Seconde Guerre mondiale*, t. 1, Paris, Perrin, 2015, p. 131.

8. Procès-verbal de la séance du 27 janvier 1944 à la Banque nationale suisse (dodis.ch/47679). La base de données en ligne www.dodis.ch contient des documents diplomatiques suisses et d'innombrables autres informations.

9. Notice du 16 mars 1945 d'Edouard de Haller pour le ministre suisse des Affaires étrangères, Max Petitpierre (dodis. ch/47999).

10. Décision du gouvernement suisse du 6 mars 1945 (dodis. ch/47990).

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Bourgeois, Daniel, *Business helvétique et Troisième Reich. Milieux d'affaires, politique étrangère, antisémitisme*, Lausanne, Genève, Page deux et Le Courrier, 1998.

Chevallaz, Georges-André, *Le Défi de la neutralité. Diplomatie et défense de la Suisse 1939-1945*, Lausanne, L'Aire, 1995.

Commission indépendante d'experts Suisse-Seconde Guerre mondiale (sous la présidence de Jean-François Bergier), *La Suisse, le national-socialisme et la Seconde Guerre mondiale : rapport final*, Zurich, Pendo, 2002 (disponible en ligne avec d'autres textes : www.uek.ch, cf. aussi www.dodis.ch). Plusieurs citations reproduites ci-dessus se trouvent en ligne sur ces deux sites.

Jost, Hans Ulrich, *Le Salaire des neutres. Suisse 1938-1948*, Paris, Denoël, 1999.

Perrenoud, Marc, *Banquiers et diplomates suisses (1938-1946)*, Lausanne, Antipodes, 2011.

Perrenoud, Marc, et Thalmann, Rita (dossier publié sous la direction de), « La Suisse et les ambivalences de la neutralité », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, nº 93, 2009/1.

Schaufelbuehl, Janick Marina, *La France et la Suisse ou la Force du petit. Evasion fiscale, relations commerciales et financières (1940-1954)*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2009.

Wylie, Neville, *Britain, Switzerland, and the Second World War*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

14
Patton, le meilleur général américain

par Nicolas AUBIN

George Patton, charismatique commandant de la 3e armée, est indiscutablement le plus célèbre général américain de la Seconde Guerre mondiale. Ses pistolets chromés, ses frasques avec Montgomery, ses injures, son impétuosité ont marqué les esprits au point d'éclipser tous les autres chefs d'armée alliés. Mais célébrité rime-t-elle avec efficacité ? Certainement, à en croire ses ennemis. Les généraux allemands ont vu en lui leur plus dangereux adversaire. « Votre Guderian », dit Jodl, « votre meilleur élément », surenchérit Rundstedt. Pour l'historien Carlo D'Este, Patton est un « génie de la guerre » et il inspire toujours des centaines de jeunes officiers. Pourtant, la question de sa performance n'a jamais été vraiment étudiée par ses biographes, à l'exception de l'essai confidentiel d'Hubert Essame et de la récente biographie de Benoît Rondeau qui renforcent le mythe[1].

Qu'est-ce qu'un bon général de la Seconde Guerre mondiale ? Patton estime que la grandeur d'un chef réside dans sa capacité à insuffler un esprit guerrier à ses soldats et à les mener au feu. On peut y ajouter l'aptitude à maîtriser et améliorer l'outil mis à sa disposition, son influence sur l'art de la guerre et bien sûr sa capacité à influer positivement sur le déroulement

des campagnes militaires en concevant et conduisant des opérations utiles à la stratégie générale, ce qui implique de savoir travailler en équipe.

Un leader mais pas un penseur

Concernant le leadership, Patton est un expert de la transformation du civil en combattant. Il a également le don pour construire une unité aux rouages bien huilés et à la doctrine claire. Il veille à imprimer sa marque à ses subordonnés, n'hésitant pas à les malmener pour qu'ils se fondent dans le moule et pour pouvoir ensuite leur déléguer sans crainte la conception et l'exécution des opérations. En mars 1943, devant redresser le 2e corps américain étrillé à Kasserine, en Tunisie, il se déplace tel un tourbillon, toutes sirènes hurlantes, rend visite à chacune des compagnies de ses quatre divisions pour regonfler ses hommes. Il corrige, cajole, pousse en avant, tance les commandants défaillants, impose une discipline de fer car, pense-t-il, associée à la simplicité des mouvements et à l'élasticité des formations, celle-ci épargne des vies au combat. Il agit en patriarche, dont la proximité, le charisme, les discours fleuris, le souci d'améliorer l'ordinaire et la propension à récompenser – « Une guerre se gagne avec des médailles » – lui assurent l'affection et l'adhésion de sa troupe. Patton paie aussi de sa personne, veillant à être un modèle irréprochable. Indiscutablement, c'est un manager de haut niveau. Mais il n'est pas pour autant novateur, et ses méthodes sont puisées dans les plus anciennes traditions militaires occidentales. De plus, cela n'est pas sans dérapages, en témoignent les gifles infligées à des soldats victimes de chocs post-traumatiques en Sicile. Le courage pour Patton est une qualité acquise. Il a longtemps mis le sien à l'épreuve avec un certain masochisme, demandant à son professeur de sciences de l'électrocuter puis n'hésitant pas, en 1918, à parader avec ses galons sous le feu tel un trompe-la-mort. Il ne peut comprendre que tous les soldats américains ne puissent se hisser à sa démesure. Dans les premières années, le souci de donner l'exemple se fait au détriment de la conduite effective des opérations. En 1918, alors à la tête de cent cinquante chars, Patton passe son temps en première ligne, haranguant, suant pour extraire les chars de la boue et donnant l'assaut avec six soldats avant d'être blessé. En novembre 1942, alors qu'il dirige le débarquement de 30 000 hommes au Maroc, on le retrouve déchargeant lui-même les péniches. Une telle

posture conduit le colonel Patton de 1918 et le général Patton de 1942 à n'avoir pas plus d'influence sur le cours de la bataille qu'un simple sergent.

Une autre vertu d'un bon général réside dans la connaissance des affaires militaires et des aptitudes de son armée. En ces domaines, Patton ne craint personne. Passionné par la guerre dès l'enfance, il a dévoré tous les classiques, disséqué toutes les grandes batailles. Des cités comme Agrigente, en Sicile, ou Metz n'ont pas de secret pour lui car elles ont fait l'objet de sièges que Patton connaît par cœur. Il dispose d'un bagage théorique – diplômé de West Point, de la Cavalry School, du Command & General Staff School (l'Ecole du commandement et des fonctions d'état-major, passage obligé pour les futurs officiers généraux) et de l'académie militaire de Carlisle, stagiaire à l'école de cavalerie de Saumur – complété par un solide savoir-faire pratique. En 1917, il conduit des chars, les répare, essaie chaque équipement, conçoit et supervise exercices et manœuvres afin d'obtenir la meilleure synergie entre le matériel et le combattant, et ainsi améliorer la performance d'ensemble de son unité. Ses visites incessantes lui permettent de sentir ses hommes. Il comprend immédiatement que le char n'a d'efficacité qu'à condition d'être convenablement ravitaillé et entretenu. Il a conscience des difficultés d'emploi des lourdes divisions blindées et tient compte de facteurs souvent méprisés, comme la logistique ou le renseignement. Peu d'officiers généraux peuvent se prévaloir d'aussi bien connaître leur outil que Patton.

Patton n'est pas un théoricien. Il ne donne pas suite à quelques articles publiés au début des années 1920 en faveur des chars dès qu'il comprend que sa carrière peut en souffrir, la mécanisation ayant de puissants adversaires alors. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ses consignes reprennent les valeurs communes à l'US Army : primat du feu, importance de l'initiative, posture résolument offensive, recherche de l'annihilation de l'adversaire. « Le seul principe tactique intouchable est celui-ci : utiliser tous les moyens disponibles pour infliger le maximum de pertes à l'ennemi dans le minimum de temps. […] Vous ne serez jamais trop puissants. […] Nos mortiers et nos canons sont des armes superbes… quand ils tirent. Quand ils sont muets ils sont parfaitement inutiles, aussi faites-les tirer ! On gagne les batailles en faisant peur à l'ennemi. Il aura peur s'il a des morts et des blessés. C'est le feu qui fait les morts et les blessés. […] EN CAS DE DOUTE, ATTAQUEZ[2] ! » Il se démarque quelque peu par l'importance qu'il accorde au rythme de la bataille. « Une bonne solution mise en pratique

immédiatement est préférable à une solution parfaite dix minutes plus tard. » Il a conscience de l'effet démultiplicateur de la manœuvre une fois l'ennemi déséquilibré. C'est pour cette raison qu'à l'instar de la tactique allemande, il laisse une grande liberté de manœuvre à ses subordonnés – « les ordres doivent dire ce qu'il faut faire et non comment le faire[3] » – et les encourage à « ne jamais se mesurer à la force de l'ennemi mais à sa faiblesse ». Nous sommes cependant loin de la profonde pensée systémique de Montgomery ou des théories de bataille à l'échelon opératif mises au point par les stratèges soviétiques de l'entre-deux-guerres.

Des performances contrastées

Chef de terrain, Patton, qui commande un corps d'armée en Afrique du Nord puis une armée en Sicile et en France, a l'occasion de peser sur le déroulement des campagnes. Il mène avec brio une exploitation – non une percée – au cours de l'été 1944 où, en cinq semaines, il projette son armée de la Normandie à la Lorraine en passant par la Bretagne et les bords de Loire. A Avranches, il démontre son savoir-faire dans la gestion des flux, évitant l'écueil des embouteillages à l'origine de tant d'échecs. Il sait conserver le contact avec ses pointes au-delà de la portée des radios en pilotant un petit avion capable de décoller d'un champ et en utilisant une unité de cavalerie dont les escadrons suivent les combattants et le tiennent informé directement. Il exécute ses mouvements après un gros travail de renseignement. « Patton n'a jamais ordonné un déplacement sans consulter son responsable du renseignement, Oscar Koch. […] Nous agissions en fonction de lui, se souvient Terry Allen. Cela explique pourquoi la 3e armée n'a jamais été surprise et s'est toujours engouffrée dans les angles morts de l'ennemi[4]. » Enfin, Patton sécurise ses ailes à l'aide de chasseurs-bombardiers qui patrouillent le long de la Loire et traitent immédiatement la moindre concentration de troupes ennemies, ce qui lui évite d'immobiliser de précieuses divisions en couverture.

A deux autres reprises, il confirme sa maestria. Au printemps 1945, il mène ses blindés du Rhin jusqu'à la Tchécoslovaquie, et surtout, en plein cœur de l'hiver précédent, il réussit l'exploit d'extraire le gros de son armée (300 000 hommes, près de 100 000 véhicules) du front de la Sarre pour porter secours à la 1re armée malmenée dans les Ardennes, à 200 kilomètres au nord, le tout en moins de soixante-douze heures. Deux fois moins de

temps qu'il n'en faut à Montgomery, pourtant bien mieux placé. C'est ce génie du mouvement qui fascine ses adversaires.

Mais il s'agit là de l'arbre qui masque la forêt. Patton ne conduit que rarement une guerre mobile. Il planifie des batailles préparées en terrain difficile (montagne tunisienne au printemps 1943, Lorraine boueuse de l'automne 1944, massif boisé et enneigé de l'Eifel à l'hiver 1945), des traversées en force de cours d'eau (Moselle, Rhin), des assauts de positions retranchées (Metz, ligne Siegfried), des débarquements (Sicile). Mais, si aucune de ces batailles n'est désastreuse, il n'y a pas davantage d'exploit. Les succès sont mitigés. Surtout, jamais il ne parvient, à partir d'une situation figée, à basculer dans la guerre de mouvement qu'il convoite. Balayons une idée reçue. Patton n'est pour rien dans la percée en Normandie. Ladislas Farago l'a écrit en s'appuyant sur un projet rédigé par Patton en juillet 1944, mais qui se révèle être en fait une esquisse… de débarquement en Bretagne[5]. Ce sont Montgomery, Bradley et Collins qui ont planifié, déchiré le front et engagé l'exploitation. Patton l'accélère. L'unique exception réside dans la destruction de la 7e armée en Sarre-Palatinat au cours du mois de mars 1945, à une date où le front ouest se disloque en fait partout[6].

S'il a l'œil pour saisir le mouvement, il n'a pas celui des changements de situation. Fin août, Patton fond sur Verdun. Il insiste sur les dangers de la moindre pause qui laissera le temps aux Allemands de se retrancher[7]. Le voilà justement immobilisé quatre jours par manque d'essence. Patton refuse pourtant d'en tirer la seule conséquence possible, et sa nouvelle directive se contente de reprendre la poursuite là où elle a été stoppée. Patton ne revoit ni ses objectifs – le Rhin – ni sa tactique – opérer dispersé pour profiter du réseau de circulation. Sans surprise, le franchissement improvisé de la Moselle tourne au massacre. Enlisé, il n'a qu'une idée en tête, retrouver sa liberté de manœuvre.

Dans les semaines suivantes, Patton peaufine une offensive de grand style pour franchir d'une traite la Lorraine, la ligne Siegfried et le Rhin, un bond de 150 kilomètres prévu en novembre. Le résultat le frustre. Après avoir pris Metz, ses hommes s'échouent sur les bords de la Sarre. Patton a avancé de 40 kilomètres en cinq semaines, mais il n'a rien conquis que les Allemands n'étaient disposés à céder. La ligne Siegfried n'est pas entamée. La faute au climat désastreux, un peu, à une conduite des opérations défaillantes, surtout. Le plan est trop ambitieux. En voulant courir deux

lièvres à la fois – encerclement de Metz et poussée immédiate vers le Rhin –, Patton se disperse. En conséquence, l'enveloppement s'éternise, ce qui facilite l'évacuation des troupes allemandes. Par la suite, Patton perd le fil de sa manœuvre. Il multiplie les attaques d'opportunité sans jamais faire coopérer ses deux corps[8]. Il est ici victime de sa formation défaillante, l'incapacité des Américains en général à concentrer leurs forces et leur difficulté à penser les combats dans le temps étant systémiques. Cette bataille rappelle que Patton a du mal à fixer des objectifs raisonnables et, par voie de conséquence, à planifier une séquence opérative réaliste. Depuis août, il ne pense qu'à passer le Rhin le premier. Cette bataille rappelle aussi que Patton ne pense jamais la guerre dans sa globalité, car il est trop fasciné par les symboles et largement motivé par ses ambitions personnelles.

Un élément perturbateur dans la stratégie alliée

Conquérir une cité, franchir un cours d'eau, avaler des kilomètres sont pour Patton une fin en soi. Il n'est pas un stratège mais un collectionneur. Ainsi il s'obstine à prendre Metz, qui a perdu tout intérêt militaire, car personne, croit-il à tort, n'a conquis la forteresse depuis Attila. On retrouve le même défaut en Sicile. Après un débarquement difficile où les Germano-Italiens ont été tout proches de la rejeter à la mer, l'armée de Patton prend du retard. Montgomery, bloqué le long de la côte orientale et pressé de fondre sur Messine, empiète alors sur les itinéraires prévus pour les Américains au centre du front et les relègue dans une mission de couverture du flanc gauche britannique. Patton s'étrangle. Pas question de ne faire que de la figuration. Il ordonne alors à ses troupes de suivre la ligne de moindre résistance le long du littoral occidental qui les conduit jusqu'à Palerme après un raid de 250 kilomètres aussi spectaculaire qu'inutile : la décision se fait à l'est, à proximité du détroit de Messine, le cordon ombilical qui relie la Sicile à la botte italienne. L'année suivante, l'euphorie de la poursuite à travers la France lui fait perdre toute mesure. Il s'imagine gagner la guerre seul, en dix jours, avec seulement 9 divisions fonçant en Allemagne pour y sidérer le régime nazi[9]. Mais une telle action isolée n'a aucun sens et témoigne d'une profonde incompréhension des dynamiques de la guerre moderne, en particulier des qualités de résilience des armées industrielles et des contraintes logistiques. Francfort est à 1 000 kilomètres

de Cherbourg, Berlin à 1 500 ! Nommé à la tête d'une armée, Patton atteint son plafond de compétence.

Cette cécité stratégique s'explique principalement parce qu'elle n'occupe qu'une position subsidiaire dans la pensée de Patton. La guerre n'est pour lui qu'une compétition, l'adversaire véritable n'est pas l'ennemi, mais l'unité voisine. Ses carnets sont empreints d'inquiétude dès qu'une autre armée lui vole la vedette. Le 28 juillet 1943, il écrit à son subordonné Middleton : « Il faut que nous prenions Messine avant les Anglais. Faites tout ce qui est en votre pouvoir pour nous aider à gagner la course. » Jouant sa propre partition, Patton en oublie la finalité militaire – détruire l'armée ennemie –, et quand la ville est finalement prise, trois semaines plus tard, les Germano-Italiens ont évacué l'île. Patton, persuadé d'avoir un destin, devient au fur et à mesure que la fin de la guerre approche un élément perturbateur ingérable, d'autant que sa nomination à la tête d'une armée lui offre un pouvoir de nuisance considérable. Quand il apprend qu'il est rationné en carburant fin août 1944, George rétorque à Bradley, qui lui rappelle les besoins des autres armées, qu'il se bat pour la 3e armée et « que le diable emporte le perdant. Que Monty et Hodges aillent se faire foutre[10] ». Il n'hésite d'ailleurs pas à voler de l'essence à l'armée voisine. Son obsession de franchir le Rhin l'amène à pervertir sans états d'âme la mission que lui a confiée Eisenhower, à savoir servir de diversion pour faciliter l'opération principale prévue plus au nord. Paranoïaque, il estime que les plans stratégiques qui font interagir plusieurs armées ne sont que des complots pour le priver de ses lauriers. Il est incapable de s'entendre avec ses supérieurs et ses partenaires. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui ont poussé Eisenhower à lui préférer Bradley pour commander les troupes américaines en Normandie, et, en 1946, bien qu'il le juge comme étant « le plus brillant commandant d'armée en rase campagne que nos services aient pu produire », à ne le placer que quatrième derrière Bradley, Spaatz et Bedell Smith dans une note classant ses généraux. Patton est davantage un *condottiere* qu'un général moderne.

Cet égoïsme s'inscrit dans la nature du personnage. A l'âge de dix ans, il prétend devenir lieutenant-général, pensant alors qu'il s'agit du sommet de la hiérarchie militaire américaine. Il ne parle que de rejoindre au Panthéon les plus grands conquérants[11]. Cette ambition lui permet de surmonter ses difficultés scolaires à West Point. Elle le motive bien plus que le patriotisme. Craignant que les Etats-Unis ne lui donnent pas

d'opportunités, il envisage en 1914 de rejoindre l'armée française[12]. En 1940, déjà âgé de cinquante-cinq ans, il redoute d'être exclu de la guerre future en raison de son âge. En août 1944, il se jette à corps perdu dans la poursuite avec une audace égale à sa peur de voir la guerre s'achever avant qu'il n'ait le temps de réaliser quelque chose d'exceptionnel. Patton respire alors pour la guerre, exècre la paix à tel point que, romantique, il espère « recevoir un coup bien propre à la dernière minute du dernier combat et s'en aller sur un nuage[13] » ; désir partiellement exaucé, puisqu'il meurt sur une route allemande victime d'un accident le 21 décembre 1945. Ce penchant naturel a été cependant entretenu par le système éducatif américain. L'académie militaire de West Point n'encourage que la performance individuelle, tant sportive qu'intellectuelle. Elle érige la compétition en vertu cardinale. Elle nourrit le mépris en incitant aux bizutages[14]. Les diplômés en sortent convaincus que l'armée est un panier de crabes où tous les coups sont permis pour faire carrière. Il est indispensable d'y disposer d'un solide réseau, ce qui est le cas de Patton issu d'une influente famille d'aristocrates sudistes – il intègre West Point grâce aux intrigues de son père – et qui dispose de l'amitié de Pershing, commandant du corps expéditionnaire américain en France en 1917. Détail révélateur, Bradley ne s'offusque pas de l'égoïsme de Patton, au contraire, il le juge légitime et de bonne guerre[15]. L'institution militaire est idéologiquement libérale pensant que la somme des ambitions personnelles conduit au succès collectif.

Paraître plutôt qu'être

Patton n'est donc pas le génie militaire que l'on imagine. Des hommes comme Marshall, McNair ou Somervell ont eu un impact bien plus considérable en façonnant l'armée de la victoire depuis Washington, et leur influence a été plus durable. Une comparaison avec des officiers de même rang n'est pas non plus à l'avantage de Patton. Le bilan des Américains en termes opérationnels n'est pourtant pas des plus brillants, mais des chefs d'armée tels que Patch ou Simpson ont fait preuve d'une plus grande polyvalence et d'une conduite plus sûre des opérations.

Alors pourquoi donc Patton a-t-il une réputation aussi flatteuse ? Parce qu'il est avant tout un formidable communicant. Cet homme sorti du passé est sur ce plan d'une étonnante modernité. C'est en 1940 que sa légende

prend corps, avant même le premier coup de feu. Patton multiplie les sorties médiatiques, forge son langage, veille à ce que sa division soit la mieux tenue de l'armée, organise des manœuvres spectaculaires qui attirent des milliers de spectateurs civils et devient ainsi incontournable, dans l'espoir de ne pouvoir être mis sur la touche au profit de la jeune génération[16]. Il est un précurseur conscient de l'importance de l'image et du poids de l'opinion publique. Patton profite d'ailleurs de sa participation, à un niveau élevé, aux premiers combats en Afrique du Nord, à la différence des autres chefs d'armée qui ne sont connus que dans le second semestre 1944, trop tard pour lui faire de l'ombre. Dès novembre 1942, Patton débarque à la tête d'un corps au Maroc. Son *alter ego* qui débarque en Algérie, Fredendall, se discrédite dans le désastre de Kasserine. Patton le remplace et est déjà attendu comme un messie. En Sicile, il est le premier chef d'une armée déployée en Europe. L'US Army saute sur l'occasion et communique abondamment autour de cette coqueluche des médias. Ainsi la prise de Palerme, d'un intérêt nul sur le plan militaire, est opportune politiquement. La « grande cité » fait les gros titres de la presse. Tout est alors exagéré et déformé pour convaincre qu'il s'agit d'une première grande victoire américaine. Tous y trouvent leur compte : Patton bien sûr, les médias, l'armée américaine en Europe, en quête de personnalité et de légitimité[17]. Mi-1943, l'US Army est en difficulté. Elle n'a rien d'équivalent aux succès de la Navy dans le Pacifique à proposer à l'opinion publique. Marshall, le commandant en chef de l'armée de terre, doit faire face au lobbying de la marine, qui voudrait faire basculer l'effort de guerre principal au profit du Pacifique. Les intérêts de Patton et de l'armée convergent. Celle-ci facilite les efforts de Patton pour devenir une icône populaire et ferme les yeux sur ses frasques. A l'instar d'un MacArthur, Patton devient un acteur central dans la mutation de l'US Army en objet public. L'affaire des gifles s'inscrit alors dans cet apprentissage de la guerre de l'image et des liens complexes qui unissent l'armée et les médias. Cette affaire, désastreuse pour Patton, est mise à profit par l'armée. Pendant sa période de disgrâce, le voilà nommé à la tête d'un groupe d'armées fantôme en Angleterre, où sa popularité sert de leurre pour convaincre les Allemands qu'un second débarquement se prépare. L'US Army trouve à Patton sa plus utile mission stratégique : il immobilise une armée entière dans le Pas-de-Calais. Lui qui estime qu'un général doit user de talents d'acteur joue alors, à son corps défendant, son plus beau rôle.

1. Hubert Essame, *Patton : A Study in Command*, New York, Scribner & Sons, 1974 ; Benoît Rondeau, *Patton. La chevauchée héroïque*, Tallandier, 2016.

2. Instruction aux officiers de la 7e armée américaine en vue du débarquement en Sicile, 5 juin 1943.

3. Instruction aux officiers de la 3e armée américaine, 6 mars 1944.

4. Terry Allen, *Lucky Forward*, New York, Vanguard Press, 1964, p. 68.

5. Ladislas Farago, *Patton. Grandeur et servitude*, Paris, Stock, 1965, p. 255.

6. Cédric Mas et Daniel Feldmann, *La Campagne du Rhin*, Economica, 2016, p. 247.

7. Journal, 30 août 1944, cité par Martin Blumenson, *Carnets secrets du général Patton*, Paris, Plon, 1972, p. 338.

8. John Nelson Rickard*, Patton at Bay. The Lorraine Campaign, 1944*, Washington (D.C.), Brassey's, 2004.

9. Lettre à sa femme, 21 août 1944, dans Martin Blumenson, *Carnets secrets du général Patton*, *op. cit*., p. 331.

10. Omar Bradley, *Histoire d'un soldat*, Paris, Gallimard, 1952, p. 384.

11. Martin Blumenson, *Patton, l'homme derrière la légende*, Rennes, Ouest-France et Mémorial de Caen, 1993, p. 32.

12. *Ibid.*, p. 68.

13. Lettre à Robert H. Fletcher, 18 avril 1945, dans Martin Blumenson, *Carnets secrets du général Patton*, *op. cit*., p. 443.

14. Jörg Muth, *Command Culture. Officer Education in the US Army and the German Armed Forces, 1901-1940, and the Consequences for World War Two*, Denton (Texas), University of North Texas Press, 2011.

15. Omar Bradley, *Histoire d'un soldat*, *op. cit.*, p. 384.

16. Martin Blumenson, *Patton, l'homme derrière la légende*, *op. cit*., p. 142.

17. Alexander G. Lovelace, « The Image of a General : The Wartime Relationship between General George S. Patton Jr. and the American Media », *Journalism History*, vol. 40, no 2, 2014, p. 108-120.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Axelrod, Alan, *Patton : A Biography*, New York, Palgrave Macmillan, 2006.

Blumenson, Martin, *Patton, l'homme derrière la légende*, Rennes, Ouest-France et Mémorial de Caen, 1993.

D'Este, Carlo, *Patton : A Genious for War*, New York, Harper, 1996.

Farago, Ladislas, *Patton. Grandeur et servitude*, Paris, Stock, 1965.

Hirshson, Stanley, *General Patton : A Soldier's Life*, New York, Harper, 2002.

Rondeau, Benoît, *Patton. La chevauchée héroïque*, Paris, Tallandier, 2016.

15
Le cœur de la France libre battait à Londres

par Eric JENNINGS

Londres, capitale de la France libre : l'image est durablement enracinée dans le récit national français. Un quartier général situé à Carlton Gardens, le général de Gaulle au micro de la BBC, le cénotaphe de Whitehall et le monument londonien au maréchal Foch, théâtres de cérémonies et de défilés de troupes sous l'étendard de la croix de Lorraine, voilà autant de lieux communs véhiculés par la propagande de l'époque, et maintes fois repris par des documentaires. Pourtant, en les examinant de plus près, ces clichés masquent une grande fragilité, révèlent distorsions et asymétries, et gomment un contexte mondial pourtant capital. Car les assises londoniennes du mouvement gaulliste se révèlent particulièrement précaires. Contrairement au cas néerlandais, en juin 1940 le gouvernement français venait de conclure un armistice avec l'occupant allemand. De plus, l'Assemblée nationale rassemblée en séance extraordinaire au casino de Vichy le 10 juillet 1940 avait voté l'octroi des pleins pouvoirs au maréchal Philippe Pétain. Le déficit de légitimité gaulliste était d'autant plus patent qu'aucune puissance étrangère, hormis le Royaume-Uni, ne reconnaissait ce mouvement que le gouvernement du maréchal Pétain taxait de renégat. Charles de Gaulle n'avait été investi d'aucun pouvoir par la république moribonde. A l'inverse, l'Etat français siégeant dorénavant à Vichy

jouissait d’une reconnaissance quasi universelle : les corps diplomatiques – soviétique, américain et autres – avaient déménagé sans états d’âme de la Ville lumière à la station thermale. Surtout, contrairement au cas hollandais, en juin 1940 la France libre n’offrait à Londres qu’une modeste contribution militaire – de rares éléments épars, peu d’appareils, peu d’aviateurs et de marins. Le gouvernement des Pays-Bas, *a contrario*, pouvait s’enorgueillir d’apporter sa contribution à la cause alliée sous la forme d’un vaste empire colonial, de soldats issus de ces territoires et de ressources et d’infrastructures qui s’y situaient : raffineries de Curaçao, caoutchouc et gisements de pétrole d’Indonésie.

La situation allait toutefois évoluer sans tarder. A la fin août 1940, le général de Gaulle obtint l’adhésion d’un gigantesque domaine colonial, ou du moins celle de ses dirigeants. En effet, dès l’été 1940 le cœur de la France libre se mit à battre bien loin de Londres, d’abord dans le Pacifique Sud, puis en Afrique centrale. Le mouvement allait offrir un empire à la cause alliée, et ces apports coloniaux allaient se multiplier entre 1940 et 1944, alors même que ceux des Pays-Bas se réduisaient au profit du Japon.

L’effet domino en faveur de la France libre débuta bien modestement le 20 juillet 1940 avec le ralliement des minuscules Nouvelles-Hébrides (actuel Vanuatu). Il allait toutefois croître de manière incrémentielle. Du 26 au 28 août 1940, par une action combinée lancée à la fois depuis l’intérieur et l’extérieur, les territoires comprenant l’Afrique-Equatoriale française (AEF) et le Cameroun basculèrent dans le camp de la France libre. Celle-ci contrôlait désormais un vaste bloc africain s’étendant depuis le Sahara jusqu’à la forêt tropicale. Il formait avec ses voisins – Congo belge, Nigeria britannique et Soudan – un rempart contre Vichy et l’Axe et, surtout, un couloir stratégique et aérien majeur. Dans ses Mémoires, Winston Churchill allait rendre hommage à cette voie de communication qui permettait de contourner la chape de plomb qui s’était abattue sur l’Europe et une partie de la Méditerranée[1].

En février 1941, Edgard de Larminat, commandant supérieur des forces de l’Afrique française libre, exprimait ce qui était pour lui une évidence : « La France libre est uniquement composée de territoires coloniaux[2]. » Une fois rangés derrière le général de Gaulle (le processus fut laborieux au Gabon), ces territoires constituaient bien plus que des socles. Ils constituaient des laboratoires de légitimité, des gages d’un engagement militaire aux côtés du Royaume-Uni et de son empire, et une formidable

réserve d'hommes et de ressources. Surtout, en apportant un territoire et des sujets à la cause, ces vastes contrées faisaient de la France libre non plus un mouvement en exil, mais un gouvernement à part entière doté d'une capitale impériale, Brazzaville.

Un élan parti du Sud

Loin d'être marginales, les colonies françaises, à commencer par l'AEF et le Cameroun, constituaient le fer de lance de la France combattante. Sans les premières colonnes françaises libres parties du Tchad attaquer les forces de Mussolini en Libye, il eût été impossible d'affirmer, après-guerre, que la France n'avait jamais déposé les armes et que la débâcle de juin 1940 n'avait constitué qu'un revers. Sans les faits d'armes des troupes très majoritairement africaines à Koufra (295 Africains pour 101 Européens), au Fezzan (2 700 Africains pour 550 Européens), en Tunisie et dans le désert libyen, il est peu probable que Britanniques et Américains eussent consenti ultérieurement à équiper deux armées françaises libres.

De même, le ralliement des colonies d'Afrique et d'Océanie en 1940 rendit possible le fondement même de l'orthodoxie gaulliste, à savoir l'idée que Vichy n'incarnait pas la vraie France. De Gaulle ne s'y trompe pas : dans ses *Mémoires de guerre* il aborde dans un même paragraphe d'une part sa décision de déclarer le régime de Vichy illégitime et non avenu, et d'autre part la création *ex nihilo* en octobre 1940, « en terre française, à Brazzaville[3] », des institutions et de la ligne officielle de la France libre. Appuyé par quelques juristes, dont René Cassin, le Général esquissait l'idée audacieuse que la continuité étatique avait migré des rives de la Seine vers les berges du Congo. Un *Journal officiel*, publié à Brazzaville dès 1940, posa les jalons légaux et institutionnels de la France combattante. Architecte de la mouvance française libre en Afrique, le gouverneur général Félix Eboué œuvra pour faire de Brazzaville une capitale, dotée de nouveaux édifices publics, d'un bâtiment du Trésor, d'un poste émetteur pour Radio Brazzaville, d'une école de formation de cadres militaires (le camp Colonna d'Ornano), d'un quartier général pour le général de Gaulle et bientôt de légations étrangères.

Un autre mythe tenace entourant la France libre concerne sa composition. Le cliché du premier Français libre se résume souvent à un marin de l'île de Sein ou à un irréductible métropolitain ayant gagné les

côtes anglaises. Bien que Jean-François Muracciole, fin connaisseur des Français libres, ait insisté sur le pourcentage élevé d'étrangers, de femmes et de coloniaux dans leurs rangs, il convient d'ajouter qu'en 1942 environ un tiers des effectifs militaires de la France libre était issu de l'Afrique-Equatoriale française libre, du Cameroun et des territoires français du Pacifique. Ces forces étaient organisées en bataillons de marche, immédiatement lancés au feu par un général de Gaulle cherchant à prouver aux yeux du monde qu'il portait le fer à l'ennemi. Le chef de la France libre entendait en effet démontrer qu'il ne menait pas uniquement bataille contre ses compatriotes, comme le suggérait la propagande de Vichy depuis le fiasco de l'opération anglo-gaulliste sur Dakar en septembre 1940.

Des Français libres africains

Le Français libre de la première heure était donc également tchadien et camerounais. Mais était-il véritablement « libre » ? Certaines des 17 000 recrues de la France libre en AEF et au Cameroun entre 1940 et 1943 avaient été incorporées dans l'armée dans des conditions douteuses. La sous-traitance du recrutement confiée à des chefs africains, l'appât que représentait une somme significative promise à l'enrôlement, le recrutement dans une langue parfois inconnue des intéressés, les quotas soumis aux agents recruteurs firent qu'un grand nombre de ces ouvriers de la première heure n'étaient pas réellement volontaires. Certaines sources évoquent des hommes enchaînés par des recruteurs. Pour ne citer qu'un exemple, le Gabonais Jean Malonga se plaignit d'avoir été littéralement enlevé chez lui par des Forces françaises libres, qui l'employèrent comme porteur dans leur campagne contre la dissidence favorable à Vichy au Gabon, fin 1940[4]. Ce genre de procédé s'inscrivait dans la pratique coloniale, les « porteurs » ayant depuis des décennies été engagés dans des conditions dantesques, soit pour alimenter les colonnes d'explorateurs, soit pour œuvrer sur de grands chantiers, comme le chemin de fer Congo-Océan. Voilà en tout cas de quoi bousculer ce qui est devenu l'une des idées reçues du Français libre, avancée par le romancier Romain Gary : « Ils venaient un à un, individuellement – et je souligne ce mot, car c'est peut-être ce qui caractérisait le plus fortement ces hommes libres[5]. » Gary était pourtant bien placé pour connaître l'inexactitude de ses propos, ou plutôt leur manque de pertinence sur le continent africain. En tant qu'aviateur français

libre, il avait côtoyé au Tchad des frères d'armes de l'ethnie sara qui avaient été incorporés massivement en 1940 et 1941. Ces soldats de couleur ne semblent pas avoir été pris en compte dans son schéma axé sur le volontariat.

Le cas de Malonga peut être considéré comme plus largement représentatif de l'expérience africaine de la France libre. Contexte colonial oblige, les Africains ne furent pas consultés en août 1940 pour savoir s'ils étaient favorables à Philippe Pétain ou à Charles de Gaulle. Certains Camerounais exprimèrent au demeurant des velléités de sympathie pour l'Allemagne, leur ancienne puissance coloniale. De bien plus nombreux anciens combattants africains firent connaître dès juin 1940 leur désir de poursuivre le combat contre le Reich, d'autant que beaucoup d'Africains s'étaient positionnés contre le nazisme. Il n'en demeure pas moins que la contrainte et la coercition dominèrent les relations coloniales en Afrique française dite « libre ». Un nouvel Office du travail mis en place par Félix Eboué facilita le recrutement forcé de travailleurs. Sous couvert de « prestations » et d'autres formes de travail non rémunéré, des milliers d'ouvriers furent maintenus sur de vastes chantiers routiers, nouvelles artères stratégiques reliant colonies françaises et britanniques. La seule route reliant Bangui, Fort-Lamy et Moussoro, achevée en 1942, mobilisa 10 000 recrues africaines[6]. Ailleurs, sur les plantations de palmistes camerounais, dans les mines d'or congolaises et dans les champs de coton de l'Oubangui-Chari, la contrainte redoubla à partir de 1940.

La guerre des ressources

Les habitants de l'AEF et du Cameroun participèrent en effet à ce qu'il convient d'appeler la guerre des ressources. Le général de Gaulle ordonna de prospecter du pétrole au Gabon[7]. A travers le Moyen-Congo et le Gabon, l'exploitation de l'or s'accéléra considérablement. Le précieux minerai fut acheminé à Londres pour renflouer les caisses de la France libre, réduisant ainsi la dépendance du Général face à Winston Churchill. Pour les ouvriers qui trimaient dans les mines d'or du Moyen-Congo, du Cameroun et du Gabon, les conditions de travail se détériorèrent sensiblement à partir de 1940. Invoquant l'effort de guerre, les patrons supprimèrent les pauses et réduisirent les jours chômés, tentèrent de rendre la « désertion » passible de la peine de mort et renforcèrent des contrôles corporels déjà draconiens.

L'or n'était pas la seule substance à entraîner une telle fièvre. Dès 1940, des compagnies américaines s'intéressèrent à des métaux pouvant servir dans l'armement ; bientôt elles achetèrent du minerai de rutile riche en titane au Cameroun, du nickel et du chrome en Nouvelle-Calédonie. Quant au Timber Control britannique, il dépêcha des représentants au Gabon pour se pourvoir en rondins adaptés à la Royal Navy. A partir de 1942, ce fut principalement le caoutchouc qui attisa les convoitises. L'on pourrait même affirmer que cette précieuse substance représenta la principale contribution matérielle de la France combattante à la cause alliée. En effet, suite à l'expansion éclair du Japon en Asie du Sud-Est, les Anglo-Américains se trouvèrent à court de caoutchouc, matière essentielle pour les véhicules de guerre. Un SOS fut lancé en direction de Brazzaville. Des villages entiers, hommes, femmes et enfants confondus, furent alors lancés à la poursuite du caoutchouc dit sylvestre. En effet, le caoutchouc de plantation n'était pas répandu en Afrique-Equatoriale française (il l'était un peu plus au Cameroun), et de surcroît Félix Eboué se montrait inquiet de voir se radicaliser les ouvriers du caoutchouc, à l'instar de ce qui s'était produit en Indochine. C'est donc vers la cueillette que s'orientèrent ces territoires africains. Le coût humain fut considérable : recrudescence de la maladie du sommeil, délaissement de certaines cultures essentielles au profit de la cueillette de cette substance dont les ravages liés à son exploitation avaient été documentés par André Gide, Albert Londres et bien d'autres encore avant-guerre. De nombreux administrateurs coloniaux d'AEF estimèrent en 1942-1943 que la région était au point de rupture de ses ressources humaines et naturelles : les recruteurs sillonnaient les villages pour enrôler soldats, porteurs, camionneurs et ouvriers dans les mines. Le latex sauvage, sous forme de liane, d'herbe ou de racine, se faisait rare. Le fait d'être entré dans le giron gaulliste en 1940 laissa donc une empreinte profonde sur ces premiers fiefs de la France libre.

Les années françaises libres ont souvent été assimilées par les populations africaines à une période de recul. Ceci est manifeste en matière de conditions de vie et de pouvoir d'achat, mais aussi dans le vécu de l'autoritarisme. Pour faciliter l'extraction des ressources, l'administration coloniale avait tenté de revaloriser l'autorité des chefs africains. Dans l'Oubangui-Chari, en 1942, un administrateur local se lamentait par exemple que l'autorité des chefs traditionnels avait trop longtemps été sapée, voire bafouée, avec pour résultat que « les chefs dans la proportion

de 98 % n’ont aucune autorité sur leurs hommes », ce qui entraînait « une anarchie sociale »[8]. L’effort de guerre exigeait au contraire que l’administration leur accorde une plus grande marge de manœuvre, afin d’accroître la productivité par tous les moyens… Dans ces conditions, les abus furent légion, comme en témoigne un carton entier de doléances dépêchées au gouverneur général Eboué, mentionnant des sévices en tout genre, encore et toujours au nom de l’effort de guerre.

La multiplication des basculements coloniaux

Si l’AEF et le Cameroun avaient formé le premier bloc français libre, d’autres colonies se rangèrent ensuite une à une derrière la croix de Lorraine. Entre août et septembre 1940, les territoires français du Pacifique et de l’Inde rejoignirent la cause française libre (laborieusement pour la Nouvelle-Calédonie, rapidement pour Tahiti). Le bataillon du Pacifique allait s’illustrer à Bir Hakeim en 1942. Beaucoup de ces ralliements, à commencer par ceux de l’AEF et du Cameroun, peuvent être perçus comme de véritables putschs entrepris par une poignée d’hommes ; tous provoquèrent des conflits fratricides. Bien des basculements ultérieurs allaient entraîner une effusion de sang plus considérable encore, à commencer par ceux des territoires sous mandat fin 1941 (guerre entre Vichy et les forces anglo-gaullistes en Syrie et au Liban), puis Madagascar fin 1942 (opération britannique contre Vichy, la France libre en ayant été écartée). Le basculement de l’Afrique du Nord et de l’Afrique de l’Ouest entre fin 1942 et juin 1943 fut tout aussi pénible, impliquant d’infinies tractations. Il est donc fallacieux d’imaginer des « ralliements » spontanés de colonies venues rejoindre le général de Gaulle. Néanmoins, chacun de ces territoires – et d’autres encore, y compris l’archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon – apporta sa pierre à l’édifice de la France combattante. Et pour beaucoup d’entre eux, force est de constater que le tribut fut lourd. Même dans les territoires demeurés malgré eux dans l’orbite de Vichy – comme les Antilles françaises –, des milliers de dissidents partirent rejoindre la France combattante. Proportionnellement, on n’enregistre guère d’équivalent métropolitain aux 5 000 Martiniquais et Guadeloupéens qui bravèrent la mer à bord de frêles esquifs pour gagner les postes de recrutement de la France combattante à Sainte-Lucie, à la Dominique, puis à Trinidad, entre 1940 et 1943.

A la Libération, d'un avis commun, l'on estima que les colonies avaient secouru la France métropolitaine, d'autant que l'élan colonial ne s'était pas borné à un apport en ressources humaines et naturelles. En novembre 1944, la ville de Bangui recueillit 700 000 francs de ses habitants, somme vouée à reconstruire un village français, alors que l'Empire entier récoltait plus de 500 millions de francs en quelques mois « pour l'aide à la résistance » intérieure[9]. Ce genre de contribution ne datait pas d'hier : dès 1941, des villageois camerounais avaient été « invités » à lever des fonds pour l'achat d'avions de chasse pour la France libre. Ajoutons que dans le contexte colonial, la frontière entre don et obligation demeurait floue, et que ces dons étaient assimilés à un gage de fidélité.

S'il ne fait aucun doute que Londres servit de quartier général à la France libre, il n'en demeure pas moins que Brazzaville puis Alger en furent les capitales. Sans elles, le général de Gaulle eût été un empereur sans sceptre et sans royaume. Si les colonies françaises avaient déjà joué un rôle majeur au cours de la Première Guerre mondiale, grâce à la fameuse « force noire », elles occupèrent durant la Seconde une place plus éminente encore et contribuèrent puissamment à libérer la mère patrie et à épauler les Alliés.

La France libre fut avant tout une vague partant de l'Afrique, puis du Pacifique, vers l'Europe. Ce fait a rarement été reconnu, sans doute en raison d'une triple marginalisation. Premièrement, l'euphémisation de l'effort africain reflète un tournant historique, amorcé en 1943. C'est à cette date qu'intervint le premier « blanchiment » des Forces françaises libres, au cours duquel les unités issues d'AEF et du Cameroun furent en partie remplacées par des troupes issues du Maghreb. Puis en 1944 intervint un second « blanchiment », au cours duquel les FFI remplacèrent les coloniaux. Relevons, en second lieu, que la France libre tout entière a progressivement été évincée de la mémoire d'après-guerre. Ceci malgré le fait incontestable qu'elle a été à l'initiative de la Résistance, et qu'elle a été active et surtout efficace militairement bien avant sa consœur métropolitaine. Pourtant, l'image d'Epinal du maquisard l'a emporté sur celle du combattant bataillant dans la corne de l'Afrique, en Libye, en Syrie, en Tunisie ou en Italie. Relevons enfin qu'au sein même de la « première résistance » déjà marginalisée qu'était la France combattante, l'apport de l'Afrique a longtemps été minoré. A titre d'exemple, dans l'après-guerre certains prétendirent exclure la contribution des Africains au

motif qu'ils ne s'étaient pas portés volontaires, dans la logique de l'engagement articulée par Romain Gary. Il en résulte une mémoire longtemps blanchie de la France libre, reposant sur une vision datant de 1945 plus que de 1940. Ce dérèglement mémoriel est surtout le fruit d'une vision myope, focalisée intensément sur une France métropolitaine pourtant exclue des fronts entre juin 1940 et juin 1944.

1. Winston Churchill, *The Second World War*, vol. 2, Boston, Houghton Mifflin, 1949, p. 494.

2. Archives nationales du Cameroun, AC 6332, Larminat, 7 février 1941.

3. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, vol. 1, Paris, Plon, 1954, p. 150-151.

4. Eric Jennings, *La France libre fut africaine*, Paris, Perrin, 2014, p. 149.

5. Romain Gary, « Les Français Libres », *Revue de la France libre*, n° 187, 24 août 1970.

6. « C'est un effort gigantesque que soutint durant quatre ans la France d'outre-mer », *La Nation*, 1er novembre 1945.

7. Archives nationales de la République du Congo GGAEF84.

8. Archives nationales d'outre-mer (ANOM) 4(3)D53.

9. ANOM AGEFOM 357.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Crémieux-Brilhac, Jean-Louis, *La France libre*, Paris, Gallimard, 1996.

Jennings, Eric, *La France libre fut africaine*, Paris, Perrin, 2014.

Muracciole, Jean-François, *Les Français libres : l'autre résistance*, Paris, Tallandier, 2009.

Nnang Ndong, Léon Modeste, *L'Effort de guerre de l'Afrique : le Gabon dans la Deuxième Guerre mondiale, 1939-1947*, Paris, L'Harmattan, 2011.

Onana, Raphaël, *Un homme blindé à Bir Hakeim, récit d'un sous-officier camerounais qui a fait la guerre de 39-45*, Paris, L'Harmattan, 1996.

16
La propagande a joué un rôle décisif pendant la Seconde Guerre mondiale

par Christian DELPORTE

Au sortir de la guerre, l'idée s'ancre, chez les vainqueurs, que la victoire résulte certes des armes, mais aussi de l'arsenal psychologique mis en œuvre pour faire voler en éclats la redoutable machine de propagande nazie. En France, on exalte le rôle décisif des émissions de la BBC et de la presse clandestine dans la résistance morale de la population, mais on frappe aussi ceux qui, par leur plume ou par leur voix, ont cherché à « démoraliser des Français », admettant ainsi la menace que représentait la propagande collaborationniste. Aux Etats-Unis, on multiplie les enquêtes destinées à évaluer l'impact de la propagande, en questionnant notamment les prisonniers allemands.

Que la Seconde Guerre mondiale ait marqué la « consécration » de la propagande, comme l'écrit Jacques Driencourt en 1950[1], nul n'en doute. Elle s'est déployée dans toutes les directions, vers la communauté nationale, qu'il fallait soutenir moralement, comme vers l'ennemi, qu'on s'appliquait à démoraliser, et ce avec des moyens considérables. Dans les pays dominés, la propagande de l'occupant et des gouvernements soumis a suscité une contre-propagande venue de l'étranger ou nourrie par l'action

clandestine. A cet égard, la radio a joué un rôle essentiel, le propre des ondes étant de défier les frontières.

Pour autant, on peut douter que la propagande ait été aussi efficace, voire décisive, qu'on le crut à l'issue du conflit. En la matière, les instruments de mesure font largement défaut. Même les sondages, quand ils existent, ne permettent pas de conclure au lien mécanique entre le message de persuasion et l'attitude de l'opinion. De nombreux indices, au contraire, soulignent la portée très relative de la propagande. Comme l'écrivait Jean-Marie Domenach : « La propagande ne peut rien […] si elle ne rencontre pas un terrain favorable[2]. » Autrement dit, il est impossible de convaincre une population qui ne veut pas être convaincue, et plus encore de la « retourner », même avec les techniques les plus sophistiquées.

Dans la France occupée, la propagande ne « passe » pas

Prenons un premier cas de figure, celui d'un pays occupé comme la France, soumis à une propagande intense. En zone nord, la *Propaganda Abteilung* reprend les recettes développées en Allemagne ; en zone sud, les services de l'information de Vichy prétendent porter le message du Maréchal bien au-delà de la ligne de démarcation. Or, l'état d'esprit de l'opinion est connu, notamment grâce aux rapports de synthèse du contrôle postal – plus de 350 000 lettres ouvertes chaque semaine par la censure – et à ceux des préfets qui, à partir de 1941, comportent chaque mois une section « information et propagande » – signe de la confusion entre l'une et l'autre, mais aussi de l'importance que leur impact revêt aux yeux du gouvernement.

Si la défiance à l'endroit de l'occupant s'installe dès son arrivée, le décrochage vis-à-vis de Vichy se dessine dès le printemps 1941, comme l'a montré depuis longtemps l'historien Pierre Laborie[3]. Face « aux complications et à la précarité de la vie quotidienne », qui entretiennent « une nervosité et un mécontentement », la population de zone nord, alors, rejette la politique de collaboration, comme l'indiquent les rapports préfectoraux : « Plusieurs préfets reçoivent dans leur courrier de nombreuses lettres anonymes contenant la photographie déchirée du Maréchal[4] » ; « Le Maréchal lui-même, dont le prestige était jusqu'à présent incontesté, voit sa popularité diminuer, en raison de son adhésion

publiquement donnée à cette politique [de collaboration][5]. » Le célèbre discours de Pétain sur le « vent mauvais », prononcé le 12 août 1941, signe tant le détachement de la population (qui débouchera sur la défiance puis l'hostilité) que l'impuissance de la propagande à maintenir la confiance. C'est pourtant à cette époque que l'appareil propagandiste de Vichy se structure. Sous la conduite de Paul Marion, il bâtit notamment un réseau de volontaires chargés de porter la bonne parole dans le pays[6].

Dès septembre 1941, la synthèse préfectorale sur l'état de l'opinion en zone libre est sans appel : le public « n'accorde qu'un crédit limité aux nouvelles diffusées par la presse et la radio françaises, qui sont considérées comme contrôlées par les autorités allemandes ». Les mois défilent et confirment l'impression. Si, en zone nord, le public est « hostile » à la propagande, en zone sud il n'y accorde « aucun crédit », se montre « lassé » par elle ; bref, les préfets concluent à son « inefficacité ».

L'impuissance des médias de masse

En zone nord, où, dans son « immense majorité », la population est « braquée contre l'occupant »[7], le tirage de la presse est artificiellement gonflé par les subsides allemands, mais ses bouillons (invendus) atteignent des proportions considérables. A cet égard, les journaux collaborationnistes battent des records de désaffection : 65 % d'invendus en juillet 1941 pour le quotidien doriotiste *Le Cri du peuple*, qui écoule à peine 10 000 exemplaires. Si la population achète néanmoins la presse, elle ne la lit, à Paris, que « pour les petites annonces, les faits divers et informations relatives au ravitaillement », et en province « on ne cherche que les informations locales »[8]. Se procurer le journal ne signifie pas qu'on adhère au discours, mais sa lecture reste utile, sinon indispensable, pour se tenir au courant des derniers règlements, de la distribution des tickets de rationnement, des heures du couvre-feu ou des coupures de gaz et d'électricité.

La situation est à peine plus favorable en zone sud, où les lecteurs des journaux, consternés par leur uniformité, persuadés « que les informations ne sont pas toujours conformes à la vérité[9] », lisent essentiellement « les communiqués relatifs au ravitaillement ». Dans ces conditions, « les journalistes semblent être découragés par l'indifférence du public ».

Ce qui est vrai pour la presse l'est aussi pour la radio. Soumise aux Allemands, Radio-Paris reste « sans effet[10] » sur les auditeurs. Quant à la propagande de la Radiodiffusion nationale (Vichy) – qui touche difficilement la zone occupée (Bretagne, Nord notamment), tant les émetteurs sont bridés par l'occupant –, elle fait sourire l'auditeur par ses boursouflures ou sa naïveté. En avril 1942, l'agacement du préfet du Tarn-et-Garonne pointe lorsqu'il « regrette que l'on se méprenne sur l'intelligence et sur le bon sens de la population française qui sont d'une assez honnête moyenne[11] ». Et son collègue des Hautes-Pyrénées d'enfoncer le clou : « La majorité [des auditeurs] comprend parfaitement qu'on ne lui dit pas la vérité. » Si rien ne change, les « services de propagande française » n'auront plus « aucune audience »[12].

Les salles de cinéma permettent elles aussi de mesurer la portée de la propagande. A Paris, les actualités filmées à la gloire de l'armée allemande provoquent tant de cris et de sifflets[13] que l'occupant, en 1942, décide d'éclairer partiellement les salles durant leur projection. En zone sud, les préfets constatent : « Dans les cinémas, les actualités ne sont pas prises au sérieux[14] » ; mieux, elles « arrivent à servir de contre-propagande ». Les délégués à la propagande sont-ils plus efficaces ? Pas vraiment. Le jugement des préfets est même sévère : ce sont des « amateurs[15] », « des agents médiocres, d'une moralité douteuse[16] ». Quant aux autres outils de propagande – affiches ou tracts –, les préfets les estiment totalement inutiles.

Non, rien ne passe. Il est même des sujets de propagande qui provoquent une plus franche hostilité que d'autres : la politique de collaboration, le discours anti-Alliés – et ce malgré les bombardements –, le STO, Laval… Que faire dès lors ? Les représentants de l'Etat de Vichy ont quelques idées sur ce point. Selon eux, le gros défaut de la propagande, c'est qu'elle vient d'en haut, qu'elle est excessive, bref, qu'elle se voit trop : dès que les Français la perçoivent, ils la fuient, et plus le temps avance, plus ils y repèrent la patte de l'occupant. Dès novembre 1941, la synthèse des rapports de préfets suggère d'« utiliser les méthodes mêmes du parti communiste », c'est-à-dire « la propagande de bouche à oreille dans les files d'attente ». La meilleure propagande, explique le préfet du Doubs, serait celle faite « sous le manteau », de manière « cachée »[17].

L'illusion Henriot

Une lueur d'espoir se dessine pourtant, début 1944, dans les rapports préfectoraux, lorsque le nouveau ministre de l'Information, Philippe Henriot, s'installe sur Radio-Vichy pour délivrer ses deux éditoriaux quotidiens (relayés simultanément par onze postes en France, dont Radio-Paris). Si l'opinion reconnaît immédiatement dans l'ancien député de la Gironde l'instrument des Allemands, son éloquence attire les auditeurs. En février, « la quasi-unanimité des préfets constatent que, convaincus ou non, les Français écoutent, de plus en plus nombreux, les éditoriaux du ministre[18] ». En juin, le préfet de la Vienne va plus loin : ses émissions, écrit-il, « sont toujours plus écoutées, même par de nombreux gaullistes ou sympathisants, la verve et le talent de l'orateur servent admirablement le gouvernement ». Son collègue de la Somme renchérit en parlant d'« heureuse influence sur l'opinion »[19].

Difficile, ici, de faire la part entre la sincérité et le zèle des représentants de Vichy. Cependant, un autre éclairage est donné par un sondage clandestin de la Résistance, conduit dans le cadre du Service des sondages et statistiques créé par Max Barioux[20]. Sa fiabilité est évidemment sujette à caution, compte tenu des conditions particulières de son élaboration et bien que ses initiateurs aient cherché à s'appuyer sur un échantillon représentatif de la population française. Réalisé du 26 avril au 15 mai 1944 auprès de 426 « Français de naissance », à l'exception des « collaborateurs », il pose une unique question : « Est-ce que les discours de Philippe Henriot portent sur vous ? Si oui, de quelle façon et dans quel sens ? » Le « non » l'emporte largement avec 84 %, contre 10 % pour le « oui ». L'existence même d'un tel sondage souligne la crainte suscitée, dans les rangs de la Résistance, par la propagande du ministre de Pétain, au point qu'elle l'élimine le 28 juin 1944. Le texte d'analyse qui accompagne l'enquête insiste sur la « surprise » des résultats car, selon toutes les « apparences », « on croyait que les discours de Philippe Henriot portaient sur l'opinion publique française ». Mais en matière de propagande, audience ne signifie pas adhésion, et on a toujours tendance à croire qu'à défaut de peser sur soi, elle influence les autres. L'opinion, en 1944, est arrivée à un tel niveau de défiance que plus rien – même pas la propagande sur les bombardements alliés quotidiennement assénée pour nourrir la peur du débarquement – ne peut la rattacher à la politique de collaboration.

L'engrenage fondé sur la crainte

Le facteur déterminant qui explique le déploiement de la propagande est que tout le monde croit alors à son efficacité. Les démocraties en sont d'autant plus convaincues qu'elles lui attribuent un rôle majeur dans le succès des nazis en Allemagne. Craignant ses effets sur leurs propres populations, non seulement elles forgent des instruments d'encadrement de l'opinion (commissariat à l'Information en France en 1939, ministère de l'Information en Grande-Bretagne ou Office of War Information aux Etats-Unis en 1942), mais elles déploient également un arsenal à destination de l'étranger pour conduire la « guerre psychologique » contre les forces de l'Axe. La radio y joue un rôle d'autant plus fondamental que les nazis en ont fait un outil de conditionnement des masses.

De manière significative, dès septembre 1938, devant la montée du danger hitlérien, le chef du gouvernement français, Edouard Daladier, impose un contrôle strict des informations non seulement sur les postes d'Etat, mais aussi sur les postes privés. Lorsque l'offensive allemande se déclenche, les émissions en français de Radio-Stuttgart (Radio-Humanité) suscitent un vent de panique au plus haut niveau de l'Etat, alors que rien ne permet d'affirmer qu'elles sont effectivement écoutées. De même, en Grande-Bretagne, les autorités s'alarment des harangues de « Lord Haw-Haw » (William Joyce), un Américain converti au nazisme, qui s'adresse aux Britanniques depuis une station de Hambourg. C'est notamment pour lui répliquer que la BBC, à partir du 16 juin 1940, ouvre chaque dimanche soir son antenne au romancier John B. Priestley. Ses chroniques, qui exaltent l'héroïsme de ses concitoyens et n'hésitent pas à transformer la débâcle de Dunkerque en victoire de tout un peuple, sont suivies par 15 à 16 millions d'auditeurs, soit davantage que les allocutions de Churchill.

L'essor de la propagande relève alors davantage de l'engrenage que d'un projet pensé en amont. Rapidement néanmoins, les démocraties se lancent dans une guerre psychologique à outrance, comme en attestent les programmes en vingt-trois langues de la BBC, ou en vingt-sept de *Voice of America*, voire, plus encore peut-être, les stations « noires » britanniques, qui diffusent en plusieurs langues, dont l'allemand (à partir de mai 1941), et sont censées être animées depuis le territoire du Reich par des opposants à Hitler[21] ! Certaines visent particulièrement les soldats et les marins allemands[22].

La vérité contre la propagande

La question est alors de savoir si les émissions sont écoutées et si cette « contre-propagande » a ou non un impact. Reprenons alors les rapports des préfets français. Même si le phénomène s'intensifie à compter de l'automne 1942, on observe que, dès le début de 1941, « les radios gaullistes et britanniques restent très écoutées[23] » ; au cours de l'année, les préfets demandent périodiquement un renforcement de leur brouillage (ce qui est fait en décembre 1941). Mais à vrai dire, elles ne sont pas les seules. A partir de l'été 1942, il est fréquemment fait allusion à la « radio américaine » (son audience, cependant, est bien moindre que celle de la BBC) et, après Stalingrad, à Radio-Moscou : « Les émissions de Moscou sont écoutées, même dans les milieux bourgeois[24]. » Cependant, selon les préfets, la station étrangère la plus suivie demeure, durant toute l'Occupation, Radio-Sottens, qui émet depuis la Suisse. C'est vrai dans les départements de l'Est (Territoire de Belfort, Doubs, Haute-Saône), mais pas exclusivement. Ce que viennent y chercher les auditeurs, c'est d'abord une information qui ne soit pas tronquée[25]. La vertu accordée à la radio helvétique est d'« exprimer vraiment la vérité sur les graves questions du moment » et « de donner aux auditeurs des renseignements sincères sur l'évolution des opérations et la situation des belligérants »[26]. Bref, le contraire de la propagande.

Dans ce contexte, Radio-Londres est-elle influente ? Sa portée morale peut être en partie évaluée à l'aune de la manière dont les Français répondent à ses consignes. La manifestation patriotique du 14 juillet 1942 lancée par la radio britannique, l'une des voix de la France libre, touche ainsi soixante-dix villes : 150 000 Lyonnais, 100 000 Marseillais, 30 000 Toulousains, etc. Sa présence, sous la plume des préfets, contraste avec l'absence des journaux clandestins, même compris sous le mot de « tracts ». Cela ne signifie pas que ceux-ci sont sans effet sur la population, mais leur dispersion est peu compatible avec des mots d'ordre généraux de mobilisation de l'opinion. Ils agissent avant tout comme des médias de « proximité », ce qui leur permet d'être parfois plus réactifs que la BBC, comme le montre le cas de l'insurrection parisienne en août 1944[27].

Malgré la propagande alliée, l'Allemagne ne s'effondre pas

Les Alliés ont misé sur l'effondrement psychologique de l'Allemagne et s'en sont donné les moyens. Outre la propagande subversive et les stations « noires », ils tablaient également sur les largages massifs de tracts de l'aviation américaine sur l'armée et la population allemandes, dès 1943. Le capitaine James Monroe met d'ailleurs au point des « bombes » pouvant transporter chacune jusqu'à 80 000 tracts ! On sait par ailleurs qu'une partie des Allemands écoutent la BBC, la station suisse de Beromünster ou Radio-Moscou. Une enquête menée en Hesse par l'armée américaine, en avril-mai 1945, montre que plus de la moitié des personnes interrogées se branchent sur les radios étrangères dans les dernières semaines du conflit[28]. Et pourtant, l'effondrement moral, malgré les bombardements, les destructions, la pénurie de denrées, ne vient pas.

L'encadrement psychologique conduit depuis des années par les nazis sur la population allemande peut être avancé comme un facteur d'explication. Les autorités du Reich savent aussi habilement retourner la propagande alliée : au lieu de les interdire, et donc de leur donner du crédit, elles laissent circuler les tracts alliés et s'en servent pour bâtir une contre-propagande fondée sur le mensonge de l'ennemi[29].

A la fin de la guerre, des enquêtes sont menées par les Américains et les Britanniques sur les soldats allemands qui se rendent pour évaluer l'efficience de leur propagande. Les résultats restent fragiles, et parfois contradictoires. De juin 1944 à début 1945, il apparaît ainsi que 60 % d'entre eux font confiance à Hitler ; en février 1945, 40 % pensent encore que l'Allemagne gagnera la guerre. Une autre enquête, effectuée en 1945, indique que seulement 10 % d'entre eux affichent des convictions nazies, les trois quarts se montrant hostiles ou indifférents[30]. Comme se le demande Jacques Ellul, quel crédit accorder à de telles enquêtes ? « Il est enfantin de croire, note-t-il, que ces hommes ont dit la vérité simplement parce qu'on leur garantissait un anonymat, ou l'impunité, en face de telle déclaration. […] Ils vivaient forcément dans un univers de combat, de mensonge, d'engagement, alors que les enquêteurs se plaçaient forcément (et voulaient se placer) dans un univers libéral, dégagé, et de transparence : ce malentendu vicie *toutes* les conclusions de ces enquêtes[31]. »

La bonne propagande prêche des convaincus

Au fond, la seule propagande un tant soit peu efficace est celle qui, restant à usage interne, rencontre les convictions de l'opinion. Ainsi en va-t-il de l'entrée en guerre des Etats-Unis, alors qu'aux manœuvres de Roosevelt s'oppose la propagande isolationniste d'*American First* (800 000 adhérents). Certes, en octobre 1939, 69 % des Américains se disent hostiles à une entrée en guerre, mais déjà 52 % l'estiment inévitable. Dès novembre 1939, la part des isolationnistes tombe à 49 %. A cette époque, huit Américains sur dix regardent l'Allemagne comme la seule responsable de la guerre. Entre mai 1940 et novembre 1941, la part des Américains acceptant l'aide à l'Angleterre passe d'un tiers à environ 70 %. Avant même Pearl Harbor, en octobre 1941, 84 % d'entre eux sont persuadés que leur pays entrera dans le conflit[32]. Dès lors, la propagande soutenant l'effort de guerre peut se développer, relayée par tous les médias, imprégnant en profondeur l'imaginaire commun. Il en va de même en Grande-Bretagne, où la propagande, distillée discrètement, notamment à la BBC où elle colore tous les programmes, fait écho à ce que veut entendre l'auditeur[33].

Au total, c'est la croyance en la toute-puissance de la propagande, propre à modeler les esprits, voire à manipuler l'ennemi, qui la consacre durant la Seconde Guerre mondiale. Surestimer son rôle serait un contresens, mais la réduire à quantité négligeable conduirait également à une erreur de jugement. Ce qui compte, au fond, c'est l'état de réceptivité des opinions. Le propagandiste efficace est celui qui sait utiliser l'imaginaire de son interlocuteur pour l'entraîner dans le sien propre. Les techniques les plus sophistiquées ne peuvent rien contre celui qui croit fermement en la victoire ou refuse d'être soumis. Même le mensonge a ses limites. Ainsi Goebbels, ministre de la Propagande du Reich, ne peut transformer la débâcle de Stalingrad en victoire, comme l'indique son discours du *Sportpalast* de Berlin, le 18 février 1943, où les mots répétés de « crise » et de « malheur » servent de socle à l'appel à la « guerre totale ». Comme il le reconnaissait déjà lui-même deux ans plus tôt, au moment de la fuite de Rudolf Hess : « Il y a des situations contre lesquelles le meilleur propagandiste ne peut rien[34]. »

1. *La Propagande, nouvelle force politique*, Paris, PUF, 1950, p. 4.

2. *La Propagande politique*, Paris, PUF, 1959, p. 5.

3. Pierre Laborie, *L'Opinion sous Vichy*, Paris, Le Seuil, 1990.

4. AN F1a/3705, synthèse des rapports de préfets, zone occupée, avril 1941.

5. AN F1a/3705, synthèse des rapports de préfets, zone occupée, mai 1941.

6. Cf. Denis Peschanski, « Contrôler ou encadrer ? », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 28, octobre-décembre 1990, p. 65-76.

7. AN F1a/3705, synthèse des rapports de préfets, zone occupée, janvier 1942.

8. AN F1a/3705, synthèse des rapports de préfets, zone occupée, novembre 1941.

9. *Ibid.*

10. AN F1a/3705, synthèse des rapports de préfets, zone occupée, janvier 1942.

11. AN F1a/3705, synthèse des rapports de préfets, zone libre, avril 1942.

12. AN F1a/3705, synthèse des rapports de préfets, zone libre, mai 1942.

13. Jean-Pierre Bertin-Maghit, *Les Documenteurs des années noires*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2004, p. 69 et suivantes.

14. AN F1a/3705, synthèse des rapports de préfets, zone libre, janvier 1942.

15. AN F1cIII/1198, synthèse des rapports de préfets, zone occupée, novembre 1942.

16. AN F1a/3705, synthèse des rapports de préfets, zone libre, octobre 1942.

17. AN F1a/3705, synthèse des rapports de préfets, zone occupée, janvier 1943.

18. AN AJ41/18, synthèse des rapports de préfets, zone occupée et zone libre, février 1944.

19. AN AJ41/18, synthèse des rapports de préfets, zone occupée, juin 1944.

20. Cf. Jean-Paul Grémy « Les sondages clandestins de la Résistance en France occupée au début de l'année 1944. Chapitre 4 : "L'impact des éditoriaux de Philippe Henriot" », 2012 (https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00701976).

21. Le maître d'œuvre en est le journaliste Sefton Delmer, qui déclare le 20 septembre 1941 : « La guerre totale des radios est commencée. Je suis sûr que nous pouvons faire mieux qu'eux [les Allemands]. »

22. Ex. *Wehrmachtsender Nord*, *Soldatensender Calais*.

23. AN F1a/3705, synthèse des rapports de préfets, zone libre, mars 1941.

24. AN F1a/3705, synthèse des rapports de préfets, zone libre, février 1943.

25. La presse suisse est également beaucoup lue.

26. AN F1a/3705, synthèse des rapports de préfets, zone libre, juin 1942.

27. Cf. Olivier Wieviorka, « La presse clandestine », dans *Mélanges de l'Ecole française de Rome. Italie et Méditerranée*, t. 108, n° 1, 1996, p. 135.

28. Cf. Muriel Favre, *La Propagande radiophonique nazie*, Paris, INA Editions, 2014.

29. Bernard Berelson et Morris Janowicz, « Cohesion and desintegration in the Wehrmacht in Word War II », *Reader in Public Opinion*, New York, Free Press, 1966 (2e éd.), p. 402-417.

30. Cf. Daniel Lerner (dir.), *Propaganda in War and Crisis*, New York, George W. Stewart Publisher, Inc., 1951.

31. Jacques Ellul, *Propagandes*, Paris, Economica, 1990 (1re éd. 1962), p. 293.

32. Cf. Jerome S. Bruner, *Ce que pense l'Amérique (Mandate from the people)*, Paris, PUF, 1945.

33. Cf. Cécile Vallée, « La propagande cachée sur les ondes de la BBC pendant la Seconde Guerre mondiale : vers une héroïsation nationale », *Revue LISA e-journal*, vol. IV, n° 3, 2006 (en ligne : https://lisa. revues.org/2025).

34. Cité par Jacques Ellul, *Propagandes*, *op. cit.*, p. 308.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Eck, Hélène (dir.), *La Guerre des ondes. Histoire des radios de langue française pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Communauté des radios publiques de langue française et Armand Colin, 1985.

Ellul, Jacques, *Propagandes*, Paris, Economica, 1990 (1re éd. 1962).

Favre, Muriel, *La Propagande radiophonique nazie*, Paris, INA Editions, 2014.

Laborie, Pierre, *L'Opinion sous Vichy*, Paris, Le Seuil, 1990.

Lerner, Daniel (dir.), *Propaganda in War and Crisis*, New York, George W. Stewart Publisher Inc., 1951.

Rhodes, Anthony, *Histoire mondiale de la propagande de 1933 à 1945*, Bruxelles, Elsevier, 1980.

—, *La Propagande dans la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Presses de la Cité, 1989 (Manchester University Press, 1986).

Shulman, Holly Cowan, *Voice of America, Propaganda and Democracy, 1941-1945*, Madison (Wisconsin), University of Wisconsin Press, 1990.

Vallée, Cécile, « La propagande cachée sur les ondes de la BBC pendant la Seconde Guerre mondiale : vers une héroïsation nationale », *Revue LISA e-journal*, vol. IV, nº 3, 2006 (en ligne : https://lisa.revues.org/2025).

Welch, David, *The Third Reich. Politics and Propaganda*, Londres, Routledge, 2002.

17
Le monde arabe a souhaité la victoire du Reich

par Christian DESTREMAU

Le 28 novembre 1941, au cours de l'après-midi, le mufti de Jérusalem, Amin al-Husseini, est reçu à Berlin par Adolf Hitler. Ce dernier est revenu de Rastenburg, le « repaire du Loup », son quartier général pour le front de l'Est. Le mufti, quant à lui, est arrivé à Berlin après un parcours rocambolesque. Expulsé au Liban par les autorités britanniques à la veille de la guerre en raison du rôle de meneur qu'il a joué dans la grande révolte qui a secoué la Palestine depuis 1937, il s'est ensuite enfui en Irak, avant de repartir pour l'Iran, d'où il a été exfiltré, déguisé en membre du corps diplomatique italien.

Une photographie montrant les deux hommes en pleine discussion, aujourd'hui largement diffusée, commémore l'événement. Elle est devenue, au fil du temps, l'illustration la plus spectaculaire de l'existence d'une alliance entre le monde arabe et le Reich au cours de la guerre. Plus encore, elle apporte, aux yeux de certains, la preuve d'une connivence idéologique entre l'Islam et le nazisme.

Mais au fond, que s'est-il réellement passé au cours de cet entretien et que représente Amin al-Husseini ? Ce n'est en réalité qu'après la guerre, dans le contexte du conflit israélo-palestinien, que cette rencontre prendra une telle place dans l'exposé de l'alliance entre le « croissant » et la « croix

gammée ». Pourtant, si la position du Moyen-Orient dans le conflit mondial n'est pas sans ambiguïtés, à aucun moment le nazisme n'effectuera de réelle percée dans les consciences.

Le Führer et le Moyen-Orient

Certes, il y a quelques années encore, en flânant dans les vieilles cités du Moyen-Orient, on pouvait tomber sur un étal exhibant un exemplaire de *Mein Kampf* ou du *Protocole des Sages de Sion*. Mais on peut émettre quelques doutes sur la diffusion réelle de ces ouvrages fondamentaux de l'idéologie nazie et de l'antisémitisme. Il est en revanche clair que dans les années 1930 la connaissance des réalités du nazisme reste marginale. Une petite minorité est toutefois séduite par la nouvelle Allemagne. Au Liban, en Syrie, les images de la jeunesse hitlérienne rencontrent un certain écho – notamment, faut-il le souligner, dans la jeunesse chrétienne. En Egypte, en Irak, de jeunes officiers ambitieux et frustrés sont attirés par l'exemple de la renaissance spectaculaire de la Wehrmacht. Enfin, sentiment plus répandu sans doute, quoique plus diffus, la figure même du Führer séduit. Hitler est d'abord cet homme qui, parti de rien, a osé défier la Grande-Bretagne et la France, a redonné à son pays sa fierté, rebâti une armée puissante, et qui a commencé, avec une grande audace, à faire s'écrouler l'ordre général issu des traités de la Première Guerre mondiale. Tout comme Atatürk, autre figure emblématique, il fait renaître l'espoir : pour les jeunes éduqués, pour les nationalistes, qui rêvent d'indépendance et d'un réveil du monde arabe, il faut s'appuyer sur le modèle hitlérien pour faire émerger le grand leader qui bousculera les élites bourgeoises locales sclérosées et dociles. Entendons-nous bien : personne, ou presque, dans le monde arabe, ne souhaite que l'Allemagne nazie prenne la place des Britanniques et des Français. Mais les succès du Führer offrent une source d'inspiration. Puisqu'il semble si bien réussir en Europe, pourquoi ne pas appliquer certaines de ses méthodes dans ce Moyen-Orient endormi et humilié ?

Dans la hiérarchie raciale établie par Adolf Hitler, les Arabes sont à peine mieux traités que les Juifs. D'ailleurs, le dictateur ne s'intéresse pas à la question de l'Islam. Sur le plan des relations internationales, il néglige totalement le Moyen-Orient. A plusieurs reprises, il déclare en public que les Britanniques – il ne parle pas des Français – sont bien plus compétents pour guider le monde arabe, et que le Reich, en quête de son « espace

vital », a suffisamment à faire en Europe. L'Allemagne n'a donc pas, ou quasiment pas, de « politique » au Moyen-Orient et ne cherche pas à soutenir les mouvements nationalistes antibritanniques ou antifrançais. Cette absence de politique active convient d'ailleurs parfaitement aux chefs militaires allemands, pour lesquels se lancer dans des opérations au Moyen-Orient reviendrait à plonger dans l'inconnu. Même la perspective de pouvoir mettre la main sur les précieuses ressources pétrolières – si essentielles pour les Britanniques – ne constitue pas une motivation suffisante. Pour les autorités britanniques et françaises, la seule menace vient donc de l'Italie et des ambitions de Mussolini, qui voudrait refaire de la Méditerranée le *mare nostrum* des Romains.

La politique antijuive d'Hitler est connue dans le monde arabe par le biais de la propagande radiodiffusée. Au-delà des déclarations incendiaires, peu estiment que les Juifs sont la cause de tous les maux. En Egypte ou en Irak, la communauté juive est d'ailleurs relativement bien intégrée et acceptée. Ce n'est qu'en Palestine que les choses se sont envenimées. En 1936-1937, on assiste à une révolte majeure des populations arabes, choquées par la place prise par l'immigration sioniste. Les Britanniques sont inquiets. Stratégiquement, la stabilité en Palestine est considérée comme indispensable, la sécurité du canal de Suez en dépendant pour une bonne part. Les autorités craignent une contagion générale. En 1939, une conférence est réunie à Londres à l'issue de laquelle est publié un Livre blanc, qui satisfait en grande partie les revendications arabes en restreignant de manière drastique l'immigration juive. Au cours de la révolte, des contacts ont été pris par le mufti avec les autorités allemandes, mais, conformément aux déclarations du Führer, elles se sont montrées presque totalement sourdes aux revendications du principal leader nationaliste en Palestine. D'ailleurs, à l'égard de la Palestine, le Reich a mené une politique qui peut être considérée comme hostile aux intérêts arabes. Depuis 1934, dans la volonté d'une Allemagne *« Judenfrei »*, et bien avant que n'émerge l'idée de la Solution finale, l'émigration des Juifs allemands vers la Terre promise a été encouragée. En avril 1939, Hitler réaffirme publiquement sa politique : « Nous ne souhaitons pas nous occuper de la Palestine de quelque manière que ce soit. »

Une position attentiste

Au moment de la déclaration de guerre, en 1939, peu de raisons peuvent inciter les dirigeants et les peuples arabes à envisager que l'Allemagne nazie constitue un allié qui les aidera à poursuivre le rêve d'une indépendance totale. La majorité des dirigeants arabes sont d'ailleurs relativement satisfaits de l'évolution de leurs rapports avec les puissances mandataires depuis les traités signés avec l'Egypte et l'Irak, qui sont devenus officiellement des pays indépendants, membres de la Société des Nations. Quant aux plus fervents nationalistes, ils n'ont reçu aucun encouragement de la part du Reich et de son Führer. La pénétration des idées nazies ne touche en réalité qu'une infime minorité, d'autant que le Moyen-Orient est loin d'être uni. Churchill a d'ailleurs pensé qu'il ne fallait pas surestimer la menace représentée par le nationalisme arabe et s'est montré hostile au Livre blanc, un Munich en mode mineur à ses yeux. Pour lui, les Arabes sont trop velléitaires, trop inconstants et trop désunis. Un mouvement de révolte serait aisément réprimé. Dans le grand combat contre l'Allemagne, le Moyen-Orient représente au contraire un atout majeur, sur lequel il compte s'appuyer.

En juin 1940, le monde arabe est totalement pris de court par la défaite de la France. La victoire écrasante de l'Allemagne n'est pas l'objet de célébrations, mais elle amène les dirigeants à réfléchir, notamment en Egypte, le pays de loin le plus peuplé et qui sert un peu de guide à l'ensemble de la région. La rapidité avec laquelle Hitler a triomphé les fascine et conduit les Egyptiens à se préparer à tous types de scénarios.

Si les très rares sympathisants nazis sont confortés dans leurs options, en Palestine la situation demeure stable et les populations arabes ne profitent pas des déboires britanniques pour relancer la révolte. En Egypte, on craint en premier lieu le principal allié des nazis, l'Italie. L'offensive italienne en septembre 1940 est cependant facilement repoussée par les forces britanniques : les choses ne sont donc pas aussi simples, l'Axe n'est pas invincible. Les dirigeants arabes sont dans l'expectative, mais pour l'heure les Britanniques, sur place, semblent tenir la situation bien en main. A intervalles réguliers, au gré des nouvelles avancées des forces de l'Axe, les doutes se feront de nouveau jour, sans provoquer pour autant un basculement général en faveur de l'Axe.

Au cours de la fin de l'hiver et du printemps 1941, la Grande-Bretagne, désormais esseulée, traverse des mois difficiles. En février, l'arrivée en Afrique du Nord de Rommel et ses premiers succès constituent un premier

tournant : l'Allemagne, inquiète des défaites de son allié italien, semble vouloir maintenant mener une politique plus ambitieuse dans le monde arabe. Si ces succès militaires s'amplifient, les Arabes devront-ils réviser leur point de vue ? En prenant position en faveur des Britanniques, ont-ils misé sur le mauvais cheval ? La compétence militaire des Allemands est admirée, et les défaites en Libye des Britanniques sont autant de petites revanches sur ceux qui sont perçus, malgré le traité d'indépendance, comme des colonisateurs.

Impossible, néanmoins, de parler de connivence idéologique avec le Reich : il s'agit surtout d'envisager le cas où la Grande-Bretagne serait une nouvelle fois défaite et contrainte d'abandonner le Moyen-Orient. Les mesures économiques prises par les autorités britanniques sont d'ailleurs efficaces, notamment l'achat de la récolte de coton, qui satisfait la bourgeoisie possédante. Le peuple, lui, pauvre, attaché à la terre, vivant dans une économie de subsistance, est très peu informé des événements. Les Frères musulmans, sous la direction de Hassan al-Banna, d'ailleurs assigné à résidence loin du Caire, n'ont pas pris de position officielle et préfèrent continuer leur travail social au sein de la population égyptienne défavorisée.

Putsch à Bagdad

A Bagdad, en revanche, les choses prennent un tour inquiétant. En avril 1941, un groupe d'officiers de la jeune armée irakienne renverse le régent soutenu par les Britanniques et s'empare du pouvoir. A leur tête se trouve Rachid Ali al-Gillani, un homme politique relativement expérimenté, qui a déjà tenu le poste de Premier ministre. Le moment semble propice pour expulser les Britanniques, très occupés par la défense de l'Egypte face à Rommel. Quelle est la nature profonde de ce mouvement ? Les officiers irakiens éprouvent une certaine admiration pour Hitler, l'homme qui a bousculé les puissances européennes et qui veut bâtir un monde nouveau. Ils ont le culte de l'homme fort, mais n'ont guère d'affinités avec le totalitarisme nazi et son idéologie raciale.

Ce coup d'Etat, comme le prouvent notamment les messages interceptés par les services secrets britanniques, n'est pas déclenché en accord avec les dirigeants de l'Axe, contrairement à ce qui a été souvent avancé. Churchill décide néanmoins de réagir. Alors que le général Wavell, commandant en

chef des forces britanniques au Moyen-Orient, opposé à toute intervention, considère que le putsch est une affaire politique interne à l'Irak, qui peut être résolue par la négociation, le Premier ministre veut passer à l'offensive et reprendre immédiatement le contrôle de la situation. Il ordonne l'envoi, à partir de la Transjordanie, d'une colonne armée, tandis que les forces armées britanniques en Irak même, notamment dans la grande base de la RAF à Habbaniya, au nord-ouest de la capitale, reçoivent pour ordre de déclencher les hostilités avec l'armée irakienne fidèle au nouveau pouvoir.

Rachid Ali al-Gillani est surpris par la fermeté britannique, à laquelle il ne croyait pas. C'est seulement à ce moment qu'il décide de solliciter l'aide de l'Allemagne et de l'Italie. Face aux appels des dirigeants putschistes, Hitler hésite. La préparation de l'invasion de l'Union soviétique est la priorité absolue et les chefs militaires sont extrêmement sceptiques face à la perspective d'une intervention au Moyen-Orient. Les distances à parcourir sont considérables, les problèmes logistiques leur paraissent insurmontables et les Irakiens ont la réputation d'être des partenaires très peu fiables. Les spécialistes allemands de la zone se comptent sur les doigts de la main. Une modeste force aérienne est finalement envoyée, ainsi que des stocks d'armes, prélevés en Syrie. C'est un appui tardif, à contrecœur, et totalement inadapté. Les forces britanniques, pourtant modestes, reprennent rapidement le contrôle du pays. Rachid Ali al-Gillani et ses compagnons, parmi lesquels se trouve le mufti de Jérusalem, sont contraints, fin mai, de s'enfuir en Iran. L'affaire est donc très rapidement bouclée et les Britanniques n'ont eu besoin que de quelques milliers d'hommes pour mettre un terme au coup d'Etat et ramener au pouvoir le régent et son Premier ministre, Nouri Saïd, un de leurs principaux alliés dans la région.

Cet échec cinglant n'est pas sans conséquence immédiate. Une partie de la population de Bagdad, ressentant l'humiliation, reporte sa colère contre la minorité juive. Le 1er juin 1941, alors que tout semblant d'ordre a disparu et que la capitale est livrée aux pillards, près de deux cents Juifs sont ainsi massacrés. L'événement tragique, quelque peu passé sous silence par les autorités britanniques, marque profondément la très ancienne communauté juive de Mésopotamie, qui compte plus de 100 000 individus. Le Farhoud est, durant les années de guerre, la manifestation la plus virulente des sentiments antisémites d'une partie de la population arabe. Faut-il pour autant voir dans cet événement tragique, qui s'apparente aux pogroms de la Russie de la fin du XIXe siècle, une preuve concrète de l'alliance entre Islam

et nazisme, une manifestation de la volonté des Arabes d'appliquer au Moyen-Orient la Solution finale ? Nous ne le pensons pas. Le Farhoud n'a pas de lien avec un projet d'élimination systématique de la population juive ; il ne peut être compris que comme une réaction de colère totalement incontrôlée d'une populace humiliée, abandonnée par ses dirigeants et à la recherche d'un bouc émissaire désarmé.

Jeux complexes au Levant

En appuyant les putschistes irakiens, les Allemands ont été contraints de faire passer leurs avions par la Syrie, qui se trouve encore sous le contrôle du régime de Vichy. Certains dirigeants nationalistes arabes veulent profiter de la situation pour pousser leurs revendications d'une indépendance complète, qui leur a été promise par la France avant la guerre. Si, au cours des mois précédents, les dirigeants nazis se sont montrés sourds aux appels des nationalistes arabes qui cherchent le soutien de l'Allemagne, c'est en grande partie parce que Hitler ne veut pas mettre Vichy en difficulté. En juin 1941, l'invasion britannique, appuyée par les Français libres, semble changer la donne. Pourquoi ne pas s'appuyer sur les Arabes ? Des armes sont expédiées au Levant, des conseillers sont envoyés en Syrie afin de soutenir une opposition armée aux nouveaux maîtres du Levant. C'est, pour les représentants du Reich, une déception totale. Manifestement, les chefs arabes, heureux de se débarrasser de Vichy, se méfient d'un soutien allemand et italien trop exigeant. Dans son rapport de mission rédigé mi-juillet 1941, Rudolf Rahn, le chef de la mission allemande au Levant, fait part de ses désillusions : « Après un bref séjour en Syrie, j'ai dû faire, à mon grand étonnement, le constat qu'il n'existe pas de mouvement arabe. Le vrai esprit nationaliste est inconnu parmi les tribus syriennes, qui forment un ensemble incohérent et en général peu séduisant de races et de religions, totalement pourries par le lucre, le goût de l'intrigue, la jalousie, et ayant pris l'habitude d'accepter d'être achetées simultanément par les puissances opposées. Ce que veut Beyrouth est contredit par Damas. Ce que prône Damas est considéré comme trahison par Alep, Homs ou Hama. […] Même la partie la meilleure du point de vue racial, les Bédouins, a succombé à la corruption généralisée et accepte de suivre le plus fort, quel qu'il soit, comme le chacal suit la bête de proie […] Face au danger, les hâbleurs dirigeants du mouvement de libération arabe ont tous reculé. Dans

un mouvement de panique, qu'ils n'ont même pas cherché à dissimuler, certains nous ont demandé de les aider à fuir à l'étranger, pendant que d'autres, par mesure de "précaution", prenaient contact avec les Anglais. »

Egypte, Irak, Syrie : les tentatives presque à contrecœur des Allemands de se rapprocher des dirigeants arabes se sont partout heurtées à la prudence et à la méfiance. Pour les opinions publiques au Moyen-Orient, le Reich, après ses fulgurantes victoires initiales, n'est plus invincible, et il apparaît même comme hésitant. Seul Rommel va continuer à exercer une certaine fascination ; mais, précisément, Rommel a une image – exacte ou non – de combattant loyal, qui n'est pas mû par l'idéologie nazi. C'est le héraut d'une guerre sans haine, respectueuse de ses adversaires, et c'est cela que l'opinion retient. Une alliance ponctuelle, si la Grande-Bretagne s'effondre, est envisagée par certains ; encore faut-il que le Reich assure qu'il soutiendra l'indépendance des pays arabes, une revendication essentielle à laquelle Hitler n'acceptera jamais de répondre positivement et nettement, soit qu'il faille ménager Rome et Vichy, soit qu'il lui soit très difficile d'accepter l'idée d'aider des peuples à se libérer sans que l'aide ainsi apportée soit récompensée par des « prises de guerre », par exemple sous forme de contrôle des puits de pétrole. En avril 1942, un partisan du mufti – dont les positions sont devenues de plus en plus extrémistes – lui fait part de ses interrogations : « Les relations avec l'Axe risquent d'avoir pour conséquence le remplacement d'un étranger par un autre et une forme de domination par une autre. […] Quelle est l'étendue et la signification du principe de *Lebensraum*, et comment ce principe risque-t-il d'être appliqué aux pays arabes ? »

Le mufti, un cas isolé

Reste l'antisémitisme. Le monde arabe a une connaissance très parcellaire du nazisme, même si des extraits de *Mein Kampf* sont diffusés à la fin des années 1930. Avec la guerre, le discours est de plus en plus virulent et la haine du nazisme à l'égard des Juifs prend de plus en plus de place dans la propagande adressée au monde arabe, notamment par la radio. En Palestine, pourtant, la situation reste calme. La politique britannique, en freinant très fortement l'immigration juive, parvient à maintenir la stabilité, et les incidents antijuifs sont très isolés.

Le symbole même de la révolte contre le sionisme va pourtant mener un combat de plus en plus radical. Nous l'avons vu, le mufti est reçu en novembre 1941 par Ribbentrop, puis par Hitler. Que ressort-il de ces entretiens que certains jugent, aujourd'hui encore, d'une importance fondamentale ? En fait, lorsqu'on examine les communiqués publiés à l'issue de la rencontre, pas grand-chose. La principale revendication du mufti est que l'Allemagne proclame officiellement et fasse savoir à travers le Moyen-Orient qu'elle se porte garante de l'indépendance des pays arabes. Sur ce plan, Hitler reste très évasif et repousse toute déclaration à la conclusion favorable de la conquête de l'Union soviétique. D'ailleurs, que représente vraiment le mufti à cette époque ? Il semble bien qu'il manque de soutiens en Palestine même. Il ne cessera d'ailleurs par la suite de promettre une nouvelle grande révolte en Palestine sans rencontrer le moindre succès.

Pour Amin al-Husseini cette rencontre si importante est par conséquent un échec. Il va très rapidement se radicaliser, et se lancer dans une campagne de propagande de plus en plus violente à l'égard des Alliés et des Juifs, mais il est aujourd'hui difficile d'estimer son audience. Concrètement, ses appels n'ont pratiquement pas d'écho. Ceux qui étaient avant-guerre ses partisans dans la lutte contre la colonisation sioniste lui reprochent surtout d'avoir coupé les ponts et d'avoir pris le risque de s'être totalement compromis en devenant l'allié du nazisme alors que la victoire finale du Reich est loin d'être assurée. Dans le monde musulman dans son ensemble, ses diatribes ont peu d'impact. Il suffit ici de rappeler le rôle si important joué par les troupes musulmanes au sein des forces alliées – Indiens musulmans dans l'armée britannique, Nord-Africains dans l'armée française, en particulier – pour montrer à quel point ses appels ne sont pas entendus.

Isolé en Allemagne, loin de ses bases, accompagné par une petite troupe de courtisans de moins en moins nombreux, le mufti paraît totalement coupé des réalités du Moyen-Orient. Chaperonné au début par l'Abwehr, le service de renseignements de la Wehrmacht, il se rapproche d'Himmler, le chef du Sipo-SD ; il aurait selon certains été mis dans la confidence de l'existence de la Solution finale, qu'il aurait chaleureusement approuvée. Sur ce point précis, les choses sont loin d'être claires. Mais comment peut-on en tirer la conclusion, comme certains le font encore, que le Moyen-Orient dans son ensemble aurait été une sorte de complice enthousiaste de

l'application de la Solution finale aux Juifs de Palestine et aux communautés juives établies au Moyen-Orient ? Si, en juillet 1942, un commando SS dirigé par Walter Rauff a bien atterri en Afrique du Nord, sans doute avec l'idée de préparer la Solution finale, celui-ci ne reste qu'une dizaine de jours sur place, avant de repartir pour la Grèce sans avoir fait quoi que ce soit.

A mesure qu'il se fanatise, le mufti voit son audience diminuer. C'est ainsi que la seule véritable opération de sabotage et de subversion montée sur ses instructions se solde par un échec complet. En août 1944, un commando de cinq hommes – trois Allemands membres du SD, deux Palestiniens arabes – est parachuté aux environs de Jéricho. Tous sont arrêtés au bout d'une semaine. Ils ont auparavant tenté de prendre des contacts et d'établir des liaisons radio avec l'Allemagne, se présentant comme les envoyés spéciaux du mufti. Les personnalités palestiniennes arabes qu'ils parviennent à contacter refusent toutes de les recevoir. Il ne semble même pas exister, en Palestine, une sorte de noyau dur fanatisé prêt à tout pour en découdre avec les Juifs. La déroute de la mission est un élément supplémentaire qui confirme que les diatribes radiodiffusées du mufti n'ont, au cours de la guerre, rencontré pratiquement aucun écho au Moyen-Orient même.

Les événements récents dans le monde arabe ont mis en lumière un degré d'extrémisme et d'horreur tel que le rapprochement avec l'idéologie nazie est sans doute inévitable. La volonté d'exterminer certaines populations en raison de leurs convictions religieuses se situe, à une échelle moins élevée, dans la continuité des grands crimes contre l'humanité commis au cours du XXe siècle. Le comportement du monde arabo-islamique durant la Seconde Guerre mondiale conduit cependant à éviter les généralisations trop hâtives. Contrairement à certains pays européens qui font aujourd'hui partie des grandes démocraties de notre monde, les populations arabes n'ont pas été séduites par le nazisme. Les victoires de l'Allemagne ont pu faire naître, en plusieurs occasions, l'espoir qu'elles allaient permettre à un monde nouveau d'émerger au Moyen-Orient, mais les rares tentatives de rapprochement effectif ont été sans suite. « Hitler a été utile comme une sorte d'épouvantail grâce auquel les hommes politiques arabes pouvaient essayer de nous faire peur et de nous forcer ainsi à faire des concessions, écrit en juillet 1942 le haut-commissaire en Palestine, Harold MacMichael, mais au moment où il commence à se

manifester plus concrètement, tout son “charme” s’est évanoui. Il y a des raisons de croire que certains dirigeants en place ces dernières années, qui ont pu être farouchement opposés à notre politique dans le passé, ont pris très peur face à la perspective de voir les forces de l’Axe envahir l’Egypte et atteindre la Palestine. » Parfois par conviction, avant tout par un calcul réaliste, le monde arabe a, dans son ensemble, assez rapidement conclu que la carte des Alliés était bien la moins mauvaise à jouer.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Achcar, Gilbert, *The Arabs and the Holocaust*, Londres, Saqi, 2010.

Cohen, Hayyim J., « The Anti-Jewish Farhud in Baghdad, 1941 », *Middle Eastern Studies*, n° 3, 1966-1967.

Destremau, Christian, *Le Moyen-Orient pendant la Seconde guerre mondiale*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2011.

Fabei, Stefano, *Le Faisceau, la croix gammée et le croissant*, Saint-Genis-Laval, Akribeia, 2005.

Herf, Jeffrey, *Nazi Propaganda for the Arab World*, New Haven (Connecticut), Yale University Press, 2009.

Hirszowicz, Lukasz, *The Third Reich and the Arab East*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1966.

Nicosia, Francis, *The Third Reich and the Palestine Question*, New Brunswick-Londres, Transaction, 2000.

Spector Simon, Reeva, *Iraq Between Two World Wars*, New York, Columbia University Press, 2004.

Wien, Peter, *Iraqi Arab nationalism, 1932-1941*, Londres, Routledge, 2006.

Wildangel, René, *Zwischen Achse und Mandatsmacht, Palästina und der Nazionasozialismus*, Berlin, Klaus Schwarz Verlag, 2007.

18
Le Parti communiste français n’a pas voulu prendre le pouvoir à la Libération

par Philippe BUTON

Pendant un demi-siècle, dans l’Université, les médias ou la sphère politique, a dominé l’affirmation que le PCF n’avait jamais voulu prendre le pouvoir à la Libération. La force de cette croyance résultait de la conjonction de deux phénomènes. En premier lieu, un problème de sources : l’administration de la preuve relevait de la haute voltige. Mais l’essentiel tenait à l’enjeu politique. Cette opinion était martelée parce qu’elle constituait le cœur d’une doctrine, voire d’une identité politique. Grâce aux nouveaux documents issus des archives de Moscou, l’idée inverse s’est cependant aujourd’hui imposée.

La légende du légalisme communiste

Depuis 1934, année où le PCF a renoncé à prendre le pouvoir par le biais d’un coup d’Etat, modèle 1917, sa stratégie se fonde sur une logique d’alliance. Ne pouvant espérer représenter à lui seul la majorité de la population, il ne peut qu’envisager de dominer une coalition qui représenterait la majorité de la population agissante (les électeurs en temps

normal, « les masses » en période troublée), quitte, une fois au pouvoir, à marginaliser ou éliminer ses partenaires. Encore faut-il que des partis importants acceptent de jouer le jeu. Or, au XX[e] siècle, dans tous les pays où les communistes ont pris le pouvoir, ils ont toujours passé des alliances (avec les socialistes-révolutionnaires de gauche en Russie, avec le Kuomintang en Chine, avec les partis paysans et socialistes dans les pays d'Europe de l'Est, avec le prince Sihanouk au Cambodge…) avant, une fois au pouvoir, de se débarrasser de leurs alliés. D'où la forte méfiance de ces partenaires potentiels. Face à ce bilan historique, le PCF affirme que la France représente un cas d'espèce, ce qu'il essaie de démontrer en soulignant la loyauté de son action passée. Proclamant à la Libération que « les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit de rares exceptions qui confirment la règle, permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes[1] », ses historiens et sa propagande politique s'efforcent de faire entrer ce postulat dans la catégorie des certitudes. Comme l'écrit avec autorité Yves Durand : « Il est admis aujourd'hui que le parti communiste n'a pas songé à "s'emparer du pouvoir" à la Libération, ni même pratiqué la tactique renouvelée de Lénine du "double pouvoir" préparant la Révolution[2]. » « Il est admis… » Aucune preuve décisive ne permet pourtant de corroborer cette assertion.

Pour imposer sa vision de l'histoire, le PCF ne lésine pas sur les moyens. Il est le parti politique qui produit le plus de matériaux historiques dans sa presse, dans sa propagande quotidienne, dans son activité commémorative, dans l'activité toponymique de ses municipalités, dans sa revue d'histoire spécialisée, dans l'important catalogue de ses nombreuses maisons d'édition. Au sein de ce matériel, il accorde la plus grande place à la question de son attitude pendant la Seconde Guerre mondiale. Maurice Agulhon le confirme dans ses souvenirs : « Les gens qui n'ont pas vécu cette époque ne peuvent pas imaginer l'ampleur, l'insistance, l'omniprésence, la force et, osons le dire, l'impudeur de la propagande communiste sur le thème de la Résistance[3]. » En écho, qu'on me permette une anecdote personnelle : alors jeune doctorant, j'intervenais en 1984 dans un colloque sur la libération de la France, tenu à l'université Paris-VIII, lorsque j'eus la surprise de me voir tancé par l'ancien président du Comité parisien de la Libération, André Tollet, d'un définitif : « Quand j'entends cela, ça me rappelle l'officier de la Gestapo qui m'interrogeait. »

Quoi qu'il en soit, la vision communiste n'est pas loin, alors, d'être hégémonique au sein de l'université française. Pratiquement toutes les histoires générales publiées par les grandes maisons universitaires, pourtant rédigées par certains des meilleurs historiens de la période (Maurice Agulhon, Antoine Prost, René Rémond, Jean-Pierre Rioux), affirment le légalisme communiste à la Libération[4], le comble étant atteint par Jean-Paul Barrière, qui me cite en m'attribuant l'exact contraire de ce que j'ai écrit : « L'attitude du PCF. P. Buton a montré que sa direction, reconstituée depuis que Thorez est revenu de Moscou, demeure prudente, conformément aux visées de Staline. Contrairement à ce qui a été dit, elle ne souhaite pas prendre le pouvoir[5]. » Exceptionnellement, quelques voix discordantes – alors bien isolées – se font entendre : dans les deux manuels universitaires écrits d'une part par Serge Berstein et Pierre Milza et d'autre part par Jean-François Sirinelli[6], sans compter naturellement les spécialistes écrivant des travaux à diffusion plus restreinte – Annie Kriegel, Stéphane Courtois, Jean-Jacques Becker et moi-même[7].

La scène politique elle-même reste alors dominée par la reprise du point de vue officiel communiste. Certes, le général de Gaulle avait martelé le contraire dans ses *Mémoires de guerre*, mais même les gaullistes ne reprennent que modérément son analyse[8]. Le postulat du légalisme communiste est paradoxalement accepté par les ennemis du PCF que sont alors les gauchistes – qui connaissent leur heure de gloire autour de 1968. Tous cultivent leurs innombrables divergences mais tous, anarchistes, trotskystes comme maoïstes communient dans la même certitude : le PCF a trahi la révolution à la Libération. L'hymne des maoïstes le chante : « Car on n'expulse pas la révolte du peuple / Peuple qui se prépare à reprendre les armes / que des traîtres lui ont volées en 45 / Oui bourgeois contre vous le peuple veut la guerre[9]. »

Pénurie puis abondance archivistique

La seconde raison majeure de la domination pluri-décennale de cette idée fausse réside dans les difficultés documentaires auxquelles se heurtaient les historiens du communisme. Le monde communiste officiel était un univers paradoxal, rempli à la fois d'écrits et de secrets. Aucune famille politique n'a autant répandu d'écrits, mais aucune n'a su, dans le même temps, aussi bien préserver ses secrets, en particulier les archives

privées de ses organismes directeurs. De telle sorte que, pendant presque tout le XXe siècle, le chercheur a dû se contenter des sources publiques, autrement dit des documents que le monde communiste choisissait à dessein de montrer. Il suffisait, pour des historiens pressés, militants ou peu scrupuleux, de reproduire le contenu de ces tracts et de ces journaux pour entériner la légende du légalisme communiste. A cette époque, les historiens avides de vérité ne pouvaient que raisonner par l'absurde : une solution s'imposait lorsque toutes les autres avaient été écartées. Le PCF voulait prendre le pouvoir parce que toutes les hypothèses déviantes étaient infirmées par la logique. Inutile de dire que cette démarche ne pouvait être qu'à demi convaincante et, fondées sur cette méthode, les affirmations contenues dans notre thèse de doctorat ont pu aisément être négligées.

Heureusement, à partir de la chute du mur de Berlin, en 1989, un océan archivistique a étanché notre soif. Avec des fortunes diverses, s'ouvrant ou se refermant au gré de la conjoncture politique, les archives de Moscou se sont entrouvertes, permettant aux chercheurs d'accéder à une manne documentaire riche de plusieurs dizaines de millions de documents inédits. Quels constats permettent-ils de dresser ?

L'essentiel est d'appréhender l'univers mental dans lequel vivent les acteurs de notre histoire, en particulier les dirigeants du PCF. Entre 1934 (adoption de la politique du Front populaire) et 1953-1956 (mort de Staline, suivie par le rapport Khrouchtchev au XXe congrès du parti soviétique), l'aréopage communiste français communie dans quelques certitudes. La première est qu'ils appartiennent à une mince élite, celle des dirigeants communistes internationaux, une phalange qui comprend des révolutionnaires issus de tous les pays. La deuxième est que cette élite est dirigée par celui qui a démontré, par son activité à la tête du premier pays socialiste du monde, qu'il était le meilleur de tous : Staline. La troisième est que le mouvement communiste, ayant comme force fondamentale l'Union soviétique et comme dirigeant Joseph Staline, a pour vocation – car c'est une nécessité historique et philosophique – de conquérir le monde : le présent de l'Union soviétique est le futur de tous les autres pays, la France au premier chef, puisque 1917 n'a fait que réaliser les virtualités de 1789.

Cette architecture mentale débouche sur une véritable dépendance psychologique de ces dirigeants communistes envers Staline, une dépendance qui court tout au long de la période 1934-1953 et que deux textes privés du secrétaire général du PCF éclairent. En 1937, Maurice

Thorez vient de publier son autobiographie *Fils du peuple* ; il en envoie un exemplaire à Staline, orné de cette dédicace personnelle : « Au camarade Staline, le constructeur génial du socialisme, le chef aimé des travailleurs du monde entier, le guide des peuples, le Maître et l'ami, qui me fit, un jour heureux entre tous, le grand honneur de me recevoir, en témoignage de ma fidélité absolue et de mon amour filial, Thorez[10]. » Dix ans plus tard, lors d'un long entretien, évidemment privé, entre les deux hommes, le Français offre une longue déclaration d'allégeance au dirigeant soviétique en déclarant que « les communistes français seront fiers du fait que lui, Thorez, ait eu l'honneur de s'entretenir avec le camarade Staline. Thorez remarque que, bien qu'il soit français, il a l'âme d'un citoyen soviétique », ce à quoi Staline répond avec pertinence que « nous sommes tous communistes et que cela veut tout dire[11] ».

Croire donc qu'un homme comme Maurice Thorez souhaite la simple indépendance nationale de la France représente un contresens absolu. Le secrétaire général du PCF se bat pour une France communiste. Encore faut-il que cet objectif soit à sa portée.

A l'offensive

Pendant la Seconde Guerre mondiale, tous les partis communistes des pays vivant sous l'occupation nazie poursuivent la même politique : construire des alliances – un Front national d'une part, un Comité de la Résistance d'autre part (les noms précis varient selon les pays) –, contrôler ces alliances, et se battre pour que ces Fronts et ces Comités s'emparent du pouvoir à l'issue de la guerre, au nom du seul combat antiallemand. Puis, une fois au pouvoir, il conviendra d'éliminer les partenaires et d'engager la construction du socialisme, autrement dit de confier le pouvoir absolu aux seuls communistes. Dans les pays de l'Europe de l'Est, cette stratégie a parfaitement bien fonctionné et les multiples Fronts de la Résistance, noyautés par les communistes, prennent le pouvoir, organisent des élections plus ou moins libres, chassent les traîtres, puis les complices des traîtres, avant de s'attaquer aux « complices objectifs » des traîtres. Au bout de quatre ans, le pouvoir du parti communiste est devenu total.

Appliquée à la libération de la France, cette stratégie s'est déployée d'abord en Corse, en septembre 1943, puis sur le continent à l'été 1944.

A la suite de la déposition de Mussolini, le 25 juillet 1943, les chefs communistes de l'île décident, le 3 août, de lancer l'insurrection, par le truchement du Front national. Le lendemain de l'annonce de la capitulation italienne (8 septembre), celui-ci lance l'appel au combat. Nous avons retrouvé, dans les archives soviétiques, le rapport que le responsable communiste de l'île a adressé à Moscou. Il raconte : « Dans les villages, le plan prévu est appliqué. Les groupes du Front national rassemblent la population sur la place du village, déclarent déchues les municipalités indignes et proclament leur remplacement par des patriotes dont ils font applaudir les noms. » Le Front national s'empare ainsi de plus de deux cents municipalités. Mais le plus significatif se déroule à Ajaccio où, grâce à l'insurrection, le Front national institue, à côté du préfet et pour le contrôler, un conseil de préfecture à direction communiste. Le premier texte officiel de la Corse libérée entérine cette prééminence : « Nous, préfet de la Corse, arrêtons : art. 1er : le comité départemental du Front national constitue le conseil de la préfecture et travaille en accord avec nous. […] art. 3 : les groupes de combat du Front national sont seuls considérés comme des forces supplétives de police. » Or, ce préfet signataire d'un arrêté qui reconnaît le pouvoir de fait du PCF est… le préfet de Vichy. Ainsi, le seul exemple d'un maintien des autorités pétainistes dans un département libéré résulte de la volonté du PCF, belle illustration des méandres tactiques possibles permettant d'assurer la victoire du Parti. Alerté, de Gaulle mettra de longues semaines à rétablir une situation normale dans l'île de Beauté.

Mais l'essentiel demeure naturellement le devenir politique de la France continentale. La stratégie communiste s'est traduite par un emboîtement de poupées russes. D'abord construire une large organisation de résistance contrôlée par le Parti – le Front national –, qui remplit parfaitement son objectif : à la Libération, c'est l'organisation issue de la Résistance la plus nombreuse, et elle est totalement contrôlée par le PCF. Puis édifier une pyramide de comités divers, à la fois unitaires et noyautés par le PCF, qui visent à s'emparer du pouvoir à la Libération. Il s'agit, pour l'essentiel, des FFI, noyau de la future armée, des milices patriotiques, qui ont vocation à remplacer la police, des comités départementaux de la Libération, qui doivent contrôler les préfets, et de multiples comités qui, dans tel lieu ou dans telle profession, sont chargés de liquider les traîtres et leurs complices et de les remplacer par des résistants, si possible proches ou membres du

Parti. Au printemps 1944, le parti communiste connaît une phase favorable : s'il ne dispose que de deux ministres, il contrôle très largement les FFI, les milices patriotiques, la direction du CNR, la CGT et une grande partie des comités locaux et départementaux de la Libération. Reste un obstacle de taille : de Gaulle.

La force du Général, c'est le talon d'Achille du PCF. Il est le premier résistant de France parce qu'à l'été 1940, le PCF, c'est le moins que l'on puisse dire, n'est pas encore entré dans la Résistance. Ce handicap l'empêche de dénoncer de Gaulle, il ne peut qu'essayer de le marginaliser. Pour cela, il souhaite qu'à la Libération une véritable insurrection nationale donne aux Français l'impression que la résistance intérieure les a libérés et que cette résistance, dirigée par le PCF, doit gouverner la France, de Gaulle demeurant un symbole progressivement privé de véritables pouvoirs. Le PCF se démène pour lancer cette insurrection nationale, appelant à une guérilla généralisée, à la grève générale, à l'érection de barricades et à la capitulation escomptée des troupes occupantes. Malheureusement, à l'échelle de la France, l'insurrection nationale fut un échec. Elle ne se produisit que dans quatre villes : Paris, Marseille, Lille et Thiers. Dans trente et une autres localités, les FFI ont joué un rôle notable dans la libération, mais la population est demeurée passive. Enfin, dans les autres communes – cent quatre-vingt-douze des deux cent vingt-sept villes pour lesquelles nous disposons de renseignements précis –, le rôle des habitants et des FFI reste marginal, soit que les Allemands quittent la ville sans incident, soit que celle-ci soit libérée par les seules troupes alliées débarquées en Normandie ou en Provence.

Cette reconstitution de la stratégie suivie par le PCF, bien hypothétique avant l'ouverture des archives de Moscou, est largement validée depuis la publication de multiples documents internes, notamment le procès-verbal de l'entretien que Staline accorda à Maurice Thorez le 19 novembre 1944, juste avant son retour en France. La teneur de l'entrevue démontre principalement deux éléments. Le premier est qu'il y a un changement radical de ligne du PCF : jusqu'à cet entretien, le PCF tente une ligne d'affrontement avec de Gaulle ; il adopte après une politique conciliante. Le second est que c'est bien Staline qui est à l'origine de ce tournant, comme le confirme ce passage essentiel : Staline souligne que « les communistes français n'ont pas encore compris que la situation a changé en France. Les communistes n'en tiennent aucun compte et continuent à suivre l'ancienne

ligne. […] Entre-temps la situation est différente, nouvelle, favorable à de Gaulle […] et il faut opérer un tournant. Le PC n'est pas assez fort pour pouvoir frapper le gouvernement à la tête[12] ».

A posteriori, il est facile d'estimer que le PCF se berçait d'illusions. Ses espoirs de conquête du pouvoir étaient chimériques, puisqu'il lui manquait un « petit » élément : la présence des Soviétiques. C'est du reste ce que reconnaîtra en novembre 1947 le dirigeant communiste français Marcel Cachin en écrivant dans son journal intime : « Les Yougoslaves ont eu tort de nous reprocher de n'avoir pas fait la Révolution ; Staline dit : "Oui, eux, ils ont eu l'Armée rouge !" Si l'Armée rouge avait été à Paris, ce serait comme en Yougoslavie[13]. » Tel était bien l'espoir de la direction du PCF.

1. Maurice Thorez, « Les élections du 10 novembre ont souligné le caractère national et démocratique du PCF (déclaration au *Times* publiée par le quotidien britannique le 17 novembre 1946 et par *L'Humanité* le 19 novembre 1946) », *Œuvres choisies*, t. 2, Paris, Editions sociales, 1966, p. 453 et 454.

2. Yves Durand, *La France dans la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Armand Colin, coll. « Cursus », 1989, p. 160. Un point de vue similaire est développé dans les multiples travaux de Jean-Paul Scot (voir en particulier « Stratégies et pratiques du PCF, 1944-1947 », dans Roger Bourderon *et alii*, *Le PCF, étapes et problèmes, 1920-1972*, Paris, Editions sociales, 1984) et Annie Lacroix-Riz, *La CGT, de la Libération à la scission de 1944-1947*, Paris, Editions sociales, 1983.

3. Maurice Agulhon, « Vu des coulisses », dans Pierre Nora (dir.), *Essais d'ego-histoire*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 1987, p. 21.

4. Maurice Agulhon, *La République, de Jules Ferry à François Mitterrand*, Paris, Hachette, 1990 ; Antoine Prost, *Petite histoire de la France au XXe siècle*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 1979 ; René Rémond, *Notre siècle, 1918-1991*, Paris, Fayard, 1991 ; Jean-Pierre Rioux, *La France de la IVe République*, t. 1, Paris, Le Seuil, coll. « Nouvelle histoire de la France contemporaine », 1980. Le point de vue est identique chez Danièle Zéraffa-Dray, *D'une République à l'autre, 1918-1958*, Paris, Hachette, coll. « Carré-Histoire », 1992.

5. Jean-Paul Barrière, *La France au XXe siècle*, Paris, Hachette, coll. « Les fondamentaux », 2000, p. 84.

6. Serge Berstein, Pierre Milza, *Histoire de la France au XXe siècle*, Bruxelles, Complexe, 1995, et Jean-François Sirinelli (dir.), *La France de 1914 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Premier cycle », 1993. Désormais, le point de vue est largement différent, cf. Pascale Gœtschel et Bénédicte Touchebœuf, *La IVe République. La France de la Libération à 1958*, Paris, LGF, coll. « Références », 2004.

7. Annie Kriegel, « Le Parti communiste français, la Résistance, la Libération et l'établissement de la IVe République (1944-1947) », *Communismes au miroir français*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 1974 ; Stéphane Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Paris, Ramsay, 1980 ; Jean-Jacques Becker, *Le parti communiste veut-il prendre le pouvoir ?*, Paris, Le Seuil, 1981 ; Philippe Buton, *Les lendemains qui déchantent. Le PCF à la Libération*, Paris, Presses de Sciences po, 1993.

8. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. 3, *Le Salut*, Paris, Plon, 1959. A l'inverse, Jacques Chaban-Delmas ne reprend nullement l'analyse du Général, cf. Jacques Chaban-Delmas, *Mémoires pour demain*, Paris, Flammarion, 1997.

9. Dominique Grange, *Les Nouveaux Partisans*, 1969.

10. Je remercie Haramila Jolly de m'avoir communiqué le contenu de ce document, découvert lors d'un séjour dans l'ex-Institut du marxisme-léninisme (Moscou).

11. Le sténogramme de la rencontre est publié en annexe de Mikhaïl Narinski, « L'entretien entre Maurice Thorez et Joseph Staline du 18 novembre 1947 », *Communisme*, nos 45 et 46, 1996.

12. Le sténogramme de la rencontre est publié en annexe de Philippe Buton, « Méthodologie et historiographie de la stratégie communiste à la Libération. L'entretien Thorez-Staline du 19 novembre 1944 », *Communisme*, nos 45 et 46, 1996.

13. Denis Peschanski (dir.), *Carnets Marcel Cachin*, t. 4, *1935-1947*, Paris, Editions du CNRS, 1997, p. 1179.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Becker, Jean-Jacques, *Le parti communiste veut-il prendre le pouvoir ?*, Paris, Le Seuil, 1981.

Buton, Philippe, *Les lendemains qui déchantent. Le PCF à la Libération*, Paris, Presses de Sciences po, 1993.

Communisme, n°s 45 et 46, 1996.

Courtois, Stéphane, *Le PCF dans la guerre*, Paris, Ramsay, 1980.

Kriegel, Annie, *Communismes au miroir français*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 1974.

19
Les Soviétiques l'ont emporté grâce au nombre

par Benoist BIHAN

Si nombre de théoriciens militaires ont soutenu qu'une petite armée bien équipée et entraînée était en mesure de vaincre des adversaires supérieurs en nombre, tel n'a jamais été le cas en URSS. L'Armée rouge a en effet toujours considéré, selon la phrase attribuée à Lénine, que « la quantité est une qualité en soi ». L'un des principaux architectes de la jeune Armée rouge des travailleurs et paysans, M. V. Frounze, écrivait ainsi en 1924 que « la manœuvre n'est possible que lorsque les moyens humains et techniques nécessaires à la conduite de la guerre sont distribués avec talent *pour obtenir une concentration semblable à des coups de bélier sur l'axe décisif aux moments décisifs*[1] ». D'évidence, la concentration des forces en masses nombreuses capables d'obtenir sur l'adversaire un effet décisif est dès l'origine l'une des caractéristiques de l'art militaire soviétique.

Pour autant, cela ne veut pas dire que le nombre ait été la source du succès des armes soviétiques sur l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale. L'idée tenace d'une Wehrmacht ne le cédant qu'aux hordes innombrables du « rouleau compresseur » soviétique – une image convoquée à l'origine par la propagande française d'avant 1914 pour, de manière ironique, exalter les vertus de l'alliance avec la Russie tsariste – ne tient pas plus que les autres mensonges des mémorialistes allemands de la

guerre germano-soviétique[2]. L'Armée rouge a bel et bien vaincu la Wehrmacht, non en l'étouffant sous le nombre, mais bien en la surclassant dans tous les domaines : numérique, certes, mais aussi et surtout stratégique, logistique et dans la conduite des grandes opérations de la seconde partie de la guerre.

Aux origines d'un mythe

Certes, le rapport des forces avantage en théorie les Soviétiques. Du point de vue des effectifs, la Wehrmacht n'a jamais bénéficié sur l'Armée rouge de la supériorité du nombre. Mais cela n'a, en réalité, que peu de sens du point de vue militaire, puisque ce qui compte est bien le rapport des forces « sur l'axe décisif aux moments décisifs », pour reprendre les termes de Frounze. Et la comparaison de la balance des forces sur l'ensemble du théâtre de guerre germano-soviétique montre au contraire que l'Armée rouge n'a pas eu la partie facile pour créer ce rapport des forces favorable.

Ainsi, au 22 juin 1941, à la veille de l'opération *Barbarossa*, la Wehrmacht aligne 3 117 000 hommes ; les forces soviétiques comptent 5 500 000 soldats, pour un rapport théorique d'effectifs de 1 contre 1,7 en faveur de l'Armée rouge. Mais le déploiement soviétique est échelonné sur une large profondeur, de telle sorte que l'Armée rouge ne dispose réellement que de 2 680 000 soldats immédiatement disponibles pour faire face à l'invasion, soit un rapport réel de 1,16 contre un en faveur des assaillants[3].

La comparaison des matériels en ligne à l'aube de *Barbarossa* est également trompeuse. Certes, l'aviation rouge, force massive sur le papier avec 19 533 avions sur les rôles, en déploie 7 133 à l'ouest de l'URSS, face à la menace allemande. Les 2 770 avions engagés par la Luftwaffe à l'est semblent en comparaison bien peu de chose. Mais, comme le reste de l'Armée rouge, l'aviation est alors en pleine transition : des appareils de grande qualité, comme le redoutable Iliouchine Il-2 *Sturmovik* d'attaque au sol, sont en train d'entrer en service, mais les personnels ne sont pas formés à leur emploi… ni à leur maintenance. La maintenance et le manque d'entraînement rendent de même largement théorique l'avantage du nombre, les taux de disponibilité étant catastrophiques. Et le constat est identique dans les unités terrestres, où les chars, pléthoriques, sont en réalité pour une large part des modèles obsolètes, souffrant d'une pénurie

d’équipages formés et d’une chaîne logistique insuffisante. Les divisions soviétiques, qui, sur le papier toujours, soutiennent largement la comparaison avec leurs adversaires allemandes, sont en réalité des coquilles parfois à moitié vides, aux effectifs et à l’équipement incomplets.

Cette situation matérielle dramatique et le déploiement en profondeur des forces de l’Armée rouge vont contribuer puissamment à forger la perception, chez les soldats allemands, d’une Armée rouge ne s’appuyant que sur la masse pour conduire ses opérations. Piètrement commandées, mal coordonnées, manquant des compétences comme des moyens – de transmission, tout particulièrement – nécessaires à un réel combat interarmes, les prestations soviétiques lors des premiers combats tournent en effet rapidement à des ruées en avant où le choc en rangs serrés entend se substituer à l’intelligence tactique. Ces scènes se reproduisent tout au long de l’avancée allemande vers le cœur de la Russie, les Soviétiques rassemblant groupement après groupement sur la base de leurs multiples échelons stratégiques pour reconstituer face à la Wehrmacht un semblant de front. Elles se reproduisent encore au printemps 1942, lorsque l’Armée rouge tente de préempter l’offensive allemande vers Stalingrad et le Caucase. Ce sont alors 5 313 000 Soviétiques qui font face à 2 690 000 Allemands – auxquels s’ajoutent toutefois un peu plus d’un million de soldats de l’Axe : Roumains, Hongrois, Italiens, pour un rapport des forces final de 1 contre 1,4 en faveur des Soviétiques. Mais le résultat n’est alors qu’une défaite humiliante pour les armes soviétiques devant Kharkov.

La conséquence est d’imposer dans les récits allemands l’image d’une Armée rouge toujours défaite mais jamais vaincue, grâce à d’inépuisables réserves humaines et, dans une moindre mesure, matérielles. Le mépris patent des vétérans de la Wehrmacht pour un adversaire que, explicitement ou non, ils continuent de considérer comme un ramassis de « sous-hommes » incapables d’égaler individuellement les prouesses des soldats du Reich fait le reste. Quand vient pour l’Allemagne le temps des défaites à l’est, devant Moscou en décembre 1941, puis devant Stalingrad un an plus tard, et jusqu’à Berlin ensuite, l’explication est toute prête : la valeur militaire allemande n’a cédé qu’écrasée par le nombre.

Et qu’importe que l’Armée rouge, qui atteint son apogée numérique à l’été 1943, avec plus de 6 700 000 hommes mobilisés, décline après cette date et vive à partir de 1944 une crise d’effectifs de plus en plus aiguë. Il est

vrai que, même ramenée à 6 410 000 hommes en avril 1945, elle demeure supérieure en nombre à une Wehrmacht ayant fondu : de 3 483 000 hommes déployés sur le front de l'Est en juillet 1943 (soit 1 contre 1,7 en faveur des Soviétiques, en prenant en compte les contingents alliés de l'Allemagne qui lui ajoutent un demi-million d'hommes), l'armée allemande s'effondre et n'aligne plus que 1 960 000 soldats désormais quasiment dépourvus d'alliés en avril 1945 (soit un rapport final de 1 contre 3,2 en faveur de l'Armée rouge, le plus élevé de toute la guerre[4]).

Mais les sources de la victoire soviétique ne tiennent pas tant à cette supériorité numérique finale que celle-ci n'en est une conséquence. Si l'Armée rouge a finalement vaincu, c'est d'abord grâce à une meilleure stratégie.

La stratégie, première clé de la victoire soviétique

Celle-ci ne s'est toutefois pas élaborée sans difficultés. *Barbarossa* a sur la direction stratégique soviétique – Staline lui-même et, côté militaire, la Stavka, l'état-major général – un effet dévastateur. Pendant les six premiers mois, ce qui tient lieu de stratégie à l'URSS est une tentative désespérée de recréer un front solide devant la Wehrmacht. La Stavka, loin d'imposer son rythme à la guerre, subit et ne peut que réagir aux offensives allemandes, tout en devant se soumettre aux décisions souvent arbitraires et malavisées d'un Staline aux abois. Dans ces mois sombres, toutefois, la direction stratégique soviétique se révèle paradoxalement plus saine que celle de la Wehrmacht, sauvant finalement *in extremis* l'URSS du désastre. En effet, quand les Allemands ne parviennent pas à définir une ligne stratégique unique – hésitant quant à leurs objectifs prioritaires entre Moscou, Leningrad et l'Ukraine, incapables de se fixer un calendrier réaliste tant ils sont persuadés de l'emporter rapidement –, Staline et la Stavka s'entendent sur un point essentiel : s'ils veulent survivre, il leur faut reconstituer des réserves stratégiques de forces capables d'arracher l'initiative à l'ennemi. Cette ligne directrice préserve l'essentiel : la liberté d'action soviétique au plan stratégique, que les Allemands ne parviennent jamais à entièrement empêcher. Le résultat immédiat est la contre-offensive devant Moscou, en décembre 1941, puis sur l'ensemble du front, stabilisant temporairement celui-ci.

Il faut toutefois une année 1942 presque toute de désastres, à nouveau, pour que Staline finisse enfin par s'accorder avec ses généraux sur une stratégie réaliste, après avoir gâché en mai ses réserves stratégiques péniblement reconstituées dans une offensive désastreuse devant Kharkov. Le dictateur soviétique accepte finalement de jouer, mais cette fois consciemment plutôt que contraint par les circonstances, la carte du temps et de l'économie des forces allouées à la défense pour reconstituer ses réserves. Le résultat immédiat est l'encerclement et la reddition, effective en février 1943, de la 6e armée allemande à Stalingrad, qui ôte l'initiative stratégique à l'Allemagne. Cette patience stratégique est confirmée par le choix d'attendre à Koursk, en juillet 1943, la dernière offensive majeure de la Wehrmacht à l'est sans la préempter. Les Soviétiques, maîtres de l'initiative stratégique, acceptent ainsi de laisser – temporairement – aux Allemands l'initiative des opérations, sans jamais que soit remise en cause leur liberté d'action.

Cette liberté leur permet d'agir dans les deux directions stratégiques majeures que sont l'axe direct Moscou-Berlin, par la Biélorussie et la Pologne, et l'axe stratégique sud, de Stalingrad vers l'Ukraine et l'Europe centrale jusqu'à Vienne[5]. Dès lors, les échecs soviétiques ne sont plus que temporaires, et reflètent surtout les lacunes tactiques et la lente maturation de la maîtrise des opérations de grande ampleur par l'Armée rouge. L'un des plus graves est ainsi celui subi devant Moscou à l'hiver 1942-1943 lors de l'opération *Mars*, tentative de doubler l'encerclement de Stalingrad par la destruction de la meilleure partie de deux armées allemandes dans le saillant de Rjev, véritable tremplin vers Moscou conservé vaille que vaille par la Wehrmacht[6]. *Mars* se solde par plus de 335 000 pertes soviétiques (dont un tiers de tués) sans gain appréciable. Mais même une défaite de cette ampleur ne transforme plus la situation stratégique. Tout au plus les Soviétiques sont-ils contraints de « geler » temporairement le front dans ce secteur pour se concentrer sur la direction sud. Et aucun succès allemand, comme celui enregistré en avril 1944 en Roumanie, où la Wehrmacht fait échec à une première tentative soviétique de s'enfoncer en Europe centrale, n'affecte plus la situation stratégique.

Les dernières offensives allemandes de la guerre, comme celle lancée en Hongrie en mars 1945, ne parviennent même plus à modifier de manière significative les plans d'opérations soviétiques : l'engagement autour du lac Balaton, à l'ouest de Budapest, de deux armées allemandes, dont la

6e armée SS de panzers, dernière réserve stratégique du IIIe Reich, retirée pour cela des Ardennes (et envoyée en Hongrie alors qu'au même moment l'Armée rouge est devant Berlin), aboutit au terme de deux semaines de combats à repousser l'offensive soviétique vers Vienne… de vingt-quatre heures à peine.

Quand les Allemands, de juin 1941 à mai 1945, ne vont cesser de pratiquer la stratégie en dilettante, changeant d'axe d'effort ou d'objectif stratégique et y dispersant leurs forces – à l'exception notable de l'été 1943, sans doute le moment où la stratégie allemande à l'est est la plus cohérente –, les Soviétiques l'emportent d'abord pour avoir su conserver, plus et mieux que leurs adversaires, une stratégie sensée. Passé les errements des dix-huit premiers mois de la guerre, la stratégie soviétique ne se disperse plus et sait prendre son mal en patience, comme à Koursk, pour infliger aux Allemands une succession de défaites massives : en Ukraine en 1943-1944, puis en Biélorussie à l'été 1944 lors de l'opération *Bagration*[7], en Hongrie à l'automne 1944, sur l'Oder en janvier-février 1945. Autant de succès pour l'Armée rouge qui trouvent leur source non dans la supériorité numérique soviétique, mais bien dans la capacité de la Stavka à priver la Wehrmacht de toute capacité de riposte, certes en créant localement des rapports de force favorables, mais surtout en identifiant les axes décisifs où les concentrer, avant de démontrer une maîtrise dans leur emploi dépassant de plus en plus celle des généraux allemands.

La mobilisation, deuxième pilier du succès de l'Armée rouge [8]

L'échec stratégique allemand est donc total et la supériorité numérique des Soviétiques n'est que l'un des facteurs y contribuant. Certes, l'URSS bénéficie de moyens humains et matériels supérieurs en nombre et progressivement comparables en qualité – tactique et technique – à ceux du IIIe Reich. Ceci ne fait toutefois que démontrer le deuxième atout maître de l'URSS : une capacité à mobiliser son économie et sa société très supérieure, parce que bien plus rationnelle, à celle de l'Allemagne.

Côté allemand, en effet, la mobilisation économique est surtout marquée par le désordre et l'amateurisme. D'abord par le refus d'Hitler d'aller trop loin dans la mobilisation : tout l'enjeu des « guerres éclairs »

voulues par le Führer est bien d'éviter à l'Allemagne d'avoir à entrer dans une véritable mobilisation de toute la société et de son économie au service de l'effort de guerre. Celle-ci est donc lente, à tel point qu'entre la victoire sur la France, au printemps 1940, et l'invasion de l'URSS un an plus tard, la Wehrmacht démobilise une partie de ses divisions. Il faut dire que l'industrie allemande ne suit pas la cadence, et ne parvient de toute manière pas à équiper ces nouvelles unités. La motorisation mais aussi la production de certains matériels majeurs – canons antichars, chars eux-mêmes, moteurs d'aviation – marquent en effet le pas, et la mainmise réalisée par le IIIe Reich sur l'industrie française est absolument indispensable à la réalisation de *Barbarossa* : les camions, en particulier, saisis et que continuent de produire les usines françaises, sont essentiels à l'acheminement de la logistique et à la mobilité des troupes mécanisées allemandes.

Le pillage en règle des pays conquis n'est toutefois pas suffisant et, passé l'hiver 1941-1942, le Reich se résout progressivement à accroître son effort de guerre. Il faut toutefois attendre Stalingrad pour que, en février 1943, l'Allemagne entre finalement dans une logique de mobilisation générale de sa population et de son industrie. Si cette mobilisation devient de plus en plus importante et efficace, malgré de multiples pénuries, c'est toutefois trop tard. Et ce d'autant plus qu'elle ne sera jamais totalement rationnalisée, en raison de la structure même de l'Etat nazi : Hitler, pour s'assurer le contrôle absolu du pouvoir, favorise le désordre en multipliant les satrapies industrielles et en instrumentalisant les querelles entre ses barons, avec pour résultat un manque de standardisation des matériels, la multiplication des « armées privées » – *Waffen-SS*, mais aussi « divisions de campagne » de la Luftwaffe, le *Reichsmarschall* Hermann Goering disposant même à la fin de la guerre d'un corps mécanisé portant son nom – et le refus obstiné des industriels allemands de fournir aux alliés du Reich les plans de leurs matériels, laissant Roumains, Hongrois et autres Italiens se battre avec des matériels obsolètes, tout en privant la Wehrmacht d'éventuelles capacités industrielles supplémentaires.

Face à cette incurie, force est de constater ici encore la supériorité soviétique. Non que le désordre n'existe pas dans le système stalinien : l'Etat soviétique se révélera toujours insuffisant – jusqu'à la chute de l'URSS en 1991 –, et la sous-administration chronique de la Russie, héritage des tsars jamais résorbé, a un impact négatif sur la mobilisation

industrielle et sociale. Mais ces faiblesses n'empêchent pas que la mobilisation industrielle soit menée, dans l'ensemble, avec plus de pragmatisme et d'efficacité qu'en Allemagne. Le prix à payer est écrasant : on estime aujourd'hui entre 2,5 et plus de 3 millions les pertes civiles dues à la famine ou aux pénuries de tous ordres (médicaments, vêtements chauds…) dans les zones non occupées d'URSS – soit celles directement imputables aux lacunes du régime stalinien. Ce nombre colossal représente près de 7 % des pertes totales de l'URSS. Mais il n'empêche pas celle-ci de surclasser l'Allemagne dans tous les domaines. Dans la production de chars, d'avions, d'artillerie de tous types, les Soviétiques l'emportent haut la main.

Ainsi en 1941, quand l'Allemagne produit 3 600 chars, l'URSS, pourtant en plein désarroi, parvient à en fabriquer près du double : près de 6 700 machines sortent d'usines en plein déménagement… En 1944, l'URSS produit 34 500 chars et canons d'assaut de tous types, quand l'Allemagne sort moins de 19 000 machines. Une supériorité industrielle, avant d'être numérique, que l'URSS peut encore accentuer car les fournitures de matériels de tous types en provenance du Royaume-Uni et surtout des Etats-Unis permettent aux Soviétiques de rationnaliser à l'extrême leur production. Outre d'appréciables compléments (plus de 22 000 avions, près de 13 000 chars livrés), les Soviétiques comptent sur le « prêt-bail » allié pour des catégories entières de matériels : camions (plus de 650 000 livrés) et véhicules légers tout-terrain (plus de 77 000 Jeep), transports de troupes semi-chenillés…, ce qui permet de concentrer la production soviétique sur des matériels clés comme, précisément, les chars ou l'artillerie[9]. Au total, les 11 milliards de dollars de 1944 fournis par les Etats-Unis, auxquels s'ajoutent 6 milliards en provenance des usines britanniques mais aussi canadiennes, accentuent encore l'avantage industriel soviétique, qui pèse non seulement par la capacité à disposer sur les axes d'effort choisis par la stratégie d'une véritable supériorité des moyens, mais permet aussi de remplacer les pertes subies et d'équiper, en plus des unités employées, des réserves stratégiques qui autorisent l'Armée rouge à entretenir le rythme des opérations, de plus en plus soutenu au fur et à mesure que la guerre progresse. L'organisation de la mobilisation, plus que le nombre, est bien un autre critère clé de la victoire soviétique.

L'art opératif, l'ultime clé du triomphe de l'URSS

Une stratégie mieux pensée et une mobilisation mieux conduite se seraient cependant peut-être révélées insuffisantes à garantir la victoire soviétique. En dernier ressort, la stratégie générale et la stratégie des moyens ne donnent que la direction et les outils matériels du succès, sans le garantir. Seule la sanction des opérations – l'affrontement effectif entre les armées adverses – détermine en dernier ressort la victoire ou la défaite. Or c'est précisément dans ce dernier domaine que l'Armée rouge dispose sur la Wehrmacht du plus clair avantage.

C'est que pour un officier allemand, la guerre se joue de coup en coup, d'engagement en engagement. Ce que la Wehrmacht appelle « opérations » est un enchaînement, le plus habile possible, de batailles livrées l'une après l'autre[10]. Héritier d'une tradition néo-napoléonienne remontant à la première moitié du XIXe siècle, un général allemand n'envisage ses manœuvres que comme le gigantesque préliminaire à un engagement généralisé voulu décisif. Logistique et renseignement y sont des arts auxiliaires, soumis à la « déesse » tactique. Aussi la stratégie allemande est-elle conditionnée au résultat militaire : du triomphe sur le « champ de bataille » – notion très floue quand on considère que la guerre germano-soviétique se joue sur des millions de kilomètres carrés – est supposée découler la victoire. L'immensité du théâtre de la guerre à l'est importe finalement peu : la Wehrmacht poursuivra l'Armée rouge jusqu'en Sibérie si nécessaire, l'accumulation de ses succès garantissant sa victoire finale. Fin 1941, cette logique l'amène à s'exténuer jusqu'aux banlieues de Moscou. Fin 1942, elle l'entraîne jusqu'au désastre sur les rives de la Volga.

L'officier supérieur soviétique appréhende et pense son métier autrement. Depuis les années 1920, l'Armée rouge, sous l'impulsion de penseurs visionnaires au premier plan desquels Alexandre A. Svetchine[11], a rompu avec le XIXe siècle. Contrairement à son adversaire, elle ne voit plus les opérations comme une *succession* de combats échelonnés dans le temps, mais comme une *combinaison* d'activités militaires de nature variée – combats, raids aériens ou frappes d'artillerie, manœuvres, flux logistiques – distribuées à la fois dans l'espace et dans le temps et dont la

réussite ponctuelle importe moins que les possibilités stratégiques qu'elles créent.

Car pour les Soviétiques, remporter une bataille n'a qu'un intérêt réduit. Partant du principe qu'une armée moderne adossée à une population, un Etat et un appareil de production totalement mobilisés dispose d'une endurance considérable (sauf en cas de disproportion extrême de la puissance des deux adversaires), l'Armée rouge considère que l'action militaire est le moyen de réaliser une stratégie d'ensemble, et pas une fin en soi : il y aura de toute manière plus d'un engagement, et il ne sera jamais décisif. C'est la raison pour laquelle, dans la seconde moitié des années 1920, l'Armée rouge cesse définitivement de considérer l'action militaire sous l'angle tactique. Cette dernière est au contraire ramenée à une simple technique, celle de la manœuvre des masses et des feux.

La discipline centrale de la science militaire devient en fait l'*art opératif*, innovation théorique majeure de la pensée soviétique[12] dont l'objet est de combiner l'ensemble des activités militaires relevant de techniques différentes – la tactique, la logistique, le renseignement, son corollaire la déception (*maskirovka* en russe, combinaison de ruse et de dissimulation) et le « contrôle des troupes » (on dirait aujourd'hui « commandement et contrôle ») – pour créer à partir de celles-ci des séquences d'actions, les opérations, dont l'orientation et l'enchaînement sont déterminés *a priori* en fonction de l'objectif poursuivi. C'est ainsi à l'aune des perspectives stratégiques qu'elle ouvre que se juge la valeur d'une opération, plutôt qu'à celle de ses réussites militaires *stricto sensu*.

Cette conception de la guerre moderne bouleverse la manière de penser la pratique des opérations militaires. L'Allemagne fait découler la victoire de ses succès tactiques, et suppose donc qu'il existe une continuité directe entre les deux domaines : un groupement adverse défait est nécessairement un pas vers le succès stratégique. Pour l'Armée rouge, la défaite des forces adverses n'est pas l'instrument du succès mais seulement le moyen de créer les conditions de celui-ci. C'est par la transformation de la configuration dans l'espace – y compris dans la profondeur – et le temps des forces adverses que se crée le succès opératif, et c'est celui-ci, et non tel ou tel succès local, qui constitue un pas vers la victoire. La mesure du succès opératif ne se fait pas à l'aune des pertes humaines ou matérielles subies par l'adversaire, mais bien en comparant la situation stratégique entre le déclenchement d'une opération et son terme. Et encore pour être tout à fait

complet faut-il considérer chaque opération comme un élément d'un tout plus grand : une progression stratégique vers le succès politique.

C'est la cohérence entre cette manière de concevoir l'emploi des forces et la capacité de l'Etat soviétique à doter l'Armée rouge des moyens de déployer son savoir-faire opératif – soit la convergence entre les buts stratégiques, les voies opératives et les moyens humains et industriels – qui vient à bout de la Wehrmacht. Une combinaison imparable que n'ont jamais comprise les mémorialistes allemands, Guderian, Manstein et autres Halder étant demeurés incapables de percevoir ces trois clés du succès soviétique derrière le chaos apparent d'un Etat sous-développé et les maladresses tactiques qui, jusqu'à la fin, pénalisent une Armée rouge en sous-encadrement chronique aux petits échelons. Ils n'en gardent que l'impression de masses innombrables submergeant leurs unités, soulignant au fond que les disciples de Svetchine et Frounze se seront finalement révélés meilleurs dans la création, pourtant supposée être l'acmé de l'excellence militaire allemande, de *Schwerpunkte* (« points décisifs ») et dans leur mise en œuvre que les compatriotes de Clausewitz. Ces derniers auraient sans doute été mieux inspirés de méditer, à l'instar des Soviétiques, les écrits de leur célèbre théoricien militaire.

1. Mikhaïl Vassilievitch Frounze, *Vyssheye komandovaniye* (« Le haut commandement »), cité par V. Ye. Sakvin, *The Basic Principles of Operational Art and Tactics : A Soviet View*, traduction du russe, Hawaï, University Press of the Pacific, 2002 (éd. originale Moscou, 1972), p. 41. Italiques ajoutés par l'auteur.

2. Sur l'un de ceux-ci, voir du même auteur « L'Allemagne a perdu la guerre à cause d'Hitler », dans Jean Lopez et Olivier Wieviorka (dir.), *Les Mythes de la Seconde Guerre mondiale*, t. 1, Paris, Perrin, 2015.

3. Chiffres tirés de David M. Glantz, « Introduction », dans Keith E. Bonn (éd.), *Slaughterhouse : The Handbook of the Eastern Front*, Bedford (Pennsylvanie), The Aberjona Press, 2005.

4. David M. Glantz, « Introduction », dans Keith E. Bonn (éd.), *Slaughterhouse : The Handbook of the Eastern Front*, *op. cit.*

5. David M. Glantz, *The Military Strategy of the Soviet Union : A History*, Londres, Frank Cass, 1992.

6. Sur *Mars*, voir David M. Glantz, *Zhukov's Greatest Defeat : The Red Army's Epic Disaster in Operation Mars, 1942*, Lawrence (Kansas), University Press of Kansas, 1999, et Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri, *Joukov. L'homme qui a vaincu Hitler*, Paris, Perrin, 2013.

7. Jean Lopez, *Opération* Bagration*. La revanche de Staline (été 1944)*, Paris, Economica, 2014.

8. Pour une comparaison des mobilisations industrielles soviétique et allemande, voir « Industrial Mobilisation for World War II : A German Comparison », dans John Barber et Mark Harrison, *The Soviet Defence Industry Complex from Stalin to Khrushchev*, Londres, Macmillan Press, 2000, p. 99-117. Voir aussi Mark Harrison, *Accounting for War : Soviet Production, Employment, and the Defence Burden, 1940-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

9. US War Department, *International Aid Statistics, World War II : A Summary of War Department Lend Lease Activities Reported through 31 December 1945*, Washington (D.C.), US Government Printing Office, 1945.

10. Hormis la critique de Clausewitz, inexacte et partiale, l'on peut se référer aux chapitres consacrés à l'art militaire allemand dans Shimon Naveh, *In Pursuit of Military Excellence : The Evolution of Operational Theory*, Londres, Frank Cass, 1997. Bien que schématique, l'analyse de Naveh est, dans l'ensemble, correcte.

11. Alexandre Andreïevitch Svetchine (1878-1938) est sans doute le penseur militaire le plus important du XXe siècle. Ancien officier d'état-major de l'armée du tsar passé dans le camp bolchevique en 1917, il devient après la guerre civile russe (1917-1922) professeur à l'académie militaire, future Académie Frounze. En 1926, son ouvrage majeur tiré de ses cours, *Stratégie*, est notamment le premier à définir l'art opératif.

12. Voir à ce sujet David M. Glantz, *In Pursuit of Deep Battle : Soviet Military Operational Art*, Londres, Frank Cass, 1991 ; Richard W. Harrison, *The Russian Way of War : Operational Art, 1905-1940*, Lawrence (Kansas), University Press of Kansas, 2001 ; Jacques Sapir, *La Mandchourie oubliée. Grandeur et démesure de l'art de la guerre soviétique*, Paris, Editions du Rocher, 1996. Voir aussi Shimon Naveh, *In Pursuit of Military Excellence : The Evolution of Operational Theory*, *op. cit.*, et David M. Glantz, *The Soviet Conduct of Tactical Maneuver : Spearhead of the Offensive*, Londres, Frank Cass, 1991, pour un panorama assez complet de la pensée militaire soviétique.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Glantz, David M., *The Military Strategy of the Soviet Union : A History*, Londres, Frank Cass, 1992.

Harrison, Mark, *Soviet Planning in Peace and War, 1938-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

Kokoshin, Andreï A., *Soviet Strategic Thought, 1917-91*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press, 1998.

Lopez, Jean, et Otkhmezuri, Lasha, *Joukov. L'homme qui a vaincu Hitler*, Paris, Perrin, 2013.

Sapir, Jacques, *La Mandchourie oubliée. Grandeur et démesure de l'art de la guerre soviétique*, Paris, Editions du Rocher, 1996.

20
Le bombardement d'Hiroshima a été de loin le plus meurtrier que le Japon ait jamais connu

par Constance SERENI

Lorsque l'on évoque les bombardements subis par le Japon pendant la Seconde Guerre mondiale, une image s'impose : le nuage en forme de champignon s'élevant de la ville d'Hiroshima. Pour la première fois, une nouvelle arme, la bombe atomique, était utilisée[1] ; elle provoqua d'irrémédiables dommages : on releva dans les jours qui suivirent de 70 000 à 80 000 morts à Hiroshima, de 40 000 à 60 000 à Nagasaki[2].

Mais l'horreur singulière des bombes atomiques a contribué à faire oublier un autre bombardement, celui de Tokyo, dans la nuit du 9 au 10 mars 1945. Ce n'était pas la première fois que la ville était bombardée – les Américains lanceront plus de cent raids sur la capitale entre novembre 1944 et la fin de la guerre –, mais ce raid, connu sous le nom d'opération *Meetinghouse*, aurait dû rester dans la postérité : il fut le plus meurtrier de l'histoire, provoquant en une nuit plus de 100 000 victimes. Tel est du moins le chiffre le plus communément accepté, même si un rapport japonais datant de 1949 avance le chiffre bien supérieur de 183 000 morts[3].

Entre minuit et 3 heures du matin, 279 bombardiers lourds B-29 américains déversent 1 665 tonnes d'engins incendiaires sur la Shitamachi, la ville basse de Tokyo, là où la population est le plus dense et où la plupart des bâtiments sont en bois[4]. A l'aube, près de 41 kilomètres carrés de la ville sont réduits en cendres. D'après les statistiques japonaises, qui ne sont en réalité que des estimations, 267 171 bâtiments furent détruits, soit un quart de la ville, et plus d'un million de Japonais perdirent leur logement[5]. Après la guerre, les rapports américains affirmeront que ce bombardement fut « la plus grande catastrophe qui se soit abattue sur une ville[6] ».

Le bombardement incendiaire, une technique de haute technologie

Bien sûr, les bombes atomiques sont particulières : il s'agit d'une toute nouvelle technologie, fruit de recherches de pointe. Mais les bombes lâchées sur Tokyo cette nuit-là étaient tout aussi nouvelles. Le produit actif, le napalm, qui deviendra tristement célèbre pendant la guerre du Vietnam, est une invention récente. Ce mélange de naphtalène (na-) et d'un dérivé de l'acide palmitique (-palm) a été conçu à l'université Harvard, aux Etats-Unis, par l'équipe du chimiste Louis Fieser en 1942. Capable de brûler à de très hautes températures tout en collant aux bâtiments, aux véhicules et aux corps humains, ce gel est testé pour la première fois le 4 juillet 1942 en laboratoire, pour être ensuite confié à l'armée pour des tests dans des conditions opérationnelles.

Les engins qui transporteront cette nouvelle substance, les M-69, ont eux aussi été inventés spécialement pour un usage incendiaire[7]. On les surnomme les *Tokyo Calling Cards*[8], les « cartes de visite », que l'on va déposer aux portes des Japonais. La bombe M-69, un cylindre mesurant environ 50 cm de long et 7,5 cm de diamètre, est équipée d'un déclencheur à retardement offrant un délai de trois à cinq secondes entre l'impact au sol[9] et l'explosion d'une charge de phosphore qui projette le napalm en feu à plus de dix mètres de haut[10]. Chaque goutte qui retombe, brûlant à une température de 800 à 1 000 °C, peut être l'amorce d'un incendie.

Ces bombes sont le fruit de recherches assez particulières. En 1943, l'armée américaine reproduit sur les terres du Dugway Proving Ground, l'un de ses terrains d'essais, deux ensembles de maisons : des habitations typiques japonaises et allemandes. Chacune des maisons japonaises est

équipée de meubles, et surtout de tatamis, ces tapis de sol en paille tressé, dans le but de vérifier par des expériences grandeur nature l'efficacité des bombes incendiaires. Or, elles sont redoutables sur l'habitat nippon, puisque les chercheurs estiment que 70 % du matériau utilisé pour le construire est combustible. La bombe M-69 est le résultat direct de ces recherches. Légère, elle ne s'enfonce pas dans le sol mais peut exploser à l'intérieur des bâtiments, aspergeant les murs de napalm en fusion. Et si elle explose à l'extérieur, les murs en bois font des cibles parfaites[11].

Or ce ne sont pas des M-69 individuelles qui sont larguées sur Tokyo, mais ce qu'on appelle des *aimable clusters* E-46, des groupes de bombes à même d'être largués avec précision, qui regroupent 38 bombes M-69. Un seul B-29 américain transporte en théorie une quarantaine de *clusters*, soit 1 520 M-69[12]. Dans la nuit du 9 au 10 mars, ce ne sont pas moins de 325 B-29 qui sont lancés sur Tokyo, transportant ainsi entre 450 000 et 500 000 M-69[13]. Prises individuellement, ces bombes n'ont certes pas la puissance de l'atome, mais leur effet lorsqu'elles sont utilisées en masse est terrifiant.

Le B-29, plus cher que la bombe atomique

Si les bombes incendiaires ont nécessité une recherche de haut niveau, c'est encore plus vrai de l'avion qui les transportera jusqu'à Tokyo, le B-29. Le Boeing B-29 *Superfortress* est sans conteste l'appareil qui restera à jamais associé aux bombardements sur le Japon, d'autant que c'est un B-29, l'*Enola Gay*, qui largue la bombe atomique sur Hiroshima le 6 août 1945. Cet aéronef n'a pas été créé à cette fin, mais pour le bombardement à longue distance d'objectifs ciblés, même s'il s'adapte aux bombardements de masse de la fin de la guerre.

Sa conception remonte à 1939. L'appareil fait plus de trois étages de haut, est deux fois plus lourd que le plus grand bombardier qui existait alors, le B-17, et deux fois plus puissant. Premier appareil militaire à disposer d'une cabine pressurisée, c'est aussi le premier à pouvoir voler sur de longues distances à une altitude de plus de 30 000 pieds (environ 10 000 mètres). Le coût de son développement est énorme : plus de 3 milliards de dollars, soit le projet le plus onéreux de la guerre pour les Américains. Il dépasse même, d'un tiers, le coût du projet Manhattan, qui donnera naissance à la bombe atomique[14].

Le général Henry Harley « Hap » Arnold est à l'origine du projet. Le développement est chaotique et l'appareil semble au départ voué à l'échec : le premier prototype testé en 1942 prend feu, le deuxième s'écrase sur Seattle, tuant, entre autres, un groupe d'ingénieurs parmi les meilleurs de Boeing qui se trouvaient à bord[15]. Fin 1943, l'appareil commence à être livré à l'armée, mais il ne participe à son premier combat qu'en juin 1944[16]. Il est utilisé contre Tokyo dès novembre 1944, à partir des îles Mariannes, lors de raids ciblés qui n'ont que peu d'effet.

Les Japonais s'habituent à voir des B-29 voler au-dessus des villes. Il a même un surnom, *B-chan*, la « petite B »[17], qui désigne normalement les petites filles. Au vu de l'insuccès des raids de la fin 1944, les Japonais ne peuvent imaginer la destruction qui frappera bientôt leurs villes.

Le **carpet bombing,** ***un changement de paradigme***

Car outre les bombes et les appareils, les stratèges innovent. Jusqu'alors, les bombardements américains dans le Pacifique, contrairement aux frappes menées par les Britanniques contre l'Allemagne sous l'impulsion du *Marshal* Arthur Harris, le « boucher » de Dresde, étaient principalement ciblés, ce qui répondait à une politique définie en haut lieu : en 1939, le président américain Franklin D. Roosevelt avait lancé un appel au nom du gouvernement américain aux gouvernements des pays combattants[18] leur demandant d'éviter autant que possible de faire des victimes civiles, en particulier par bombardement aérien[19]. Fin 1944, sa position a radicalement changé. La campagne de bombardements ciblés contre le Japon, commencée à l'automne, se passe très mal. Le général Arnold écrit : « Je suis toujours très inquiet. […] notre taux de réussite est très, très bas[20]. »

Les B-29 ont un défaut : pour pouvoir viser les cibles, ils doivent agir de jour, ce qui en fait des cibles parfaites ; ils doivent donc larguer leurs bombes à de hautes altitudes. Difficile dans ce cas d'atteindre une cible, surtout en raison des vents violents qui sévissent à ces hauteurs et que l'on n'appelle pas encore des *jet streams*. Le général Hansell commandant la base des Mariannes refusant de changer de stratégie et de passer à des bombardements de masse, il est remplacé par Curtis LeMay, sommé de produire des résultats rapidement.

LeMay s'exécute, comme il l'écrit le 3 mars 1945 : « Je travaille actuellement sur plusieurs méthodes très radicales pour utiliser nos forces[21]. » Et effectivement, ses méthodes le seront : au lieu de quelques dizaines d'appareils, 325 B-29 *Superfortress* décollent le 9 mars, porteurs d'une capacité de destruction jusqu'alors inimaginable.

La tempête de flammes

Pour comprendre les effets de la pluie de feu qui s'abat alors sur Tokyo, il faut descendre au ras des individus. Seuls les récits des survivants permettent de mesurer quels peuvent être les effets à l'échelle humaine de 1 665 tonnes de bombes incendiaires s'abattant sur une ville dont, rappelons-le, la majorité des bâtiments sont en bois. La nuit du 9 au 10 est belle, il souffle un vent de nord-ouest. Le 10 mars est le jour de la fête de l'armée, ce qui inquiète un peu les Tokyoïtes. Et si les Américains choisissaient cette date pour frapper ? Mais jusqu'alors, les raids se sont déroulés de jour, et ils n'ont pas été très meurtriers…

À 0 h 08, la première bombe tombe. C'est si inhabituel que l'alarme ne retentira que quelques minutes plus tard, à 0 h 15. La stratégie de LeMay a pris de court la défense antiaérienne japonaise, qui est presque incapable d'agir la nuit. Chez les habitants, c'est la surprise. Certains sortent dans les rues pour voir ce dont il s'agit. Protégés par l'obscurité, les B-29 volent beaucoup plus bas que d'habitude. On les voit clairement, brillant dans les feux des projecteurs antiaériens d'un reflet argenté[22]. Les bombes incendiaires qu'ils larguent dessinent en tombant comme des traits de feu dans le ciel. « Que c'est beau ! » s'exclame involontairement la sœur de Saotome Katsumoto[23] qui recueillera les récits des survivants[24].

Mais très rapidement le spectacle devient inquiétant. De toute la ville basse s'élèvent des colonnes de fumée rougeoyantes. Les B-29 ont largué leurs bombes de manière à former un grand X, centré sur la ville basse, là où sont regroupées un très grand nombre de petites usines qui participent à l'effort de guerre. Porté par le vent, le feu se propage rapidement. La population comprend que les maigres abris prévus par la défense antiaérienne civile, dont la plupart ne sont que de simples tranchées recouvertes d'un toit en tôle, ne pourront la protéger de la fournaise. Certains se souviennent aussi du terrible incendie qui a suivi le tremblement de terre de 1923, et du sort effroyable de ceux qui, s'abritant loin des

habitations, dans les parcs ou les temples et sanctuaires, endroits dégagés, s’étaient fait rattraper par les flammes.

Nulle part où s'abriter

La puissance de l'incendie est inimaginable. L'intensité des flammes provoquées par les engins incendiaires est telle qu'elle déclenche une tempête de feu, c'est-à-dire une conflagration d'une telle violence qu'elle crée son propre système de vent, une véritable tornade de flammes qui aspire tout l'oxygène qui l'entoure, accroissant la combustion, et donc la chaleur. Ce même phénomène avait fait plus de 40 000 morts à Hambourg en juillet 1943 lors de l'opération *Gomorrah*, où les feux du bombardement allié avaient provoqué une trombe de feu de près de 500 mètres de haut. Pour survivre, il va donc falloir fuir.

Certains cherchent pourtant à trouver un abri. Conscient du danger des incendies dans une ville comme Tokyo, le gouvernement avait recommandé aux gens, en cas de bombardement incendiaire, de se réfugier dans les quelques bâtiments en béton, en particulier dans les écoles. Ne sachant que faire, beaucoup obéissent à ces ordres, se précipitant dans un piège atroce.

L'école primaire Futaba, dans l'arrondissement de Honjo (aujourd'hui Kuroda), est un de ces beaux bâtiments récents conçus pour résister aux flammes. Des centaines de personnes tentent de s'y abriter, s'entassant dans les classes et sur les escaliers. On sait ce qui s'est passé grâce aux témoignages de quelques personnes qui ont été contraintes de se réfugier sur le toit, près d'un réservoir d'eau dans lequel ils se trempent dès que la chaleur devient trop élevée. Le matin venu, lorsqu'ils redescendent, ils s'imaginent trouver un très grand nombre de survivants. Le bâtiment n'a pas brûlé, les flammes ne l'ont même pas atteint. Mais à l'intérieur, tout le monde est mort. L'école s'est transformée en four géant. Les escaliers sont presque carbonisés tant la chaleur a été intense. On dénombrera plusieurs centaines de victimes dans cette seule école[25].

La fuite impossible

Beaucoup ne songent même pas à s'abriter. Peut-être se souviennent-ils des leçons de 1923, ou comprennent-ils que ce feu n'est pas ordinaire. Ils courent, alors que la température monte et que le vent, renforcé par l'incendie, leur envoie des braises brûlantes sur le visage. Tout s'enflamme : les cheveux, les sacs, les habits, bientôt les personnes elles-mêmes. Une mère racontera la pluie de braises s'abattant sur les fuyards, les

vestes qui s’embrasent et qu’on éteint d’un coup de la main. Elle se retourne pour voir comment va son bébé, qu’elle porte dans le dos : une braise s’est glissée dans sa bouche hurlante. Elle l’ôte de ses doigts, insensible à la douleur[26]. Elle et son fils ne devront leur salut qu’à un plongeon dans un canal en contrebas. Ils survivront, mais elle ne reverra ni ses parents ni sa petite sœur.

Certains voient dans les canaux et la rivière une porte de sortie. La ville basse est coupée en deux par la Sumida. Mais le feu se referme le long des deux rives, forçant la population à se réfugier sur les ponts, pressée des deux côtés. Les gens poussent pour échapper aux flammes, espèrent trouver un salut sur l’autre rive, en vain. Sur les ponts, plus personne ne peut bouger. Un survivant, âgé de treize ans au moment du bombardement, se trouvait sur le pont Kototoi cette nuit-là, bloqué en plein milieu, écrasé contre la balustrade. Il voit le feu arriver vers lui, entend les cris se rapprocher. Quelqu’un – il ignore qui – l’attrape et le précipite dans la rivière, et il survit. Mais au matin il doit revenir sur la rive – une atroce épreuve. Le pont est jonché de corps carbonisés, le sol couvert d’une couche de sang et de graisse humaine qui lui colle aux pieds alors que ses chaussures ont fondu[27].

Les corps et les ruines

Telle est l’image qui domine lorsque le soleil se lève enfin : des corps carbonisés, sans forme, innombrables. Ishikawa Kôji, photographe de l’armée, est l’un des seuls à nous avoir laissé des clichés du matin du 10 mars. Dans le paysage dévasté empli de cendres, il est presque impossible de discerner où se trouvaient les maisons, mais les cadavres restent, souvent entassés là où hommes, femmes et enfants avaient cru pouvoir trouver un abri. Leur nombre est effarant, et la police de Tokyo se refusera à les recenser avec précision. Il est en général vain d’essayer de reconnaître qui que ce soit.

Les photos prises par Ishikawa sont insoutenables, mais une, en particulier, retient l’attention : celle d’une femme et de son enfant qu’elle portait sur son dos. Les seules parties des corps qui ne soient pas carbonisées sont le dos de la mère et le ventre de l’enfant, là où ils étaient en contact. Célèbre, cette photo se trouve facilement sur Internet, mais la

légende indique bien souvent qu'il s'agit d'Hiroshima. Un fois encore, la mémoire de la bombe atomique écrase celle du bombardement de Tokyo…

Une autre image reste fortement liée à ce raid : Hirohito se rendant dans les ruines de la ville ravagée le 18 mars. La visite est filmée pour les actualités, les rues ont été soigneusement nettoyées, aucun cadavre n'est visible, et pourtant la présence de l'empereur et de ses aides de camp en grand uniforme dans ce paysage de cauchemar est si incongrue qu'elle pourrait faire sourire.

Une guerre qui se rapproche

L'empereur, lors de sa visite, est d'ailleurs surpris : ses loyaux sujets ne s'amassent pas sur son chemin pour le voir passer et l'observent en silence, sans l'acclamer. C'est qu'ils ont été choqués par le bombardement, qu'ils sont écrasés par l'horreur, lui explique-t-on. Certes, mais pour beaucoup le choc dépasse les événements du 10 mars. La guerre, qui jusqu'alors était restée distante, s'est brutalement imposée en plein Tokyo. Elle ne se cantonne plus au Pacifique, ni même au continent, elle frappe en plein cœur de l'archipel. Certes, la rumeur avait évoqué les difficultés de l'armée nipponne, malgré les articles triomphants de la presse, mais la réalité s'impose pour la première fois de façon concrète. Le Japon est vulnérable et n'est plus capable de défendre son territoire.

On aurait pu croire qu'un tel désastre pousserait le pays à capituler. Le but des Américains était en effet non seulement de détruire la capacité de production japonaise, mais aussi de réduire à néant le moral de la population pour la conduire à demander la fin de la guerre[28]. La réalité est bien plus complexe : ni les bombardements du printemps ni même les bombardements atomiques seuls n'ont suffi à motiver la capitulation[29]. La population de Tokyo a été traumatisée, certes, mais elle est résiliente. Dans les quelques mois qui précèdent la fin de la guerre, les habitants s'habituent à vivre dans les décombres, sous une tôle, dans un trou boueux qui a été jadis un abri antiaérien. Ils reprennent, tant bien que mal, la production de guerre dans les ruines des usines.

Cette existence durera longtemps. Même après la défaite, la reconstruction tarde et les ruines sont toujours là, lentement déblayées pour laisser place à des abris de fortune. Les orphelins hantent les rues et l'Etat refuse de leur octroyer de l'aide. En juillet 1946, il ne reconnaît que

4 000 orphelins de guerre ; en 1948, un rapport en dénombre pourtant près de 125 000…

Aujourd'hui, le musée Edo-Tokyo conserve quelques traces tangibles de la violence de la fournaise : bouteilles de verre fondues et déformées, pièces soudées entre elles, une poutre de fer tordue par la violence de la chaleur. A les voir, on a du mal à les différencier des reliques du musée d'Hiroshima : les radiations et le souffle mis à part, la chaleur de l'incendie a été finalement comparable. Mais le souvenir n'est pas le même, même au Japon.

1. Notons en passant que la mémoire d'Hiroshima a un poids écrasant par rapport à celle du bombardement atomique de Nagasaki, qui souffre de n'avoir été « que » le deuxième bombardement atomique de l'histoire.

2. Les bombardements atomiques ont bien sûr une caractéristique supplémentaire, les radiations. Il faut donc ajouter les morts par la maladie des radiations ainsi que par divers cancers provoqués par les radiations. En cela, les bombardements atomiques sont bien entendu uniques.

3. Keizai antei honbu sôsaikanbô kikakubu, *Taiheiyô sensô ni yoru wagakuni no higai sôkô hôkokusho*, 1949.

4. XXI Bomber Command APO 234, *Tactical Mission Report*, Mission n° 40.

5. Le nombre de victimes et de bâtiments détruits est source de profonds débats. Nous donnons ici les chiffres le plus communément acceptés, que l'on trouve en particulier dans Richard Rhodes, *The Making of the Atomic Bomb*, New York, Simon & Schuster, 1984, p. 599. Le nombre de morts, en particulier, a probablement été sous-estimé par les rapports de l'époque.

6. United States Strategic Bombing Survey, *Field Report Covering Air Raid Protection and Allied Subjects, Tokyo*, Washington, 1947, p. 167-168.

7. Les bombes M-69 ont été utilisées en Allemagne, mais avec des chargements d'essence gélatineuse, et non de napalm.

8. « Tokyo Calling Cards », *Collier's Magazine*, avril 1945, p. 44 et 58.

9. Ce délai est nécessaire pour permettre aux bombes M-69 de traverser les toits pour exploser à l'intérieur des maisons, provoquant des dégâts bien plus importants que si elles avaient explosé à l'impact.

10. Stewart Halsey Ross, *Strategic Bombing by the United States in World War II : The Myths and the Facts*, New York, McFarland, 2002, p. 107 et 108.

11. David Buchanan et John Johnson, HAER n° UT-35, Historic American Engineering Record, « Dugway Proving Ground », 1984 ; Standard Oil Company, « Design and Construction of Typical German and Japanese Test Structures at Dugway Proving Grounds, Utah », 1943.

12. Certains des B-29 étaient également chargés d'un autre type de bombes incendiaires, les M-47, plus simples, remplies d'essence gélatineuse et de phosphore.

13. Seuls 279 arriveront à bon port. Le B-29 était connu pour ses problèmes récurrents, et à chaque sortie plusieurs appareils étaient contraints de se poser ou étaient perdus pour des raisons purement techniques. Voir XXI Bomber Command APO 234, Tactical Mission Report, Mission n° 40, p. 5.

14. Phillips Payson O'Brien, *How the War Was Won*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 47 et 48.

15. Curtis LeMay et Bill Yenne, *Superfortress : the Story of the B-29 and American Air Power*, New York, McGraw-Hill, p. 23, 24 et 37.

16. Preuve de la haute technologie du B-29, il sera utilisé pendant la guerre de Corée et restera en service jusqu'au milieu des années 1960, où il sera remplacé progressivement par le B-52 puis par des avions à réaction.

17. Voir par exemple les souvenirs d'une survivante d'Hiroshima, Tasaka Hiroko, *Asahi Shinbun*, 4 janvier 1995.

18. Il s'agissait alors de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Pologne et du Royaume-Uni.

19. « Appeal of President Franklin D. Roosevelt on Aerial Bombardment of Civilian Populations », 1er septembre 1939.

20. Thomas M. Coffey, *HAP : the Story of the U.S. Air Force and the Man Who Built It, General Henry H. « Hap » Arnold*, New York, Viking Press, 1982, p. 358.

21. Lettre de LeMay à Norstad, 3 mars 1945, LeMay papers, boîte B11.

22. Tokugawa Musei nota son caractère inhabituel dans son journal : « Vision extraordinaire, spectaculaire, magnifique ! Les B-29 semblaient briller d'un rayon bleuté. Comme ils volaient plus bas que d'habitude, ils semblaient trois fois plus grands. » Tokugawa Musei, *Musei sensō nikki shō : haisen no ki*, Tokyo, Chûô kôron shinsha, 2001, date du 10 mars 1945.

23. Les noms japonais sont donnés selon l'usage au Japon : le nom familial vient en premier, le prénom en second.

24. Saotome Katsumoto, *Tôkyô daikûshû : shôwa 20-nen 3-gatsu 10-ka no kiroku*, Tokyo, Iwanami Shoten, 1971, p. 14.

25. E. Bartlett Kerr, *Flames over Tokyo : The US Army Air Forces' Incendiary Campaign Against Japan, 1944-1945*, New York, Fine, 1991, p. 196 ; Martin Caidin, *A Torch to the*

Enemy : The Fire Raid on Tokyo, New York, Bantam Books, 1992 (1960), p. 168.

26. Saotome Katsumoto, *Tôkyô daikûshû : shôwa 20-nen 3-gatsu 10-ka no kiroku*, *op. cit.*, témoignage de Hashimoto Yoshiko, p. 114.

27. *Ibid.*, témoignage de Kikujima Kôji, p. 141.

28. United States Strategic Bombing Survey, Morale Division, *The Effects of Strategic Bombing on Japanese Morale*, Washington, 1947, p. 9.

29. Voir à ce sujet l'article de Bruno Birolli dans Jean Lopez et Olivier Wieviorka (dir.), *Les Mythes de la Seconde Guerre mondiale*, t. 1, Paris, Perrin, 2015, p. 393.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Bartlett Kerr, E., *Flames over Tokyo : The US Army Air Forces' Incendiary Campaign Against Japan, 1944-1945*, New York, Fine, 1991.

Grayling, Anthony C., *Among the Dead Cities : The History and Moral Legacy of the WW II Bombing of Civilians in Germany and Japan*, New York, Bloomsbury Publishing USA, 2007.

Lucken, Michael, *Les Japonais et la Guerre : 1937-1952*, Paris, Fayard, 2013.

Tanaka, Yuki, et Young, Marilyn B., *Bombing Civilians : A Twentieth Century History*, New York, The New Press, 2009.

Tillman, Barrett, *Whirlwind : The Air War Against Japan, 1942-1945*, New York, Simon & Schuster, 2010.

Notices biographiques des auteurs

Nicolas AUBIN

Agrégé d'histoire, fin connaisseur de l'armée américaine, Nicolas Aubin contribue à de nombreuses revues d'histoire militaire. Il a publié *Les Routes de la liberté : la logistique américaine en France et en Allemagne, 1944-1945*.

Vincent BERNARD

Historien de formation (université Bordeaux-III Montaigne) et journaliste spécialisé, Vincent Bernard collabore à de nombreuses revues d'histoire militaire. Spécialiste des guerres de l'ère industrielle, il a notamment publié chez Perrin une biographie remarquée du général Lee (*Robert E. Lee, la légende sudiste*) et a consacré plus d'une centaine d'articles et divers ouvrages aux questions militaires de la Seconde Guerre mondiale.

Benoist BIHAN

Benoist Bihan est historien et stratégiste. Rédacteur en chef adjoint du magazine *Défense & Sécurité internationale* et coordinateur éditorial de la revue *Histoire & Stratégie*, il est également conseiller de la rédaction du magazine *Science & Vie : Guerres & Histoire*.

Philippe BUTON

Philippe Buton, agrégé d'histoire, est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Reims. Il est spécialiste du communisme, et tout particulièrement du communisme pendant la Seconde Guerre mondiale, et a publié, entre autres, *Une histoire intellectuelle de la démocratie, 1918-1989* et *Les lendemains qui déchantent : le Parti communiste français à la Libération.*

Johann CHAPOUTOT

Ancien élève de l'ENS, agrégé d'histoire et diplômé de Sciences po, Johann Chapoutot est professeur d'histoire contemporaine à la Sorbonne (Paris-Sorbonne, Paris-IV). Spécialiste d'histoire de la modernité occidentale, il a notamment publié *Le Nazisme et l'Antiquité*, *La Loi du sang. Penser et agir en nazi*, *Le Meurtre de Weimar* et *La Révolution culturelle nazie.*

Christian DELPORTE

Christian Delporte est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Saint-Quentin-en-Yvelines-Versailles. Il a notamment publié *Les Journalistes en France*, *Histoire des médias en France* (avec Fabrice d'Almeida) et *La France dans les yeux : une histoire de la communication politique de 1930 à aujourd'hui.*

Christian DESTREMAU

Fin connaisseur du Moyen-Orient, Christian Destremau est l'auteur d'un essai, chez Perrin, sur *Le Moyen-Orient pendant la Seconde Guerre mondiale* salué par la critique. Il a par ailleurs écrit une biographie de Lawrence d'Arabie. Son dernier livre : *Churchill et la France*.

Pierre GRUMBERG

Après des études d'histoire, Pierre Grumberg est devenu journaliste scientifique. Longtemps membre de la rédaction de *Science & Vie*, il est depuis 2011 rédacteur en chef adjoint du magazine *Guerres & Histoire*.

C'est un spécialiste, notamment, de la technologie militaire et de la guerre du Pacifique.

Eric JENNINGS

Professeur à l'université de Toronto, Eric Jennings est un spécialiste reconnu de l'histoire coloniale. Il a notamment publié *Vichy sous les tropiques* et une étude sur la ville vietnamienne de Dalat, *La Ville de l'éternel printemps*. Son dernier livre, *La France libre fut africaine*, paru chez Perrin, est aujourd'hui une référence incontournable sur l'histoire de la France libre.

Franck LIAIGRE

Docteur en histoire, Franck Liaigre travaille sur la lutte armée communiste. Il a soutenu la première thèse consacrée aux Francs-tireurs et partisans (FTP) en zone occupée et est l'auteur de plusieurs livres sur le sujet dont *Liquider les traîtres : la face cachée du PCF clandestin (1941-1943)*, avec Jean-Marc Berlière (prix Guizot 2008 de l'Académie française) et plus récemment, chez Perrin, *Les FTP. Nouvelle histoire d'une résistance*.

Jean LOPEZ

Jean Lopez, fondateur et directeur de la rédaction de *Guerres & Histoire*, s'est signalé par une série d'ouvrages revisitant le front germano-soviétique, dont *Koursk. Les quarante jours qui ont ruiné la Wehrmacht* ; *Stalingrad, la bataille au bord du gouffre* et, avec Lasha Otkhmezuri, par une biographie de Joukov, chez Perrin, unanimement saluée. Son dernier livre : *Les Cent Derniers Jours d'Hitler*.

Jean-Christophe NOËL

Jean-Christophe Noël est un ancien officier de l'armée de l'air. Après avoir été pilote de chasse, il a mené une carrière en état-major où il a notamment traité de sujets liés à la prospective et aux affaires doctrinales. Il a également écrit des articles professionnels ou de vulgarisation sur

l'emploi des forces aériennes. Il est diplômé de l'Ecole de l'air, de l'Ecole de guerre et de l'Institut d'études politiques de Paris.

Lasha OTKHMEZURI

Docteur en histoire, Lasha Otkhmezuri est conseiller de la rédaction de la revue *Guerres & Histoire*. Il a publié, avec Jean Lopez, *Joukov. L'homme qui a vaincu Hitler*, ainsi que *Grandeurs et misères de l'Armée rouge*.

Robert O. PAXTON

Né à Lexington, Virginie (Etats-Unis), Robert O. Paxton, après avoir notamment étudié à Oxford et Harvard, enseigne l'histoire de l'Europe contemporaine à la Columbia University de New York. Historien de la France des années noires, il a, entre autres, publié deux ouvrages de référence sur la période : *La France de Vichy*, *L'Armée de Vichy* et, avec Michael Marrus, *Vichy et les Juifs.*

Marc PERRENOUD

Docteur ès lettres (université de Genève), Marc Perrenoud a été le conseiller scientifique de la Commission indépendante d'experts Suisse-Seconde Guerre mondiale (1997-2001) présidée par Jean-François Bergier. Il est l'auteur de publications sur la Suisse au XXe siècle, notamment sur les relations économiques extérieures, l'antisémitisme, la politique d'asile et la politique étrangère. En 2011, il a publié *Banquiers et diplomates suisses (1938-1946)*.

Davide RODOGNO

Professeur au département d'histoire et politique internationales à l'Institut universitaire des hautes études internationales et du développement de Genève, Davide Rodogno est un spécialiste du fascisme et de l'histoire des occupations italiennes auxquels il a consacré *Fascism's European Empire*. Il a travaillé sur l'histoire des interventions humanitaires

dans l'Empire ottoman et se consacre depuis quelques années à l'histoire de l'humanitarisme occidental.

Régis SCHLAGDENHAUFFEN

Docteur des universités Humboldt (Berlin) et de Strasbourg, Régis Schlagdenhauffen est maître de conférences à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS). Titulaire de la chaire de socio-histoire des catégories sexuelles, il est aussi membre du laboratoire d'excellence « Ecrire une histoire nouvelle de l'Europe » (LabEx-EHNE), Paris-Sorbonne.

Constance SERENI

Constance Sereni enseigne l'histoire du Japon au XX[e] siècle à l'université de Genève. Spécialiste du Japon pendant la Seconde Guerre mondiale, elle a déjà publié, en collaboration avec Pierre-François Souyri, *Kamikazes.*

Bénédicte VERGEZ-CHAIGNON

Docteur en histoire, ancien maître de conférences à l'IEP Paris, Bénédicte Vergez-Chaignon a consacré plusieurs livres à Vichy et à la collaboration, dont *Histoire de l'épuration* et *Les Secrets de Vichy*. Sa biographie de Philippe Pétain chez Perrin, unanimement saluée par la critique et plébiscitée par le public, a été récompensée par le Grand Prix de la Biographie politique et le prix de la Biographie du *Point.*

Olivier WIEVIORKA

Membre de l'Institut universitaire de France et professeur des universités à l'Ecole normale supérieure de Cachan, Olivier Wieviorka est un spécialiste reconnu de la Résistance et de la Seconde Guerre mondiale, auxquelles il a consacré plusieurs livres qui font autorité, dont *Histoire du Débarquement*, *Histoire de la Résistance* et *Une histoire de la Résistance en Europe occidentale.*